

**Le président  
Gemayel  
en visite  
à Damas**

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde des arts  
et des spectacles »**

Pages 13 à 21

Regarder l'Allemagne

## Rebondissement dans la campagne présidentielle aux Etats-Unis

### Une troisième voie ?

La démocratie, quoi qu'on puisse en dire, est bien le meilleur antidote de la bureaucratie et du poids des appareils. On vient d'en avoir une preuve supplémentaire dans les élections « primaires » qui viennent de se dérouler dans le petit Etat du New Hampshire et dont le but était de départager les candidats à la candidature démocrate pour la course à la Maison Blanche.

Contrairement à tous les pronostics, le grand favori vient de mourir la poussière, n'arrivant qu'en second derrière un « outsider » qui ne manque certes pas de talent et d'expérience mais que l'on croyait dépourvu de toute chance tant M. Walter Mondale s'était déjà assuré le soutien de l'appareil démocrate. L'échec de l'ancien vice-président de M. Carter ne signifie absolument pas, à ce stade, qu'il ne parviendra pas à ses fins et qu'il ne sera pas investi par la convention démocrate de San Francisco. Mais il veut dire en revanche que la lutte pour avoir le privilège d'affronter M. Ronald Reagan aux élections de novembre prochain sera beaucoup plus âpre qu'on ne le pensait.

C'est avec résignation que beaucoup de responsables démocrates s'étaient ralliés à M. Mondale. L'homme, certes, n'est pas sympathique, mais on ne peut pas dire qu'il brûle par son charisme ou par l'originalité de ses idées. Il fait penser par bien des côtés, à commencer par une sorte d'optimisme de commande que rien ne justifie, à l'éternel perdant de la politique américaine des années 60, Hubert Humphrey, ancien vice-président de Lyndon Johnson. Cette fonction ingrate ne constitue pas sans doute l'excellent tremplin qu'on pourrait croire, ne serait-ce que parce qu'elle remet dans l'esprit des électeurs des souvenirs tristes. C'est ainsi que Humphrey n'a jamais réussi à faire oublier qu'il avait été le second de Lyndon Johnson pendant la guerre du Vietnam. Il reste encore à M. Mondale à convaincre les électeurs qu'ils n'ont pas simplement un revenant des années Carter, faites d'indécision, de flou et de bons sentiments.

La tâche sera d'autant plus rude pour M. Mondale qu'il a affaire, avec M. Gary Hart, à un vrai professionnel de la politique. Sous ce visage fin et séduisant, derrière cette silhouette élégante et jeune, se cache en effet un redoutable organisateur, extrêmement ambitieux et fort « doué ». Très proche des frères Kennedy dans sa jeunesse — ce n'est sans doute pas un hasard — c'est lui qui permit au sénateur McGovern de remporter contre toute attente l'investiture démocrate en 1972. Il dirigeait à l'époque la campagne du sénateur pacifiste, et il réussit à mettre sur pied la tris efficace « machine » électorale qui allait permettre à McGovern de mettre en échec l'appareil démocrate contrôlé par les caciques du parti. Il y a fort à parier que le sénateur du Colorado n'a pas oublié cette expérience et qu'il nous réserve encore bien des surprises.

Le temps, cependant, joue contre lui. Pour mettre sérieusement en question une candidature Mondale, M. Gary Hart devra en effet réaliser quelques beaux scores aux « primaires » du 13 mars prochain qui vont avoir lieu dans cinq Etats : Alabama, Floride, Géorgie, Massachusetts et Rhode-Island. Pourrait-il d'ici là mettre en place l'organisation nécessaire et réunir des fonds qui lui font cruellement défaut ? Saura-t-il surtout préciser ces « idées nouvelles » dont il se réclame mais qui restent encore bien floues ? C'est là toute la question, car il est évident qu'une grande partie de l'électorat américain préférerait ne pas avoir à choisir entre le conservatisme d'un Reagan et le « rosebudisme » d'un Mondale. Encore faudrait-il que cette troisième voie dont leur parle M. Gary Hart leur paraisse crédible.

### M. Mondale est largement devancé par M. Hart aux élections « primaires » du New Hampshire

De notre correspondant

Washington. — Démentant tous les sondages sans exception, le sénateur Gary Hart a remporté, mardi 28 février, avec 40 % des suffrages, l'élection « primaire » démocrate du New-Hampshire. Sa victoire est d'autant plus spectaculaire qu'il a ainsi devancé de onze points M. Walter Mondale, dont l'avance semblait si indiscutée qu'il se comportait depuis huit jours en candidat désigné à l'élection présidentielle de novembre prochain. Quant au sénateur Glenn, considéré il y a un mois encore comme le principal rival de M. Mondale, il n'a obtenu, avec 12 % des voix, qu'une très troisième place devant M. McGovern et le pasteur noir Jesse Jackson (6 % chacun) (1).

Le score réalisé par M. Hart n'a en lui-même rien d'absolument décisif puisque le New-Hampshire, l'un des dix Etats les moins peuplés des Etats-Unis, ne sera représenté à la convention démocrate de juillet que par 22 délégués sur 3 933. Sa victoire donne néanmoins au jeune

sénateur du Colorado — il n'a que quarante-sept ans — un avantage certain, car les résultats de la « primaire » du New-Hampshire — la première de la course à l'investiture — ont traditionnellement une forte incidence sur la suite de la campagne. En 1976, c'est ici qu'un homme alors presque inconnu, Jimmy Carter, avait pris le départ de sa course victorieuse à l'investiture, puis à la Maison Blanche.

En 1972, c'est également dans le New-Hampshire que le favori Edmund Muskie avait perdu ses chances en ne marquant pas une avance suffisamment nette sur M. McGovern.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 7.)

(1) Ces résultats portent sur 94 % des suffrages exprimés. Le sénateur de Caroline du Sud, M. Hollings, le sénateur de Californie, M. Cranston, et l'ancien gouverneur de Floride, M. Askew, ont respectivement obtenu 4 %, 2 % et 1 % des voix.

## ENDETTEMENT CROISSANT, INFLATION, RÉCESSION

### Le Brésil dans le labyrinthe

Par Charles VANHECKE

Dans un climat de déception, considéré comme un avertissement à l'opposition, les chefs des trois armées et le chef d'Etat-major général du Brésil ont déclaré, le mardi 28 février, qu'ils ne pourraient accepter les « offertes » faites au président de la République par de « mauvais Brésiliens qui se consacrent exclusivement à l'agitation ». Au cours d'une des manifestations monstres qui ont eu lieu ces dernières semaines pour réclamer l'élection du prochain président au suffrage universel, un député de l'opposition avait traité le général Figueiredo de « chef de bande ».

Il n'y a pas si longtemps, le Brésil disait de lui-même qu'il grandissait la nuit. Son optimisme était tel qu'il bravait tous les malheurs, tous les accidents de l'histoire. Le plus dénué des Brésiliens avait le sentiment que son sort n'était pas irrémédiable. Aujourd'hui, le ressort est brisé. Provisoirement, sans doute, mais l'Etat. Les cent vingt-cinq millions d'habitants d'une nation qui a été souvent, trop souvent, présentée comme une nouvelle Amérique, se sentent dans la crise comme dans un labyrinthe. Ils ne voient plus, dans les conditions actuelles, comment s'en sortir.

Il est vrai que la crise les frappe avec une sauvagerie difficile à ima-

giner en Europe. Les plus favorisés d'entre eux ont perdu de 20 à 40 % de leur revenu au cours des trois dernières années. Les autres — beaucoup d'autres — connaissent le chômage, la misère et la faim.

L'exceptionnelle mobilité sociale du pays, qui a assuré longtemps la promotion des plus actifs ou des meilleurs, se fait désormais en sens inverse. Beaucoup de ceux qui, partis du bas de l'échelle, étaient entrés dans les classes moyennes, reviennent à leur point de départ. Il y a depuis quelques années une proportion grandissante de Brésiliens qui gagnent moins d'un salaire minimum (400 francs par mois), ou de un à deux salaires minimum, autrement dit qui se situent dans la catégorie de l'extrême dénuement ou de la pauvreté. Le « boom » des années 70 est suivi, depuis 1981, d'une régression qui risque d'atteindre la même amplitude : depuis cette année-là, le PNB par tête a baissé de 12 %.

La déception est grande pour un pays qui s'était hissé au huitième rang du monde industrialisé occidental : l'an dernier, la production des mines a baissé de plus de 10 %. La chute a été impressionnante dans le secteur des produits manufacturés (- 23 %). Les entreprises fabriquant des biens d'équipement, qui conditions l'avenir, ne tournent plus qu'à moitié de leur capacité. Des multinationales aussi puissantes

que General Electric et Siemens sont durement touchées. La première a dû fermer une usine, à Campinas. La seconde songe à déclarer forfait.

Tous les Brésiliens savent qu'ils sont entrés dans leur quatrième année de récession et que de nouvelles épreuves de la faim sont à redouter, comme celles qui ont secoué São Paulo l'an dernier, et dont les banlieues des grandes villes, ainsi que le sertão du Nord-Est, offrent tous les jours une réplique avec des pillages de magasins.

Le gouvernement de Brasília a dû, une fois de plus, se livrer pieds et poings liés au FMI et à ses créanciers étrangers : il a promis de nouvelles coupes dans les dépenses publiques, ce qui va encore ralentir la croissance économique, car l'Etat est responsable, au Brésil, de plus de la moitié de la production. Un prêt « jumbo » de 6,5 milliards de dollars, accordé par six cents banques privées, a récompensé, en janvier, une telle « sagesse ». Il n'a fait que colmater provisoirement les brèches ouvertes par une dette extérieure qui pourrait atteindre à la fin de l'année 100 milliards de dollars.

Voici plus d'un an que le Brésil va d'un plan de sauvetage à un autre, d'un prêt « jumbo » à un crédit-relais, et qu'il doit ouvrir ses livres de comptes aux experts du FMI. A l'issue de chaque négociation, il semble « sauvé ».

(Lire la suite page 6.)

## AU JOUR LE JOUR

### Proportion

Deux Français sur trois, tel est le titre du nouveau livre — le troisième — de M. Giscard d'Estaing. L'objectif paraît à certains excessivement ambitieux.

Mais on peut aussi bien s'étonner que ce livre de rassemblement national soit à ce point limité. Ne faut-il pas chercher, par définition, à rassembler trois Français sur trois ?

Il est vrai que, si l'auteur avait choisi cette proportion, on l'aurait accusé d'exagération, à l'heure où tant d'hommes politiques se consacrent de préférence à un Français sur deux.

BRUNO FRAPPAT.

## SOIXANTE-HUIT COMMUNES PRÉPARENT 1989

### Sous les pavés, la banlieue

Le ban et l'arrière-ban de la banlieue est invité, ce mercredi 29 février, à rencontrer M. François Mitterrand à Paris, sous une vaste tente dressée dans la cour du ministère de l'Urbanisme et du Logement, qui manque de salons pour accueillir une telle manifestation.

Soixante-huit maires de province et de la région parisienne et leurs équipes d'architectes vont présenter au président de la République des projets d'aménagement et d'embellissement de leur commune, en réponse à l'opération « Banlieues 89 », officiellement engagée il y a quelques mois par le Monde du 23 novembre 1983.

Cet appel à l'émulation, allié au souci que l'attention soit bien suivie, a été lancé par deux architectes de qu'à-trois ans, Roland Castro et Michel Contal-Duparc, avec la bénédiction de M. Mitterrand, qui

qui expliquait comment son gouvernement envisageait l'élimination progressive des montants compensatoires monétaires (MCM) positifs.

Son plan est évidemment sensible, mais, même si l'Etat n'est pas pleinement satisfait d'un point de vue français (c'est une affaire où les intérêts en présence sont tellement parfaitement contraires qu'il n'existe pas de solution miracle), il est déjà clair qu'il servira de base à l'accord. L'effort allemand n'est pas négligeable puisque le plan présenté aboutira au gel des prix en marks pendant trois ou quatre ans.

Les ministres ont longuement parlé des mesures à prendre pour planifier la production laitière. C'est là le point le plus dur de la réforme.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 27.)

Dans notre numéro de vendredi (daté samedi 3 mars)

**Ecole privée : les vrais enjeux**

Un supplément spécial du « Monde »

Aujourd'hui

**M. Savary tient son cap**

LIRE NOS ARTICLES PAGE 10

**Le Canada renonce à participer à la construction de l'Airbus 320**

LIRE PAGE 32

L'ARTICLE DE JACQUES ISNARD

**AUJOURD'HUI**  
« Robert Van Ackeren est la nouvelle star du cinéma allemand ».

TIME



**LA FEMME FLAMBÉE**

Robert Van Ackeren  
Gudrun Landgrebe Mathieu Carrière

هكذا من الأصل



Le Monde

# idées

## Les leçons du syndicalisme agricole

par MICHEL DEBATISSE (\*)

### L'adaptation sociale

Routiers, mineurs, sidérurgistes, fonctionnaires. A leur façon, des catégories sociales se relaient pour manifester et exposer leurs revendications. Il faudra bien aussi que les professions, quelles qu'elles soient, s'adaptent à la grande mutation économique que nous vivons. Michel Debatisse rappelle comment les syndicats agricoles ont pu « digérer » l'exode des exploitants. Jean Villette analyse ce que pourrait être un nouveau type de négociations, et Hervé Serieux demande aux dirigeants d'entreprise de modifier les règles du jeu pour que le personnel puisse y déployer ses talents.

Il ne peut y avoir de mutations économiques sans adaptation sociale. Il manque, semble-t-il, à la France la « démocratie économique » qui lui permette de concilier avec efficacité les défis économiques et sociaux de ce temps.

L'adaptation permanente suscite dans les secteurs socio-professionnels deux comportements syndicaux diamétralement opposés. Le premier caractérise généralement le syndicalisme ouvrier. Des appareils aussi divers que la CFDT, la CGT et, d'une manière différente, FO, foudroient l'action syndicale sur un parti pris de défense et de revendication, même quand, par ailleurs, ils soutiennent un projet d'ensemble idéologique, pour la CFDT, ou politique, pour la CGT. L'affaire Talbot est exemplaire (exemplairement triste). On y a retrouvé tous les ingrédients d'une stratégie syndicale aveuglément revendicative et castratrice : le refus de la coopération, la révolte et la surenchère.

Le syndicalisme agricole, lui, a recherché l'unité, ce qui a rendu opérationnelle la concertation. Le progrès technique a contraint plus de trois millions d'exploitants à quitter la terre en l'espace de vingt-cinq ans. Cela s'est fait ! Cela ne s'est pas réalisé dans la facilité ! Sans doute nos rétrogrades ne que les « traités glorifiés » étaient au rendez-vous. Exact. Mais les trois millions d'agriculteurs qui sont partis ont fait eux aussi un pari. Quel pari ? Il n'était pas gagné d'avance.

Pourtant, ces départs, nous avons essayé de les assumer. Il existait un plan d'action, sur lequel organisations professionnelles et pouvoirs publics s'étaient mis d'accord. Qui dit plan dit accord sur l'accord. Mais qui dit plan dit aussi accord sur le fait d'en étaler l'application dans le temps.

Au nom du progrès, des prix de revient plus bas, certains n'ont pas

toujours compris pourquoi nous nous étions battus pour la législation sur les cumuls ou la création des SAFER avec droit de préemption, interdisant ainsi aux mieux placés d'acquiescer les terres disponibles, et permettant une augmentation de la surface d'un nombre plus large d'exploitants. En trente ans, la surface moyenne de l'exploitation française est passée de 15 à 25 hectares. La mutation économique, pour indispensable qu'elle fût, devait être assuimée socialement. Il faut donc tout calculer économiquement intégrer le coût social qu'il génère !

Mais il eût été plus facile aux dirigeants syndicaux de l'époque, au nom d'un « éternel droit au travail », d'un « droit inaliénable de vivre au pays », de s'opposer à ces départs, et de refuser le progrès technique. Il eût été facile de bâtir une stratégie syndicale sur le pouséisme, en hurlant « des prix, des prix » comme certains hurlent aujourd'hui « pas de licenciement, pas de licenciement », sans se préoccuper des effets d'une telle stratégie sur l'agriculture et le pays. La question était de savoir si, oui ou non, nous comprenions rester les artisans de notre développement ou nous replier frileusement sans en appeler à la responsabilité individuelle et collective des paysans.

En 1955, l'agriculture française ne nourrissait même pas 30 millions de Français ! Aujourd'hui, elle en porte pour plus de 100 millions de Français et dégage un solde net de plus de 20 milliards.

La concertation que nous nous étions faite des rapports qui régissent les relations entre les partenaires de la vie économique — et, en agriculture, il s'agit essentiellement des relations « profession-Etat » — a favorisé de telles mutations. On a résumé ces relations sous l'expression de concertation. La concertation véritable ne peut jouer que dans la mesure où les partenaires se reconnaissent en tant que partenaires.

La concertation est autre chose que la consultation. Or, la nouvelle politique sociale mise en œuvre par

les pouvoirs publics à l'égard des organisations agricoles depuis mai 1981 tend à glisser de la première conception à la seconde. Le manque de concertation explique pour partie les violences auxquelles se sont prêtés les producteurs de porc du Finistère, qui ont en le sentiment d'être écoutés sans jamais être entendus. Quand la concertation ne fonctionne plus de manière satisfaisante, on évite difficilement la violence.

Pour une organisation ouvrière, comme la CGT, la concertation n'est qu'un choix tactique. Les moyens d'action du syndicalisme ouvrier sont subordonnés à ses finalités : en finir avec le capitalisme. La concertation n'est qu'un des outils dans une stratégie globale de rupture avec le capitalisme. En ce sens, elle ne saurait jamais revêtir un caractère crédible et opérationnel. Ce qui fait l'objet d'une concertation n'est jamais discuté pour tel mais toujours dans l'objectif d'affaiblir le partenaire pris pour un adversaire et parfois même un ennemi.

Le compromis n'est dès lors que le résultat tangible d'un rapport de forces à un moment donné, et non la meilleure solution possible apportée à un problème posé.

compte réelle. La « dérisoire » sociale arrive effectivement le jour où les agents d'une entreprise (ouvriers, encadrement, patronat), d'une branche (patronat, syndicats de branche), se rencontrent non seulement pour mettre sur le tapis leurs revendications catégorielles, mais pour discuter des intérêts généraux de l'entreprise — par exemple de Peugeot, — ou d'une branche — par exemple de l'automobile, — et de fixer ensemble les responsabilités de chacun et les conditions de réalisation des objectifs que l'on s'est assignés (niveau de production et niveau d'emploi, organisation du travail, salaires, etc.).

Dans le monde agricole, nous avons inventé un espace de concertation de ce type. Nous l'avons baptisé « interprofession ». Producteurs, autrement dit agriculteurs, transformateurs ou industriels, parfois distributeurs, c'est-à-dire commerçants, se rencontrent, recensent les besoins, analysent les demandes du marché et fixent prix et conditions de campagne pour chaque partenaire. Ainsi, le producteur sait-il à quel prix et à quelles conditions il va produire ; le transformateur, de quelle production il va disposer et en quelle quantité. Le distributeur demeure soumis au marché car, en définitive, aucun produit, aucune marchandise, n'existe qu'à l'intention des consommateurs, qui décident en dernier ressort. Le client est roi mais la concertation interprofessionnelle réduit les aléas et s'inspire des réalités du marché qu'elle peut analyser.

Pourquoi ne pas imaginer un mode de concertation analogue pour les salariés, les cadres et les chefs d'entreprise ? Il permettrait de se mettre d'accord sur les règles du jeu avant d'engager une partie.

On peut être politiquement majoritaire et avoir économiquement tort. Bien qu'il convienne de garantir au politique, représentant de l'intérêt général, une autorité et un pouvoir de décision entiers, l'existence de lieux où politiques et socio-professionnels puissent confronter leurs analyses ne ferait que mieux fonder les choix des premiers.

### Construire la démocratie économique

On comprend mieux dès lors pourquoi, en France, les restructurations industrielles se font chaque fois plus douloureusement qu'ailleurs. En fait, il nous manque la « démocratie économique » qui viendrait conforter notre démocratie politique.

La démocratie économique suppose la concertation à tous les échelons (entreprise, branche, profession), la co-élaboration des stratégies économiques, la reconnaissance par les politiques des corps intermédiaires et leur prise en

(\*) Ancien ministre, auteur du *Projet paysan* (Seuil, 1983).

### « Comme un lundi... »

par HERVÉ SERIEUX (\*)

DES sondages récents viennent de mettre en lumière une bien étrange contradiction : une majorité de Français estiment que les pouvoirs publics devraient aider les entreprises avant même d'améliorer les systèmes sociaux ; concomitamment, une majorité de Français souhaiterait à leurs enfants qu'ils trouvent un emploi de fonctionnaire.

Si le rôle primordial de l'entreprise dans la cité est dorénavant reconnu, son image demeure plutôt mauvaise : tout le monde n'est pas convaincu de l'intérêt de la vie professionnelle dans la fonction publique, mais on imagine qu'elle laisse au moins des loisirs et on sait surtout qu'elle garantit la sécurité de l'emploi. L'entreprise, elle, ne le garantit pas, et comme le cadre de travail qu'elle offre a la réputation de n'être ni stimulant ni épanouissant, on comprend le choix des parents sondés.

Pour avoir entendu mille fois dans tant d'entreprises le mot *dialogue* des débats de semaine : *Comment ça va ?* — *Comme un lundi* — il faut constater que la réelle passion des dirigeants et parfois des cadres pour le succès de leur société ne s'est pas toujours propagée dans les étagères et que dans plus d'un grand siège, c'est un formalisme bureaucratique et morose qui régit les rapports entre les personnes. Alors : « D'accord pour reconnaître l'importance des entreprises ! Mais leur donner nos enfants, non. Pour les risques qu'on y court, on s'y expose trop : le jeu n'en vaut pas la chandelle ».

Une telle attitude condamne à terme une économie. Mais à qui la faute ? Est-il écrit que dans son fonctionnement quotidien une entreprise doit être, pour une large fraction des femmes et des hommes qui y travaillent, maussade et routinier ? Est-ce que seuls les dirigeants et quelques cadres ont droit aux défis existentiels (contrebalancés bien sûr par le stress et les soucis, mais n'y prend-on pas goût peu à peu ?). A la vue sur le grand large, à la grisaille du dépeçement ?

### Un génie inventif

Au moment où les entreprises les plus brillantes de Californie et du Japon s'efforcent de mobiliser toute l'intelligence et tous les talents de leur personnel en leur proposant des projets étonnants, en les lançant dans la course à l'innovation permanente, en les plaçant dans des « postes à défis », en les impliquant dans des cercles de qualité ou de pilonage, toujours plus nombreux, en adoptant des modes de relation interpersonnelles plus simples, plus directs, plus francs, gardons-nous des organisations déshabillées et grises où l'on demande aux salariés de pointer à l'heure, de faire leur travail et puis c'est tout ? Ce serait d'autant plus dommage que les meilleurs observateurs de la population française soient se développer chez nous, à côté de nos traditionnelles vertus industrielles, des comportements nouveaux, bien faits pour accroître le dynamisme de nos entreprises.

Déjà doté de talents qui lui viennent de son histoire : goût de la belle ouvrage, du beau travail dans lequel il s'est exprimé, l'horreur du gâchis dès lors qu'il le concerne, l'esprit « bricoleur », le « Système D », le concours Lépine », tout ce génie inventif au ras du quotidien, le Français deviendrait plus sportif, mieux branché sur le vaste monde, plus passionné par la technique, plus porté sur la vie associative — qui est une forme d'entreprise — et surtout plus soucieux de se réaliser, d'exprimer, de se réaliser, plus désireux d'être que d'avoir, d'exister que de paraître (1).

Les industriels californiens et japonais savent adapter les structures et les règles de fonctionnement de leurs entreprises aux valeurs socio-culturelles marquées et aux talents de ceux qui y travaillent (d'où le « relax management » californien et le management par consensus au Japon). Si leurs personnels possèdent les qualités traditionnelles et nouvelles dont on nous gratifie, ils inventeront des organisations qui en tiendront compte et les valoriseront : ils en tireront, sans nul doute, des effets économiques remarquables.

Les Français reconnaissent dorénavant l'importance essentielle des entreprises ; à nous, dirigeants, de faire en sorte qu'au sein d'organisations aux règles du jeu modifiées, ils puissent y déployer leurs talents.

(\*) Président de l'Association de cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique (ACADI).

### LU

« UNE LECTURE BOURGEOISE DE KARL MARX », de Michel Bousson

### L'opium du peuple

« J'ai aimé lire Marx. Goulument... J'ai de plonger dans un monde où tout est démonté sous vos yeux, avec une rigueur scientifique, mais où tout aussi est reconstruit, retrouvé. » On est un peu étonné de lire ces phrases sous la plume du journaliste Michel Bousson, à la fin d'un ouvrage où il n'a pratiquement cessé d'opposer l'enseignement de l'auteur du *Capital* aux réalités.

L'entreprise de notre auteur est honnête, mais elle ne s'adresse en tout cas ni aux étudiants ni à ceux qui ont la foi marxiste chevillée au corps. La laïque est franche, drôle, très (parfois trop) familière. La thèse se rapproche de celle de Glucksmann dans *Le Cuisinier et le Mangeur d'hommes* : Staline n'a fait que développer jusqu'au démentiel la théorie extrême de Marx. Mais la démonstration est celle d'un autodidacte qui a voulu retrouver Marx « à l'état brut » et en faire une « lecture bourgeoise ».

Ceux qui n'auront pas trop d'endosser une robe universitaire ou sociologique retrouveront là, facilement accessibles, les points du massif Karl Marx. M. Bousson s'intéresse à l'homme d'abord, à son formidable encyclopédisme, à sa boulimie de savoir, et aussi à ses défauts : sa dureté, son antisémitisme, son aveuglement sur l'Amérique. Le lecteur y trouvera un bon patchwork de cita-

tions, des rappels historiques sur l'exploitation des hommes dans les fabriques du dix-neuvième siècle, et des discussions au premier degré sur les thèmes agités par le père du « matérialisme historique » : la lutte des classes, la liberté, la propriété, la religion, les crises, les paysans, la chômage.

Dans les poubelles du marxisme, M. Bousson retrouve sans peine la notion de « paupérisation absolue » abandonnée par Thorez et celle de « dictature du prolétariat » délaissée par Georges Marchais. Révisionnisme déchantant, car c'est le principe même de la lutte des classes qui est remis en cause si l'on jette aux orties ce dernier concept.

Les marxistes disent volontiers que le marxisme est une méthode, une morale. Notre auteur n'est pas du tout d'accord : « Je crois que c'est dans la mesure où il est une morale qu'il a acquis un formidable impact... C'est ce qui fait sa force d'attraction, son pouvoir de tentation horrible mais si comode, si rassurant pour l'esprit lorsqu'on l'a absorbé à la fois comme un doping et comme un tranquillisant. » Le marxisme, comme « opium du peuple », n'aura tout vu. On aura tout dit.

PIERRE DROUIN.

\* Michel Bousson : *Une lecture bourgeoise de Marx*, éditions France-Empire, 224 p., 62 F.

## Un nouveau type de négociations

par JEAN VILLETTE (\*)

même entouré d'un solide « état-major ».

La crise économique remet même en cause les motivations et les finalités de certaines revendications. Nous ne sommes plus au temps où nous réclamions une réduction du temps de travail pour avoir du temps pour vivre ; c'est maintenant pour partager le travail. Nous ne demandons plus de formation pour améliorer la qualification, mais parce qu'il vaut mieux être en formation qu'au chômage.

Après avoir obtenu le droit à la retraite à soixante ans, nous souhaitons que des salariés quittent l'entreprise avant d'avoir atteint ce seuil, parce que les pré-retraités ga libère des emplois ou qu'ils ne grossissent pas les effectifs de l'ANPE. Sur le plan des salaires, plus question de faire la fine bouche avec l'augmentation du pouvoir d'achat, que nous jugions trop faible dans les années 1970. Aujourd'hui, maintenir ce pouvoir d'achat, et en moyenne, est déjà un exploit.

Il faut donc, dès maintenant, non pas affûter les couteaux pour en découper, mais préparer les dossiers pour discuter. Cela n'éliminera pas

(\*) Ancien responsable national de la Fédération des cheminots, puis des transports C.F.D.T.

totallement les conflits, surtout quand on sait que des milliers d'emplois sont en jeu dans certains secteurs, mais les partenaires sociaux doivent avoir à l'esprit que leur choix d'aujourd'hui prépare l'avenir. Cette nouvelle forme de négociation ne devrait d'ailleurs en aucun cas se limiter aux secteurs en crise, mais se dérouler dans toutes les branches et progressivement s'étendre à toutes les entreprises.

Il convient aujourd'hui, si nous voulons réussir notre mutation industrielle, de mener des négociations multi-objectifs par branche et par entreprise sur l'avenir du secteur, les investissements à effectuer, les programmes de reconversion, les plans de formation, la réduction du temps de travail, l'introduction de la cinquième équipe, les pré-retraites, etc.

Tous les partenaires sociaux doivent être impliqués dans cette discussion. Une telle concertation devrait se conclure par un contrat des divergences et des convergences. Dans les secteurs en crise, cette négociation devrait être tripartite, des accords spécifiques « mutation industrielle — mesures sociales » devaient être conclus.

Le type de négociation sociale dévolu pendant la période d'expansion est bien mort, vive la négociation économique-sociale qui nous permettra ensemble de réussir les mutations industrielles nécessaires !

MICHEL AGLIETTA  
ANTON BRENDER

## les métamorphoses de la société salariale

La France en projet

CALMANN-LÉVY

« Il y a des notions qui font "rit" et celle de "Société Salariale" en fait partie. Il y a des démonstrations car elles dévoilent des mécanismes dont la perception n'était encore qu'intuitive. »

JEAN-MICHEL BAER, LIBERATION

**Le Monde**

5, RUE DES ITALIENS, 7527 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23 PARIS — Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. : 246-72-23

| PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER   |  | ABONNEMENTS |        |        |         |
|--|--|-------------|--------|--------|---------|
|  |  | 3 mois      | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
| Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 4,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; F.R.G., 80 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 275 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 7,75 fl. ; Portugal, 80 Escudo ; 200 F CFA ; Roumanie, 7,75 lei. ; Suède, 120 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; Yougoslavie, 120 ml. |  |             |        |        |         |
| Édité par la S.A.R.L. Le Monde   |  |             |        |        |         |
| Gérant : André Laurens, directeur de la publication  |  |             |        |        |         |
| Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1960) Jacques Fauvet (1960-1982)   |  |             |        |        |         |
| Imprimé au Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-9   |  |             |        |        |         |
| Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration  |  |             |        |        |         |
| Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437   |  |             |        |        |         |
| ISSN : 0395-2457   |  |             |        |        |         |
| Faire vos commandes : tenez sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre un chèque à leur demande.  |  |             |        |        |         |
| Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.   |  |             |        |        |         |
| Joindre la dernière bande d'envoi à tous correspondances.  |  |             |        |        |         |
| Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  |  |             |        |        |         |



Le Monde

# étranger

## LA GUERRE DU GOLFE ET LES

## ONS FRANCO-IRAKIENNES

**Le chargement des pétroliers se poursuit normalement au terminal iranien de Kharg**

**AU TERME DE SA VISITE A PARIS**

**Le premier vice-président du conseil irakien affiche un optimisme imperturbable**

Sur le marché international du pétrole le calme était revenu dès mardi 28 février au soir, les pétroliers ayant appris dans l'après-midi que le chargement de navires se poursuivait normalement au terminal iranien de Kharg, et les assureurs maritimes n'ayant signalé aucune destruction de pétrolier dans le Golfe. Et n'ayant en conséquence pas relevé les tarifs. Les cours du gazole, qui avaient vivement augmenté lundi soir sur le marché à terme de New-York et mardi matin à Rotterdam, sont retombés mardi soir à leurs niveaux de la semaine passée. Les prix du « brut » sont restés inchangés à Londres, aucune transaction réelle n'ayant été réalisée en l'absence de confirmation de l'attaque irakienne.

« S'il y a effectivement eu une attaque, elle a été mineure : car nous ne disposons pas d'indications faisant état de dégâts importants », a indiqué mardi un haut responsable de la Maison Blanche.

L'Irak de son côté n'a apporté aucun élément nouveau permettant de confirmer ses assertions, se bornant à affirmer sa volonté de poursuivre ses attaques contre les navires

s'approchant des ports iraniens et contre les objectifs stratégiques vus de l'Iran. Le bombardement de Kharg - est la preuve d'autres attaques plus vigoureuses - qui répondront à « toute nouvelle agression contre les positions irakiennes défendant leurs frontières et contre les objectifs civils », a notamment annoncé l'agence d'information officielle INA. Le quotidien officiel *Al-Joumhour* a rappelé de son côté que « l'Irak n'a exécuté qu'une partie de ses menaces et n'a utilisé que partiellement ses moyens répressifs ».

A Téhéran, peu de temps après le démenti du bombardement de Kharg, l'imam Khomeiny, intervenant pour la première fois depuis le début des offensives irakiennes dans le sud de l'Irak, a lancé mardi une nouvelle mise en garde aux Etats-Unis à propos du détroit d'Ormuz. Soulignant leur « faiblesse » et évoquant leur « fuite du Liban devant un petit nombre de musulmans », il a estimé qu'ils subiraient « un échec s'ils faisaient face à la nation irakienne ». Se référant aux propos du président Reagan, selon lequel « les

Etats-Unis ne permettraient pas l'ouverture du détroit d'Ormuz », l'imam lui a reproché de « imaginer que « la situation est comme par le passé et qu'il faudrait demander une permission ». « Les opprimés du monde se sont réveillés, les Etats-Unis, l'URSS et les autres puissances ne l'ont pas compris. Elles n'ont pas compris qu'elles ne doivent plus répéter qu'elles vont permettre ceci ou pas », a-t-il déclaré. « Saddam va partir, ni les Etats-Unis, ni les autres ne peuvent le maintenir en place », a conclu l'imam Khomeiny.

### Communiqué de victoire irakien

A Moscou, l'agence Tass a accusé, mardi, les Etats-Unis de « renforcer constamment leur présence militaire dans le Golfe et d'y préparer une intervention armée ».

Les combats se poursuivent dans le sud de l'Irak. Bagdad a affirmé mardi avoir remporté, après trois jours d'affrontement, la « plus dure bataille » depuis le début du conflit, « résolvant à jamais » quatre divisions d'infanterie et tuant trente mille soldats iraniens. Si l'on en croit l'agence officielle IRNA, les forces irakiennes qui avaient réussi à pénétrer en Irak dans le secteur sud du front, près de Bassorah, ont toutes été repoussées au-delà de la frontière.

« Le drapeau de l'Irak a été hissé sur la dernière position fortifiée tenue par les iraniens, au village irakien d'Al-Baidha, mardi à midi, et toutes les forces ennemies ont été éliminées sauf celles qui se sont rendues », a annoncé le commandant régional, le général Hicham Sabah el Fakhr, dans un télégramme adressé au président Saddam Hussein.

Ce message est le dernier d'une série de communiqués contradictoires diffusés par les deux belligères et qu'il est impossible de vérifier de façon indépendante. Dans la journée, l'agence IRNA avait assuré que deux contre-attaques lancées dans la nuit par les Iraniens en divers secteurs du front sud venaient d'être repoussées, « l'ennemi subissant de lourdes pertes ». — (AFP, AP.)

C'est avec un optimisme imperturbable que le premier vice-président du conseil irakien a répondu, mardi soir 28 février, aux questions de nombreux journalistes venus l'interroger sur les résultats de sa visite à Paris et sur l'évolution de la guerre du Golfe.

Malgré le démenti irakien et le scepticisme exprimé dans diverses capitales occidentales, M. Taha Yassine Ramadan a soutenu que des pétroliers - dont il n'a pas indiqué ni le nombre ni la nationalité - avaient bien été « détruits » au terminal de Kharg, ajoutant qu'il s'agissait du « début d'un blocus » qui se poursuivrait aussi longtemps que la République islamique n'aurait pas garanti l'écoulement du brut irakien.

Il a, en revanche, démenti que les forces islamiques aient réussi « une percée » dans son pays, ajoutant que les succès de l'armée irakienne « ne se mesurent pas en nombre de kilomètres parcourus par l'ennemi mais par l'ampleur des pertes que nous lui avons infligées ». Selon M. Ramadan, les effectifs engagés par Bagdad sur le front ont été doublés, tandis que les unités de réserves, se tenant en deuxième ligne, demeurent intactes. De nombreux armements, « aux performances étendues », n'ont pas encore été utilisés, et les Super-Etendard munis de missiles Exocet sont prêts pour entrer en action.

M. Ramadan a estimé que le coût de la guerre ainsi que ses victimes militaires et civiles - qu'il n'était pas en mesure de chiffrer - étaient « sans importance » par rapport à la détermination de ses compatriotes à défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Irak.

La conjoncture économique est « satisfaisante », a soutenu M. Ramadan. Après des « moments difficiles » éprouvés au début de l'année dernière, des mesures d'assainissement, prises à l'intérieur et à l'étranger, assurent une croissance qui « se poursuivra même si la guerre devait se prolonger ». Ou en est le contentieux financier franco-irakien ? M. Ramadan estime que le mot d'endettement est impropre. « Il s'agit, en réalité, d'efforts communs déployés pour développer la coopération économique entre les deux pays fondée sur l'amitié », déclare-t-il. Mieux qu'une alliance, « la France est notre amie », ajoute-t-il.

Interrogé sur le contenu de ses entretiens, mardi, avec MM. Pierre Mauroy, Jacques Delors, Claude Cheysson, Edith Cresson et Charles Heru (la rencontre avec ce dernier n'était pas initialement prévue), le dirigeant irakien a assuré qu'il n'avait fait « aucune nouvelle demande à la France ». Il affirme n'avoir sollicité ni un rééchelonnement de la dette ni de nouveaux armements sophistiqués, ce que ne corroborent pas des informations reçues par ailleurs (voir notre encadré ci-contre). On indique de bonne source à Paris que la France a livré à l'Irak du matériel militaire pour une valeur de 40 milliards de francs et que les derniers contrats signés en 1979 seront honorés dans le courant de cette année.

M. Pierre Mauroy n'a pas été plus explicite que le premier vice-président du conseil irakien. Evoquant, mardi également, au cours d'une conférence de presse, la visite de ce dernier à Paris, il a passé sous silence le contentieux financier, se contentant d'affirmer que les rapports entre les deux pays « reposent surtout sur des analyses communes, des intérêts convergents et des choix politiques réciproques ». Quant à la guerre du Golfe, le premier ministre

français a jugé qu'elle était « préoccupante » et qu'elle « concernait au premier chef la communauté internationale, et doit amener celle-ci à prendre des initiatives appropriées ».

C'est précisément l'opinion de M. Ramadan qui, de son côté, reproche à l'URSS et aux Etats-Unis de ne pas avoir « assumé leur rôle et leurs responsabilités pour arrêter cette guerre ».

Dans ses diverses remarques à ce sujet, M. Ramadan a manifesté moins d'indulgence envers l'allié soviétique qu'à l'égard des Etats-Unis, qui n'ont eu, selon lui, que des relations diplomatiques normales avec Bagdad. Le dirigeant irakien s'est déclaré satisfait que Washington ait demandé à Israël d'interrompre ses livraisons d'armements à l'Iran, et s'est félicité du fait que « les Américains aient commencé à comprendre, quoique tardivement, la réalité du péril khomeiniste ».

L'Irak, a-t-il déclaré, serait « disposé à normaliser pleinement » ses rapports avec les Etats-Unis « si ces derniers et celui des pays de la région l'exigeaient », ajoutant que « la question n'est cependant pas d'atteindre la phase de la maturité ».

E.F.

### Une aide de près de 4 milliards de francs

L'Irak et la France continuent d'entretenir des relations économiques privilégiées. De M. Jacques Chirac, à la fin de 1974, aux actuels responsables, la tradition est maintenue. Ainsi, à l'occasion de la visite de M. Ramadan, M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur, a déclaré que la France n'avait jamais « abandonné l'Irak, à la différence d'autres pays occidentaux », et « faisait tout pour aider les Irakiens à payer leurs dettes ».

De fait, les deux pays devaient signer, ce mercredi 29 février, un accord-cadre sur le refinancement des dettes irakiennes arrivant à échéance en 1984. Cet accord, analogue à celui qui avait été conclu en août 1983 (le Monde du 18 août 1983), porterait sur un montant inférieur à celui de l'an dernier, soit 3,7 milliards de francs (contre 8 milliards, dont 5,6 ont été utilisés). Le refinancement sera assuré par un groupe de banques françaises, sous la coordination de la BFCF (Banque française du Commerce Extérieur), et avec la couverture de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le Commerce Extérieur).

Actuellement, l'encours des créances sur l'Irak garanties par cet organisme représenterait 11 milliards de francs, dont 2,4 milliards pour 1984. Les affaires conclues en effet de se poursuivre entre les deux pays. Toutefois, compte tenu des difficultés financières de l'Irak et en fonction aussi de la concurrence étrangère, les exportations françaises ont baissé de 34,5 l'an dernier pour se situer à 6,2 milliards de francs, alors que les importations, pour l'essentiel du pétrole, ont augmenté de 43,5 pour représenter 3,8 milliards.

M. B.

### L'état de guerre a multiplié les atteintes aux droits de l'homme en Irak

A l'occasion de la visite à Paris du vice-premier ministre irakien, le Comité français contre la répression en Irak, fondé en 1979, et présidé par M. Robert Montdargent, député communiste et vice-président de la commission parlementaire des affaires étrangères, a diffusé, le 28 février, un communiqué appelant « l'opinion publique française à intervenir auprès des autorités irakiennes (à propos) du sort des centaines de personnes disparues (en Irak) depuis 1979 ». Le communiqué cite les noms de personnalités comme MM. Sabah Dorra et Safa El-Hafid, universitaires. Sabba Naïen, membre de l'Union générale des étudiants d'Irak, et M<sup>me</sup> Aida Yassine, membre de la Ligue des femmes irakiennes.

Le conflit avec l'Iran a, d'autre part, suscité en Irak de nouvelles formes d'atteintes aux droits de l'homme, visant notamment les civils étrangers arabes venus travailler en Irak. Des centaines voire des milliers d'entre eux, notamment des feldes égyptiens, auraient été enlevés de force dans l'armée. Cela a été notamment le cas d'un Tunisien, M. Neji Ben Mohamed Bannour, sur lequel Amnesty International a attiré l'attention dans un récent communiqué. M. Bannour, directeur de l'Hotel Novotel de Bagdad, a été arrêté le 2 juin 1983 dans cette ville. Ayant, semble-t-il, refusé l'enlèvement forcé, il aurait été torturé et serait en mauvais état de santé. Tout contact avec l'extérieur lui est interdit. M. Bannour serait accusé de « crimes contre la sécurité de l'Etat ».

Le conflit avec l'Iran a, d'autre part, suscité en Irak de nouvelles formes d'atteintes aux droits de l'homme, visant notamment les civils étrangers arabes venus travailler en Irak. Des centaines voire des milliers d'entre eux, notamment des feldes égyptiens, auraient été enlevés de force dans l'armée. Cela a été notamment le cas d'un Tunisien, M. Neji Ben Mohamed Bannour, sur lequel Amnesty International a attiré l'attention dans un récent communiqué. M. Bannour, directeur de l'Hotel Novotel de Bagdad, a été arrêté le 2 juin 1983 dans cette ville. Ayant, semble-t-il, refusé l'enlèvement forcé, il aurait été torturé et serait en mauvais état de santé. Tout contact avec l'extérieur lui est interdit. M. Bannour serait accusé de « crimes contre la sécurité de l'Etat ».

## DIPLOMATIE

### Six nouveaux ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance à M. Mitterrand

M. Mitterrand a reçu, jeudi 23 février à l'Elysée, les lettres de créance de six nouveaux ambassadeurs à Paris. Il s'agit des représentants du Bangladesh, de la Haute-Volta, du Niger, du Portugal, de Madagascar et de la Zambie.

**BANGLADESH : M. Mohammed Abdur Rahman.**

Le lieutenant-général Abdur Rahman est un officier affecté pour la première fois de sa carrière à un poste diplomatique. Né à Naokhali, formé au Pakistan, il a servi dans diverses unités d'artillerie, ainsi qu'au quartier général de Rawalpindi, avant de gagner le Bangladesh, en 1973, deux ans après l'indépendance de ce pays. Il fut notamment commandant de division d'infanterie, puis de région militaire, et a la tête de l'administration de la capitale, pour la zone de Dacca, de mars 1982 à août 1983.

**HAUTE-VOLTA : M. Emmanuel Salembere.**

[Né le 24 décembre 1941 à Abidjan, M. Salembere a fait ses études supérieures en Côte-d'Ivoire et en France. Il est licencié en droit, diplômé de l'Institut de criminologie de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale française de la magistrature. C'est dans cette voie qu'il a commencé sa carrière, pour ensuite, jusqu'en 1976, il a exercé diverses fonctions de secrétaire général de l'OCAM (Organisation commune africaine et malgache) à Bangui, jusqu'en 1980, date à laquelle il a été nommé directeur de la législation au ministère de la justice de son pays, avant d'en devenir le secrétaire général.]

**MADAGASCAR : M. Jean-Ernest Bezaza.**

[Né le 25 novembre 1929 à Ambanja (Madagascar), M. Bezaza est diplômé d'études juridiques générales et de l'Institut universitaire des hautes études et terminales de l'école. Il a successivement occupé les fonctions de « procureur », cabinet ministériel, aux affaires sociales, à l'équipement et à l'agriculture, puis a occupé différentes fonctions diplomatiques à partir de 1960, en particulier à

Paris, jusqu'en 1968, puis à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères, dont il a été secrétaire général de 1972 à 1980, date à laquelle il a été nommé ambassadeur à Rome.]

**NIGER : M. Habou Saley.**

Le Monde publie ultérieurement la notice biographique du nouvel ambassadeur.

**PORTUGAL : M. Walter Rosa.**

M. Walter Ruvo Pinto Gomes Rosa, ancien ambassadeur du Portugal à Paris, est en 1919 à Lisbonne. M. Rosa, ingénieur, spécialiste en électrotechnique, a notamment étudié à SLEPEC à Paris et a exercé la profession d'ingénieur-consultant. En 1974, après la

révolution des lillets, il a été nommé directeur des chemins de fer. M. Rosa a été deux fois ministre des transports et des communications en 1975, puis de l'industrie en 1976, dans le premier gouvernement socialiste. Deux fois député de PS pour la circonscription de Leiria, M. Rosa a été ambassadeur du Portugal au Venezuela de 1977 à 1980. Depuis lors, M. Rosa, qui a été élu député socialiste pour Lisbonne, était le président du groupe parlementaire de cette formation à l'Assemblée.]

**ZAMBIE : M. Henry Kozam Mapiti.**

Le Monde publie ultérieurement la notice biographique du nouvel ambassadeur.

### AVANT LA REPRISE DES NEGOCIATIONS MBFR LE 16 MARS

#### Washington prépare une nouvelle proposition sur les réductions de forces en Europe centrale

Los Angeles, (AFP). — M. Reagan a donné son accord de principe à un accord qui pourrait conduire à un accord avec l'URSS sur la réduction des troupes en Europe, affirme, mardi 28 février, le Los Angeles Times.

Seul ce quotidien, qui cite des responsables gouvernementaux américains, les Etats-Unis annonçant ainsi le premier accord avec l'URSS sur le nombre et l'endroit des stations de missiles en Europe de l'Est, le conditionne que Moscou accepte de retirer 30 000 hommes de ce secteur.

Les Etats-Unis, poursuit le Los Angeles Times, insisteraient toutefois pour contrôler sur place cette réduction de troupes et d'armements, quant à eux, comme ils l'ont fait dans le passé, de retirer 15 000 de leurs hommes basés en Europe occidentale.

Ce plan américain serait, selon le journal, « révisé » le 16 mars prochain, lors de la reprise des négociations sur la réduction des forces conventionnelles en Europe centrale (MBFR). Les propositions américaines seraient actuellement étu-

diées par les autres européens des Etats-Unis.

Le désaccord sur l'estimation des forces du Pacte de Varsovie en RDA, en Pologne et en Tchécoslovaquie est depuis plusieurs années le principal obstacle à un progrès des négociations MBFR, qui se poursuivra à Vienne depuis plus de dix ans. Selon les Occidentaux, ces forces sont de 960 000 hommes, dont 550 000 Soviétiques, tandis que Moscou ne reconnaît dans cette zone que 815 000 hommes, dont 446 000 de ses militaires.

Quant aux réductions d'effectifs, l'URSS a déjà proposé de retirer 20 000 hommes de troupes européennes en échange de 15 000 Américains. Les Etats-Unis ont rejeté cette offre comme insuffisante, en raison notamment des déséquilibres géographiques qui obligent les Américains à parcourir une bien plus grande distance pour regagner le Vieux-Continent.

Interrogé sur les implications de son plan, le secrétaire d'Etat de la Maison Blanche a déclaré qu'il n'y avait aucun doute sur le fait que la position américaine ne pourrait pas encore être rendue publique.

## Le livre de l'émission d'Antenne 2 "Vive la crise" animée par Yves Montand



Récemment paru : UN PARI POUR L'EUROPE collection L'Histoire Immédiate dirigée par J.-C. Guillebaud

170.000 exemplaires vendus

L'Histoire immédiate au Seuil



## PROCHE-ORIENT

## L'ÉVOLUTION DU CONFLIT AU LIBAN

## Un nouvel attentat porte à cinq cent soixante-dix le nombre de militaires israéliens tués

De notre correspondant

Jérusalem. - Pour Israël, le bilan de la guerre du Liban n'en finit pas de s'élargir. Deux de ses soldats ont été tués, mardi 28 février, dans une embuscade près du village d'Arab-Safim, à 6 kilomètres au nord de Nabatieh. Les attaques ont ouvert le feu au lance-roquettes sur deux jeeps avant de prendre la fuite. Un soldat israélien avait été tué dans le même secteur la semaine dernière.

Ce nouvel attentat porte à cinq cent soixante-dix le nombre de militaires morts au Liban. La région de Nabatieh est apparemment devenue le centre de la résistance anti-Israélienne au Liban du sud. Les dignitaires religieux chiites - mollets et cheikhs de village - qui ont appelé au combat contre l'ennemi s'ont particulièrement influents. On assiste ainsi, semble-t-il, à un déplacement de la principale zone d'insécurité, la région de Salda étant plus calme depuis que le maintien de l'ordre y a été confié en décembre aux milices de parachutistes. Une grande lancee mardi contre une patrouille au centre de Salda n'a pas fait de victimes.

Pendant que des Libanais tuent des soldats israéliens, d'autres expriment leur désir de paix avec l'État hébreu. Environ dix mille chrétiens ont manifesté mardi dans les rues de Jérusalem en faveur d'Israël. Il y avait parmi eux des soldats des Forces libanaises, plusieurs députés, et des maires représentant quelques dizaines de villages chrétiens, dont nombre sont situés dans l'ignominie El-Kharoub, au nord de la rivière Awali, ligne de défense israélienne. Les manifestants ont défilé dans le calme en brandissant des dra-

peaux israéliens et libanais, et des pancartes proclamant : « Oui à Israël, non à la Syrie ». Les auteurs réclamaient le maintien de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983, sou-

haitaient le renforcement de la coopération entre les deux voisins dans tous les domaines et affirmaient leur désir de « vivre dans la paix et la liberté ».

A Jérusalem, M. Shamir n'est défendu, quant à lui, de « rechercher la partition du Liban ». S'adressant à la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset, le premier ministre a déclaré que le maintien de l'armée israélienne au Liban du Sud finit à des « raisons de prestige », et il a nié l'existence de dissensions au sein du gouvernement à ce sujet. L'opposition travailliste ne fut pas seule à critiquer le pou-

Aux Nations unies

## LA FRANCE AMENDE SON PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ENVOI DE « CASQUES BLEUS »

New-York (Nations unies). - Les travaux du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'envoi de « casques bleus » à Beyrouth ont été suspendus mardi 28 février dans une phase cruciale, et l'on n'attendait pas, de sources diplomatiques, qu'un vote intervienne ce mercredi.

Bien que l'URSS continue à insister sur des garanties concernant l'arrêt définitif des bombardements israéliens sur la région de Beyrouth, l'impression prévaut, dans les milieux diplomatiques, que les Soviétiques ont commencé, sinon à assouplir leur position, du moins à négocier. Leur isolement total - ils ont même été « lâchés » par le Nicaragua, qui a jugé très positives les premières révisions introduites par la France mardi à son projet de résolution - n'est peut-être pas étranger à ces très légers signes de « flexibilité ».

Interrogé mardi soir par des journalistes, le « numéro deux » de la délégation soviétique, M. Richard Ormikov, tout en répétant les principales objections soviétiques, a estimé qu'il y a maintenant un « rayon d'espoir ». Mais il a ajouté qu'il faudrait attendre de « voir ce que contiennent les nouvelles propositions françaises ».

L'adoption du projet français par le Conseil de sécurité, qui est loin d'être assurée, ne constituerait qu'une première étape vers l'envoi de « casques bleus » à Beyrouth.

## ASIE

Inde

FACE À L'AGITATION

## Le gouvernement se dit déterminé à « écraser impitoyablement la violence »

De notre correspondant

« Le gouvernement prendra toutes les mesures possibles pour écraser impitoyablement la violence, quel que soit le coût de ces mesures. (...) Il ne faut pas permettre que la terreur et la violence jouent un rôle dans le règlement des différends », a déclaré, mardi 28 février au Parlement, le ministre de l'Intérieur, Prakash Chaud, à propos des affrontements intercommunautaires qui ont fait plus de soixante-dix morts et servent trois cents blessés au Pendjab et au Harayana, au cours des deux dernières semaines. Le premier ministre, M. Gandhi, a toutefois précisé, durant le même débat, que le gouvernement faisait tout ce qui était en son pouvoir pour régler par les moyens politiques la question sikh.

Delhi. - La police indienne entre-t-elle ou non dans le temple d'or d'Amritsar, pour en déloger les extrémistes sikhs qui dirigent l'agitation dans le Pendjab depuis de nombreux mois ? M. Gandhi n'a pas répondu à cette question dans l'intervention qu'elle a faite, mardi 28 février, devant le Parlement.

Le premier ministre, qui avait accepté de répondre aux questions de l'opposition (surtout d'une motion de censure rejetée plus tard par une forte majorité), a choisi de garder secret son plan d'approche du problème sikh. « Bien sûr, a dit M. Gandhi, aucun temple religieux ne devrait être transformé en lieu de service de sanctuaire à des criminels recherchés par la police. Mais, avant d'agir, il nous faut étudier soigneusement les éventuelles répercussions. (...) La police entrera-t-elle dans le temple d'or et,

si oui, de quelle manière ? Telle est la question qui, de toute façon, ne peut être débattue ici ».

Le premier ministre s'est, par ailleurs, défendu de laisser pourrir la situation, comme l'en accuse l'opposition. « Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour régler la question, a-t-il dit, mais chaque fois que nous approchons les dirigeants de l'AKALI dans une attitude conciliante, ces derniers font de nouvelles demandes. (...) Il ne nous est pas possible de tout accepter sans créer de dangereux précédents ».

Bref, ne pas ignorer « les susceptibilités religieuses des minorités » (l'entrée des temples fut de tout temps interdite aux forces de l'ordre), renouer encore une fois le fil de la négociation avec la tendance sikh modérée (dirigée par le Sant Longowal) tout en sachant que les extrémistes (commandés par M. Bhindranwale) feront tout pour torpiller un accord éventuel, et donc tout faire pour isoler cet dernier : la ligne d'action du gouvernement indien reste apparemment la même qu'au préalable.

## Identité séparée

Unie de la droite à la gauche pour condamner l'apparente inaction et l'incapacité du gouvernement à régler le problème et à protéger les personnes et les biens, l'opposition semble, en revanche, légèrement divisée sur l'attitude à adopter face aux revendications des sikhs. Certains députés soutiennent M. Gandhi d'ouvrir des négociations directes avec le Sant Longowal lui-même. D'autres, les communistes notamment, sont pour la reprise du dialo-

gue tripartite dans sa forme précédente, celle qui, précisément, a échoué. L'ensemble du Parlement, cependant, y compris les alliés politiques traditionnels de l'AKALI Dal, condamne sans réserve l'ordre lancé par le Sant Longowal de tolérer symboliquement l'article 25 de la Constitution indienne qui fait du sikhisme une « dépendance » de l'hindouisme. Cet acte sacrilège constitue pour toute la classe politique indienne une véritable insulte à la nation et à ses héros fondateurs, qui doit être sévèrement punie. Plus d'une centaine de militants de l'AKALI ont d'ailleurs été arrêtés à Delhi et dans le Pendjab pour s'être livrés à cet acte répréhensible. Ils ont été condamnés à trois ans de prison.

Pour la majorité parlementaire, constituée par les membres du parti de M. Gandhi, les négociations avec l'AKALI Dal ne devraient reprendre que lorsqu'un terme aura été mis à cette campagne. Mais ce n'est apparemment pas l'intention de Sant Longowal, qui a réitéré, mardi, son ordre : « Nous voulons, a-t-il dit, les garanties constitutionnelles d'une identité séparée pour la religion sikh. (...) Tant que cela n'aura pas été reconnu, l'article 25 brûlera chaque lundi en Inde durant toute la session parlementaire ». Le dirigeant sikh de la fraction modérée de l'AKALI a, d'autre part, répété devant la presse dans le temple d'or d'Amritsar que son parti n'avait rien contre les autres religions. « Notre action est dirigée contre le gouvernement, et lui seul. (...) Nous respectons toutes les confessions et soutenons fermement l'intégrité du pays », a-t-il affirmé, cherchant visiblement à se démarquer de M. Bhindranwale, dont l'ambition déclarée est de forcer la création d'un État sikh séparé.

PATRICE CLAUDE

## LE PRÉSIDENT GEMAYEL A DAMAS

## Le chef de l'Etat libanais va concéder au président Assad l'abrogation de l'accord avec Israël

Beyrouth. - Le président Amine Gemayel a quitté Beyrouth ce mercredi matin pour Damas, où il s'entretiendra avec le président syrien Hafez El-Assad. On ne sait toujours pas, néanmoins, si l'« abrogation » de l'accord libano-israélien est une promesse, ainsi que l'explique dans un long article d'un journal beyrouthin son signataire libanais, le juriste Antoine Fattal, qui lui préfère celui-ci : « caducité » - sera annoncée durant cette rencontre ou après le retour du chef de l'Etat.

« Abrogation » ou « caducité », la décision acquiescée depuis quelques jours est le fondement de la solution de la phase actuelle de la crise libanaise. La rencontre Assad-Gemayel porte sur trois autres points, auxquels un quatrième pourrait venir s'ajouter si le président Assad voulait se montrer conciliant afin de surmonter la face de son interlocuteur libanais. Ce sont : l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu ; la reprise de la conférence interlibanaise de Genève ; la constitution d'un gouvernement d'union nationale sur la base de la politique et des réformes structurelles qui seraient décidées à Genève ; enfin une déclaration d'inten-

De notre correspondant

tion de la part de la Syrie proclamant son acceptation de discuter avec le Liban, après le retrait effectif et total des troupes israéliennes, d'une évacuation de ses propres troupes.

## L'opposition de M. Chamoun

On doute, à Beyrouth, que dans le meilleur des cas cet échafaudage dépasse le cadre d'une trêve des armes, qui risque fort d'être précaire et incomplète. Il se confirme, en effet, que le président Gemayel rencontrera des difficultés au sein de sa propre communauté dès qu'il sera repassé l'accord avec Israël. En l'absence du président Camille Chamoun, après avoir souligné : « Si un sommet syro-libanais est indispensable il devrait se tenir à Genève et non à Damas », a réitéré son opposition à l'annulation de l'accord du 17 mai et appelé à « un retrait préalable des troupes syriennes et des mercenaires libyens, iraniens et palestiniens. Si ces objectifs ne sont pas atteints, je ne participerai ni à un gouverne-

ment d'union nationale ni à la seconde phase du congrès de Genève ».

Il ne faut pas perdre de vue non plus que l'opposition, de son côté, continue de réclamer la démission du président Gemayel, et M. Walid Jouhad, dirigeant d'extrême gauche, a, dans sa dernière déclaration, été plus violent et catégorique que jamais à ce sujet.

On peut supposer qu'après la visite du chef de l'Etat libanais à Damas la situation se présentera comme suit : l'opposition pro-syrienne continuera de réclamer la démission du chef de l'Etat, la Syrie faisant valoir qu'elle négocie avec l'homme régulièrement au pouvoir à Beyrouth, le reste ne la concernera pas. Néanmoins cette exigence pourrait devenir une demande de principe qui, dans les faits, se traduirait par un refus de coopérer, après la réalisation de l'accord avec Israël, prolongeant le « pourrissement » actuel.

## Le contingent français menacé

Damas a tout intérêt pour l'instant à garder le président Gemayel au pouvoir, tout en le maintenant sous sa pression. C'est en effet de ce marionnettiste phalangiste, et de sa courtoisie, que dépendent les espoirs de la Syrie. C'est ce que nous disait mercredi un observateur bien informé à Beyrouth-Est, au moment où le chef de l'Etat libanais allait prendre le « chemin de Damas ». Les deux hommes se sont déjà rencontrés à Delhi en mars 1983, en marge du sommet des non-alignés. Une visite du président Gemayel à Damas, fin 1983, déjà officiellement annoncée, avait été annulée du fait de la maladie du président Assad. Par la suite, Damas n'a cessé de faire monter les enchères contre le chef de l'Etat libanais et, à travers les victoires militaires de ses alliés à Beyrouth-Ouest et en montagne, elle parvenait à le priver de l'appui des États-Unis, qui ont retiré leurs « marines » de Beyrouth.

Lundi, sonnant le glas de la force multinationale, seul subsiste le contingent français, qui se trouve dans une situation pour le moins paradoxale. Menacé par le Dikah islamique, qui lui a donné par téléphone « une assurance » pour voler les lieux, il est « sous la protection » de la milice chiite Amal et attend pour partir la constitution hypothétique par le Conseil de sécurité d'une force de l'ONU.

LUCIEN GEORGE

## Afghanistan

## LES RÉSISTANTS AURAIENT A NOUVEAU ATTAQUÉ L'AMBASSADE SOVIÉTIQUE A KABOUL

Islamabad (AFP). - Pour la seconde fois en huit jours (Le Monde du 23 février), l'ambassade d'URSS à Kaboul a été attaquée à la roquette et au mortier dans la nuit du 20 au 21 février. 24-25 après, mardi 28 février, à Islamabad, de sources diplomatiques occidentales. Cette attaque faisait partie d'une série d'opérations lancées par les résistants afghans dans la capitale à l'occasion du quatrième anniversaire du soulèvement étudiant de février 1980. Tirant depuis la colline de Sberdarwaza, au sud-ouest de Kaboul, les moudjahidins auraient tué vingt-deux soldats soviétiques. Une mine aurait, d'autre part, explosé dans le bâtiment abritant les services du premier ministre.

Une centaine d'étudiants, de professeurs et de fonctionnaires avaient été arrêtés avant l'attaque. Contrairement aux années précédentes, les boutiques étaient restées ouvertes et les habitants de Kaboul ne sont pas montés sur les toits pour lancer le cri « Allah O Akbar » (Dieu est le plus grand).

Selon des sources afghanes citées par les mêmes diplomates à Islamabad, les bombardements aériens qui ont eu lieu au cours des trois derniers mois dans la plaine des Shomali, entre Kaboul et les contreforts de l'Hindou-Kouch, au nord, ont fait plusieurs centaines de victimes civiles, provoqué un nouvel afflux de réfugiés vers la capitale et soulevé des protestations ouvertes de la part d'officiers afghans.

## Chine

## Le pape souhaite que l'Eglise de Taiwan joue un rôle d'« intermédiaire » entre le Saint-Siège et les catholiques du continent

De notre correspondant

Cité du Vatican. - Recevant, mardi 28 février, sept évêques de Taiwan et un groupe de Chinois résidant à Rome, favorables au régime nationaliste, Jean-Paul II les a invités, ainsi que leurs compatriotes d'outre-mer, à servir de lien entre le Saint-Siège et les catholiques du continent. « C'est à vous, catholiques de Taiwan et de la Diaspora, qui revêtent la tâche merveilleuse d'être une Eglise intermédiaire pour vos compatriotes du continent », a déclaré le pape. Il a ajouté : « Là-bas, d'autres frères et sœurs chrétiens, pour l'instant cachés comme la semence dans la terre, prendront le relais ».

C'est à l'occasion du quatrième centenaire de l'arrivée en Chine du jésuite Matteo Ricci - qui vint d'être célébré à Taiwan - et à un moment où l'Eglise se prépare à fêter le cent vingt-cinquième anniversaire de son évangélisation, que Jean-Paul II a reçu les évêques taiwanais.

Le pape s'est cependant adressé à ces derniers comme aux « représentants de la conférence épiscopale régionale de Chine à Taiwan », a précisé le service de presse du Vatican. Jean-Paul II devait d'ailleurs déclarer dans son discours que la Chine est une « unique réalité » afin de prévenir toute polémique avec Pékin sur la question des deux Chines.

Il est particulièrement significatif, cependant, estime-t-on dans les milieux catholiques, que le pape ait souligné le rôle de l'Eglise de Taiwan dans l'unification de tous les catholiques en Chine.

An début des années 50, Pékin a institué une « Eglise patriotique » qui ne se reconnaît aucune dépendance vis-à-vis du Saint-Siège : c'est ainsi qu'une soixantaine d'évêques ont été élus et non pas nommés par Rome. Il existe cependant en Chine un certain nombre de catholiques qui, secrètement, restent attachés au souverain pontife.

Le pape a clairement rejeté la notion : « d'Eglise patriotique » conçue de Rome en déclarant : « La solidarité spirituelle (des catholiques) fait de la communion avec le successeur de Pierre un des critères d'appartenance à l'Eglise catholique ».

De surcroît sans doute que ses prédécesseurs, Jean-Paul II est sensible à la situation de l'Eglise en Chine comme d'ailleurs à la question plus générale des restrictions imposées par un régime politique à la liberté de foi. En 1982, il avait notamment, cédant à une demande exceptionnelle de Saint-Pierre pour les catholiques de Chine. De tous les problèmes existant entre Pékin et le Vatican et rendant difficile une normalisation de leurs rapports, c'est assurément la non-reconnaissance de Rome par l'Eglise patriotique qui est la question la plus épineuse et sur laquelle le Saint-Siège ne peut guère transiger.

En ce qui concerne les relations avec Taiwan, en revanche, le Vatican a cherché à se ménager certaines marges de manœuvre : alors que le régime nationaliste entretenait un ambassadeur plénipotentiaire à Rome, le Saint-Siège n'a plus de nonce à Taïpeh depuis quatre ans (officiellement, celui-ci est simplement « absent ») et un chargé d'affaires assure ses fonctions.

PHILIPPE PONS

## Philippines

POUR UNE PARTICIPATION DE L'OPPOSITION AUX ÉLECTIONS. - La venue du sénateur Benigno Aquino, assassiné le 21 août dernier à Manille, a lancé mercredi matin, 29 février, un appel aux Philippines pour qu'elles participent aux élections législatives prévues pour le 14 mai. Assurant qu'elle « ne se rendait pas au régime marcos », Mme Aquino a invité le chef de l'Etat à agir en faveur d'élections propres, honnêtes et démocratiques. Plusieurs partis de l'opposition se sont déjà prononcés pour une participation à la prochaine consultation.

## A TRAVERS LE MONDE

## Chili

● VIOLENTS HEURT ENTRE LA POLICE ET DES MANIFESTANTS. - De violents affrontements ont opposé la police à des centaines de manifestants qui ont conspué le gouvernement du général Pinochet, le mardi 28 février, à Punta Arenas. Les heurts se sont produits alors que la police tentait de disperser, à coups de matraques et avec des grenades lacrymogènes, un groupe d'opposants qui venaient d'applaudir M. Rodolfo Seguel, président du Commandement national des travailleurs, en déplacement dans cette ville située à 2.500 km au sud de la capitale. - (AFP).

## Macao

● DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. - Le président de la République portugaise, le général António Ramalho Eanes, a dissous l'Assemblée législative du territoire de Macao, 4-ou annoncé mardi, 28 février, à Lisbonne. De nouvelles élections doivent avoir lieu dans un délai de cent quatre-vingts jours à une date choisie par le gouvernement de ter-

ritoire, l'amiral Vasco de Almeida e Costa.

Celui-ci avait proposé vendredi dernier au président portugais de dissoudre l'Assemblée à la suite d'un différend qui l'oppose à la chambre législative du territoire à propos de projets de réformes de l'administration locale. - (AFP).

## Maroc

● LES SUITES DES ÉMEUTES DE JANVIER. - Le roi Hassan II a reçu, dans son palais de Casablanca, les représentants politiques, syndicaux et religieux des populations de nord du pays, venus lui exprimer leur « indéfectible attachement » au trône et à la suite des émeutes du mois de janvier dans le Rif, dues à « un groupuscule de fauteurs de troubles manipulés de l'étranger ».

Le souverain a annoncé le lancement prochain d'un plan de développement du Rif, pour lequel est prévu un crédit de 200 millions de dirhams (1 DH = 1,05 F), et a indiqué qu'il visitera les provinces du Nord une fois les projets mis au point. - (AFP, Reuters).

**KENYA**  
**5950 F\***  
SAFARI 10 JOURS (PARIS/PARIS)  
**L'AGENCE QUI TIRE LES PRIX**  
**LA VOYAGERIE**  
38, rue Rambuteau 75003 PARIS Tél.: 274.21.11  
11, avenue de Cléchy 75017 PARIS Tél.: 522.22.24  
\* Voyages à deux personnes

سكرا من الامال



# Roumanie : des trous dans le mythe

## III. - Quelques murmures isolés dans la foule

De notre envoyé spécial JAN KRAUZE

Economies, économies... C'est le leitmotiv du régime en ces années de crise. Un régime plus solide qu'on ne le pensait, à constater l'étendue des privations et celle du culte de M. et Mme Ceausescu. (Le Monde du 28 et du 29 février).

Bucarest. - Bucarest attend à vivre des heures difficiles. Non pas le Bucarest des palais officiels ou des hôtels de luxe, ni celui des faubourgs neufs, mais celui des rues poussiéreuses où s'effritent doucement de belles demeures surchargées de stuc, celui aussi de ces petites maisons où vivent de vieilles dames qui parlent un français parfait. Si l'on y tremble, ce n'est pas à cause des difficultés de chauffage, du temps passé à faire la queue dans le froid. C'est pour le bien le plus précieux, le seul qui reste : la culture.

On s'inquiète à double titre : dans la grande campagne d'économies sous zénith, tout ce qui touche aux activités culturelles semble devoir payer un lourd tribut. Et aussi parce que, craint-on, la « vraie » culture risque de succomber sous les coups redoublés de l'idéologie... et des goûts « petits-bourgeois » prédominants du pays.

Vrai ou faux ? Les informations les plus pessimistes circulent : les effectifs des orchestres seraient diminués de 40 %, et les musiciens privés de « jouer plus fort ». Les subventions aux théâtres réduites à la portion congrue (28 millions de lei (1) pour tous les théâtres de Bucarest, contre 30 millions auparavant pour le seul Opéra, qui pourrait connaître de graves difficultés). L'école de ballet de Bucarest serait supprimée, au profit de celle de Cluj en Transylvanie.

On peut s'étonner que tout cela puisse susciter une telle inquiétude. C'est qu'ici le théâtre - une spécialité roumaine - est, sans conteste, comme une bouffée d'air, un peu de couleur dans la grisaille. Du côté des autorités, on laisse entendre qu'il s'agit seulement de mieux financer le théâtre, de faire respecter la

sauf le principe de l'accord global - et donc de l'efficacité.

Mais comme en même temps on refuse aux théâtres la possibilité d'augmenter leurs prix, il ne reste plus qu'à licencier, en commençant par les machinistes et les maquilleurs. D'autant que certaines subventions extérieures sont refusées par les autorités, comme la contribution de l'Eglise moldave, qui avait proposé un million de lei pour aider le théâtre national de Iassy. Même dans les musées, on s'inquiète de devoir devenir « rentable ».

### Un espace de liberté individuelle

A cela s'ajoutent d'autres alarmes. Ne veut-on pas noyer la « vraie » culture dans un flot de folklore, d'amateurisme et de romances dans le cadre du festival permanent « Chanter la Roumanie ». On fait aussi grand cas du discours aux accents réalistes socialistes prononcé en août dernier à Mangalia par M. Ceausescu. Annonce-t-il une offensive en règle contre les intellectuels ? Il semble que le secrétaire général ait piqué une colère après la projection d'un film, *Falaises de sable*, où la vie d'un jeune ouvrier était présentée sous de trop nombreux couleurs. Résultat : reprise en main du cinéma, scénarios retirés ; mais là encore, la première alerte passée, les choses pourraient se « tasser », explique un acteur connu.

Tous d'ailleurs ne réagissent pas de la même manière : pour tel intellectuel, qui s'amuse avec brio à dissimuler ses sentiments derrière une succession de paradoxes, tout cela n'a aucune importance. Cette agitation ne concerne en fait, dit-il, que les apparatchiks de la culture, c'est-à-dire tout ce qui ne compte pas...

D'autres prennent les choses avec moins de philosophie, au point de se lancer dans un combat solitaire, et fort risqué. Un poète renommé,

Dorin Tudoran, s'est engagé depuis plusieurs années dans cette voie, dénonçant les compromissions et l'arrivisme de certains de ses collègues, et déclarant en substance au pouvoir : d'accord pour laisser à César ce qui est à César - mais pas la culture.

Après ses interventions devant une réunion d'écrivains et la publication de plusieurs de ses écrits à l'étranger, la réponse ne s'est pas fait attendre : exclusion de la revue où il travaillait, impossibilité totale de se faire éditer, tentative de l'expulser de l'Union des écrivains. Il est amer, surtout devant l'attitude de ses collègues intellectuels. « C'est la jalousie des esclaves envers l'esclave qui s'est libéré ». Il n'est ni battu ni emprisonné. Simplement impuissant. Et il trouve que la police a fait bien des progrès en subtilité, depuis le temps de la répression pure et dure.

### Le tempérament national

Autre exemple - autre solitude - sur des bases un peu différentes : Mihai Botez, mathématicien - spécialiste de prospective, - privé de tout contact avec les étudiants, mais pas de ses possibilités de recherche. Sa revendication à lui, c'est un espace de liberté individuelle, la reconnaissance d'une sorte de statut de libre-penseur. Pas de dissidence politique : pour qu'il y ait dissidence, il faut qu'il y ait, même à un niveau très modeste, action collective, groupe.

De cela, il n'est pas question en Roumanie. A cause du tempérament national, pas très téméraire, disent souvent les étrangers, qui, eux, ne risquent rien, de toute manière... Au contraire des Roumains, puisque le simple fait de porter quelques signatures au bas d'un texte tombe aussitôt sous le coup de la loi sur les associations illégales.

Une autre loi - elle porte le numéro 23 - oblige le citoyen roumain à demander une autorisation préalable avant tout contact avec un étranger et à présenter ensuite un rapport dans les quarante-huit heures. La loi, bien sûr, n'est pas toujours respectée, mais l'espèce de Dmochi reste suspendu. Avant de braver l'interdit, d'accepter d'être cité, il faut bien mesurer les risques, avoir, quoi qu'on en dise, du courage.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que les actions de protestation, de défi parfois, soient presque sans exception le fait d'individus

isolés : un ingénieur, pris l'an dernier en train de distribuer des tracts dans les boîtes à lettres, quelques étudiants - mais dans ce milieu, dit-on, l'infiltration policière est redoutable.

La protestation revêt parfois des formes encore plus frustes - et parfaitement vaines. Cette femme, par exemple, qui s'est introduite non sans mal, début février, dans une ambassade occidentale, simplement pour dire qu'elle n'en pouvait plus.

### « Fin de règne ? »

Il y a aussi les Roumains qui passent clandestinement les frontières, pour se retrouver, particulièrement nombreux cette année, dans les camps de réfugiés d'Autriche. Ceux qui émigrent « légalement » vers l'Allemagne fédérale ou les Etats-Unis. (A la suite de vigoureuses réactions des deux pays, la nouvelle loi qui contraindrait les candidats au départ à rembourser à l'Etat, et en devises, tous leurs frais d'éducation n'est pas appliquée. Mais elle n'est pas abrogée non plus...) Enfin il y a les Hongrois de Transylvanie, qui longent avec envie du côté d'un pays plus prospère, même s'il est moins « indépendant ».

Tout cela ne représente évidemment pas le moindre danger pour le régime. Ici, affirme un membre du Parti, il n'y aura jamais de mouvement populaire. « Nous ne sommes ni arrogants comme les Polonais, ni épris comme les Hongrois. Nous, nous acceptons ». Pourtant, une certaine frange populaire s'exprime à présent avec moins de crainte, y compris dans les queues, dans la rue - en même temps qu'apparaît un chômage de fait, puisque dans bien des cas les économies se traduisent par des licenciements.

Même la personne du grand chef, sujet tabou s'il en est, n'est plus épargnée. Et moins encore sa

femme, second personnage du pays, dont le rôle ne cesse de croître : elle a en particulier la haute main sur la nomination des cadres et naturellement sur les sciences (doctorat en chimie oblige).

Atmosphère de « fin de règne », disent certains, avant d'ajouter : « mais ça peut durer longtemps ». (M. Ceausescu, à soixante-six ans, en est à sa dix-neuvième année de pouvoir). Certains militaires ou policiers ont-ils tenté de rapprocher l'échéance ? Toutes sortes de rumeurs circulent à Bucarest sur le « complot » qu'aurait ordonné, en janvier 1983, un groupe d'officiers supérieurs et de membres de la Securitate (la police politique).

L'affaire se complique d'autant qu'elle coïnciderait à quelques jours près avec un « accident de chasse » survenu à un frère de lait du colonel Kadhafi, responsable par ailleurs de la sécurité du dirigeant libyen, alors en visite en Roumanie. Seule chose à peu près établie, un certain nombre de colonels ont disparu. Mais ont-ils été seulement éloignés, ou bien fusillés, comme on le chuchote dans certaines chancelleries, ou encore abattus sur place, à la suite d'une trahison, alors qu'ils tentaient de s'emparer de M. Ceausescu ?

### Le bel anniversaire de M<sup>me</sup> Ceausescu

L'important est que ce dernier est toujours là, et bien là, entouré par un invraisemblable culte qui s'étend aussi, de plus en plus, à madame. Sujet délicat s'il en est, au point qu'on vous conseille gentiment de ne pas trop en parler. Cela peut vous paraître ridicule, explique-t-on avec les meilleures intentions du monde, mais ici ce n'est pas rassenti comme ça, et d'ailleurs ce n'est pas important. Peut-être. Mais comment faire pour ne pas voir ce qui saute aux yeux, à chaque instant, partout.

Comment ignorer que, pour le dernier anniversaire de madame, on a publié quatre-vingts articles, trente-huit poésies, trois livres « hommages », composé vingt-deux peintures ou sculptures, diffusé quatorze émissions de télévision ? Comment oublier cette émission parmi tant d'autres qui nous explique les vertus de l'art roumain contemporain en nous montrant des exemples, aussi brillants que M. Ceausescu, cravate au vent, sur fond de moissonneuse-batteuse, M. Ceausescu, jeune comme l'éternité, tenant en ses mains son « sceptre présidentiel », M. Ceausescu toujours, main levée, tantôt la droite, tantôt la gauche, mais toujours pour indiquer la voie à suivre. Ou bien encore, monsieur et madame, jeunes et beaux, sur fond de petits garçons en maillot de corps, savamment disposés par l'artiste en guise de chérubins.

Jusqu'où peut-on aller dans cette voie ? Passé un certain stade il n'y a apparemment plus de limite, et le mieux est peut-être, en effet, de se taire.

Sauf pour constater, par souci d'équité, que, contrairement à ce qu'on prétend parfois, l'ascension du reste de la famille est beaucoup plus modeste. L'un des frères du président, Ilie, s'il a été promu récemment chef du département politique de l'armée, n'est toujours que vice-ministre de la défense. Un autre frère, ancien milicien, serait recteur de l'académie du ministère de l'intérieur. Quant au fils cadet, Nicu, élu récemment secrétaire général des jeunes communistes, et devenu par conséquent ministre de la jeunesse, il s'est rangé. Finies, dit-on, les fringues de play-boy ! Nicu vient de se marier. Le responsable des jeunes communistes a pris pour femme la responsable des Pionniers - l'organisation politico-éducative des enfants de huit à quatorze ans. Le conte de fées peut continuer.

FIN

(1) 100 lei valent 45 francs au cours commercial.

### LA CHEMISE PERSONNALISÉE

Formule unique, d'un vêtement inimitable, appliquée depuis plus de 30 ans, permet de créer directement, à bras armés, des chemises de toutes qualités (série, réalisées sur mesure individuelles, dans la forme et la coupe parfaite).

Grand choix de nouveautés toutes fibres.

En outre, un « service » : repassage, rénovation, nettoyage, etc.

A. SCHNEIDER  
Chemises-modèles  
194 bis, rue Saint-Denis, 75002 Paris Tél. : 220-80-84 (508-42-13 après 18 h)  
Modèle M204 gratuite contre 7 timbres

## EMPRUNT D'ETAT FEVRIER 1984

VOUS POUVEZ CHOISIR ENTRE 2 FORMULES :

12,90 %  
DURÉE 7 ANS

12,50 % révisable  
à option d'échange  
DURÉE 12 ANS

POUR LES 2 FORMULES :

ÉMISSION AU PAIR.

VERSEMENT DES INTÉRÊTS CHAQUE ANNÉE LE 12 MARS.  
REMBOURSEMENT AU PAIR A LA FIN DE LA DERNIÈRE ANNÉE.

COUPURES : 2.000 F.

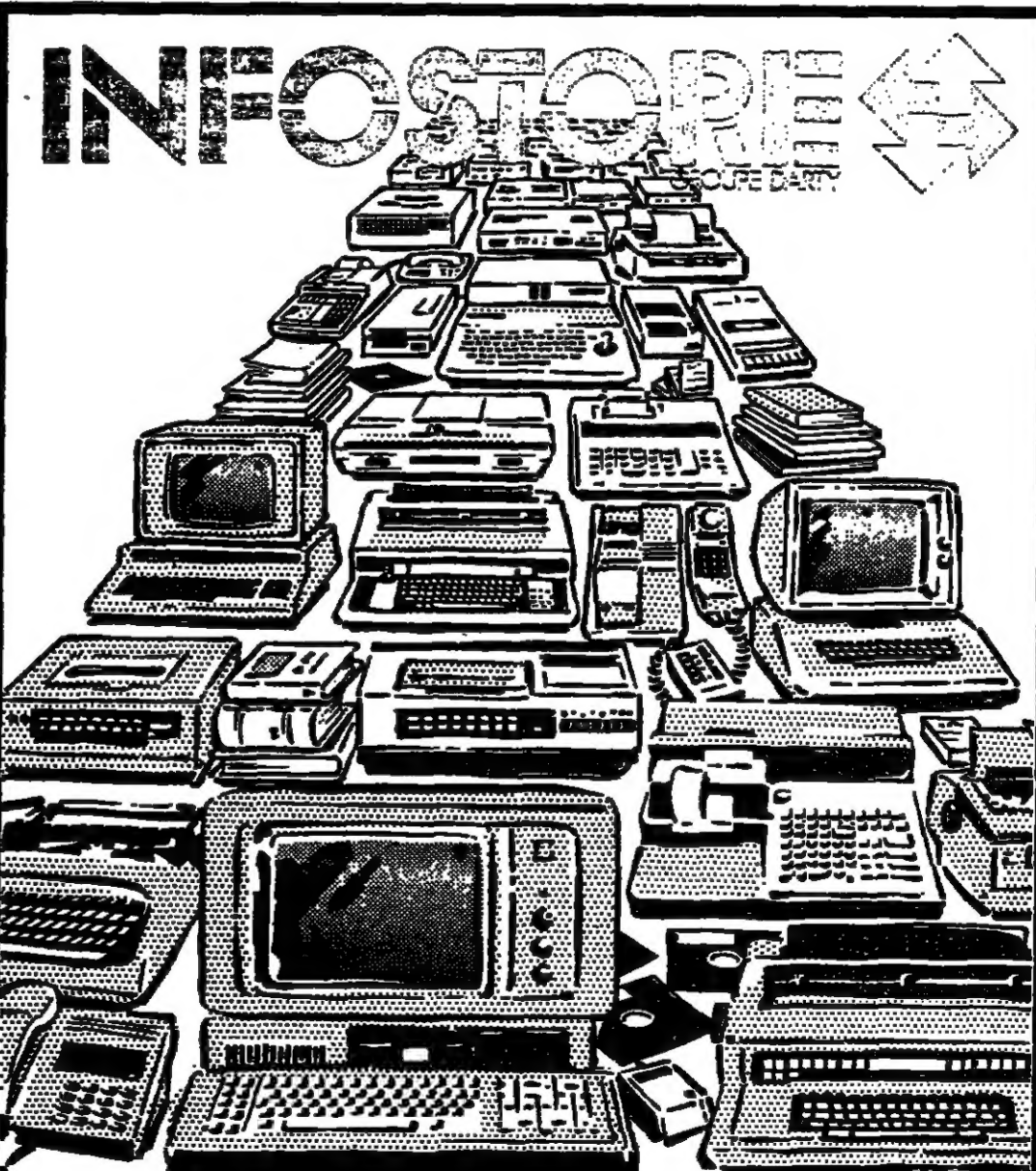
TITRES COTÉS EN BOURSE.

Dans la formule « révisable à option d'échange », les porteurs bénéficieront d'un intérêt de 12,50 % la première année, puis par la suite, d'un intérêt révisable chaque année sur la base des taux de rendement en bourse des emprunts d'Etat.

Ils pourront, après les 1<sup>er</sup> janvier 1986, 1987 et 1988, échanger leurs titres contre des obligations à taux fixe pour la durée restant à courir. Ce taux d'intérêt annuel sera connu en janvier 1986 : il sera déterminé par la Caisse des Dépôts et Consignations, en fonction du taux de rendement en bourse des emprunts d'Etat.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers et auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou auprès de vos autres guichets habituels.

UN BON PLACEMENT POUR LA FRANCE



### LE SUPERMAGASIN DE LA BUREAUTIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE LA MICRO-INFORMATIQUE

Pour la première fois sur une grande surface, Infostore vous propose une gamme complète dans chaque type de matériel pour répondre à vos besoins individuels ou professionnels. Plus de 100 grandes marques, pour vous aider à choisir, comparer, se décider.

- Bureautique : plus de 50 machines de traitement de textes, machines à écrire et photocopieurs.  
- Calcul : plus de 150 calculatrices, imprimantes, scientifi-ques et financières.  
- Communication : plus de 100 téléphones, répondeurs

Matériel, vidéo et télécommunications.  
- Micro-informatique : plus de 40 micro-ordinateurs, personnels et professionnels ; plus de 350 logiciels et applications.  
Et tous les accessoires : rubans, disquettes, livres spécialisés, documentation, etc.  
Possibilité de crédit bail par local ou crédit Cetelec.

INFOSTORE

272, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Métro Vaugirard. Tél. : 532-87-00.



# EUROPE

## RDA

**Le chef du gouvernement et ses nièces**

**« CHER ONCLE WILL... »**

La RDA a rompu mardi 28 février le silence qu'elle observait sur la présence à l'ambassade de Bonn à Prague de Mme Ingrid Berg, la nièce du premier ministre, M. Willi Stoph, qui souhaite pouvoir émigrer en République fédérale avec sa famille. Dans un communiqué volontairement ambigu, l'agence officielle ADN affirme que M. Stoph « n'a rien à voir avec les agissements d'une famille Berg » et que cette famille « actuellement hôtes de l'ambassade ouest-allemande à Prague n'a, contrairement à ses affirmations, aucune relation avec le président du Conseil ». ADN admet cependant, au détour d'une phrase, que Mme Ingrid Berg est « née Stoph », mais préfère s'en prendre à son mari, M. Hans-Dietrich Berg, dont elle fait un portrait peu flatteur. Selon elle, M. Berg a vécu à l'âge de quinze ans à Berlin-Ouest, a tenté ensuite sans succès de se faire enrôler dans la légion étrangère en France, a été condamné après son retour à Berlin-Ouest à des peines de prison pour plusieurs délits. Il se serait ensuite réfugié en RDA où, « en raison de son passé d'associé », il aurait été placé dans un camp de travail pour les jeunes.

Ce commentaire méprisant de l'agence ouest-allemande, qui accuse par ailleurs les moyens d'information ouest-allemands d'exploiter l'affaire pour porter atteinte aux relations entre les deux Etats, témoigne de l'embarras de Berlin-Est, mais ne permet guère de prévoir son attitude future. Dans les milieux gouvernementaux de Bonn, on indiquait mardi soir qu'aucune solution n'était en vue pour l'instant et que les informations selon lesquelles Mme Berg serait autorisée à émigrer en RFA après être retournée d'abord en RDA étaient « malheureusement fausses ».

De son côté le quotidien Bild Zeitung a publié une lettre ouverte adressée à M. Stoph par une autre de ses nièces, Mme Monika Tismer, demi-sœur de Mme Berg, qui vit en Allemagne fédérale. « Cher oncle Willi, écrit Mme Tismer, je te demande de tout mon cœur d'arrêter de toute ton influence pour qu'Ingrid et sa famille puissent s'installer en RFA. Tu ne peux pas faire ça à ton frère défunt et à notre père, que tes propres parents soient prisonniers. Je sais que c'est une décision difficile, que tu dois compter avec les contraintes politiques. Mais tu es toujours été un oncle au grand cœur, prends pitié en faveur d'Ingrid. » (AFP, UPI, Reuters)

## Grande-Bretagne

### MALGRÉ LE SUCCÈS DE LA GRÈVE

#### M<sup>me</sup> Thatcher ne renonce pas à interdire les syndicats au centre d'écoutes de Cheltenham

De notre correspondant

Londres. — Les syndicats ont marqué un point, mais M<sup>me</sup> Thatcher reste inébranlable. La confrontation qui s'est engagée à propos de l'interdiction des activités syndicales au centre d'écoutes de Cheltenham est affaire de principe. Elle risque donc d'être longue et son issue paraît incertaine. C'est une sorte de guerre d'usure qui commence. Voilà des mois que la Grande-Bretagne n'avait pas connu une grève nationale de cette importance. Mardi 28 février dans l'après-midi, la plupart des services publics ont été paralysés. Les débrayages qui ont aussi affecté les transports ferroviaires se sont étendus à plusieurs industries, l'automobile notamment et — de manière inattendue — la presse. A Londres, le syndicat des cadres et techniciens d'imprimerie s'est joint au mouvement et a empêché la publication, mercredi, de tous les journaux nationaux.

M<sup>me</sup> Thatcher a déclaré à la Chambre des communes qu'elle n'avait pas du tout l'intention de céder et que cette grève avait un seul effet : prouver le bien-fondé de la décision du gouvernement au sujet du centre de Cheltenham puisqu'il s'agit, selon elle, d'éviter que le fonctionnement — « vital pour la défense nationale » — de cet organisme ne puisse plus être perturbé.

## URSS

### Les propositions américaines sur les négociations stratégiques sont une « tromperie » affirme le maréchal Oustinov

De notre correspondant

Moscou. — Les derniers « discours électoraux » avant le scrutin du dimanche 4 mars témoignent de la remarquable continuité de la politique extérieure soviétique. Le maréchal Oustinov, ministre de la Défense, qui parlait, mardi 28 février, devant ses électeurs de la circonscription de Kountsevsky à Moscou, n'a, pas plus que M. Gromyko la veille, manifesté un quelconque désir de reprendre les grandes négociations sur le contrôle des armements, que l'URSS a rompues à l'automne dernier en raison de l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe.

Les États-Unis se sont lancés dans une course aux armements sans précédent, dépensant, à cette fin, des sommes fabuleuses, a déclaré le maréchal Oustinov. Le déploiement des nouvelles fusées nucléaires américaines de première génération Pershing-2 et Cruise dans les pays d'Europe de l'Ouest [...] a créé une menace supplémentaire pour la sécurité de l'URSS et de ses alliés et rend impossible la poursuite des négociations de Genève sur la limitation des armements nucléaires en Europe. « Bref, la politique américaine est « dangereuse » et « agressive », et les déclarations de « bonne volonté » de Washington, alors que le déploiement des

Pershing-2 et des missiles de croisière se poursuit, constitue une « tromperie des peuples ».

La conclusion rend un son connu : « L'URSS est prête à mener des négociations si les États-Unis et l'OTAN manifestent leur désir de revenir à la situation qui prévalait avant le début du déploiement des Pershing-2 et des Cruise en Europe. Nous allons juger nos sur les paroles mais sur les actes du caractère sérieux des déclarations de l'administration de Washington. »

Le maréchal Oustinov a énuméré, d'autre part, une nouvelle fois, les « initiatives de grande envergure prises par l'Union soviétique pour diminuer et finalement éliminer la menace de la guerre nucléaire », notamment l'engagement « unilatéral » de l'URSS de ne pas utiliser la première arme atomique et la proposition de traité entre le pacte de Varsovie et l'OTAN sur le « non-recours à la force militaire ».

Le ministre de la Défense est apparu, malgré ses soixante-quinze ans, en pleine forme, parlant à haute et intelligible voix. Il doit d'ailleurs effectuer à partir du 5 mars la visite officielle en Inde qu'il avait ajournée à cause de la mort de Iouri Andropov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Le témoignage posthume d'un « malgré-nous »

Près de trente ans après sa libération des camps soviétiques, un Français, Alsacien enrôlé de force dans l'armée allemande et capturé par l'armée soviétique, gardait le silence sur ses terribles souffrances, par peur de représailles. Le quotidien Les Dernières Nouvelles d'Alsace a attendu sa mort, il y a une semaine, pour publier dans son numéro du 27 février le témoignage de Jean-Jacques Remetter — en particulier l'évocation d'une révolte de plusieurs dizaines de milliers de prisonniers de deux camps de travail, peu après la mort de Staline : une révolte noyée dans le sang par l'intervention de chars contre les détenus, hommes et femmes.

Jean-Jacques Remetter était le dernier captif en France, en 1955, des quelque cent quarante mille Alsaciens-Lorrains arrêtés de force dans l'armée allemande au cours de la dernière guerre mondiale, les « malgré-nous » (1). Incorporés de force en janvier 1943 et envoyés sur le front russe, Jean-Jacques Remetter — alors âgé de vingt et un ans — tente de s'évader à trois reprises. Il y parvient un jour en sautant d'un train et rejoint un camp de partisans. Mais au moment de l'armistice il est arrêté par les autorités soviétiques et soupçonné d'espionnage. Condamné à quinze ans de travaux forcés, il va connaître successivement onze camps, principalement celui de Tomsk, en Sibérie, où chaque homme devait extraire 12 tonnes de minerai de cuivre par jour, sous peine d'être privé de sa ration de 750 grammes de pain dur.

Jean-Jacques Remetter révèle qu'une gigantesque rébellion eut lieu dans deux camps de prisonniers en 1953, entre Tachkent et la frontière chinoise. Les prisonniers, quarante mille dans chaque camp, avaient réussi à désarmer leurs gardiens et à résister aux renforts de police envoyés sur place, exigeant moins de travail et une amélioration de la nourriture. Au bout de quelques jours, sur ordre de Khroucht-

chev, les chars furent lancés sur les rebelles, vingt mille femmes au premier rang, quarante mille hommes derrière, et en quelques minutes tombèrent des milliers de prisonniers.

Quarante ans après la guerre, les quelque soixante mille rescapés des incorporés de force attendent toujours les indemnités qui leur ont été promises. A l'automne dernier, le Bundestag a voté un crédit de 250 millions de deutschemarks (750 millions de francs), qui doivent être transférés à la Fondation pour l'entente franco-allemande, dont le siège est à Strasbourg. En retour, la France restituera 620 hectares de terre placés sous séquestre en 1944 et situés près de Wissembourg.

Jean-Jacques Remetter — à qui les autorités soviétiques auraient dit : « Ne révélez rien de ce que vous avez vu chez nous, sinon nous saurons vous retrouver » — n'aura pas vu ces terres, mais se réjouit de la modeste réparation à laquelle il aurait pu prétendre.

(1) Selon certains témoignages, plusieurs dizaines de milliers « malgré-nous » seraient morts, victimes de leur gré en URSS (Le Monde, du 25 février).

# AMÉRIQUES

## Le Brésil dans le labyrinthe

(Suite de la première page.)

En fait, les sacrifices acceptés en échange enfoncent un peu plus le pays dans le marasme. A terme, ils le rendent insolvable. On a calculé que, aux conditions actuelles, le Brésil devrait payer à ses créanciers, dans les cinq ans à venir, de 11 milliards à 12 milliards de dollars d'intérêts par an, ce qui correspond à la moitié de ses recettes d'exportation de l'an dernier. A cette somme, il faudrait ajouter, naturellement, le remboursement du principal. C'est une situation insoutenable, reconnaît-on de tous côtés.

Le pessimisme s'est accru au début de cette année au vu des taux d'inflation. Ceux-ci sont toujours aussi élevés (210 % en 1983, ce qui est un record), malgré les promesses du ministre des finances, M. Ernesto Geisel, qui a reconnu son échec sur ce point en février. L'assainissement exigé par le FMI est donc compromis. Le pessimisme est à la mesure de l'immobilisme gouvernemental. « Nous sommes sans gouvernement », vient de déclarer l'un des industriels les plus connus, M. Antonio Ermínio de Moraes.

### Les deux croque-mitaines

Occupés à courir les capitales étrangères en quête d'argent frais, les responsables de l'économie sont incapables de tracer la moindre perspective d'avenir pour leur pays. Le plus célèbre d'entre eux, M. Delfim Neto, ministre du plan, père du « miracle » des années 70, concentre sur lui toute la colère d'un peuple révolté pour son indolence, mais qui se découvre en fait, c'est un « privilège » qu'il partage avec le FMI, croque-mitaine à « populaire » qu'il est devenu partout en effigie.

L'immobilisme est aussi manifeste sur le plan politique. Au début de son mandat, congrégé en 1979, le président Figueiredo avait déposé la situation intérieure en permettant le retour des exilés politiques et la formation de nouveaux partis. Il avait fait un pas de plus en 1982 en établissant le suffrage universel pour l'élection des gouverneurs, dont le rôle est important dans cet Etat fédéral où le Brésil. Il semblait disposé à mener jusqu'au bout son projet de démocratisation puisqu'il annonça, en novembre 1983, sa préférence pour l'élection au suffrage direct de son successeur. Mais il est revenu sur ces déclarations.

Le prochain président, a-t-il indiqué, sera choisi comme il l'a été lui-même, par un collège restreint, que le régime a façonné à sa mesure (1) ; pour s'y assurer la majorité. Le candidat actuellement le mieux placé pour emporter les suffrages est M. Paulo Maluf, ancien gouverneur de São Paulo, homme d'affaires qui a illustré au plus haut point les pratiques d'un régime discrédité par son insensibilité sociale et sa corruption.

A tous les niveaux, donc, la situation semble bloquée. En fait, elle n'est que le reflet de la situation économique, en raison même des risques qu'impliquerait une paralysie prolongée.

### Le retour aux casernes

« Première constatation : les militaires veulent quitter le pouvoir. C'est un phénomène qui s'est déjà produit au Pérou, et plus récemment en Argentine. Les raisons mêmes qui incitent les généraux à intervenir (sauver leur pays de la « faillite ») peuvent les amener, s'ils échouent, à revenir aux casernes. Sauf imprévu, le successeur du général Figueiredo,

le 15 mars 1985, sera un civil. Le général-président a songé un moment à se faire « réélire » pour un mandat de deux ans qu'il aurait justifié par les nécessités de la transition vers une démocratie pleine et entière. Il a dû y renoncer.

Néanmoins, les militaires n'envoient pas, pour l'instant, de revenir au suffrage direct pour l'élection du chef de l'Etat. Redoutent-ils un affaiblissement ? Une mise en accusation générale ? Les dirigeants militaires ont été rassurés sur ce point. La situation du Brésil n'est pas celle de l'Argentine. La répression, si elle a été cruelle, n'a pas fait des dizaines de milliers de « disparus » comme chez les voisins. En outre, les généraux brillent au sein des milieux politiques. L'un des derniers vestiges de la législation d'exception, la loi de sécurité nationale, ne s'applique plus depuis décembre dernier à une série de délits, où ceux de la presse figurent en bonne place.

En revanche, les responsables de l'armée redoutent, sans doute, de voir trahir sur le banc des accusés les responsables de la politique économique et les divers personnages — ministres, hauts fonctionnaires, officiers — coupables de concussion. Ils ont une autre crainte : que le suffrage universel ne favorise un homme comme M. Lionel Brizola, le gouverneur de Rio, leur pire adversaire dans le passé, dont le style populiste peut encore faire des ravages.

### L'opposition dans la rue

L'opposition n'a pas désarmé pour autant. Elle compte sur la pression populaire pour obtenir les deux tiers des voix au Congrès afin de voter, en avril, un amendement constitutionnel qui permettrait l'élection au suffrage universel du prochain président. « Election directe ! », ont crié en janvier, à São Paulo, plus de trois mille manifestants une mobilisation sans précédent. Des rassemblements du même genre ont eu lieu à Curitiba, à Porto Alegre, à Rio de Janeiro et à Belo Horizonte.

La vie politique s'est animée. Les deux célèbres compotes du Congrès, conçues par Niemeyer, n'ont plus un Parlement-croquis. Les députés ont répondu à deux reprises, l'un derrière un projet de loi gouvernemental qui prévoyait une réduction brutale des hausses de salaires. Pris au piège d'une légalité qu'il a souvent modifiée à son gré dans le passé, le gouvernement a dû accepter un compromis.

Les gouverneurs du PDS (Parti démocratique et social), la formation officielle, ne sont plus, comme leurs prédécesseurs, des créatures du régime. Elus et non plus nommés, ils ont davantage de liberté de mouvement. On l'a bien vu dans le Nord-Est, où plusieurs d'entre eux ont critiqué l'impasse de Brasilia devant les méfaits de la sécheresse. En revanche, les opposants qui gouvernent à Rio et à São Paulo se sont montrés, jusqu'ici, peu convaincants.

## Bolivie

### L'ANCIEN COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE APPELE LES MILITAIRES A INTERVENIR CONTRE « L'ANARCHIE »

La Paz (AFP, Reuters). — Le général Humberto Cuyaj Riaré a appelé, le mardi 28 février, l'armée de terre bolivienne, dont il est l'ancien commandant en chef, à assumer ses responsabilités afin de lutter contre l'« anarchie ».

Dans un discours prononcé à Santa-Cruz, la troisième ville du pays, le général a affirmé que la Bolivie était passée de « l'autoritarisme du général Luis García Meza » (au pouvoir entre 1980 et 1981) à « l'anarchie d'une pseudo-démocratie », qui, a-t-il affirmé, « mène le pays à la banqueroute ». Il a demandé à l'armée de terre d'« assumer les responsabilités qui lui confère la Constitution pour garantir la paix et la tranquillité des citoyens ».

L'appel du général, autour d'un putsch manqué contre le général Luis García Meza en mai 1981, survient alors que des rumeurs de coup d'Etat militaire circulent avec insistance depuis une dizaine de jours et que le pays est à moitié paralysé par une grève des chauffeurs commencent jeudi dernier.

Ces déclarations ont provoqué une réaction immédiate de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), qui a dénoncé, pour la troisième fois en cinq jours, le danger imminent d'un coup d'Etat.

D'autre part, le ministre de l'Intérieur, M. Federico Alvarez Plata, a annoncé que le gouvernement allait démissionner une fois de plus dans quelques jours afin de permettre au président de la République, M. Siles Zuazo, de former un nouveau cabinet chargé de lutter contre la crise économique et sociale.

Les militaires veulent quitter le devant de la scène, mais, à onze mois du choix du successeur, ils ne savent pas comment. Qui pourrait s'installer au Palacio l'an prochain ?

Aucun des candidats déclarés au sein du PDS ne fait l'unanimité du système. On sait — et c'est la nouveauté — que le prochain président devra résulter d'un consensus entre diverses forces, politiques, militaires, économiques. Mais la crise du système est telle que le consensus pourrait être étendu à l'opposition, ce qui favoriserait le choix d'un réformiste. L'actuel vice-président, M. Aureliano Chaves, et le leader modéré du PMDS (2), M. Tancredio Neves, gouverneur du Minas Gerais, sont les mieux placés à cet égard. M. Chaves, qui bénéficie de nombreuses sympathies militaires, vient d'ailleurs de faire un pas décisif en direction de l'opposition en se prononçant pour l'élection directe du prochain président.

### Le « bon usage » de la crise

« Deuxième constatation : les temps sont mûrs pour un changement de politique économique. Les brésiliens, comme les Vénézuéliens, peuvent faire un « bon usage » de la crise. Les esprits les plus lucides estiment que leur pays devra désormais produire lui-même une partie de ce qu'il achète jusqu'ici à l'étranger grâce aux recettes — trop faciles — de l'or noir : ainsi passerait-il à une seconde phase de son industrialisation et d'effort concerté d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Le Brésil, pour sa part, a vu jusqu'à quelles absurdités le mensonge du modèle de développement. Alors qu'il connaît la faim, ses principales cultures de subsistance ont diminué en 1983, en surface comme en production : la récolte de haricots a baissé de 45 %, celle de riz de 20 %. A l'inverse, les cultures d'exportation ont progressé : café (+ 79 %), soja (+ 13 %). Sans doute, celles-ci sont soutenues, par leur localisation, d'importantes fluctuations d'origine climatique. On retiendra donc que les surfaces consacrées au café ont augmenté de 30 % l'an dernier, et celles occupées par les haricots diminué dans les mêmes proportions (3).

Les aliments de base étant plus rares, ils sont plus chers. En janvier, le prix des aliments a grimpé de 15 %, alors que la hausse générale des prix était de 10 %. Ce phénomène se poursuit depuis plusieurs années et aggrave la sous-alimentation qui affecte, selon l'UNICEF, 53 % des enfants jusqu'à l'âge de six ans.

Les méfaits du « modèle » ont été souvent dénoncés : choix de production et de consommation qui intéressent seulement une minorité et nécessitent une entrée massive de techniques et de capitaux étrangers, lesquels sont payés par un effort d'exportation de moins en moins supportable. L'opposition affirme depuis longtemps qu'il faut inverser de tels choix. La crise des finances extérieures et la crise politique lui donnent une audience nouvelle et influeront sans doute sur le programme du prochain président, surtout s'il résulte d'une « conciliation nationale ».

Les opposants dénoncent aussi — et en priorité désormais — les taux d'intérêt et les conditions imposées par les créanciers étrangers. Ils ne sont plus les seuls à réclamer un moratoire unilatéral pour le paiement de la dette extérieure. La thèse gagne du terrain, y compris dans les milieux dirigeants. Si elle prévalait — ce qui n'est pas à exclure — le choc serait considérable pour le système financier international. Il semble bien qu'elle figure déjà dans les scénarios de crise de certains banquiers.

CHARLES VANHECKE.

(1) Il est composé des représentants au Congrès et de six députés pour chaque assemblée régionale. Autrement dit, l'Etat de São Paulo, qui a 25 millions d'habitants et qui a voté à gauche, a autant de députés que celui de Sergipe, qui a un million d'habitants et a voté à droite.

(2) Parti du mouvement démocratique brésilien, la principale formation d'opposition.

(3) Lettre de janvier du Banco do Brasil. Les chiffres de 1983 sont des estimations faites en novembre.

## El Salvador

### LA GUÉRILLA A TUÉ DIX-HUIT PERSONNES DANS L'ATTAQUE D'UN TRAIN

San Salvador (AFP). — La guérilla a attaqué un train qui circulait dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 février à 35 kilomètres au nord de San Salvador. Vingt membres de la police fiscale surveillaient le convoi, qui transportait du combustible et du ciment. Les assaillants ont tué dix-huit personnes (huit policiers et dix civils, dont trois enfants) et fait une vingtaine de blessés.

Selon les autorités locales, la guérilla a aussi plus d'une trentaine de victimes dans la ville de San Salvador, la capitale, où elle a attaqué la voie ferrée de la capitale et le train de marchandises de la voie, ont été arrêtés le train et des armes de divers calibres.

## SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE TCHADIEN CONTRE LE MAINTIEN DU NÉOCOLONIALISME ET L'AGRESSION IMPÉRIALISTE

Le peuple tchadien est toujours victime d'une conspiration internationale de l'impérialisme, orchestrée par les U.S.A. et exécutée par la France.

En Afrique après une mise en scène américano-française, la France, par la voie de son président F. Mitterrand, est aujourd'hui plus que jamais résolue à empêcher son rôle d'impérialisme de seconde zone dans la région, le cas du Tchad en constitue une flagrante illustration.

L'agression du peuple tchadien par les troupes françaises stationnées sur son territoire constitue un danger pour ce peuple, longtemps épuisé par l'exploitation coloniale, affaibli par vingt ans de guerre civile et de sous-développement. Mais sa volonté et sa détermination lui permettent de triompher du néocolonialisme et de l'impérialisme.

L'internationalisation du conflit tchadien implique non seulement des conséquences désastreuses pour le peuple tchadien, mais menace également l'intégrité et l'existence même du Tchad ainsi que la sécurité des pays limitrophes.

Les deux théâtres d'opérations choisis par l'impérialisme franco-américain, à savoir le Liban et le Tchad, démontrent, si besoin est, la volonté des puissances dominantes du monde d'opposer à toute tentative visant à remettre en cause leur hégémonie. Les deux vaillants peuples libanais et tchadiens murent cependant le long du néocolonialisme et de l'impérialisme qui leur sont imposés.

Le Tchad et le Liban constituent un test important de maturité pour les peuples d'Afrique et du Moyen-Orient en particulier, et pour ceux du tiers monde en général.

Les peuples tchadiens et libanais aspirent à sauvegarder leur identité, leur dignité et leur souveraineté. C'est pourquoi nous lançons un puissant appel pour que cessent toutes agressions contre ces deux peuples et pour exiger des puissances impérialistes, notamment la France et les U.S.A., le retrait immédiat de leurs troupes.

Les deux conflits ne trouveront leur solution que dans un cadre purement interne, sans ingérence étrangère. Aussi nous lançons un vibrant appel à toutes les forces démocratiques et progressistes d'opérer de paix et de liberté à l'encontre des puissances impérialistes, afin qu'elles cessent de servir de prétexte à la récolonisation nationale dans les deux pays frères d'Afrique.

Venez nombreux au meeting que nous organisons à cet effet à la MAISON DU MAROC, 1, bd Jourdan, 75014 Paris, à 20 heures le 2 mars 1984.

MEP : CNE Université ; JMS : PC.

Liste des organisations signataires du meeting :

- Organisation des travailleurs et étudiants algériens en France.
- Union des forces populaires du Congo.
- Mouvement de libération du peuple centrafricain.
- Mouvement national congolais rénové.
- Congrès du peuple arabe.
- Mouvement unité populaire tunisien.
- Comité de coordination pour la révolution populaire tchadienne - 2, route de Versailles - CEI 307 C - 92160 Aubervilliers.

FRANCIS CORNU.



Etats-Unis

Rebondissement dans la campagne présidentielle

(Suite de la première page.)

L'avantage pris mardi par le sénateur du Colorado est donc d'autant plus impressionnant qu'il bénéficie de très peu d'appui politiques et financiers, alors que M. Mondale, soutenu par les appareils du Parti démocrate et des syndicats, dispose d'énormes moyens en hommes et en argent. L'enthousiasme des partisans de M. Hart va se trouver maintenant déçu, tout comme ses possibilités de combler les 300 000 dollars de déficit de son budget de campagne.

Classé en 1979 par un magazine féminin parmi les dix Américains « les plus sexy » de l'année, l'homme qui vient d'être ainsi projeté sur le devant de la scène doit se parer de l'image de candidat de la « nouvelle génération » qu'il a su donner de lui-même. Bien qu'il soit sénateur depuis neuf ans, qu'il ait distribué des tracts en faveur de John Kennedy, qu'il ait très activement participé à la campagne de Robert Kennedy en 1968 et dirigé en 1972 celle de M. McGovern — qu'il avait aidé à gagner l'investiture — M. Hart est en effet tous ses discours électoraux sur la nécessité de prendre « un nouveau chemin sous la direction d'hommes nouveaux ».

« Ni la politique des années 50 ni celle des années 60 ne peuvent servir pour les années 80 », explique-t-il à chaque occasion, et c'est pour cela que je me présente. « Ce propos plat, car, au-delà de leurs préférences partiales et pour des raisons très diverses, de très nombreux électeurs ne se sentent pas plus enthousiasmés par M. Mondale que par M. Reagan.

Quel que soit le taux d'estime dont le candidat les sondages, le président sortant est loin d'être unanimement approuvé — y compris parmi ceux qui s'appellent, aujourd'hui, à lui donner leur voix en novembre — dans ses positions passées sur l'avortement, l'égalité entre les sexes ou la nécessité de rétablir la prière à l'école. Le coût social de sa politique économique laisse également beaucoup de gens, comme les préoccupés de politique de réarmement.

A l'inverse, les démocrates — c'est-à-dire jusqu'à maintenant M. Mondale — inquiètent beaucoup de gens dans leur propre camp, car, comme en Europe, le servent que la politique de l'économie fait son temps ne s'est pas suffisamment répandue chez les conservateurs. Candidat avant tout des appareils syndicaux, dont le pouvoir organisationnel est aussi incontestable qu'est discutable leur influence politique, M. Mondale

apparaît comme trop lié à des intérêts catégoriels. Sans doute plus à tort qu'à raison, mais le fait est là : on le soupçonne d'être enclin au protectionnisme pour protéger l'emploi de ses électeurs ouvriers et d'être condamné, s'il était élu, à aggraver encore le déficit budgétaire en augmentant à nouveau les budgets sociaux.

Le 11 février, au cours d'un débat télévisé, M. Hart avait ainsi marqué un point en demandant à M. Mondale s'il pouvait citer une seule question sur laquelle il avait été, dans les dernières années, en désaccord avec l'AFI-CIO. M. Mondale n'avait pas su relever le gant. Par-dessus tout, et bien qu'il n'ait, lui, pas plus de cinquante ans, M. Mondale répondait parfaitement, parce que lentement mais dans l'appareil et trop prudent, parce que ancien vice-président de M. Carter aussi, à cette définition d'homme du « passé » que lui jeta constamment au visage M. Hart, sans même prendre la peine de le nommer.

Des idées « nouvelles » mais peu précises

Se réclamant, lui, d'idées nouvelles, il va répéter que l'Amérique a besoin d'un président qui ne soit pas un idéologue (ni M. Reagan ni M. Mondale, donc), mais d'un pragmatique « audacieux » et « non pas prudent » — c'est-à-dire « prêt à dire la vérité » et à « prendre position » plutôt qu'à épouser, au gré des sondages, les fluctuations de l'opinion.

Telle est mon attitude à moi, dit-il, en ne manquant jamais de rappeler qu'il avait demandé le retour des « marines » de Beyrouth dès septembre 1982, soit une bonne année avant tous les autres démocrates dont il se démarque sur chaque point aussi vigoureusement que de M. Reagan.

Membre depuis son entrée au Sénat de la commission des forces armées, à laquelle par exemple M. Reagan pour l'accent mis sur le développement des armements nucléaires et sa déclaration d'un « gel » en ce domaine — ce qui plaît aux pacifistes — tout en insistant sur ses réticences à ne pas proposer que des pourcentages différents de coupes dans les budgets militaires. Le problème n'est pas là, dit-il, mais dans une réelle définition des besoins de la défense, qu'il faut doter d'armements conventionnels moins coûteux et indispensables aux capacités de dissuasion américaines. Pas vrai-

ment élaborée, l'idée a quelque chose de juste, et cela plaît à tout un électoral qui a autant peur du nucléaire que d'un retour à une faiblesse militaire des Etats-Unis.

Sur, bien d'autres sujets, les « idées nouvelles » du candidat Hart sont encore plus vagues ou contestables. Reste qu'il est payant de proclamer — sans vraiment avancer de solution — que « l'insensibilité » de M. Reagan aux difficultés des plus démunis est aussi inacceptable que de tout promettre à tout le monde. Il est payant aussi de se targuer de « créativité » ; de dénoncer l'immoralité de l'entourage présidentiel, de proclamer enfin : « Je refuse de mettre en danger, pour gagner l'appui des dirigeants syndicaux, l'avenir de notre économie. Je veux être libre de voir et de faire ce qui est le mieux pour l'Amérique dans sa totalité ».

L'échéance du 13 mars

Dernier atout, et non le moindre, M. Hart a une ambition aussi visible que féroce, qui a fait dire que « la moins neuve de ses idées était d'entrer à la Maison Blanche ». C'est cette image de jeune loup troublant le jeu mais finalement rassurant qui lui avait permis, il y a huit jours, de surprendre en sortant second avec 16,5 % des voix du « caucus » de l'Iowa. Ce succès inattendu, mais après tout modeste par rapport aux 49 % obtenus par M. Mondale, avait imprimé un tournant à sa campagne en brisant les projecteurs sur lui. On savait qu'il avait, après cela, toutes chances de terminer second dans la New-Hampshire, mais on ne l'attendait certainement pas premier et avec une telle avance.

Désormais, le succès allant au succès et la preuve ayant été faite que la « nouveauté » correspondait décidément à un besoin de l'électorat, M. Hart peut, sans faire sourire, affirmer qu'il sera investi et élu président. Il a encore à se faire connaître dans l'ensemble du pays (la télévision va l'y aider), à gagner d'autres « primaires » dans des états où il n'a encore pratiquement jamais fait campagne, et à apparaître dans les sondages comme « crédible » face à M. Reagan, qui l'emportait aujourd'hui sur M. Mondale par 49 % contre 37 % des voix.

M. Hart a peu de temps pour réunir cette gageure car la prochaine échéance importante est fixée au 13 mars, le « super-mardi » où se dérouleront cinq « primaires ». S'il apparaît à nouveau ce jour-là comme le principal concurrent de M. Mondale, le résultat de la convention, qu'on croit acquis d'avance, serait alors plus qu'incertain.

M. Glenn n'avait en tout cas pas tort de souligner, mardi soir avec un sourire cachant mal son affligion, que la principale conclusion de la journée était que la position du « courroux de tête » avait été ébranlée.

BERNARD GUETTA.

Cameroun

M. Ahmadou Ahidjo est condamné à mort par contumace

Deux officiers de son entourage seront « fusillés publiquement »

Le tribunal militaire de Yaoundé a rendu son verdict mardi 28 février à l'encontre de l'accusé du « complot contre la sécurité de l'Etat », condamnant à mort par contumace l'ancien président du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo. Le tribunal a suivi les réquisitions du procureur militaire qui, lundi, avait requis la peine de mort contre l'ancien chef de l'Etat (le Monde du 29 février). Les deux autres accusés, le chef d'escadron Ibrahim Oumarou et le capitaine Salatu Adamou, respectivement ancien lieutenant et aide de camp de M. Ahidjo, ont également été condamnés à mort, alors qu'une peine d'emprisonnement à vie avait été requise contre eux. Seule une grâce présidentielle peut encore évi-

ter à ces deux officiers d'être « fusillés sur la place publique ».

Le tribunal a lancé un mandat d'arrêt international contre M. Ahidjo, qui se trouvait, mardi, à Tunis et qui s'apprête à regagner la France dans les prochains jours pour tenir une conférence de presse sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce procès. L'ancien président a, d'autre part, été condamné à cinq ans de prison et à 20 millions de francs CFA d'amende, ainsi qu'à la confiscation « dans la proportion des quatre cinquièmes » de ses biens (cette dernière mesure s'applique aussi aux deux officiers), pour incitation à la haine et injures envers le chef de l'Etat.

L'ancien président : « Une mascarade judiciaire »

Avant même de connaître le verdict, M. Ahmadou Ahidjo avait chargé, mardi 28 février, M. Bourgeois, avocat à Paris, de rendre public le communiqué suivant :

« J'apprends par la presse internationale et par des témoins qui me l'ont rapporté que je suis l'objet, à Yaoundé, d'un simulacre de procès au cours duquel sont jugés en même temps que moi mon lieutenant, le commandant Ibrahim, et mon aide de camp, le capitaine Salatu.

« Je n'ai, pour ma part, jamais été avisé de l'ouverture d'une information me concernant. Je n'ai non plus jamais reçu notification de la moindre citation à comparaître.

« Pourtant, les autorités camerounaises connaissent exactement le lieu de mes résidences et sont infor-

mées de mes moindres déplacements. Mon successeur a toujours su me joindre quand il l'a voulu. Ma suite civile et ma suite militaire émergent au budget de l'Etat camerounais comme moi-même en ma qualité d'ancien chef de l'Etat.

« Est-il besoin de souligner dans ces conditions qu'il est ridicule de prétendre que je serais en fuite ?

« La mascarade judiciaire à laquelle nous assistons est indigne du Cameroun et du peuple camerounais. J'ai été informé de l'attitude courageuse du barreau de mon pays, dont les membres, commis d'office, ont refusé de s'y associer. Lorsque je connaîtrai l'issue de ce procès, je donnerai personnellement une conférence de presse [...]. »

Tchad

Les deux membres de Médecins sans frontières pourraient être prochainement libérés

Une délégation du gouvernement tchadien, conduite par le ministre du plan et de la reconstruction, M. Joseph Yodeiman, était attendue

mercredi 29 février à Paris pour tenter de relancer les pourparlers de paix entre les factions rivales. L'ancien « gouvernement d'union » (GUNT) de M. Goukouni Oueddei a, d'autre part, demandé, mardi 28 février, que soit inscrite à l'ordre du jour de la session budgétaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui se tient à Addis-Abeba, la question du retrait des troupes étrangères, « notamment françaises et saoudiennes », stationnées au Tchad. Le gouvernement de M. Hissène Habré avait demandé, la semaine dernière, que le conseil des ministres de l'OUA puisse examiner le conflit tchado-libyen. Cette demande avait été repoussée, l'organisation ayant décidé de se consacrer à l'examen de ses problèmes financiers (voir ci-contre).

D'autre part, selon le Dr Malhuret, directeur de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF), le Dr Christian Delzenne et

UNE CRISE FINANCIÈRE MENACE L'OUA DE « PARALYSE TOTALE »

L'Organisation de l'unité africaine est menacée de « paralysie totale » en raison de sa mauvaise situation financière, a déclaré son secrétaire général par intérim, M. Peter Onu, mardi 28 février, au conseil des ministres de l'OUA. « Cinq pays seulement ont payé entièrement leurs cotisations, dix en ont payé une partie et trente-cinq n'ont rien versé pour 1983-1984 », a-t-il dit. Il a précisé que le total des arriérés s'élève à 34,27 millions de dollars et non à 43 millions, comme indiqué précédemment (le Monde du 22 février), plusieurs pays ayant effectué des versements au cours des dernières vingt-quatre heures.

Par ailleurs, la presse — en particulier l'Opinion et al-Maghrib — a dénoncé, mardi, la décision de la Mauritanie de reconnaître la RASD, en l'accusant de vouloir « saboter » les efforts entrepris pour régler les problèmes du Maghreb, et de « préparer dès à présent les conditions d'un échec du vingtième sommet de l'OUA à Conakry ».

De son côté, l'AMTD (Alliance pour une Mauritanie démocratique), dans l'opposition, estime, dans un communiqué publié à Paris, que cette reconnaissance « comporte le risque grave » d'une nouvelle « implication directe » de la Mauritanie dans la guerre, et réclame une « neutralité totale » de Nouakchott. — (Reuter, AFP.)

« M. Ould Sidya et l'opposition mauritanienne. — Dans un communiqué publié à Paris mardi 28 février, M. Abdellahi Ould Sidya, ancien ministre et membre fondateur de l'Alliance pour une Mauritanie démocratique, dénonce les conditions de sa récente expulsion de Dakar, critique les positions de l'AMTD et confirme qu'il n'en est plus membre depuis le 16 mars 1981, date de la tentative de putsch avorté contre le gouvernement de Nouakchott.

Nigéria

« Nouveau bilan des émeutes religieuses. — Les derniers bilans provisoires — des affrontements à caractère religieux qui se sont produits, lundi 27 février, à Yola (le Monde du 29 février) varient entre cinquante-neuf et soixante-cinq morts. Selon l'agence nigériane de presse NAN, une cinquantaine de personnes ont été admises dans les hôpitaux. La télévision nigériane a montré, mardi, des images des émeutes. On y voit les rues de la ville jonchées de cadavres mutilés, la plupart des victimes ayant été tués à coups de machettes. Le chef de l'Etat, le général Buhari, devait se rendre mercredi à Yola. — (AFP, Reuter, AP.)

« Meeting à Paris. — Plusieurs organisations (Comité de coordination pour la révolution populaire tchadienne, Organisation des travailleurs et étudiants sénégalais en France, Union des forces populaires du Congo, Mouvement de libération du peuple centrafricain, Mouvement national congolais renoué, Congrès du peuple arabe, Mouvement Unité populaire tunisien) annoncent la tenue, vendredi 2 mars, 20 heures, à la Maison du Maroc (1, bd Jourdan, 14<sup>e</sup>), d'un meeting de « soutien à la lutte du peuple tchadien contre le maintien du néocolonialisme et de l'agression impérialiste ».

Le calendrier de la course à la candidature démocrate

La sélection des délégués qui tiennent de 16 au 19 juillet à San-Francisco le candidat du parti démocrate à la présidence se fait de deux façons : soit au cours d'élections « primaires », comme celles qui viennent de se dérouler en New-Hampshire, soit au cours d'assemblées locales — « caucuses » — de sélection de parti. Cette dernière procédure est bien sûr moins dissuasive que le recours aux élections « primaires », puisqu'elle implique un nombre beaucoup plus restreint de participants et favorise les candidats à la candidature dans la dernière « manche » électorale.

Voici les dates des prochaines élections primaires :

- 13 mars : Alabama (62 délégués), Floride (143), Georgie (84), Massachusetts (116), Rhode-Island (27) ;
- 18 mars : Porto-Rico (53) ;
- 20 mars : Illinois (194) ;
- 27 mars : Connecticut (68) ;
- 3 avril : New-York (285) ;
- 7 avril : Louisiane (83) ;
- 24 avril : Pennsylvanie (195) ;
- 1<sup>er</sup> mai : District of Columbia (Washington) (19), Tennessee (76) ;
- 8 mai : Indiana (88), Caroline-du-Nord (88), Ohio (175), Maryland (74) ;
- 15 mai : Nebraska (30), Oregon (50) ;

5 juin : Californie (245), New-Jersey (122), Nouveau-Mexique (28), Dakota-du-Sud (19), Virginie occidentale (44).

Le New-Hampshire compte 22 délégués. Le 13 mars, les délégués seront élus au scrutin d'autre part par correspondance pour désigner cinq délégués. Les autres délégués seront choisis au cours de « caucuses » dont la durée est très variable. Les Etats qui recourent à cette formule sont les suivants : Alaska (14 délégués), Arizona (39), Arkansas (32), Colorado (51), Delaware (18), Hawaï (27), Idaho (22), Iowa (58), Kansas (44), Kentucky (63), Maine (24), Michigan (152), Minnesota (86), Mississippi (43), Missouri (86), Montana (25), Nevada (28), Dakota-du-Nord (18), Oklahoma (53), Caroline-du-Sud (48), Tennesse (200), Utah (27), Vermont (17), Virginie (78), Etat de Washington (70), Wisconsin (89), Wyoming (15).

Les mandats dont sont investis tous ces délégués varient d'un Etat à l'autre et lorsqu'ils sont impératifs, cette obligation ne s'applique en général qu'au premier tour de scrutin à la convention. La convention républicaine, qui sélectionnera sans doute M. Reagan, doit avoir lieu à Dallas du 29 au 31 août.

l'Anglais aux couleurs de la vie  
F&L

USA, ANGLETERRE  
12/18 ans séjour en famille, université, cours, activités.  
ADULTES : stages intensifs, université, famille, concours. Toute l'année.

21, rue de Grenelle 75007 Paris (1) 544 62 30

Informations, brochures.

LA MER EST PLUS BLEUE A NOUVELLES FRONTIERES

THE UNIVERSITY OF JORDAN  
LIBRARY  
SERIALS No. 50495  
CLASS  
DATE 21 APR 1985

PARIS AGADIR  
à partir de aller-retour  
1250 F

nouvelles frontières

66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris 634 55 30



## L'ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE DE LA SEYNE-SUR-MER

## Le tribunal administratif confirme la victoire de l'opposition

Toulon. — Le tribunal administratif de Nice a confirmé, mardi 28 février, les résultats, jusqu'alors officiels, du second tour, le 26 février, de l'élection municipale partielle de la Seyne-sur-Mer (Var). C'est M. Charles Scaglia (UDF-PR) qui l'emporte, devant de 28 voix M. Maurice Blanc (PC), dont l'élection, à la tête d'une liste d'union de la gauche, le 13 mars 1983, avait été invalidée.

Le tribunal administratif avait été requis à la suite d'une irrégularité constatée dans le 32<sup>e</sup> bureau de vote : son président, M. Arthur Pasch (UDF-PR), maire de Bandol, ancien député, avait omis de transcrire sur le procès verbal les

De notre correspondant

de mardi, ont applaudi à cette décision, avant de se disperser dans le calme.

Les résultats de ce 32<sup>e</sup> bureau (1), très largement favorable à l'opposition au cours des deux dernières consultations électorales, étaient lourds de conséquence pour le scrutin définitif. En effet, si l'on excluait ces résultats, M. Blanc était en tête, avec 14 786 voix contre 14 496 à M. Charles Scaglia. Mais, sur l'ensemble des trente-trois bureaux, le chef de file de la majorité était devancé de 28 voix par la liste de l'opposition.

retraités et inactifs, qui représentent 50,9 % du corps électoral, ont remplacé les ouvriers (13,3 %). Les quartiers sud se sont développés, et l'urbanisation de type résidentiel a offert un nouvel électorat à l'opposition. La municipalité, dans un souci de politique sociale, a fait porter une grande partie de ses actions sur les quartiers nord (ZUP et grands ensembles), parfois au détriment du reste de la cité, dont le vote semble bien avoir sanctionné cette tendance.

L'implantation du PCF restant forte dans la ville, le nouveau maire, dont la majorité, au conseil municipal, comprend 13 UDF, 12 RPR et

|                               | 26 FÉVRIER 1984 |       | 19 FÉVRIER 1984 |       | 13 MARS 1983 |       | 6 MARS 1983 |       |
|-------------------------------|-----------------|-------|-----------------|-------|--------------|-------|-------------|-------|
| Inscrits .....                | 37 171          |       | 37 167          |       | 37 120       |       | 37 120      |       |
| Abstentions .....             | 17 977          |       | 22 45 %         |       | 17 990       |       | 26 344      |       |
| Scr. exp. ....                | 39 182          |       | 25 374          |       | 29 848       |       | 26 595      |       |
|                               | Voix            | %     | Voix            | %     | Voix         | %     | Voix        | %     |
| Un. g. (M. Blanc, PC, M. L.)  | 15 037          | 49,96 | 13 724          | 48,36 | 15 094       | 50,56 | 12 965      | 48,74 |
| Un. opp. (M. Scaglia, UDF-PR) | 15 065          | 50,04 | 13 213          | 46,56 | 14 754 (1)   | 49,43 | 10 474      | 39,38 |
| Div. dr. (M. Moreno) ..       |                 |       | 1 155           | 4,07  |              |       | 3 156       | 11,86 |
| FN (M. Nobilis) ..            |                 |       | 282             | 0,99  |              |       |             |       |
| Div. dr. (M. Eyraud) ..       |                 |       |                 |       |              |       |             |       |

(1) La liste UDF-RPR conduite par M. Scaglia et celle de M. Moreno (div. dr.) avaient fusionné pour le second tour du scrutin de mars 1983.

chiffres des voix obtenues par les deux listes (Le Monde des 28 et 29 février). M. Jean Vuillaume, président de la délégation spéciale, avait, alors, décidé de s'en remettre à la juridiction nîçoise, qui aurait à prononcer les résultats de ce bureau et les résultats définitifs pour l'ensemble de la ville.

Cette opération a été contestée par M. Blanc, qui a quitté, mardi, la salle du tribunal administratif de Nice où siégeait la commission spéciale chargée d'établir et de proclamer ces résultats. Selon le maire sortant, « cette instance est incompétente pour compléter des votes et compléter un procès verbal manquant ». M. Blanc a annoncé le dépôt d'un recours devant le tribunal administratif, visant à obtenir l'annulation du scrutin du 26 février. Mille cinq cents partisans de la gauche, réunis à la bourse du travail de La Seyne, dans la soirée

Ce résultat confirme le tassement des voix de gauche, à La Seyne, depuis la Libération. Après avoir pris le pouvoir à la SFIO, qui était la mairie depuis 1919, le Parti communiste avait obtenu 63,50 % des suffrages exprimés aux élections d'avril 1945, mais il était tombé à 56,25 % en mars 1971. Il était remonté à 61,24 % à la tête d'une liste d'union de la gauche en 1977. En mars 1983, la liste de la gauche avait perdu plus de dix points (50,56 %).

Si La Seyne reste marquée dans sa mémoire et dans son économie par les chantiers navals (quatre mille employés et deux mille sous-traitants), de lentes mutations sociologiques ont modifié l'électorat. Les

9 ans étiennette, aura des difficultés dans sa gestion quotidienne, comme dans la mise en œuvre de ses grands projets relatifs à l'expansion de la ville. A gauche, il semble que les socialistes, avec 4 conseillers, aient la volonté d'affirmer leur identité au sein du conseil municipal, à côté des 9 communistes.

JOSÉ LENZINI.

« M. Le Pen est satisfait. — M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, à Abbeville (Somme), de la décision administrative donnant la victoire à l'opposition dans l'élection municipale de La Seyne-sur-Mer. « Je suis heureux, avec le Front national, d'avoir contribué à ce succès », a déclaré M. Le Pen, rappelant que, dans ce scrutin où la liste de son parti avait obtenu 4,07 % des voix au premier tour, il avait « clairement appelé à voter en faveur de l'opposition, contre la coalition socialo-communiste ». Le résultat de cette élection prouve, selon M. Le Pen, que « les communistes deviennent minoritaires quand ils ne peuvent frauder ou enfreindre la loi ».

## Les élections européennes

## M. FISZBIN ET SES AMIS LANCENT UNE SOUSCRIPTION

M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, a annoncé, mardi 28 février, au cours d'une conférence de presse, le lancement d'une souscription pour couvrir les frais électoraux de la liste des « communistes démocrates et unitaires », qu'il conduira aux élections européennes. M. Fiszbin a indiqué que le total de ces dépenses (82 millions de bulletins de vote, 37 millions de professions de foi et 544 000 affiches) s'élèverait à 5,5 millions de francs, remboursés aux seules listes ayant dépassé 5 % des suffrages exprimés.

M. Fiszbin et ses amis jugent « raisonnable de penser » que leur liste dépassera la « barre » des 5 %, mais ils observent qu'« aucune banque, aucun imprimeur n'a de raison de prendre à son compte cette analyse politique et de [leur] faire l'avance des frais électoraux ». Ils ont donc décidé de réduire ceux-ci au minimum, en n'éditant que des bulletins de vote, sous format 148 mm x 210 mm, ce qui leur vaudra 2 millions de francs. Pour couvrir cette somme, ils ont décidé d'éditer deux cents « actions communistes » de 5 000 francs chacune (trouée et une « actions » ont déjà été souscrites), et ils espèrent créer ainsi une « dynamique » qui leur permettra de recueillir ensuite le deuxième million de francs nécessaires.

« Rencontre PS-MRG. — Des délégations du PS et du MRG se sont rencontrées, mardi matin 28 février, pour confronter leurs programmes européens. Les deux délégations ont constaté leur volonté commune de voir se renforcer la construction de l'Europe et favoriser la mise au point de projets concrets en matière économique et sociale. En revanche, socialistes et radicaux de gauche n'envisagent pas de manière similaire l'évolution institutionnelle de la Communauté. Les radicaux de gauche se prononcent, en effet, nettement pour une formule fédérative dans le cadre d'« États-Unis d'Europe ».

## LE NOUVEAU LIVRE DE L'ANCIEN CHEF DE L'ÉTAT

## M. Giscard d'Estaing propose la réduction à six ans du mandat présidentiel et l'élection de l'Assemblée nationale selon un système mixte

Alors président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing avait publié deux ouvrages : *Démocratie française*, en 1976, et *L'État de la France*, en 1981. Aujourd'hui, « pour que l'expérience actuelle s'achève d'une manière utile pour la France », l'ancien chef de l'État propose, dans un nouveau livre intitulé *Deux Français sur trois*, sa « contribution à la forme de réflexions et de propositions pour « le futur de la France », une France « libérale et réconciliée ».

Cinq jours avant son passage à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, M. Valéry Giscard d'Estaing a choisi de faire paraître son troisième ouvrage, intitulé *Deux Français sur trois* (mis en vente mercredi 29 février). Dans ce livre « écrit loin du pouvoir, dans la solitude et la réflexion », l'ancien président de la République veut « témoigner pour éclairer l'avenir » à l'aide de ce qu'il a « vécu » et de ce qu'il « observe » aujourd'hui.

« J'appelle de tous mes vœux la renaissance française », écrit-il, avant d'affirmer : « Les circonstances que nous traversons, même si elles sont gravement dommageables pour notre pays, donnent une chance exceptionnelle à cette renaissance. Il se peut, en effet, que l'addition de la crise économique et de l'expérience socialiste ait été nécessaire pour débloquent, enfin, la société française. Il va devenir possible, aujourd'hui, de concevoir un dessein national conciliant la générosité et l'efficacité et répondant aux aspirations de deux Français sur trois ».

« Ce dessein était présent dans la recherche qui se poursuivait, depuis plusieurs années, au sein de la société française (...), mais la maturation de l'opinion publique n'était pas suffisante, et la présence en toile de fond de l'alternance socialiste, qui n'avait permis qu'une « grande dépression » quant à l'avenir, et qui utilisait tous les ressorts de l'illusion, voire de la tromperie, freinait constamment le mouvement d'adhésion des esprits ».

Tout en précisant qu'il ne veut pas « raconter le passé », M. Giscard d'Estaing revient, à plusieurs reprises, sur les raisons de son échec, le 10 mai 1981. Il souligne notamment que les Français ont voulu « essayer un « autre remède », mais, aussi, qu'il a lui-même préféré « risquer de perdre plutôt que de mentir ».

L'ancien président de la République, qui se qualifie de « traditionaliste réformateur », donne des « explications » sur l'action qu'il avait « cherché » à mener durant son septennat, et met en évidence les « obstacles » qu'il avait rencontrés, notamment « celui qui se trouve depuis deux cents ans au cœur du débat politique, économique et social français, et qui est la difficulté, et même l'impossibilité, de concevoir une évolution progressive et régulière avec le consentement réfléchi du corps social ».

M. Giscard d'Estaing, qui note que, « dans la société française comme dans la société européenne, les forces de décadence et de renouveau sont aux prises », propose « trois lignes d'action prioritaires » pour arrêter le déclin « historique » de l'Europe : « Faire ressentir l'Europe, par tous ses habitants, comme constituant un espace unique ; considérer que la personnalité européenne doit recouvrir la totalité des notions ou s'exprimer la personnalité d'un groupe : unité de l'espace, certes, mais aussi sentiment de l'unité du mode de vie et de l'attitude culturelle ; enfin, percevoir de façon commune le problème de la « sécurité ». Il suggère que l'on parvienne à une situation où le parapluie nucléaire français protégerait les deux rives du Rhin, et propose « l'élection [pour cinq ans] du président du conseil européen au suffrage universel de tous les habitants de la Communauté ».

Après un chapitre consacré à une réflexion sur la liberté, qui a « besoin d'un complément syndical » : une idéologie qui guide son emploi », M. Giscard d'Estaing revient à l'un des thèmes de son premier ouvrage, *Démocratie française* : le pluralisme. Il se demande si « nos institutions politiques actuelles [le] favorisent ». Il insiste longuement sur la fonction « ambivalente » de président de la République, dont le mandat devrait, selon lui, être réduit à six ans et ne pouvoir être exercé que deux fois consécutives.

M. Giscard d'Estaing, qui recherche « une définition moderne de la séparation des pouvoirs », estime que, comme le Sénat, l'Assemblée nationale devrait être élue au scrutin majoritaire dans certains départements, à la proportionnelle départementale dans d'autres. Ces deux réformes devraient être réalisées « par la voie du vote des deux assemblées, suivi d'un référendum », précise-t-il.

Même si, d'entrée de jeu, il affirme son intention de ne pas « raconter le passé », M. Giscard d'Estaing revient sur les raisons de son échec du 10 mai 1981 et reconnaît certains erreurs qu'il a pu commettre, notamment en ce qui concerne son langage. Il développe ensuite longuement son projet en reprenant les thèmes qu'il a pu déjà aborder ces deux dernières années, au hasard de ses interventions dans les médias ou les congrès politiques.

France prendrait, de ce fait, un rythme plus régulier. L'ancien chef de l'État plaide pour une « économie du spontané », qui demande moins d'État », en insistant sur la nécessité de « libérer les forces créatrices ».

A propos du « problème central » qu'est l'éducation, l'ancien président de la République constate que « le principal échec de la 5<sup>e</sup> République a été son incapacité à apporter une réponse satisfaisante au problème de l'éducation ». Il se déclare partisan d'une décentralisation réelle et complète du système éducatif et du maintien des établissements privés. « Les parents auront le libre choix de l'établissement où inscrire leur enfant. Il s'agit, pour moi, d'une liberté fondamentale... ». Les établissements scolaires de tous niveaux seraient responsables du recrutement de leurs enseignants », précise encore M. Giscard d'Estaing, qui assigne à l'État « un rôle de contrôle et de régulation du système (examens d'habilitation des enseignants, conversion de secteurs « défavorisés ou négligés de la population scolaire », etc.).

Enfin, M. Giscard d'Estaing énumère les thèmes susceptibles de favoriser un consensus des Français avant de conclure : « Si nous rassemblerons nos efforts, si nous acceptons de nous considérer comme un ensemble unique aux prises avec l'extérieur et avec le futur, nous faisons grandir la possibilité de progresser à nouveau et de devenir un espace inventif, créatif, heureux du progrès de l'humanité... ». Il termine sur ces quelques mots, qui traduisent son vœu : « Deux Français sur trois, acceptation de parler, dans le soir devenu paisible, du sort commun de leur pays ».

« 2 Français sur 3 », par Valéry Giscard d'Estaing, Flammarion, 266 p., 68 F.

## LES RÉACTIONS APRÈS L'ARTICLE DE M. MAUROY

## Réalisme

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui parle comme M. de La Palice, estime, dans son dernier ouvrage, qu'il a perdu le pouvoir parce qu'il avait perdu sa « puissance de persuasion ».

S'il a entendu M. Didier Motchane commenter son article paru dans le Monde du mercredi 29 février, M. Pierre Mauroy doit se demander, lui, s'il a la moindre chance de recouvrer la parole.

Cet article, invitant les socialistes à ne pas s'épuiser dans les « faux débats », venait à peine de paraître, que M. Motchane, au cours du Journal de TF 1, exprimait son scepticisme sur la portée des orientations du premier ministre et renouvelait les critiques du CERES contre la politique économique et sociale incarnée par M. Jacques Delors. Pour M. Motchane, le chef du gouvernement a « parfaitement raison » de dire que le choix proposé à la majorité est simple : « aller de l'avant ou perdre pied », mais les « meilleures intentions » resteront vaines si le gouvernement ne se donne pas les moyens de son ambition, c'est-à-dire s'il ne pratique pas une politique de croissance. Or, selon le CERES, qui a repris sa liberté de parole, tel n'est pas le chemin suivi, en dépit des déclarations d'intention.

Bien au contraire, M. Motchane affirme qu'en réalité, ce qui se passe, c'est que la politique du gouvernement est de plus en plus difficilement comprise par la base sociale et sectorielle de la gauche », et il ajoute qu'« on ne voit pas, au moment même où le ministre de l'économie et des finances parle de la nécessité de réduire les engagements économiques de l'État, l'effort d'investissement qui serait la condition même pour mener les restructurations industrielles ». Et quand on lui fait remarquer que ces prises de position équivalent à contredire les orientations définies par le président de la République, l'animateur du CERES assume cette dissidence en répondant qu'en tant que dirigeant du PS il lui appartient « d'observer et de vérifier si la politique du gouver-

nement est conforme à l'essentiel, à ce que souhaite et qu'a indiqué de manière précise le Parti socialiste. Je constate qu'il n'en est rien », conclut M. Motchane.

De telles déclarations ne font que confirmer l'existence d'un dialogue de sourds entre le gouvernement et ses contestataires socialistes. Cette impression est d'autant plus forte, en la circonstance présente, que la veille, au micro de France-inter, M. Jacques Delors, répondant non seulement au CERES mais aussi au ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy, disait : « Moi aussi je veux la croissance, mais je veux une croissance durable. Je veux une croissance qui ne nous fasse pas tomber dans le socialisme d'État ».

L'exposé de ces divergences n'est évidemment pas de nature à faciliter le tâche de la majorité dans sa tentative de « reconquête de l'opinion », entreprise dont le caractère demeure extrêmement aléatoire, pour ne pas dire illusoire, si l'on en juge par les nouvelles défaites de la gauche aux élections municipales partielles. Finalement, tout cela va dans le sens de l'argumentation de M. Lionel Jospin, selon lequel la majorité, au point où elle en est, doit concentrer ses efforts sur l'essentiel, à savoir les affaires économiques et sociales. La majorité avait cru pouvoir mener de front une œuvre de redressement économique et une œuvre réformatrice. Comme le projet sur la presse, les projets sur l'avenir de l'enseignement privé procédaient, chez MM. Mitterrand et Mauroy, d'une logique de gestion de gauche.

Comment imaginer que, au terme d'une législature dominée par les socialistes, l'empire de M. Robert Hersant serait plus puissant qu'avant ? Comment concevoir que l'école privée puisse être, en 1986, plus prospère qu'au printemps 1981 ? Les réalités conduisent aujourd'hui les socialistes à une appréhension plus réaliste. En tout pas moins périlleuse.

ALAIN ROLLAT.

## FACE-A-FACE SUR TF 1

M. Cheysson, M<sup>me</sup> Garaud et une certaine idée de la diplomatie

Opposé, mardi 28 février sur TF 1, au cours de l'émission « Politiques », à M<sup>me</sup> Marie-France Garaud, M. Claude Cheysson n'a pas eu la tâche facile. D'abord, parce que, comme devait le reconnaître loyalement le président de l'institut international de géopolitique, que il est plus aisé d'annoncer des principes d'action que de devoir, dans la réalité de tous les jours, gérer les affaires étrangères. Ensuite, parce que, dans ce choc de deux intelligences, également passionnées par la vie internationale, M<sup>me</sup> Garaud a su mettre plus d'une fois son interlocuteur en position de devoir se justifier, qu'il s'agisse des grandes idées directrices ou du détail de la politique étrangère de la France depuis le printemps de 1981. L'ancienne candidate à la présidence de la République avait pris soin de préciser qu'elle avait jugé « détestable » la diplomatie de M. Giscard d'Estaing et que, dans la politique extérieure de son successeur, elle serait prête à voter « non l'ensemble du texte, mais certains articles ».

M. Garaud, qui avait été présentée avec insistance comme « atlantiste », et avait dénoncé vigoureusement le totalitarisme soviétique, s'est offert le luxe d'assurer à M. Cheysson que, au Liban au moins, elle n'aurait pas suivi aussi fidèlement que lui les orientations américaines. Elle a reproché au ministre des relations extérieures d'avoir, en quelque sorte, confondu une certaine idée de la France avec une certaine idée du socialisme. Un socialisme dont la seule réalité politique est le communisme, estime-t-elle, même si le rêve du PS est de rendre ce communisme « obsolète ». Paris, a-t-elle ajouté, par irréalisme ou naïveté, néglige les intérêts français et va jusqu'à croire, ou faire croire, que la France « n'a pas d'ennemi », la France « n'a pas d'ennemi », alors qu'elle est à « qui tirent sur nos soldats ». Il est vrai qu'on a cru pouvoir utiliser l'armée française à Beyrouth comme un « matelas ».

Répliquant à ce reproche sur la démission des intérêts français — qui ne doivent pas faire oublier qu'il y a aussi des principes » à appliquer, — M. Cheysson a pu lier un argument à ce jour à peu près inédit à propos de la tragé-

de libanaise : il s'agissait, pour les parachutistes français, de défendre « nos sept mille compatriotes » qui vivent sur place. Argument qui risque d'être réversible si, comme l'espère le ministre, le Conseil de sécurité, statuant « dans les quarante-huit prochaines heures », permet aux troupes françaises de se retirer en envoyant des « casques bleus ».

M. Cheysson a, par ailleurs, assuré qu'il n'avait aucunement été l'ennemi par M. Khadafi lorsqu'il est allé le voir à Tripoli (on croit tout de même savoir que le dirigeant libyen a pris ostensiblement tout son temps avant de recevoir le chef de la diplomatie française), que cette visite n'avait rien d'humiliant, malgré la mort toute récente d'un pilote français abattu au-dessus de Libye. M. Cheysson a répondu à la question de reconquête militaire jusqu'au nord — et qu'il n'avait pas été question d'une visite du colonel à Paris. Là aussi, d'autres sources se montrent moins formelles que ne l'a été le ministre.

Celui-ci a, en tout cas, clairement récusé l'idée selon laquelle la présence de ministres communistes aurait pu infléchir dans le sens d'une moindre indépendance la diplomatie française. Il a cité à l'appui de cette affirmation l'attitude de M. Mitterrand en faveur des euro-missiles de l'OTAN, et assuré qu'aucun des actes de politique extérieure « n'a été contraire à ce que les socialistes sous-entendent décidé ». M<sup>me</sup> Garaud ne semblait d'ailleurs pas encline à lui chercher querelle sur ce point. Il est vrai que M. Cheysson — on peut regretter que cette « petite phrase » ne lui ait pas été rapportée, contrairement à d'autres, puisque telle est la règle du jeu de « Politiques » — avait déjà assuré, en juin 1981, à propos du rôle des ministres communistes dans la structure du gouvernement : « Celle-ci est celle d'une entreprise. Et dans une entreprise, le gars qui fait les courses n'est pas au courant de la gestion. Une gestion dont on a peine à croire que son interlocuteur ne brüte pas de s'occuper. »

BERNARD BRIGOLEIX.



## M. JACQUES CHABAN-DELMAS : pour une défense européenne

M. Jacques Chaban-Delmas, député RPR de la Gironde, a déclaré mardi 28 février devant l'Association Franco-Etats-Unis, dont il était l'hôte à Paris : « L'instauration d'une défense européenne est jugée susceptible de couper l'herbe sous le pied du mouvement pacifiste en permettant au gouvernement allemand de faire apparaître à l'opinion publique de son pays que la RFA et ses nationaux passeraient de l'état de pion d'un échiquier à celui d'un partenaire majeur. L'approche d'une défense européenne doit s'inscrire dans un cadre nettement tracé et qui ne laisse place ni aux hésitations ni aux illusions ».

Le maître de Bordeaux a estimé qu'« une concertation permanente et préalable devant s'élancer bien au-delà des limites géographiques de l'alliance atlantique ». Il a déploré le cas de la Grèce, où « les Occidentaux ont témoigné de l'indifférence de leurs divergences, et également du Liban, où l'action du gouvernement français était sans rapport avec celle du gouvernement américain ou de tout autre gouvernement ».

## M. Jacques Chirac : Le PS est aujourd'hui d'inspiration marxiste

Plus de cinquante membres de trois associations américaines de Paris ont accueilli M. Jacques Chirac, mardi 28 février. Devant les adhérents de la Chambre de commerce franco-américaine, de l'American Club de Paris et des Harvard Business Club qui entouraient M. Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis, le président de RPR a tout d'abord fait un exposé général, parlant de l'Europe en ces termes : « Elle est dans une phase de dégradation profonde. Politiquement elle existe peu et économiquement elle se désintègre ».

L'évolution de la situation, marquée notamment par « la pitoyable réunion d'Atlanta », a entraîné un certain retour au libéralisme. M. Chirac ne partage pas « les critiques déplacées et stériles adressées par certains responsables européens » à la politique économique du président Reagan car « il n'est pas très convenable de dénoncer le déficit du budget américain lorsque l'on sait que celui-ci est dû à l'effort accompli par les Etats-Unis pour la défense du monde libre ». Avec la

reprise qui se manifeste en Allemagne et en Grande-Bretagne, « la situation de la France nous laisse un peu amers ». En France où, en 1981, « nous avons éprouvé le besoin de changer de système », on constate aujourd'hui que « la recette n'était pas bonne » puisque « l'instabilité gouvernementale a entraîné la paralysie de la production ».

M. Chirac a alors énuméré « quelques idées simples » pour « redonner la confiance et accroître toutes les libertés », notamment la baisse des prélèvements obligatoires, répondant ainsi à M. Delors. M. Chirac a aussi évoqué parmi ses projets la maîtrise de la dépense publique, la suppression des réglementations « sclérosantes et primaires » et les décentralisations, « en commençant par les banques ».

Répondant ensuite à plusieurs questions de ses hôtes, le maître de Paris a souligné que les Etats-Unis n'ont pas de leurs relations avec l'Europe une conception uniquement mercantile.

Interrogé enfin sur l'apparition, selon un auditeur, d'un « socialisme de droite au sein du gouvernement de la France », M. Chirac a répondu : « Aujourd'hui, le Parti socialiste en France est d'inspiration marxiste affirmée. Il peut faire des concessions à la réalité, mais il n'a en rien modifié ses ambitions. Je ne le crois pas touché par la grâce du libéralisme. C'est pourquoi avec les communistes et les socialistes les choses doivent se traiter en termes de rapports de force, dans le cadre de la loi et du respect des règles démocratiques ».

A. P.

## LES SÉNATEURS RI LANCENT UN APPEL A M. MITTERRAND POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS

(De notre envoyé spécial.)

Caen. — Réunis à Caen les 28 et 29 février, à l'occasion de leurs journées d'études parlementaires, les sénateurs Républicains indépendants ont adressé une lettre au président de la République, dans laquelle ils rappellent au chef de l'Etat qu'il s'est posé au « garant et défenseur des libertés publiques » lors de son intervention télévisée du 12 février.

Les sénateurs RI observent que, aujourd'hui, « deux libertés fondamentales apparaissent à une large majorité de Français menacées », à savoir celle pour les parents de choisir l'école de leurs enfants, et celle, pour chaque citoyen, « de disposer d'une presse pluraliste ». Les sénateurs relèvent que les textes de loi « qui ont pour effet de faire disparaître ou d'amoindrir ces libertés porteront dans les mois qui viennent, s'ils sont promulgués », le nom du président de la République.

Ils estiment que M. Mitterrand a « le devoir de ne plus se taire » et ils demandent que le chef de l'Etat prenne une « position ferme en faveur des libertés ».

A. Ch.

## ASSOCIATION DES ETUDIANTS POUR L'INFORMATIQUE

37, passage du Défilé - 75010 Paris

Des étudiants et des jeunes ingénieurs (A. M.)

proposent :

Des stages d'initiation et de perfectionnement au Baccalauréat, des stages d'apprentissage de traitement de texte.

Cotisation pour 20 heures de cours : 1 000 F

Tarif étudiants et moins de 25 ans : 500 F

Téléphonez l'après-midi au 246.88.47

## M. Georges Marchais proteste contre « les allégations ridicules et odieuses » d'un ouvrage soviétique sur la population française

L'Humanité publie ce mercredi 29 février une lettre que M. Marchais a adressée le 17 février au secrétaire du PC soviétique pour protester contre la publication et la diffusion en France par les éditions soviétiques du Progrès d'un livre sur « la population du monde » dont, dit le secrétaire général du PC français, « nous venons de prendre connaissance ».

M. Marchais écrit notamment : « Sous couvert de classification ethnographique, l'auteur, S. Brouk, prétend, en fait, diviser la population de notre pays en deux catégories : ceux qu'il nomme « les Français », qui seraient, d'après lui, « 44 millions, soit 82,5 % de toute la population » et, d'autre part - je cite - « les Alsaciens, les Flamands, les Bretons, les Basques, les Catalans, les Corsais, les Juifs, les Arméniens, les Tziganes » et autres... Le même cha-

pitre comprend d'autres affirmations du même type, par exemple : « Les Alsaciens-Lorrains s'apparentent aux Allemands ».

« Nous protestons avec indignation contre ces allégations ridicules et odieuses. Pour nous, comme pour tous les citoyens de notre pays, est français tout homme, toute femme de nationalité française. La France n'est pas un Etat multinational : c'est un pays, une nation, un peuple, fruits d'une longue histoire. Toute tentative - opérant sur des critères hasardeux dont la frontière avec le racisme est imprécise - visant à définir comme non « purs » français tels ou tels membres de la Communauté française, est une offense à la conscience nationale. Personne, ici, ne peut l'accepter, et notre Parti moins que tout autre ».

Cette polémique entre communistes français et soviétiques sur la question des nationalités n'est pas nouvelle. En 1978 déjà, l'Humanité avait critiqué l'appellation « français » et « inadmissible » que l'encyclopédie soviétique portait sur la population française distinguée entre « autochtones » et « minorités nationales ». Faut-il rappeler qu'en URSS, Etat multinational, on a toujours distingué entre la « citoyenneté » (soviétique) de chacun et la « nationalité » (russe, ukrainienne, géorgienne, juive, etc.), ces deux mentions figurant à part sur le passeport intérieur ?

M. Marchais proteste à nouveau contre l'extension d'un tel système à la France, mais il donne cette fois à sa démarche un caractère spectaculaire. Ce message qu'il a jugé bon de signer personnellement remplace en quelque sorte le télégramme de fé-

licitation qu'il n'a pas envoyé à M. Tchernomirski à l'occasion de son élection à la tête du PC soviétique (le Monde du 22 février).

Il fait suite à une série d'autres manifestations de mauvaise humeur ces dernières semaines, notamment la condamnation de l'envoi d'une délégation de Moscou au congrès du PC espagnol scissionniste, la demande de réhabilitation de Khroutchchev formulée en public à FR 3 le 20 janvier, enfin la mention appuyée, dans l'hommage rendu à Andropov par M. Marchais, du rôle de l'ancien dirigeant de l'URSS d'« encourager les réformes sociales, économiques, démocratiques correspondant aux évolutions de la société soviétique ». Le moins qu'on puisse dire est que les dirigeants du PC ne paraissent pas trouver ces querelles dans la paranoïa et l'attitude de M. Tchernomirski. — M. T.

## Le Monde et H.E.C.

invitent les lecteurs du Monde au colloque organisé le jeudi 8 mars 1984 à 15 heures, au Palais des Congrès, dans le cadre des

## JOURNÉES DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

sur le thème

l'internationalisation des carrières

Débat animé par François SIMON, chef adjoint du service économique, et avec la participation de :

MM. Didier PINEAU-VALENCIENNE, président-directeur général de SCHNEIDER SA ; Olivier LECERF, président-directeur général de LAFARGE-COPPEE ; Claude SABLON, directeur du personnel de RÉMY-MARTIN.

Une invitation sera adressée, dans la limite des places disponibles, aux personnes qui en feront la demande au moyen du coupon ci-dessous accompagné d'une enveloppe non timbrée à leur nom et adressée

## LES JOURNÉES DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

Colloque HEC/LE MONDE, jeudi 8 mars 1984, 15 h

« L'INTERNATIONALISATION DES CARRIÈRES »

DEMANDE D'INVITATION POUR PERSONNELS

à adresser avec une enveloppe à vos noms et adresse à

M. H. GUINAUDAU

Le Monde, 5, rue des Italiens

75427 PARIS Cedex 09

## Un GRAND VOLUME 21 x 27 cm

Reliure plein cuir

Décor et tranche à 22 carats

Plus de 400 pages

19 cartes maritimes

1 lexique du langage tahitien

TIRAGE LIMITE ET NUMÉROTÉ

Un livre passionnant

comme un roman d'aventures

Premier Français à effectuer un

voyage officiel d'exploration

autour du monde, Louis-Antoine

de BOUGAINVILLE a laissé son

nom à une magnifique plante

d'Amérique, la Bougainvillea. Et

l'une de ses nombreuses décou-

vertes, une île de l'Archipel Sal-

omon, dans l'Océan Indien, porte

également son nom.

Avant même les célèbres naviga-

teurs Cook et La Pérouse, Bou-

gainville part de Brest en décem-

bre 1769 pour remettre aux Es-

pagnois les îles Malouines, qu'il

avait précédemment colonisées. Il

poursuit ensuite sa route, avec ses

deux vaisseaux « La Boussole » et

« Étoile », à travers les Mers du

Sud. Il franchit le Détroit de Magel-

len et pénètre dans l'Océan Pacifi-

que. Il jette l'ancre à Tahiti, le

paradis légendaire d'où il ramènera

un insulaire désireux de prendre

contact avec la « civilisation ». Plus

d'autres îles enchantées se suc-

cedent : les Samoa, les Nou-

velles Hébrides, appelées alors

Grandes Cyclades, et depuis

le

plein

cuir

VOYAGE

autour du monde

de Louis XV, Roy de France

1960, Vanuatu), les îles Bismarck

et la Nouvelle Guinée, au nord de

l'Australie. Il regagne enfin Saint-

Malo par les Moluques, l'île Mau-

rice et le Cap de Bonne-Espé-

rance.

De son merveilleux périple, Bou-

gainville fit un récit qui fut publié en

1771. Ce fut un triomphe : on fêta

l'esprit curieux et brillant, l'obser-

vateur inlassable, le marin intré-

pide, mais aussi l'écrivain. Car ce

document historique vint de deux

siècles et si riche de décou-

vertes et d'aventures qu'il se lit

encore, de nos jours, comme un

captivant roman.

19 cartes maritimes

et un attrayant lexique

du vocabulaire tahitien

L'édition originale de 1771, im-

primée avec Privilège du Roy, est

aujourd'hui très rare et, lorsqu'on

parvient à la trouver, fort coûteuse.

J'ai donc voulu en reproduire fidè-

lement, dans l'édition que je vous

proposais ici, l'intégralité du riche

contenu : les 19 cartes mariti-

mes, gravées au XVIII<sup>e</sup> siècle,

dont la plupart se défilent au dou-

ble format 26 x 36 cm vous per-

mettront de suivre l'odyssée de

Bougainville à travers le monde.

J'ai également conservé toutes les

illustrations, les figures, les en-

luminures et scrupuleusement res-

pecté la typographie d'époque.

J'ai bien évidemment maintenu

l'Épître au Roy et le Discours Pré-

liminaire. Le lexique de Tahiti est

## Revivez, comme au 18<sup>e</sup> siècle Le Fabuleux VOYAGE AUTOUR DU MONDE de BOUGAINVILLE à bord de la "Boudeuse" Frégate de Louis XV, Roy de France

1960, Vanuatu), les îles Bismarck et la Nouvelle Guinée, au nord de l'Australie. Il regagne enfin Saint-Malo par les Moluques, l'île Maurice et le Cap de Bonne-Espérance. De son merveilleux périple, Bougainville fit un récit qui fut publié en 1771. Ce fut un triomphe : on fêta l'esprit curieux et brillant, l'observateur inlassable, le marin intrépide, mais aussi l'écrivain. Car ce document historique vint de deux siècles et si riche de découvertes et d'aventures qu'il se lit encore, de nos jours, comme un captivant roman.

19 cartes maritimes et un attrayant lexique du vocabulaire tahitien L'édition originale de 1771, imprimée avec Privilège du Roy, est aujourd'hui très rare et, lorsqu'on parvient à la trouver, fort coûteuse. J'ai donc voulu en reproduire fidèlement, dans l'édition que je vous propose ici, l'intégralité du riche contenu : les 19 cartes maritimes, gravées au XVIII<sup>e</sup> siècle, dont la plupart se défilent au double format 26 x 36 cm vous permettront de suivre l'odyssée de Bougainville à travers le monde. J'ai également conservé toutes les illustrations, les figures, les enluminures et scrupuleusement respecté la typographie d'époque. J'ai bien évidemment maintenu l'Épître au Roy et le Discours Préliminaire. Le lexique de Tahiti est

Mais le bon travail ne s'écroule pas à la hâte. C'est pourquoi je vous demandais de bien vouloir patienter entre six et douze semaines avant de recevoir votre ouvrage, car je veux qu'il soit digne de vous et de la réputation d'un éditeur-libraire en livres précieux.

Plus encore que la beauté, c'est la rareté d'un livre qui en fait la valeur.

Il n'est pas exceptionnel de trouver aujourd'hui des ouvrages contemporains dont la valeur intrinsèque est parfois multipliée par cinq. Et l'on constate bien souvent que, plus que leur beauté, c'est leur rareté qui en fait le prix. Pour que votre achat soit susceptible de prendre de la valeur avec les années j'ajoute, à la noblesse des matériaux utilisés, la limitation de tirage de ce livre précieux.

Dès aujourd'hui, réservez cette précieuse édition à tirage limité pour le prix d'un livre « relié cuir » ordinaire.

Cette édition-relaie cuir du « Voyage autour du monde » sera tirée à 5.000 exemplaires seulement, numérotés et garantis. Ce chiffre est dérisoire, comparé aux dizaines de milliers d'amateurs de beaux livres qui constituent notre clientèle potentielle. Aussi je vous engage à me réserver dès aujourd'hui ce livre indispensable à la Bibliothèque de tout homme soucieux de sa culture car le risque - vu son prix et son tirage limité - de ne pouvoir honorer les commandes tardives. Si, par extraordinaire, il ne vous plaisait pas, il vous suffirait de me le renvoyer dans les 15 jours dans son emballage d'origine pour que je vous le rembourse intégralement.

Hugues de Fleurville

HUGUES de FLEURVILLE Éditeur-Libraire en livres précieux 9, Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS

CETTE SOUSCRIPTION SERA CLOSE SANS PRÉAVIS

## BON DE SOUSCRIPTION avec garantie de remboursement

à renvoyer aux Éditions HUGUES de FLEURVILLE 9, Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS

Je désire que vous me réserviez un exemplaire de votre Grand Volume, « Voyage autour du monde », dans votre précieuse édition à tirage limité et numérotée.

Je n'envoie pas d'argent maintenant. Je réglerai plus tard, à réception de votre facture, le prix exceptionnel de souscription de 195 F (port gratuit). Je recevrai ensuite mon livre dans un délai de six à douze semaines, nécessaire à une reliure de cette qualité.

Je serai intégralement remboursé si cet ouvrage ne me convient pas : il me suffira de vous le retourner dans les 15 jours, en parfait état, dans son emballage d'origine. Je garderai de toute façon la splendide gravure qui m'est offerte si je réponds dans les huit jours.

BOU 570

Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

COPIEZ EN MAJUSCULES S.V.P.

M., Mme, Mlle

Rue et numéro

Adresse complète

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT. VOUS PAIEREZ PLUS TARD



LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

M. Savary tient son cap

La polémique déclenchée à la suite des propos de M. Lionel Jospin sur l'attitude à adopter dans la querelle scolaire semble n'avoir pas tranché les murs du ministère de l'éducation nationale. Depuis le 14 janvier, les négociations entamées avec les seuls représentants de l'enseignement privé ont lieu à un rythme soutenu et dans une ambiance que les différents interlocuteurs s'accrochent à juger sereine et agréable. Ces négociations sont nées sur le point de s'achever. M. Alain Savary, conformément au calendrier qu'il s'était fixé, présentera ses conclusions la semaine prochaine au gouvernement, qui décidera, alors, de la suite du processus.

Y aura-t-il un projet de loi global sur l'ensemble des propositions en débat ou seulement sur les moins controversées d'entre elles ? Un compromis entre ces deux cas de figure est-il encore possible ? Le gouvernement renoncera-t-il totalement à traiter ce dossier ? Rien pour l'instant n'est arrêté, dit-on au ministère.

L'enseignement catholique a intérêt à ce que les négociations aboutissent, dans la mesure où le gouvernement socialiste met dans la balance une amélioration de la situation financière des établissements. C'est-à-dire, en définitive, une augmentation de l'aide de l'Etat aux établissements privés où les familles restent libres d'inscrire leurs enfants. Mieux, une extension de la liberté de choix de l'établissement dans l'enseignement public est à l'étude dans plusieurs académies.

Le virage proposé par le premier secrétaire du Parti socialiste n'a pas

encore été suivi de décisions gouvernementales. Des problèmes concrets restent, pour le ministre, à régler dans tous les cas de figure, et particulièrement celui de l'application à tout le système éducatif - public et privé - de la loi de décentralisation.

Depuis qu'il s'est attaqué à cette mission délicate de réduction du « dualisme scolaire », ce n'est pas la première fois que M. Savary se trouve confronté à une telle secousse. Les manifestations organisées au début de l'hiver par le Comité national d'action laïque, avec la participation des partis de gauche et de droite du PS, le pressaient d'aller plus vite, plus loin dans la voie « du développement, de la transformation et de l'unification laïque du système éducatif ».

Auparavant, les délégués au congrès du Parti socialiste lui avaient crié leur irritation face à son souci de convaincre les représentants de l'école privée. M. Jospin lui-même l'avait mis en garde contre le risque de « perdre les [leurs] en chemin ». Et le 7 décembre le premier ministre annonçait - pour démentir une semaine plus tard - que le ministre de l'éducation nationale avait « retiré son texte », et que le gouvernement prendrait ses responsabilités.

Dans la tourmente, le ministre de l'éducation nationale a suivi son cap, avec le soutien du président de la République, et la volonté de convaincre. Pour l'instant, il s'y tient.

CATHERINE ARDITTI.

Les propos de M. Jospin inquiètent les laïques

Les déclarations de M. Lionel Jospin demandant au gouvernement de faire preuve « d'un esprit de souplesse avec suffisamment de sens politique sur ce qu'on peut faire ou ne pas faire » (le Monde du 28 février) continuent de provoquer des réactions chez les défenseurs de l'école laïque. Après M. Jean Andrieu, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), qui évoquait l'accroissement possible du nombre des « départs du socialisme », et M. Michel Bouchard, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), qui parlait du risque pour la gauche de perdre ses militants les plus actifs, d'autres responsables laïques ont fait part de leur déception.

M. Jacques Pommatteu, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), explique qu'il n'est pas question « pour nous d'accepter que la gauche renonce aux engagements qu'elle a pris ». Cependant, il estime qu'il « faut être tout à fait mesuré aujourd'hui par rapport aux déclara-

tions de M. Jospin. Nous avons le temps de voir de quoi il s'agit exactement, mais cette attitude ne saurait être considérée comme un manque de fermeté sur le fond ».

Au Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC), les responsables affirment que « la politique ne saurait consister pour la gauche à céder à la droite en se reliant ». Selon le secrétaire général du SNI, « si la gauche devait nous trahir, nous ne saurions l'accepter sans réagir vigoureusement ». M. André Laignel, président du groupe d'étude sur la laïcité à l'Assemblée nationale (PS, Indre), estime qu'il ne peut être « que d'accord » avec M. Jospin, même s'il pense que « les hommes et les femmes de gauche ne pourraient comprendre que la laïcité soit mise au rancart ».

Enfin, les responsables du CNAL, qui refusent de faire un amalgame entre le gouvernement et les formations politiques, ont décidé de rencontrer dans les plus brefs délais les dirigeants du Parti socialiste.

(Publié)

LES ASSISTANTS DE SCIENCES CONDAMNÉS A... VIE

**IL EST FAUX** de penser que le classement des enseignants de l'Université en trois catégories (assistants, maîtres-assistants, professeurs) corresponde encore à des diplômes et à des tâches différentes. En effet, les assistants font le même travail d'enseignement, de recherche et de gestion que leurs collègues. Le décret du 14 septembre 1983 entérine cette égalité de fait.

**IL EST FAUX** de croire que la maxime A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL soit appliquée à l'Université. En effet, l'échelle d'indices des assistants est très courte : 12 ans. En fin de carrière, la différence de salaire avec un maître-assistant atteint 5000 F (un demi-million de centimes).

**IL EST FAUX** de dire que les assistants actuels ont été recrutés à tort et à travers sur des critères moins sévères. M. P., recruté comme assistant à Lille-I au niveau de la maîtrise en 1968 a pu passer maître-assistant en 1974 avec son doctorat de 3<sup>e</sup> cycle. En 1971, M. R. a dû obtenir le D.E.A. (un an après la maîtrise) pour être recruté. Docteur de 3<sup>e</sup> cycle en 1974, il est encore assistant. Tout cela parce qu'il est né deux ans après M. P.

**IL EST FAUX** de croire que A DIPLOME ÉGAL, SITUATION ÉGALE. En majorité, les assistants ont leur thèse de 3<sup>e</sup> cycle, certains depuis dix ans. Leur compétence a été reconnue et ils ont été inscrits sur une liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant. Ils sont ainsi 130 assistants à Lille-I (sur 180) à être injustement condamnés à l'assistanat... à vie, pour la seule raison qu'ils sont nés après 1945.

Les assistants de l'U.E.R. de physique fondamentale de Lille I, soutenus par leurs collègues professeurs et maîtres-assistants, vous font juges.

Les 3900 assistants de sciences qui sont dans le même cas sont invités à joindre leurs actions à celles de leurs collègues de Lille, qui vont publier un livre blanc sur la question.

CONTACTS : (20) 91.92.22 ; C. JAUFFRET (poste 2771) ; P. CUVELIER (poste 2211) ; N. MONNANTEUIL (poste 2182).

Université des sciences et techniques de Lille-I.  
U.E.R. de physique fondamentale - Bat. P6.  
59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex.

Attente

Les réactions des laïques et des représentants de l'enseignement catholique aux derniers développements du débat sur la « guerre scolaire » traduisent une attente. Ni les uns ni les autres ne peuvent se fier à quelque déclaration officielle, d'origine gouvernementale ou élyséenne, afin d'apprécier les conséquences du recul envisagé par le pouvoir dans ses projets de modification des rapports entre l'Etat et l'école privée (le Monde du 29 février).

La seule déclaration dont il dispose est celle faite par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, selon laquelle, en substance, la gauche doit sélectionner ses objectifs prioritaires et serait mieux avisée de rassembler sur le thème de la bataille économique que de diviser sur la querelle scolaire. L'aboutissement logique de cette prise de position est clair : puisqu'il n'est pas possible de concilier les deux camps en présence, autant renoncer au projet Savary.

M. Jospin n'est ni membre du gouvernement ni porte-parole de l'Elysée. L'analyse qu'il développe lui est personnelle. On peut toutefois remarquer que le premier secrétaire du PS dit parfois tout haut ce que le président de la République, de par sa fonction, ne peut dire ou, au moins, ne peut pas dire aussi brutalement. Il convient aussi de souligner que, depuis mai 1981, aucune déclaration publique importante de M. Jospin n'a pu être placée en contradiction avec les analyses, qu'elle précède ou suit, du chef de l'Etat.

Pour sa part, M. François Mitterrand souligne, en privé, depuis plusieurs semaines, sa volonté d'apaisement, voire de réconciliation, dans l'affaire scolaire, tout en insistant sur la nécessité de prendre en compte le mépris dans lequel l'école publique a été tenue depuis longtemps. Après la déclaration de M. Jospin, on indiquait, à l'Elysée, qu'il n'était plus question de déposer un projet de loi qui ne ferait pas l'objet d'un accord, préalablement et publiquement exprimé, de la hiérarchie catholique.

La recherche, jusqu'au bout, d'un accord paraissait donc la voie choisie, démarche confirmée par l'entourage du premier ministre. On précisait à Mitterrand que si un tel accord n'était pas réalisé, le gouvernement mettrait son texte « au placard » et renoncerait à l'essentiel de son projet.

Les déclarations de M. Jospin ont suscité l'approbation de M. Jacques Delors. Le ministre de l'économie et des finances, interrogé par France Inter lors de l'émission « Face au public », a indiqué : « En France, on ne s'en sort pas quand on se bat sur des grands principes ».

Que M. Alain Savary poursuive néanmoins la tâche qui lui a été confiée n'est pas anormal. Le ministre de l'éducation nationale doit remettre ses conclusions dans un délai de jours. Ces conclusions doivent servir de base à la décision politique qui sera prise, et publiquement exprimée, par le gouvernement.

JEAN-YVES LHOMEAU.

L'archevêque de Paris prendra la parole à la manifestation de Versailles

La manifestation, prévue le dimanche 4 mars, à Versailles, pour « sauver la liberté de l'enseignement qui est gravement menacée », ressemble à une gigantesque entreprise. Objectif affirmé : « Accueillir au moins deux cent cinquante mille participants et peut-être jusqu'à cinq cent mille ».

Depuis le 23 janvier, un comité composé de sept comités s'est associé à une centaine de personnes et a mis en place dix-huit comités locaux. Trois millions d'exemplaires de tracts et quatre cent mille affiches ont été imprimés.

Des orateurs prendront la parole à 17 heures à la tribune vers laquelle les cortèges auront convergé, après un parcours de quatre kilomètres : outre un représentant régional des parents d'élèves et un des enseignants, seuls s'exprimeront le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, au nom des évêques de la région, le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, et M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL).

Pour canaliser les manifestants, qui partaient vers 14 heures de quatre points différents pour se regrouper place d'Armes face au château et remonter l'avenue de Paris - « la plus large avenue du monde » au

dire des organisateurs - un service d'ordre de trois mille six cents personnes (soit six fois plus que pour la manifestation de Rennes le 18 février) a été prévu. Une annexe médicale composée de cent médecins, cent vingt secouristes et dix ambulances sera mise en place.

Pour la seule Ile-de-France, deux mille cinq cents cars et cent vingt trains arrivant au rythme d'un toutes les cinq minutes dans les cas des trois gares versaillaises sont attendus.

Les organisateurs assurent que la manifestation « s'auto-financera » grâce à la vente de badges au prix de cinq francs, minimum. Le budget atteint 1,5 million de francs. Versailles, insistent-ils, a été choisie pour des raisons de commodité pratique (trois gares, vastes espaces) au détriment de Créteil, initialement retenu.

M. Chirac sera présent

Tous les élus de la région Ile-de-France et de la Haute-Normandie ont été invités, « qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition ». MM. Jacques Chirac, président du RPR, et Bernard Pons, secrétaire général, font savoir qu'ils seront présents à Versailles, le premier « en tant que maire de Paris », le second parce qu'il est député de Paris (17<sup>e</sup>).

CO-AUTEUR DE MANUELS DE LITTÉRATURE VENDUS A QUINZE MILLIONS D'EXEMPLAIRES

Laurent Michard est mort

Lagarde et Michard : deux noms qui resteront indissociables pour une génération d'anciens potaches. Pourtant, l'association est rompue : Laurent Michard est mort le 27 février.

Pendant plus de trente ans, les deux auteurs n'avaient cessé une collaboration, qui fit d'eux les pères des best-sellers de l'édition scolaire.

Né le 16 janvier 1915, à Avesnois (Haute-Loire), Laurent Michard tira de ses origines rurales l'ambition de permettre au plus grand nombre d'adolescents l'accès à la littérature française, éclairée par des reproductions de qualité. Lorsque après la guerre il décide avec M. André Lagarde de rédiger un manuel où se réunissent l'histoire littéraire et les plus belles pages des belles œuvres, tous deux sont professeurs au lycée de Toulouse. Ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé de lettres - classé premier en 1937 - Laurent Michard complète sa formation par des études de droit et de sciences politiques. Il enseigne ensuite en khâgne au lycée Henri-IV à Paris, avant de devenir, en 1966, inspecteur général de l'instruction publique.

Le premier volume des « Lagarde et Michard » consacré au Moyen Âge voit le jour en 1948. Suivent le XVIII<sup>e</sup> siècle en 1949, le XVII<sup>e</sup> siècle en 1951, le XVIII<sup>e</sup> siècle en 1953, puis le XIX<sup>e</sup> en 1955 et, en 1962, le XX<sup>e</sup> qui sera complètement refondu en 1973.

Entre-temps, la reproduction de documents s'est ajoutée aux textes. Tous ces ouvrages sont destinés aux classes des lycées.

Dans les années 50, une autre série sera conçue pour les collèges. Peu avant l'application de la réforme Haby, la collection « Lire, écrire, parler » diffusa chacun de ses titres à cent cinquante mille exemplaires. En 1977, les deux auteurs appelèrent de jeunes enseignants à la rescousse et créèrent la collection « Lire, observer, s'exprimer » pour les collèges. Le manuel de troisième se vend à deux cent quatre-vingt mille exemplaires.

Au total, la Lagarde et Michard aura été diffusée à quelques quinze millions d'exemplaires. Les frères Bordes ont su faire preuve de flair en misant sur le duo, capable d'imaginer des ouvrages modernes, vivants. Peut-être la passion de Laurent Michard pour les voyages et les romans policiers ne fut-elle pas étrangère à ce succès...

En tout cas, les tempêtes de la contestation n'ont pas renversé le monument. D'autres ouvrages aujourd'hui le concurrencent, tel le Blet, Brighelli et Ripail des éditions Magnard. Le Lagarde et Michard n'en dans toute l'ambiguïté du terme. On le respecte et on le critique. Mais il a obtenu le privilège d'être devenu un nom générique. Au grenier des manuels scolaires, il est synonyme de « manuel de littérature ».

CHARLES VIAL.

IL Y A TRENTE ANS, L'APPEL DE L'ABBÉ PIERRE

« Mes amis, au secours... »

« Nous avons, en collaboration avec l'Armée du Salut, distribué dimanche soir six cent douze mini-repas dans les rues de Paris. Ce qui porte à plus de douze mille le nombre de « soupes » servies, à différents points de la capitale, depuis le début de notre opération, le 9 janvier ». MM. Jean-Yves Barral et Raymond Etienne, délégués d'Emmaüs-France, ont fait, au cours d'une conférence de presse, un premier bilan de cette action, qui doit s'achever le 16 mars.

Ils entouraient, à la table des orateurs, l'abbé Pierre et sa silhouette éternelle - barbe et soutane - un peu plus blanchie seulement. On est revenu, d'un coup, trente ans en arrière, et c'est du reste pour célébrer le trentième anniversaire de l'appel du fondateur d'Emmaüs, que les délégués du mouvement avaient également organisé cette réunion de presse.

Rappelons-nous, en deux mots : l'hiver 1953-1954 est particulièrement glacial. Moins 15°C à Paris. Deux mille personnes sont à la rue dans la capitale. La crise du logement est très aiguë, la reconstruction ayant pris du retard. En janvier 1954, un bambin, puis une jeune-meurse de froid. Alors, l'abbé Pierre Grouès - peu connu à l'époque - lance, le 1<sup>er</sup> février, à la radio, un pathétique appel : « Mes amis, au secours... ».

Une immense, une exceptionnelle vague de solidarité qu'un appel sera l'« insurrection de la bonté ». Des milliers de tonnes de dons en nature, de centaines de millions de francs. Le gouvernement sera, peu ou prou, contraint de suivre, et ce sera le début de la construction des cités d'urgence.

Dans la mémoire collective, cet appel du 1<sup>er</sup> février 1954 correspond à la naissance des communautés Emmaüs. C'est une « erreur historique », comme l'abbé Pierre l'a rappelé, une fois de plus, lundi. La première communauté a vu le jour en novembre 1949, et « rien n'aurait été possible en 1954 », insiste son fondateur, s'il n'y avait déjà eu, lors de cet appel, quelque deux cents « chiffonniers », dont 20 % de femmes, épaulant jour et nuit l'abbé Pierre.

Aujourd'hui, Emmaüs compte soixante-cinq communautés en France, groupant environ deux mille trois cents personnes. Emmaüs est devenu un mouvement international, structuré sur le mode fédératif, fort en 1983 de cent quarante-huit associations membres, dans vingt-quatre pays.

Il y a trente ans, le problème le plus crucial, en France et surtout dans la région parisienne, c'était le logement. En 1984, ont souligné MM. Barral et Etienne, c'est la faim, encore que la France compterait, selon eux, une multitude d'« errants », dont huit mille à Paris. Une faim physiologique : des catégories de « nouveaux pauvres » (jeunes sans emploi, chômeurs « âgés », femmes seules, etc.) se pressent, parfois en costume-cravate, autour des deux camionnettes parisiennes d'Emmaüs pour un bol de soupe

chaude. Phénomène, qui avait disparu - clochards exceptés - il y a dix ans. Une faim morale : « La plus grande souffrance, c'est d'avoir le sentiment de ne plus compter pour personne ».

« Accueil, travail service »

C'est pourquoi le dialogue s'engage autour des cantines ambulantes, c'est pourquoi les communautés Emmaüs sont des « communautés d'accueil et de travail au service des autres ». L'accueil : il a lieu sans distinction d'âge, de sexe, de formation, d'opinion politique ou religieuse. Pour entrer dans une communauté, il « suffit » d'être animé par la volonté de travailler et de partager. Filles ! Les communautés sont obligées, à l'heure actuelle, de refuser du monde, faute de place et de moyens. Là aussi, il y a des « listes d'attente ». Et les responsables d'Emmaüs déplorent l'insuffisance des centres d'hébergement en France.

Le travail : les activités des compagnons d'Emmaüs sont diverses. Essentiellement, la récupération de matières premières, et parfois leur traitement. En 1983 : 3 000 tonnes de ferraille, 2 100 tonnes de fonte, 1 200 tonnes de métaux non ferreux, 15 000 tonnes de papier-carton, 5 000 tonnes de textile, 1 300 tonnes de verre, 150 tonnes de plume.

Le service des autres, « le service premier des plus souffrants », selon l'expression de l'abbé Pierre : chaque membre d'une communauté travaille plus qu'il n'est nécessaire pour lui-même, afin de donner une partie du produit de son travail. M. Barral indique : « Si les deux mille trois cents compagnons et compagnes d'Emmaüs devaient être pris en charge par l'Etat (aucun nous ne demandons rien, mais tous les dons sont acceptés...), il en coûterait 300 000 F par jour à la collectivité. En 1982, l'ensemble des groupes (1) ont distribué près de 10 millions de francs en France et dans le tiers-monde ».

Emmaüs, conclut l'abbé Pierre, « c'est quelque chose de merveilleux, fait par des gens ordinaires ». Un regard nouveau porté sur la pauvreté : la dignité, avant la charité. Le public - et peut-être, qui sait, les pouvoirs publics - aura l'occasion de s'en rendre compte le samedi 3 mars : Emmaüs organise ce jour-là, une opération « portes ouvertes », dans ses soixante-cinq communautés françaises.

MICHEL CASTAING.

(1) On peut également contacter l'Union des amis et compagnons d'Emmaüs (même adresse qu'Emmaüs international) et l'Union centrale des associations communautaires d'Emmaüs, 32, rue des Bourdonnais, 75001 Paris. Tél. : (1) 236-06-99.

\* Emmaüs France, 7, Ile de la Loge, 75380 Boulogne. Tél. : (3) 918-59-30.

\* Emmaüs international, 2 bis, avenue de la Liberté, 94220 Charenton-le-Pont. Tél. : (1) 695-29-30.

Correspondance : B.P. 41 94222 Charenton Cedex.

SPORTS

LES OBSEQUES DE ROGER COUDERC

(De notre correspondant.) Auch. - Deux ministres, M<sup>me</sup> Edwige Avice pour les sports et M. Georges Fillioud pour la communication, le président de la Fédération de rugby, M. Albert Ferrasse, l'homme de terrain de l'équipe de France, Jacques Fouroux, des internationaux d'hier et aujourd'hui comme Walter Spanghero ou Jean-Pierre Rives, de nombreux journalistes ou animateurs de la presse écrite et de la télévision, Pierre Albaladejo qui fut son compagnon de micro, étaient venus, mardi 28 février, à Mauvezin, village de mille quatre cent cinquante habitants dans le Gers, aux obsèques de Roger Couderc.

● Première surprise au Masters féminin de tennis. - Le Masters féminin de tennis, qui réunit les seize premières joueuses du Grand Prix 1983 au Madison Square Garden de New-York, a débuté mardi 28 février par une surprise : l'élimination de la Britannique Jo Durré (10e de série numéro 5) par la Tchèque Helena Sukova, 7-6 (13-11), 7-6 (7-5). Les Américaines Martina Navratilova et Pam Shriver se sont qualifiées sans difficulté en battant respectivement la Roumaine Virginia Ruzici 6-3, 6-1 et l'Australienne Wendy Turnbull 6-4, 6-4.

FOOTBALL

DÉROUTE DES ESPIRS FRANÇAIS CONTRE LES ANGLAIS

Les espoirs anglais ont mis en déroute leurs homologues français, écrasés par 6 buts à 1, mardi 28 février, à Sheffield, en match aller des quarts de finale du championnat d'Europe. Les Français avaient pourtant ouvert le score par Philippe Anziani, avant de concéder six buts dont quatre de l'attaquant de Portsmouth, Mark Hateley. « On s'est fait manger tout cru, à la sauce anglaise. Ils étaient supérieurs à nous dans tous les compartiments du jeu », a reconnu Marc Bourrier, l'entraîneur français.

● Sélection française pour les championnats du monde de cross-country. - A l'exception de Francis Gonzalez, forfait et remplacé par Jacky Boxberger, la sélection française pour les championnats du monde de cross-country, programmés le 25 mars à New-York, réunira les meilleurs coureurs du championnat de France disputé le week-end dernier au Touquet : Pierre Lavisse, Thierry Watrice, Dominique Chauvelier, Philippe Legendre, Didier Bernard, Jean-Louis Friaux, Pascal Debacker, Alex Gonzalez et Jacky Boxberger.



## EN BREF

### Le professeur Minkowski condamné pour diffamation

Nancy. - Le tribunal correctionnel de Nancy a condamné, le 28 février, le professeur Alexandre Minkowski à 2000 francs d'amende avec sursis et un franc de dommages et intérêts pour « diffamation » envers le professeur Marcel Ribon, chef du service des accouchements à la maternité de Nancy. Le 23 juin 1983 (le Monde du 24 juin 1983), le professeur Minkowski avait déclaré à la sortie de l'audience, au micro d'Europe 1 : « Dans la Meurthe-et-Moselle, qui est un département lanterne rouge en matière d'avortements, le professeur d'obstétrique, consultant d'obstétrique, s'est vanté sur la place publique d'interdire l'IVG dans sa propre maternité, ce qui est un scandale, et, en même temps, de briser la carrière de toute personne (...) qui participerait à une IVG. C'est un petit tyran de province, qui se permet d'importer du ».

Bien que son nom n'ait pas été prononcé, le professeur Ribon avait poursuivi son homologues. Dans son jugement, le tribunal a estimé que les propos concernant l'interdiction de l'avortement à la maternité de Nancy avaient bien été prononcés par le professeur Ribon. En revanche, le tribunal n'a noté aucun élément permettant de confirmer que ce même professeur s'était comporté « comme un petit tyran de province ». - (Corresp.)

● Catastrophe évitée à l'aéroport Kennedy de New-York. - Un avion DC-10, avec cent soixante-dix-sept occupants, de la compagnie scandinave SAS a quitté la piste à l'atterrissage, mardi 28 février, sur l'aéroport Kennedy à New-York et il a terminé sa course dans une série de douze blessés, dont deux ont dû être hospitalisés pour troubles cardiaques. Le DC-10 aurait glissé sur la surface mouillée de la piste, des pluies violentes s'étant abattues sur la région de New-York. - (AFP.)

### M. Chiocchia est placé en garde à vue

M. Henri Chiocchia, président-directeur général de l'entreprise de travaux publics Chiocchia de Draguignan (Var), a été arrêté le 27 février à proximité de l'aéroport de Nice et placé en garde à vue. Cinq autres personnes, dont le bras droit de M. Chiocchia, avaient déjà été inculpées dans cette affaire de corruption (le Monde du 28 février). Selon les premiers éléments de l'enquête, trois fonctionnaires de la direction départementale de l'équipement du Var et les dirigeants de deux entreprises de travaux publics se seraient rendus des « services mutuels » non facturés. M. Chiocchia entretenait des relations étroites avec des élus socialistes du département et participait au financement des campagnes électorales locales.

### Vidéocassettes : un « pirate » condamné

Alors que de multiples procédures sont en voie de règlement concernant le « piratage » par le truchement de vidéocassettes de films ou de vidéocassettes de commerce, la trente et unième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean Léonnet, a condamné pour contrefaçon, le 28 février, M. Christian Florit, quarante-trois ans, à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 30 000 francs d'amende, et sa femme, Marie-Louise, trente-sept ans, à six mois d'emprisonnement avec sursis (peine amnistiable) et 6 000 francs d'amende.

Les différentes associations et sociétés parties civiles ont obtenu des dommages-intérêts atteignant un total voisin de 1 500 000 francs. M. Florit avait reproduit des films sur vidéocassettes depuis 1978 dans un atelier parisien. Une perquisition avait permis aux enquêteurs d'y saisir, en 1980, mille cinq cent soixante-dix vidéocassettes enregistrées, ainsi qu'un répertoire de mille quatre titres de films.

### Réservé aux adultes

Toulon. - M. Maurice Arreckx, maire (UDF) de Toulon, repart en guerre contre la pornographie. Il y a cinq ans, il avait violemment protesté contre l'affichage de certaines photos à la devanture de cinémas du centre-ville. Aujourd'hui, dans une lettre adressée au responsable d'Utopia (cinéma d'art et d'essai ouvert depuis onze mois), M. Arreckx s'en prend tout particulièrement à une illustration figurant dans le programme de cette salle diffusée en ville par de jeunes cinéphilas : « Plusieurs associations m'ont fait part de leur inquiétude et même de leur indignation devant certaines publications qui sont distribuées à l'extérieur de votre cinéma. Certaines d'entre elles contiennent des photos à caractère pornographique et sont pourtant laissées à disposition de tous, mineurs compris. »

M. Arreckx précise qu'il n'est pas « pour l'interdiction de ces publications », mais recommande que « ce programme ne soit distribué qu'aux adultes ».

Les responsables d'Utopia s'étonnent : l'objet du délit est un collage photographique de Raymond Borden, illustrant un texte d'André Breton intitulé « Féminité ». Ce collage figurait en bonne place dans le catalogue du festival annuel de livre organisé par la ville de Nice et patronné... par l'éducation nationale. - (Corresp.)

● Arrestation du meurtrier d'un policier. - L'un des meurtriers du sous-brigadier Joseph Garcia, quarante-trois ans, tué le 12 janvier à Forbach (Moselle) au cours d'un accident provoqué par des malfaiteurs qui s'approprièrent à voler dans un grand magasin, a été arrêté le 27 janvier par les policiers de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). Il s'agit de Denis Clevolet, vingt-trois ans, recherché depuis cette date par le parquet de Sarreguemines (Moselle) pour homicide volontaire. Clevolet a été arrêté au moment où il tentait de s'emparer d'une voiture.

### M. Jacques Poly président du GERDAT

M. Jacques Poly a été élu, le lundi 27 février, président du Groupement d'études et de recherches pour l'agronomie tropicale (GERDAT) en remplacement de M. Hubert Dubois, nommé ambassadeur en Hongrie. M. Poly reste toutefois président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

(Né le 23 mars 1927 à Chapelle-Volland (Jura), M. Jacques Poly est ingénieur agronome, licencié des sciences. Il a fait toute sa carrière à l'Institut national de la recherche agronomique, où il est entré en 1948. Il a été conseiller technique, de 1966 à 1968, au cabinet de M. Edgar Faure, ministre de l'Agriculture, et de 1969 à 1971, à celui de M. Duhamel. Directeur général adjoint de l'INRA en 1972, il en est nommé en 1978 directeur général, puis président-directeur général après la réforme de cet organisme en 1980.)

### Les revendications des étudiants juifs

L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) (1) a récemment renouvelé ses instances nationales. Cette organisation affirme que le nombre de ses adhérents a augmenté et qu'elle regroupe quelques milliers de membres dans des sections à Paris, Strasbourg, Lyon, Montpellier, Bordeaux, Nancy, Toulouse... M. Eric Gheball, un étudiant de Paris-Dauphine, âgé de vingt-deux ans, a été réélu président de l'UEJF.

Selon M. Gheball, « tout doit être mis en œuvre afin de promouvoir la renaissance du mouvement juif dans les universités ». Après une rencontre avec le ministre, au début de février, les étudiants juifs espèrent que leurs revendications (création de restaurants universitaires caacher et développement d'instituts d'études juives) vont être prises en compte.

(1) 47, rue de Chabrol, 75010 Paris, tél. : (1) 523-45-69.

## Faits divers

### Lettre de Lard Yao

Patrick est condamné à seize ans de prison. Il sera libre en 1986. Ils l'ont capturé un soir de Noël à l'aéroport de Bangkok. Ils l'ont enfermé à la prison de Lard Yao. Son père et sa mère étaient dans la petite maison de La Rochelle (que Patrick aime tant), à table, pour le repas de fête. Ils n'ont pas tout de suite compris. Seize années à l'attendre, la vie qui passe et la mort qui survient. Un fils unique qu'on ne reverra peut-être pas. Tout l'amour vrai, impossible soudain. Les reproches vains, les colères stupides, les carences manquées. Et l'impénitence de tout recommencer et d'être enfin heureux.

La mère devant sa machine à coudre ne songe plus qu'à ce fils lointain. Lui, le père, avec son cœur malade, lutte pour que Patrick soit libéré avant qu'il ne soit trop tard. Depuis, il a fait trois voyages en Thaïlande. Il a vu Patrick à travers les barreaux, les chaînes aux pieds. Il lui envoie de l'argent, autant qu'il peut. Il écrit au roi pour demander des grâces. Il supplie dans les bureaux des ministères. Il fréquente le monde capricieux d'une justice arbitraire et corrompue. Mais il a voulu tout savoir pour mieux mener le combat et garder la force d'embrasser son fils, libre, un jour. M. Parant a visité les prisonniers toxicomanes de Bangkok, condamnés à des dizaines d'années de prison. Ils lui ont raconté la drogue qui circule, les gardiens qu'il faut soudoyer. Le trou creusé dans la cour où l'on jette les prisonniers fautive. Il n'a pas détourné son regard, il n'a pas lâché prise : Patrick fait du sport, Patrick a

rencontré un Américain riche qui l'aide et, surtout, pour Patrick, la drogue c'est fini...

Au fil des ans, depuis 1980, les parents se sont installés dans cette absence comme dans une maladie. Ils avaient appris à mesurer l'espoir, à tempérer leurs craintes. Ils vivaient et, comme leur fils en prison, ils se refaisaient une santé pour le grand jour de sa libération. Le cauchemar s'estompait, se changeait en un rêve éveillé...

### Tuberculose

Elle pleurerait encore quand son mari disait : « Je vois seul le voir, parce que c'est impossible, là-bas, pour une femme. » Elle pleurerait sans le croire, seulement parce qu'il est plus malade et plus vieux qu'elle. Ils n'ont pas d'argent : ils espéraient donc à la mesure de leurs moyens. Mais le 14 février, Patrick a écrit : « J'ai attrapé une tuberculose pulmonaire - enfin, c'est ce que les médecins disent - ici, les soins coûtent cher et je me suis pas mal endetté (...). Enfin un bon moment : j'ai cessé de fumer. »

Le père est informé - les voyages, les démarches, - il sait tout : « Ils ne sont pas soignés là-bas, on les laisse mourir. » Sa femme doucement le surveille. Ils ne sont plus assez solides tous les deux. Et trop lucides à présent. Elle le console mais elle ne peut s'empêcher de penser, le front courbé sur l'ouvrage : « Pour qu'il arrête de fumer, il faut qu'il soit vraiment atteint. » CHRISTIAN COLOMBANI.

## 184 ORDINATEURS

PANORAMA  
Printemps 84

L'ORDINATEUR  
INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux

TUBORG VERTE  
COMPAREZ-LA  
AVEC VOTRE BIÈRE  
PRÉFÉRÉE.



La Tuborg verte. Son prix aussi va vous étonner.



## SOCIÉTÉ

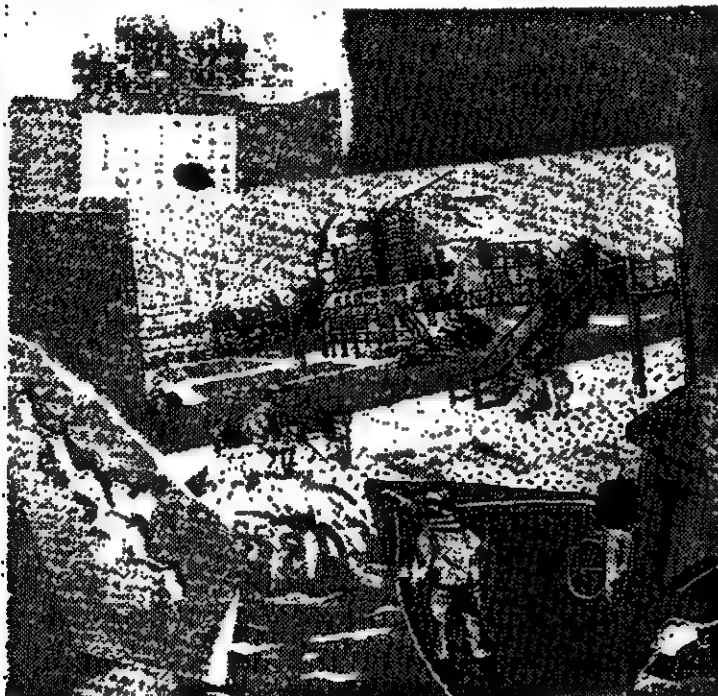
## Sous les pavés, la banlieue

(Suite de la première page.)

Pourquoi 1989 ? C'est une autre manière de célébrer le bicentenaire de la Révolution, de planter, comme dit Roland Castro, des « arbres de la liberté dans chaque commune », après l'abandon du projet d'Exposition universelle. C'est un choix politique en faveur de la vie quotidienne et de l'amélioration des quartiers, après l'événement des rêves de fête prestigieuse. Le millésime choisi correspond aussi à une échéance électorale pour les équipes municipales.

Pourquoi « banlieues » ? Le terme, un peu vague et souvent péjoratif, est compris ici comme l'ensemble des cités qui voudraient vivre mieux, qu'elles soient anciennes et débor-

de propose aucune formule de financement automatique, comme le faisait naguère le programme « villes moyennes ». Elle ne garantit pas l'aide de l'Etat et ne promet qu'une solidarité appuyée, l'espoir de se faufiler avec plus de bienveillance dans les filières de l'administration : quelques milliers de subventions pour le logement locatif, par exemple, pourraient être réservées aux opérations estampillées « 89 », mais on n'est pas sûr. Une bonne partie des 200 millions de francs annoncés pour un fonds d'intervention pour les villes, qui remplacera (mais quand ?) le défunt Fonds d'aménagement urbain, pourrait leur être réservée, mais rien n'est décidé.



En bord de la mer, à La Rochelle (Charente-Maritime), des HLM en voie d'achèvement, transformés en village de vacances.

dées par l'afflux de nouveaux citadins, ou récentes et mal équipées pour le bien-être de leurs habitants. Des communes qui dépendent d'une grande ville pour les loyers, les commerces de qualité, la diversité et les surprises de la vie urbaine. Des villes où manque un cadre architectural cohérent, vivant, divers et harmonieux. Nul n'ignore qu'il y a, en banlieue, de vraies villes autonomes et satisfaites de leur sort ; ce sont les autres qui sont visées cette fois.

Au discours souvent confus mais généreux, fortement teinté des préoccupations soixante-huitardes de ces anciens gauchistes, émaillé de formules choc (« faire jour la ville », « en finir avec l'architecture mensonge »), des aménageurs de banlieues, les municipalités ont répondu. On ne leur prometait pourtant pas grand-chose du côté du portefeuille. Hors les normes, cette opération l'est à plus d'un titre. Elle ne

Qu'à cela ne tienne. Les maires et leurs architectes ont répondu : beaucoup étaient déjà sur place, et plusieurs projets émanant des aménageurs de l'opération, ce qui n'est pas surprenant (ils ont leurs idées en action), mais pourrait heurter des esprits chagrins ou têtillons. Soixante-huit propositions ont été réunies dans un premier temps : une cinquantaine d'autres sont annoncées pour le fin mai. Quatre communes sur cinq sont dirigées par des municipalités de gauche, ce qui correspond sans doute à la réalité sociale et politique des villes de banlieue.

Imagés dans le style amusant, coloré et un peu caricatural de la bande dessinée, ces idées sortent de l'ordinaire des dossiers administratifs et ne se limitent pas à la construction de nouveaux quartiers.

Des exemples : un « kiosque à musique rock » en forme de bateau qui animerait la ZUP de Montesson-Barcel ; l'idée de créer un centre de presse internationale à Roubais, une commune où quatre-vingts nationalités sont représentées, dans la filature-château fort désertée par l'industrie au cœur de la cité du Nord ; ou encore aménager en village de vacances d'anciens HLM dont les habitants ne veulent plus, alors qu'ils sont en bord de mer : transformer une ferme en atelier, à Allennes (Sarthe), ou créer de vraies places, au lieu de carrefours routiers sans nom et sans qualité.

On trouve encore le désir de construire une gare commune pour les banlieusards d'Épigny-sur-Seine et de Montigny, à la limite de deux départements, entre des municipalités de « couleur différente ». Et la volonté, un peu partout en France (La Roche-sur-Yon, Montreuil et Arcueil, Oullins ou Saint-Priest en Val-de-Seine, dans la banlieue de Lyon, Poitiers, Bordeaux, Nancy, Bouffémont dans le Val-d'Oise ou Billère dans les Pyrénées-Atlantiques) de construire ou d'aménager des quartiers mieux équilibrés, plus harmonieux que ceux qui ont été édifiés dans la hâte et une certaine inconscience depuis la guerre.

Banlieues 89 est présenté par ses animateurs comme un projet essentiellement culturel, un mouvement d'idées : « On nomme les villes inamovibles, dont personne ne connaît le nom », dit Roland Castro. « On invite les maires à dire ce qu'ils veulent, puis on essaie de les aider. » « Nous n'avons pas de magot, de trésor de guerre », précise Michel Carrel-Dupont.

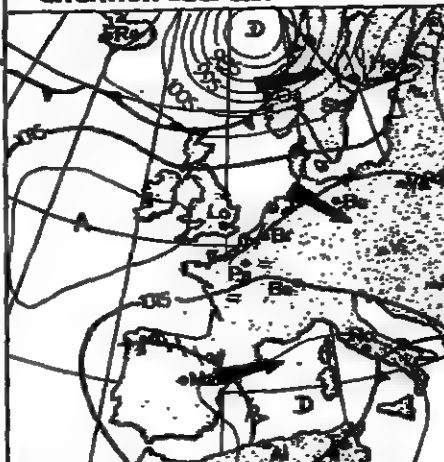
La caution du président de la République et son intérêt personnel pour l'entreprise — qui devrait être relayé par M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et du logement — aideront à lever les obstacles administratifs, dans le système terriblement centralisé et personnalisé qui est encore en vigueur, en dépit de la décentralisation. Cela suffira-t-il pour que les exemples — soixante-huit ou cent villes — se multiplient au point de constituer une véritable politique urbaine ?

MICHÈLE CHAMPENOIS.

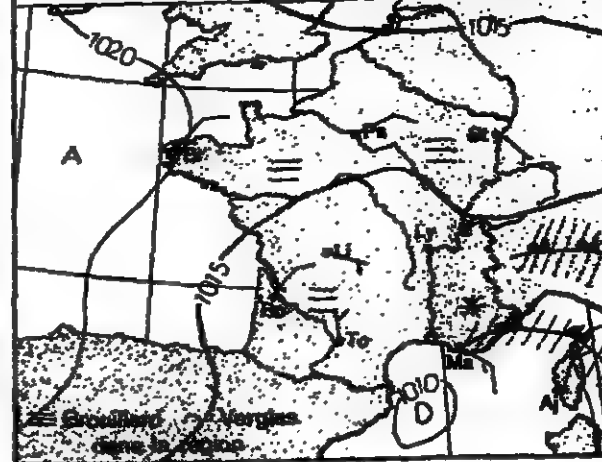
## INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29.2.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 1.3.84 DÉBUT DE MATINÉE



Front quasi stationnaire / Front chaud / Front froid / Pluie / Brouillard / Verges / Neige / Averses / Vent fort / Occlusion

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 29 février à 0 heure et le jeudi 1<sup>er</sup> mars à 24 heures.

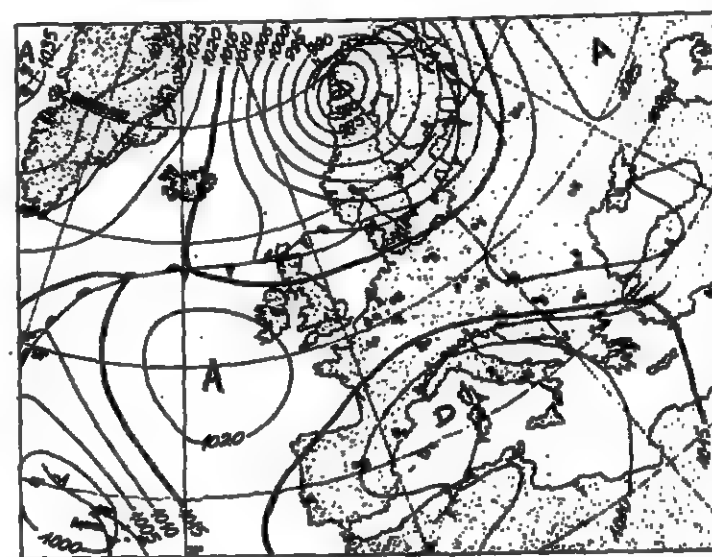
Des masses d'air moins humides seront advectées dans un champ de pression en hausse. Les perturbations qui viennent de l'Espagne n'intéresseront le Sud du pays que par leur bordure septentrionale peu active.

Sur les régions méditerranéennes aux Alpes, le temps sera très nuageux en matinée ; il se fera un peu en montagne et il pleuvra sur le littoral. Ce mauvais temps se décalera vers l'Est et se limitera en soirée à la Corse et à la Côte d'Azur.

Sur les autres régions, beaucoup de nuages également en début de journée ; des brouillards souvent givrants se formeront en fin de nuit notamment sur l'Aquitaine et le Nord-Est. En cours de journée, des éclaircies se développeront un peu partout et devraient être particulièrement belles des Pays de la Loire et des Charentes au Centre et à l'Alsace. Seul sur les régions méditerranéennes où le minimum sera voisin de 3 degrés, il fera froid au lever du jour. Les gelées attendront — 4 degrés sur le Nord-Est. Les températures diurnes, en hausse par rapport aux jours derniers, atteindront 4 degrés à 12 degrés du nord au sud du pays.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer stable, à Paris, le 29 février, à 8 heures, de 1015,7 millibars, soit 761,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 février ; le second le minimum de la nuit du 28 février au 29 février) : Alais, 14 et 6 degrés ; Biarritz, 9 et 3 ; Bordeaux, 8 et -3 ; Bourges, 5 et 1 ; Brest, 6 et 3 ; Caen, 3

PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> MARS 0 HEURE (G.M.T.)

et 3 ; Cherbourg, 4 et 3 ; Clermont-Ferrand, 7 et 0 ; Dijon, 3 et 0 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 10 et -3 ; Lille, 3 et 1 ; Lyon, 8 et 1 ; Marseille-Marseille, 10 et 5 ; Nancy, 1 et 0 ; Nantes, 7 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 2 ; Paris-Montsouris, 4 et 2 ; Paris-Orly, 4 et 2 ; Pau, 9 et 1 ; Perpignan, 9 et 3 ; Rennes, 6 et 3 ; Strasbourg, 3 et -1 ; Tours, 5 et 2 ; Toulouse, 8 et -2 ; Poitiers-Poitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 9 degrés ; Amsterdam, 4 et

-1 ; Athènes, 18 et 9 ; Berlin, 7 et -4 ; Bonn, 5 et -5 ; Bruxelles, 4 et 0 ; Casablanca, 19 et 12 ; Copenhague, 0 et 0 ; Dakar, 23 et 19 ; Djibouti, 25 et 17 ; Genève, 3 et -1 ; Jérusalem, 17 et 9 ; Lisbonne, 13 et 4 ; Londres, 5 et 3 ; Luxembourg, 1 et -2 ; Madrid, 3 et 0 ; Moscou, -6 et -12 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 4 et 2 ; Palma-de-Majorque, 14 et 9 ; Rome, 12 et 8 ; Stockholm, -1 et -3 ; Téhéran, 26 et 20 ; Tunis, 23 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3657

|      | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| II   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| III  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| IV   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| V    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| VI   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| VII  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| VIII |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| IX   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| X    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| XI   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

HORIZONTALEMENT

1. Le flou artistique. Pas encore rentré. — II. Impatients mais pas drôles du tout. — III. Mètre de l'huile sur le feu. Symbole chimique. — IV. Prise d'air. Sa balle n'est jamais perdue. — V. En proie à toutes les tentations humaines. — VI. On la tire du lit pour la faire dormir dans l'armoire. Réduction fiscale. — VII. Suivi à la lettre. Rend donc en ayant bien digéré. — VIII. Empêcher la circulation ou la remise en circulation. — IX. Petite nature. Ne craint pas le gâchis. — X. A donc une grande faiblesse. — XI. Portense de lunette.

VERTICALEMENT

1. Façon primaire. — 2. Bien entendu. Fait marcher le militaire et diriger le civil. — 3. S'expose à certains avatars. Quelque chose de lisible. — 4. A donc été sermonné. — 5. Fait danser ses amoureux. Point culminant. — 6. Forme d'avoir. Rivière d'Afrique centrale. Pris en faute. — 7. Code postal. Elle a du génie. — 8. Appareil de refroidissement par air. — 9. Commune. Bourgeon de plante.

Solution du problème n° 3656

Horizontalement

I. Champagne. — II. Humour. Un. — III. Aqidi. — IV. M.L. Es. — V. Ben. Alibi. — VI. Rua. Titis. — VII. Iritis. SS. — VIII. Sides. — IX. Raser. Air. — X. Emeu. Mir. — XI. Se. Reines.

Verticalement

1. Chambrières. — 2. Hurleur. Ame. — 3. Ami. Cuisse. — 4. Mode. Tueur. — 5. Pissatier. — 6. Art. Lise. Mi. — 7. Elit. Sain. — 8. Nu. Ibis. Ire. — 9. Encaisser.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 29 février 1984 :

## DES DÉCRETS

« Relevé du montant maximal de la rente des anciens combattants et victimes de guerre et des anciens militaires titulaires du titre de reconnaissance de la nation ou de la carte du combattant. »  
« Portant statut particulier du corps des architectes des bâtiments de France. »

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 2 MARS

« Le musée Victor-Hugo », 14 h 30, 6 place des Vosges, M<sup>me</sup> Allaz.  
« Hôtel Biron », 15 heures, 77, rue de Valenciennes, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux.  
« Crypte de Notre-Dame », 15 heures, parvis, Mlle Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Moufflard », 14 h 30, façade de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

## CONFÉRENCE

20 h 15 : 60, boulevard Latour-Maubourg, M. H. Brumfeld : « George Sand ».

## ENSEIGNEMENT

LES JOURNAUX AU SECOURS DE L'HISTOIRE. — Trente-sept journaux nationaux publient un recueil des principaux articles et éditoriaux consacrés à l'enseignement de l'histoire et parus en 1983. Numéro spécial de 20 pages. Supplément du n° 1 de la Lettre du CIFE, janvier 1983, 20 F. Gratuit pour les abonnés. Abonnement : 160 F par an (12 numéros) ; le numéro 15 F.

★ La Lettre du CIFE, 235, rue Saint-Sébastien, 75011 Paris.

## GÉNÉRATIONS

AIDER A VIEILLIR. — L'université de Paris-XII propose aux personnes âgées en rapport avec des personnes âgées un séminaire sur « la vie quotidienne de la personne âgée » : sa relation modifiée au temps, à l'argent, à l'espace, aux objets, à la nourriture, au corps. Les 26, 27 et 28 mars à Paris.  
★ Université Paris-XII, formation continue, avenue de Central-de-Gaulle, 94010 Créteil CEDEX. Tél. : 896-91-44, poste 24-83.

## AU SOMMAIRE DES REVUES

## Républiques - Bastilles

Renvoyons à la Revue des Deux-Mondes pour le texte de Bernard Chénou sur les idées politiques de Platon. Publié par les soins de l'Institut (plaquette hors commerce) et objet de notre dernier « Vues et Revues » (« idées », 17 février), c'est par la Revue des Sciences morales et politiques qu'il devait, croyons-nous, être repris. Il nous a valu nombre d'appels téléphoniques, de jeunes lecteurs notamment, ce qui peut étonner sur un tel sujet. Il est vrai que Bernard Chénou, avec son humour et son sens de la science, montre à quel point le Cité idéale de Platon ressemble au réel. Pourtant, une différence capitale : Platon, à qui on ne peut tout demander, ignore Marx. Et par conséquent, que son ému ne s'aurait pas échappé à ces critiques sociales et éducatives que lui, Platon, préconisait déjà, et d'où, aujourd'hui, on sort guéri — ou mort.

Un coup de téléphone, celui-là des champs Elysées, nous apprend que, depuis le 18 mars 1983, l'auteur de la République et celui du Capital enregistrent pour les ombres un dialogue éternel. (Février, 258 pages, 25 F.)

— L'Alternative, revue authentiquement de gauche, avait été la première, avec le Scabreux international, à présenter le dessinateur soviétique Viatcheslav Syssouiev, qui, pendant quatre années, du fond de son repaire, commettait impunément le crime que dans les sociétés perverses perpétuent quotidiennement, au grand jour, les Flamm, Siné, Sim, Tim, toute une bande. Enfin débarrassé, le fou fut convenablement traité. D'où le titre du livre qui, passé entre les barreaux, se publie par ici : Silence, Hôpital (Scabreux et Co, éd., 21, rue Drouot, 91). A l'occasion de sa sortie s'ouvre une exposition de l'humoriste enfermé (1<sup>er</sup> mars « Bibliophile Jacob », 11, rue Jacob). Motifs : « emendées antisoviétiques », et : « en aucun talents ». Sur le second, l'Alternative avait aussitôt témoigné en

publiant un ensemble de dessins du traître. On en trouve de nouveaux dans le dernier numéro, où sont réunies d'autres témoignages sur la résistance civile et les contestataires de la nouvelle génération, en URSS et dans le « glacieux ». (Février, 38 F. Maspéro, éd., 1, place Paul-Painlevé, 5<sup>e</sup>.)

— Avec Rose Prudence, voilà que rejoint le bon vieux « Sédaine ordinaire » des Temps modernes (février). Comme en ses débuts : une simple confrontation

plaisée par le chagrin, préparant le 8 mars afin de lutter, à l'image de Staline (sic), contre le fait que jour de sa vie, pour le bonheur et la paix.

Imprudente Rose Prudence ! Si on se mettait à écouter avec elle « tout ce qu'on a pu raconter d'aberrations » (comme disait à Sartre Aron, qui parlait un langage châtié) depuis trente ans, il ne resterait plus grand monde à prendre au sérieux.

« D'amour et de raison » : voilà qui nous change. C'est le titre du dernier des nouveaux Cahiers du GRIF (hiver 1983-1984, 45 F, 171, rue Saint-Jacques, 75005 Paris). Ils avaient fait retraite à l'étape, après une longue marche. Renouvellement d'une prise de conscience que Françoise Collin exprime lucidement et sereinement. Faisant bloc, les insurgés avaient cru que, toutes semblaient, les femmes formaient un monde total, et qui était risqué d'être totalitaire. Elles ont fini par s'apercevoir qu'elles ne sont pas moins différentes entre elles que les hommes et que les hommes d'elles. Avec cette différence supplémentaire que, dans leur République faite par eux, pour eux, ces hommes différents ont réduit ces femmes différentes à la même condition de dominiées, d'exclues, d'embaillonnées. Fussent-elles, d'ailleurs, couvertes de fleurs et parlois de couronnes.

Comment inventer entre elles un nouveau « lien », tout en restant « dédiciés » ? Telle est la question posée et débattue dans ce cahier. La dernière d'une belle suite de photographies, et la seule où figure un homme (de bronze, il est vrai), reproduit l'une des admirables sculptures de Camille Claudel, qui sont comme symboles du Baiser de Rodin. Autant que le destin tragique d'une femme, voilà qu'avec cette seule image l'art introduit par surprise celui qui n'était pas invité : cet autre lien, on ne peut plus hétérosexuel, d'amour et de désamour.

YVES FLORENNE.

## MÉDECINE

## L'ONU RECOMMANDE DE CONTROLLER LA VENTE DE 33 TRANQUILLISANTS

La commission des stupéfiants de l'ONU, qui vient de se réunir à Vienne, a approuvé, sur la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le classement de trente-trois tranquillisants. Ceux-ci ne devraient donc plus être vendus dans les pays membres que sur prescription médicale. Il s'agit de médicaments appartenant dans leur majorité à la famille chimique des benzodiazépines et que l'on utilise largement pour calmer l'angoisse, faciliter l'endormissement ou diminuer la tension nerveuse. Le Valium — dont le chiffre de vente mondiale est considérable — est l'exemple le plus connu de ces substances, qui sont déjà vendues sous prescription dans les pays développés mais connaissent une commercialisation anarchique et inconsidérée dans les pays en développement où ils sont en vente libre.

Des études ont montré que l'abus des tranquillisants peut engendrer une dépendance réelle, semblable à celle que provoquent les stupéfiants. C'est, d'autre part, un trafic dénoncé par Interpol qui a conduit les autorités sanitaires à se rallier aux propositions de l'OMS. Elles ont demandé, en outre, que la vente d'un analgésique — la pentazocine — particulièrement dangereux sous l'angle de la toxicomanie, soit plus strictement contrôlée.

Le Monde  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résidant à l'étranger  
Exemplaires spécimens sur demande

مكتبة الجليل



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

EXPOSITION CAMILLE CLAUDEL AU MUSÉE RODIN

### Élimination

### d'une femme

Le musée Rodin présente une exposition de sculptures de Camille Claudel, née en 1864, trois ans et demi avant son frère Paul, morte (peut-être de froid et de sous-nutrition) en 1943 à l'asile psychiatrique de Montdevergues, près de Villeneuve-lès-Avignon, où elle était internée depuis trente ans.

Des visiteurs nombreux viennent méditer devant ces sculptures, dont quelques-unes sont parmi les plus belles, les plus fortes, qui ont été faites à ce tournant du siècle (les chefs-d'œuvre de Camille Claudel s'échelonnent surtout de 1888 à 1907). Mais le regain d'attention que connaît aujourd'hui Camille Claudel est déterminé aussi par des choses qui ne sont pas l'art de la sculpture lui-même.

Si une pièce de théâtre, plusieurs livres, d'importants articles, des expositions en province et à Paris, sont à présent consacrés à Camille Claudel, si des actrices renommées se

proposent pour interpréter le personnage de cette femme au cinéma, c'est que l'histoire de Camille Claudel, les événements de sa vie, interrogent instantanément les consciences des femmes et des hommes, en 1984.

Questions d'autant plus lancinantes que nous ne pouvons encore avoir accès à un certain nombre de documents qui apporteraient peut-être des réponses, notamment les lettres de Camille conservées par la famille Claudel, et le « dossier psychiatrique » figurant dans les archives de Ville-Evrard (où Camille Claudel fut d'abord conduite le 10 mars 1913) et de Montdevergues.

Deux hommes célèbres ont partie prenante dans l'enchaînement des faits qui ont conduit une femme à ne plus pouvoir disposer de ses facultés créatrices et à passer trente ans enfermée, contre sa volonté, loin des siens, dans un établissement insalubre : Auguste Rodin et Paul Claudel.



Et, périodiquement, elle brise ses sculptures, fait emporter les débris.

Le 10 mars 1913, deux infirmiers pénètrent chez elle : l'ambulance est à la porte. Elle est emmenée à Ville-Evrard, et de là à Montdevergues.

Que firent les deux hommes les plus proches de Camille, Auguste Rodin et Paul Claudel ?

Dans l'état actuel de nos connaissances, l'action de Paul Claudel est déconcertante. Au sujet de l'internement, il écrit : « Il a fallu intervenir, les locataires de cette vieille maison du quai Bourbon se plaignaient. Qu'est-ce que c'était que cet appartement du rez-de-chaussée aux volets toujours fermés ? Qu'est-ce que c'était que ce personnage hagard et prudent, que l'on voyait sortir le matin seulement pour recueillir les éléments de sa misérable nourriture ? ».

Tout de même, des « volets fermés » et une femme « prudente » qui sort le matin pour acheter son pain, y a-t-il de quoi enfermer un être, en quel moment de l'existence d'autrui, ou même l'empêche-t-il ?

Qui signa la demande d'admission à Ville-Evrard ? Nous ne savons pas. Qui eut l'idée de choisir ensuite l'asile de Montdevergues, dont M<sup>me</sup> Anne Rivière, l'une des biographes de Camille Claudel, nous dit que, d'après la presse et les témoignages de l'époque, il était de « notoriété publique que c'était un infâme moulin » ?

Jusqu'à sa mort, durant trente années, Camille Claudel, par des lettres d'un calme et d'une intelligence évidents, d'après les fragments qui sont publiés, ne cessa de décrire à son frère Paul, à ses parents, les conditions de vie affreuses de cet en-

droit, et de supplier qu'on l'en délivre, qu'on la ramène chez les siens. Rien n'y fit. Paul Claudel se contenta de venir la voir quelquefois.

Rodin, quant à lui, s'entretint pour faire parvenir à Camille de l'argent, et pour faire exposer ses œuvres, pour faire écrire des articles sur elle, ce qui était quelque chose, mais ne visait pas à l'essentiel : la libération. Pourtant il n'est pas possible de considérer, moins encore de désapprouver, les actes de Rodin à partir de l'internement, parce que, malgré ses relations, ses appels, il ne pouvait légalement rien entreprendre sans l'accord, sans l'entremise, de la famille. Or la famille ne voulait pas même entendre son nom, il était le diable, le monstre, Paul et les siens considéraient Rodin comme le seul responsable de la « maladie » de Camille.

La belle exposition du musée Rodin comprend des portraits de Rodin sculptés ou dessinés par Camille Claudel, des portraits de Camille Claudel sculptés par Rodin, des portraits de Paul Claudel sculptés par sa sœur. La plupart des chefs-d'œuvre qu'a créés Camille figurent, transposent, les phases successives de sa passion, de ses blessures, de sa souffrance, et il est frappant que la femme représentée dans la première de ces œuvres, l'Abandon, image de la première étreinte, de l'espérance, soit exactement la même, inclinée de la même façon, les deux bras placés dans une même attitude, que la femme de la dernière œuvre, *Niobé blessée*, mais celle-ci mourante.

MICHEL COURNOT.

\* Musée Rodin jusqu'au 11 juin.

#### Les violences de l'amour

Camille Claudel a dix-neuf ans lorsqu'elle rencontre Auguste Rodin, qui en a quarante-trois, et qui partage depuis bientôt vingt ans la vie de son ancien modèle, Rose Beuret.

Se nous alors un drame qui n'est pas une exception. Camille tombe folle amoureuse de Rodin, et il semble que Rodin ait passionnément aimé aussi Camille Claudel, qui a une présence bouleversante, qui irradie une grande âme, et chez qui Rodin déchaîne immédiatement un sculpteur de génie. Mais Rodin va refuser d'abandonner Rose Beuret (il se mariera en 1917, peu de temps avant de mourir).

Travaillant dans l'intimité de Rodin, sculptant des fragments de ses œuvres (*Bourgeois de Calais*, *Porte de l'Enfer* entre autres), réalisant et polissant ses marbres, faisant l'amour et voyageant et lisant avec lui, Camille Claudel s'attache de plus en plus violemment à lui, et crée pour sa part des sculptures sublimes, l'Abandon, la Valse, Clotho, l'Implorent, l'Âge mûr, par exemple, dont il faut bien admettre, en-

vers et contre certains avis, que l'amour de Rodin y est manifestement présent.

Les papiers de famille aujourd'hui encore inaccessibles nous permettent peut-être de savoir, d'autre part, ce que fut dans ces années le rôle de Paul Claudel dans l'évolution des états de conscience de sa sœur. Il est clair en tout cas que Paul Claudel se mit à haïr Auguste Rodin, et qu'une jalousie assez intense y fut pour quelque chose. Claudel mit Camille au pinacle (il avait raison) et Rodin plus bas que terre (il avait tort). Il est injuste de comparer, comme le fait Paul Claudel, l'Abandon de Camille au *Baiser* de Rodin, — comparaison qui tourne en effet à l'avantage net de Camille : Rodin n'a pas sculpté lui-même le *Baiser*, et une autre œuvre de Rodin, l'Eternelle Idole, bien plus forte, et bien plus proche de l'Abandon, tranchent carrément sur ses autres bustes, pas seulement parce que Paul Claudel ne fit rien pour calmer, pour adoucir, l'amertume croissante de sa sœur, au contraire.

Car Camille Claudel, les années passant, adult de moins en moins la rivalité de Rose Beuret. La rancœur, la jalousie, le chagrin, la douleur, s'aggravèrent, devinrent de moins en moins supportables.

Peut-être le refus de Rodin de vivre sans partage l'amour de Camille n'a-t-il pas « inventé » entièrement la douleur de la jeune femme. Peut-être Camille était-elle, dans son for intérieur, inclinée à des états de tristesse. Il y a une chose qu'il est impossible de ne pas remarquer : c'est que les bustes, les portraits sculptés, que Rodin a faits de Camille Claudel tranchent carrément sur ses autres bustes, pas seulement parce qu'ils sont plus beaux, mais aussi parce qu'ils expriment une incroyable mélancolie — et cela dès le dé-

vieux Steinway (d'avant-guerre), seul instrument auquel Gould acceptait de se confier, et de régler correctement la vitesse de déroulement, on obtiendrait quelque chose de beaucoup plus approchant.

Evidemment on ne verrait pas Gould, mais on l'entendrait mieux et son esprit puritain ne s'effrayerait pas, outre-temps, d'être livré impuissant au spectacle, lui qui — jusqu'aux *sonnettes* de Mozart ! — haïssait tout ce qui pouvait relever du théâtre en musique. Mais où trait-on si les vivants devaient se conformer aux volontés des morts ? D'ailleurs, c'est bien connu, les grands artistes ne s'appartiennent pas, ils sont, pour le meilleur et pour le pire, le bien commun de leurs admirateurs. Avec le temps, si le succès des films existants vient à se relâcher, il sera sans doute possible, grâce à l'ordinateur, d'animer des plans fixes pour faire jouer à l'image de l'artiste des œuvres qu'il a enregistrées sur disque mais qu'il n'a pas filmées.

Sans aller jusque-là, il est vraisemblable qu'après la mort de Vladimir Horowitz, ses récents films figurant en bonne place dans les programmes de concert, puis ceux d'Arthur Schnitzler, de Wilhelm Kempf, et, au fur et à mesure de leur disparition, de tous les chefs d'orchestre, chanteurs ou virtuoses qui font aujourd'hui courir les foules. Il faudra être bien hardi dans quelques années pour donner des concerts de son vivant. Afin de satisfaire l'oreille des mélomanes accoutumés à entendre de précieuses archives, les orchestres devront travailler le son pour s'approcher

autant que possible de celui des vieilles cires et accompagneront respectueusement l'enregistrement de solistes disparus devant des auditoires fatigués.

Tout cela semble à peine imaginable, et c'est pourtant ce qui se passe depuis l'époque où l'on s'est mis à préférer les œuvres des compositeurs morts à celles des compositeurs vivants, non seulement parce qu'elles sont plus rassurantes mais aussi parce qu'elles deviennent prétexte à des interprétations dont l'extravagance sert davantage la renommée de celui qui en est responsable que celle de l'auteur. Sans doute, dit-on, ce n'est pas la partition, mais quel pianiste !

Il y a d'ailleurs un peu de cela dans le phénomène Glenn Gould, qui fascine au moins autant pour ce qu'il bouscule, à tort ou à raison, que par ce qu'il fait objectivement mieux que quantité de pianistes. Ainsi est-ce le « Bach de Gould » qu'on vient entendre à la salle Pleyel, cousin éloigné de celui qui écrivit les *Variations Goldberg* et les jouait sans doute d'une manière qui nous semblerait terne, sur un clavecin mal emplumé.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Le second « récital » Glenn Gould aura lieu le 6 mars à la salle Pleyel. Ses *Entretiens avec Jonathan Coit*, traduits et présentés par Jacques Drillon, ont été publiés par les éditions Jean-Claude Lattès. La traduction française de l'étude de Geoffrey Payzant : *Glenn Gould, un homme du futur*, vient de paraître chez Fayard (318 p., 98 F) et vient s'ajouter au premier tome de ses écrits publiés chez le même éditeur (285 p., 98 F) sous le titre *Glenn Gould, le dernier puritain*.

### Glenn Gould, entretiens et concerts

On le croyait mort (le *Monde* du 6 octobre 1982), mais il a bien fallu se rendre à l'évidence : entré vivant dans la légende, Glenn Gould y mène une existence qui n'a rien à envier à la nôtre. On l'attend pour régulièrement sur les ondes de France-Musique, et sa pensée n'a jamais été si présente que depuis la parution de ses entretiens avec Jonathan Coit et de ses écrits, réunis par Bruno Monsiegeon (1). Enfin, les colonnes Morris ont annoncé son retour et, dans les journaux, les encarts le font figurer aux côtés du guitariste Julian Bream et de Murray Perahia dans la série « Piano quatre étoiles » sans aucune allusion à son décès supposé. Il est bien question de films sur grand écran vidéo, mais de là à imaginer que les banquettes de la salle Pleyel peuvent se remplir devant une estrade vide, il y a un pas qu'on ne franchit qu'avec réticence.

Pianiste prodige, Glenn Gould (né à Toronto en 1932) fit ses débuts à quatorze ans, mais renonça à donner des concerts à partir de 1964, préférant réaliser en studio des enregistrements dont le résultat lui semblait plus digne du public que les prestations plus ou moins inspirées qu'il pouvait offrir ici et là. Seuls les esprits chagrins lui en tiendront rigueur car le disque a ses impératifs, notamment différents de ceux du concert : qu'un artiste se soucie de la qualité de ce qu'il va donner à entendre à la majorité silencieuse des mélomanes, qui, pour une raison ou une autre ne connaîtront jamais les grands interprètes qu'à travers leurs enregistrements, n'est pas répréhensible en soi : renoncer à se

produire sur scène lèse une moindre fraction du public que de refuser tout enregistrement.

En acceptant d'être filmé convenablement, Glenn Gould a offert à des millions de téléspectateurs l'occasion de passer devant leur poste quelques bons quarts d'heure musicaux. Jusqu'ici tout est bien, mais n'a-t-on pas éprouvé que le disque, la radio et la télévision étaient de dangereux concurrents pour les concerts traditionnels ? A vrai dire les salles ne se sont pas vidées pour autant, les concerts retransmis en direct ne sont pas les moins courus : en outre il est avéré qu'un soliste n'a jamais tant de succès que lorsqu'il exécute en public ce qu'il a gravé sur disque et que chacun pourrait savourer chez soi... On peut seulement avancer que les mélomanes ne se déplacent plus pour entendre une œuvre mais pour voir un interprète, encore que les témoignages de Berlioz laissent à penser qu'il y a un siècle et demi c'était déjà ainsi.

Le fait nouveau, en revanche, c'est qu'un organisateur de concerts propose à des amateurs de récitals de piano la projection de films déjà anciens dont, quels que soient les progrès de la haute fidélité, le partie sonore n'a qu'une lointaine ressemblance avec ce qu'on entend d'habitude sur l'espace de la salle Pleyel. Quelle différence avec le résultat qu'on obtiendrait si Glenn Gould avait fixé ses interprétations sur les rouleaux d'un piano dont les perforations actionnent des marteaux feutrés qui se lèvent et s'abaissent sur le clavier d'un piano de concert, comme les doigts d'un pianiste vivant ! A condition de faire venir le

### PIANO PAGES IMAGES

**COMÉDIE-FRANÇAISE**

296.10.20

MARS 1984

en alternance

**LA CRITIQUE DE L'ÉCOLE DES FEMMES**

avec

**L'ÉCOLE DES FEMMES**

Molière

mise en scène

Jacques ROSNER

**EST-IL BON ?**

**EST-IL MÉCHANT ?**

Diderot

mise en scène

Jean DAUTREMY

**CINNA**

Corneille

mise en scène

Jean-Marie VILLEGIER

**LA MORT DE SÈNEQUE**

Tristan L'Hermite

mise en scène

Jean-Marie VILLEGIER

Nouveau ...

les soirées ouvertes

quatre fois par mois

location facilitée

LOCATION 111

de 11 h à 13 h

PAGES

de 16 p à 18 p

COMÉDIE-FRANÇAISE

1680



## Regarder l'Allemagne

Berlin, Festival du cinéma : venus de partout les films et les spectateurs se bousculent ; les idées et les images s'entrechoquent. Quelque chose du Berlin disparu parcourt la foule cosmopolite. Un air du temps, l'esprit grave et léger d'Europe centrale, qui a survécu aux années noires. L'événement du Festival, c'est l'hommage à Ernst Lubitsch.

A côté du Festival, les idées et les images continuent à jaillir, à se répandre. Histoire et culture. Et cabaret. Herbert von Karajan enregistre avec l'Orchestre philharmonique les symphonies de Beethoven. La Schaubühne crée deux spectacles de Tchekhov : des au mur, Klaus Grüber a mis en scène une nouvelle de jeunesse, *Sur la grand-route*. Dans la grande salle neuve — la plus belle du monde peut-être, — Peter Stein présente les *Trois Sœurs*.

Pendant les années 70, la Schaubühne a été la scène la plus influente de l'Europe occidentale, y compris en Allemagne fédérale, où le cinéma étant d'abord américain, c'est le théâtre qui porte la culture nationale, où les institutions sont suffisamment riches et solides pour s'offrir le luxe d'une création de Bob Wilson. Il a déjà travaillé à Berlin et à Munich, il vient de monter à Cologne la deuxième partie de son opéra *The Civil Wars*.

En France, on regarde avec une certaine envie vers Berlin et l'Allemagne. Les artistes allemands ont envie de venir voir chez nous comment ça se passe. Luc Bondy, Hans Peter Cloos, Karge et Langhoff — qui doivent monter en France le *Prince de Hombourg* à Villers-Cotterêts avec Gérard Desmet et Philippe Cavanot. Kleist est dans l'époque. Claus Peymann vient à l'Odéon, avec une pièce inconnue en France : *la Bataille d'Arminius*. Il est invité par le Théâtre de l'Europe : logique.

### « THE CIVIL WARS » A COLOGNE

## Bob Wilson, cosmonaute de la mémoire

Venant de Tokyo, Bob Wilson travaille à la Sainte-Baume avec des acteurs français — dont Delphine Seyrig, Evelynne Dick. Il compose la suite de son opéra *The Civil Wars* (prologue de Médée, Virgile sous les murs, Marie Coriel). Le spectacle sera présenté à Los Angeles (du 3 au 9 juin), avec la totalité de l'œuvre qui comprendra également la partie romaine et la partie allemande, créée à Cologne, le 19 janvier, à laquelle a collaboré Heiner Müller et qui reste au répertoire du théâtre.

C'est la troisième expérience allemande de Bob Wilson, après Berlin (1978) et Munich (les Fenêtres d'or en 1980). Là-bas, il profite au maximum des théâtres, de leurs possibilités techniques, et donne ses plus belles images.



« Un arbre est plus grand quand il est abattu »

A Cologne, d'entrée, c'est la magie d'un ciel nocturne où progressivement se dessinent les contours d'un continent, d'un usage immobile, d'une cornue aux reflets de cuivre. Deux échelles d'acier glissent latéralement, portant un couple de commensales en combinaisons argentées. Se tenant par une main et un pied, ils ont les attitudes et les mouvements aquatiques des explorateurs de l'espace.

### L'enfance

Il y a toujours, chez Bob Wilson, quelque chose qui vient de l'enfance et de ses fées, de ses familiarités avec les animaux gentils des contes d'Andersen et de Walt Disney. Dans la partie franco-allemande, c'était des ours blancs. Ici : un coq, un robot, une fleur barachée d'un immense crayon blanc accompagnant une petite fille et un garçon qui joue du tambour.

Jou de la guerre, et puis la guerre. Des soldats bleus, disciplinés comme des jouets, traversent la scène, s'agrippent, tirent, tombent. Quatre par quatre, dix fois, et le sol est re-

couvert par les cadavres dans un brouillard de fumigènes sanglants. Champs de bataille, campements militaires, les tentes pointues bien rangées dans le jour bleu, un soldat veille, solitaire.

### Le temps

Le continent se déchire en deux parties qui, s'écartant, laissent la déchirure d'un loange. Dans le creux des images de l'histoire triturent les époques. Hier et aujourd'hui se côtoient. Une calèche passe, où s'alanguissent des jeunes gens élégamment vêtus de blanc. Trois générations d'une famille sont assises autour d'une longue table. L'enfant fait rebondir un ballon, que la mère, exaspérée, jette. Le grand-père ramène des souvenirs amers. Ferruccio poudrée, habit bleu. Frédéric de Prusse est omniprésent. Sur son cheval, sur son trône, silhouette suspendue, immobile dans la nuit, seul le visage est illuminé. Et disparaît.

### La lumière

Les éclairages de Bob Wilson sont, comme toujours, des miracles. Des miracles de poésie et de technique. Ils définissent la beauté, teignent en rouge une à une les barres d'un quadrillage, explosent en flamme blanche, et la terre se disperse en morceaux noirs qui se balancent au moment comme des feuilles carbonisées. Les perspectives tordent la vision, le cinéma s'en mêle. Dans la première partie de *The Civil Wars*, il y avait le voyage filmé du petit garçon au pays des géants. Ici, c'est la démesure d'un profil en gros plan sur toute la hauteur de la scène, et qui la transforme en pays lilliputien.

### Le récit

L'enchaînement des tableaux suit la logique singulière de Bob Wilson et celle de Heiner Müller, dont la pensée contracte le récit par fragments. Les images se greffent tout naturellement sur le scénario discontinu. On peut imaginer que, dans la seconde partie, les séquences où sont caricaturés les maîtres autrichiens d'après la guerre viennent de Heiner Müller. En tout cas, on ne peut pas dire que Bob Wilson soit à l'aise dans ce type d'ironie. Non plus quand la mère de Frédéric le Grand grignote des bonbons, un petit chien dans les bras, et chante sur un play-back masculin le *Roi des Aulnes*. Le spectacle tire vers le cabaret.

### Les acteurs

Dès que les acteurs « jouent », ils sortent du « jeu » exigé par le spectacle : cette manière d'affirmer la densité et la permanence des corps vivants dans un espace qui semble ignorer la pesanteur et arrête le temps, en déformant le déroulement — comme si la respiration se faisait à un autre rythme, dans les hauts fonds de l'océan, sur les hauteurs cimes où l'air est raréfié. Ce rythme, les acteurs doivent totalement l'intérioriser, comme le feraient des danseurs, leurs voix courent loin d'eux, autour de la salle, parmi les fautes de la nuit, parmi les cires. Ils sont des pierres dans un champ magnétique.

Et à la fin, l'un après l'autre, ils se placent face au public, impossibles sans un qui arbore un sourire artificiel, que l'un après l'autre ils copient. Et cette tension accumulée s'installe sur scène, elle demeure longtemps après que tous soient partis. Une force bizarre — au-delà du bien et du mal —, un étrange message très physique qui traverse le spectateur, y laisse ses traces.

COLETTE GOGARD.

### L'ENSEMBLE DE BOCHUM

## La bataille d'Arminius,

« CHANT de haine plus que », c'est ainsi que pendant longtemps on a défini en Allemagne la pièce de Kleist *la Bataille d'Arminius*, épopée nationaliste, échec, d'une grande violence, contre l'envahisseur, c'est-à-dire Napoléon.

Kleist s'est enthousiasmé pour la Révolution française et il était d'autant plus indigné de l'impérialisme napoléonien, furieux contre les princes allemands qui ont accueilli l'étranger à bras ouverts, comptant sur lui pour s'opposer à la volonté de domination de la Prusse et de l'Autriche. C'est cette histoire qu'il raconte à partir d'un épisode de la conquête romaine : Hermann, chef d'une tribu, joue double jeu. Apparemment, il se soumet à Auguste, latinise son nom, se fait appeler Arminius. En réalité, il prépare un piège contre les Légions impériales conduites par le général Varus. Il conclut un pacte secret avec Marbod, chef d'une autre tribu et qui veut devenir chef suprême. Armi-

nus préfère un roi de son pays à la colonisation. Son ambition n'est pas de régner mais de faire régner la liberté, la liberté d'être Allemand.

Il n'hésite pas à mentir, à pousser sa femme dans les bras du légat de Rome, à trahir, à recommander la stratégie de la terre brûlée, à faire de la provocation, à susciter la fureur populaire en diffusant partout les exactions des soldats d'occupation. Ainsi, le corps d'une jeune fille violée que son père a achevée est coupé en quinze morceaux qui sont envoyés à quinze tribus... Propagande plus frappante encore que les images télévisées, même en direct.

A travers Arminius, Kleist exalte, au-delà de la morale, la morale de la guérilla. Les moyens ont évolué, pas les techniques. Claus Peymann voit en Arminius « Gert voss » une sorte de Guevara : il a une tête d'intellectuel, sans âge, mal rasé. Il porte un béret et un vieux manteau noir. Il n'a rien d'une tête brûlée, c'est un théoricien lancé dans l'action avec une obstination suicidaire.

### Le rire noir de la tendresse

« Et en même temps, dit Claus Peymann, il forme avec sa femme un couple petit-bourgeois de comédie. » Arminius éprouve une sorte d'indifférence complice et indulgente envers l'ineffable Thumelda (Kirsten Dene) que Kleist d'ailleurs n'a pas gâtée. Sa naïveté touche à la bêtise, elle est futile et cruelle. Elle est prête à se laisser séduire par le légat de Rome, mais quand elle apprend qu'il ne l'aime pas, qu'il veut tout de ses beaux cheveux et en faire son à l'impératrice Livie, elle l'enferme avec une œuvre affamée.

Claus Peymann traite ces péripéties démentées dans l'ironie. Thumelda est vue en coquette sur le retour qui ne comprend rien et ne veut rien comprendre à l'évolution de son époux. Mais elle est avec lui, et leur commune tendresse qui survit à tous les coups est étonnante.

« C'est l'équilibre du rire et des larmes », dit Claus Peymann. Le spectacle commence par le rire, un rire noir dans un décor sombre : le plancher nu, quelques feuilles mortes et un auroch géant, trophée de chasse d'un dégoûté ou d'un féroce de sang.

Les princes allemands apportent des sièges pliants. Ils se réunissent pour se plaindre. Ils sont ridicules dans leurs habits rapés avec leurs hauts-de-formes et leurs casques à

cornes. Le légat de Rome (Urs Hecht) est un gigolo coiffé en redingote blanche. Le coiffeur d'Arminius (Hans Dieter Kuebel) est un rond-de-cuir en blouse de lustrine.

Mais plus on s'avance dans l'action, plus l'ambiance se fait lourde. Quand Arminius envoie à Marbod son fils en gage de loyauté, le plancher recouvert d'un plastique translucide fait penser dans la nuit à un marécage livide. La scène où Arminius ordonne de couper en quinze morceaux le corps de la jeune fille violée fait basculer la représentation dans le fantastique. Eclairés par un usage rouge, les acteurs sont des géants fantomatiques, silhouettes tordues qui portent des masques blancs. Les soldats romains n'ont pas de visage. Leurs traits sont dissimulés sous un tissu comme des bandeslettes de momies. Affublés de casques, de boucliers, de lances trop grandes, ils marchent groupés, à petits pas comme un seul animal paillard. Au moment de la bataille, isolés au centre du plateau, toujours groupés, ils oscillent sur place lourdement, sont déplaçés de côté et d'autre comme par une force, ils sont un animal aveugle pris au piège et faiblement étreints contre le portant de scène, tous de poupées molles, amas démantelés, héris de casques, de boucliers, de lances, bouts de ferraille dérisoires.

## ANTON TCHEKHOV A LA SCHAUBUHN DE BERLIN

### « Les trois sœurs »

EDITH CLEVER (Olga), Jutta Lampe (Masha), Corinna Kirchhoff (Irina), sont les trois sœurs dans la vieille maison orpheline où règne un homme grave et qui garde au loin. Ses filles rêvent de Moscou, leur frère (Peter Simonischek) se réfugie dans sa chambre et joue du violon.

Le décor de Karl Hermann paraphrase celui de la création tel qu'on le connaît par les photos. Il s'en inspire, l'agrandit, l'étire en oblique : il y a le salon sur trois plans, avec une rotonde vitrée, et, à l'opposé, la grande table où l'on dîne. La chambre des filles garde la même disposition, mais les murs sont rapprochés et il n'y a pas de fenêtres. A la fin, on est dans le jardin, devant la maison en bois dont la surface délavée s'écaille. Les frondaisons des grands arbres se rejoignent comme un dais. Dans le fond, le ciel est bleu, il est vide, c'est un paysage faux, une toile peinte.

Peter Stein a travaillé sur la conception de Stanislavski, et dès la première image il donne ce qu'il est convenu d'appeler l'atmosphère tchékhovienne, cette langueur qui, progressivement, dissout l'énergie et éparpille les rêves. Le frère, grand beau garçon enfantin, se laisse dominer sans résistance par sa femme (Tina Engel), créature pulpeuse, un brin vulgaire. Les sœurs possèdent la grâce insubmersible des êtres menacés. Les vieux serviteurs trottaient sans bruit. On fait la fête, les soldats boivent et se querellent. Verzhina (Otto Sander), bellâtre blafard, joue sur du velours, séduit sans peine. Les officiers passent et s'en vont. Au dehors, le temps bouge. Au dedans, il se rétracte. La maison devient comme la forteresse du Désert des

Tartares, comme une chapelle funéraire éclairée par une multitude de bougies. Moscou n'est plus que le souvenir d'un rêve, le réel c'est la séparation, la mort, le rideau de fer qui s'abat sur la fin du spectacle.

Peter Stein ne se borne pas à exposer et développer les clichés tchékhoviens. Il y entre, il cherche leur réalité, il les ausculte comme un médecin qui étudierait les symptômes du mal pour en déceler la cause et comprendre le processus d'évolution. A travers les attitudes velléitaires, la fiabilité, la nostalgie, les brusques tensions, les fractures, les courbes imprévisibles de la gaieté vers l'abattement, on suit millimètre par millimètre les détours d'une série de dégradations. On prend à la source les mouvements intérieurs qui aboutissent aux rires, aux pleurs, à la révolte. Mouvements provoqués par d'infimes décalages, des petits chocs apparemment sans importance. Les gens vivent au bord de ce qu'ils croient vivre.

La mise en scène, minutieusement naturaliste, fait que pas un détail n'échappe. L'interprétation fait apparaître avec évidence les contradictions, les aveuglements des personnages. On voit comment ils trébuchent, comment ils s'embourbent dans un malaise qui nous semble d'autant plus absurde qu'il tient à des conventions, à des empêchements aujourd'hui dépassés, mais suffisamment proches pour qu'on les reconnaisse. On voit avec netteté les poussées de vie, d'une amoralité vitale et même triviale, inconciliable avec la bonne éducation. On se trouve à l'intérieur des personnages, au cœur du désert, là où vivre fait mal. On voit se former les remous sur la surface du lac.



Tchekhov en 1888

On sentait le mécanisme des comportements, ce qu'ils doivent à une époque, une culture, une société, à l'histoire particulière d'une famille, trois sœurs, un frère, des domestiques. Et puis les autres.

Bien sûr, dans ce type de travail, la personnalité des acteurs prend une importance primordiale — leur personnalité et leur cohésion. La troupe de la Schaubühne a un jeu parfait-

### « Sur la grand-route »

LA ligne numéro 1 du métro berlinois s'arrête à la Spree, le fleuve fronton, là où les voitures font demi-tour. On glisse sur les vagues blanches de la neige qui fond. La rue est large, l'éclairage maigre. Une odeur de café et d'huile chaude annonce un bistrot plein d'hommes bruns. On est dans le Kreuzberg turc, dos au mur. C'est là, dans un cinéma fermé depuis la guerre, que Klaus Grüber a mis en scène *Sur la grand-route*, d'après une nouvelle de Tchekhov. Un humignon oscille devant la façade où sont punaises des affiches, qui dans la nuit ressemblent à des graffitis. Dedans, des chaises sont alignées sur le plancher luyé. La scène est réduite au proscenium étroit qui avaisait devant l'écran. Il n'y a plus d'écran. Le fond est bouché par un mur tout troué, du même blanc craquelé que la salle.

Sur le proscenium s'entassent des corps allongés, acteurs et marionnettes enveloppés de couvertures blanches. Une infirme au regard aveugle marmonne, sa tête tombe de fatigue. Le visage peint en vert, un vieillard est assis droit. Le décor réminiscent une auberge. Il y a une douzaine d'années, Giorgio Strehler avait monté les *Bas Fonds*, également dans un mouchoir blafard, mais ici, c'est plus serré, plus rude et derrière le mur du théâtre il y a l'autre. Et ce n'est pas Gorki, ni d'ailleurs Tchekhov. Grüber s'est seulement intéressé à la situation extrême de ces épaves échouées.

L'aubergiste, un gaillard affalé derrière son comptoir, se lève de temps en temps pour rallumer un morceau de bois coincé au creux d'une branche en fourche, et qui est censé éclairer le dortoir. A chaque fois que quelqu'un ouvre la porte, le reflet d'un éclair zèbre le mur. Il n'y

a pas d'histoire. Les yeux au ciel — des yeux entourés de maquillage rouge — un aristocrate ruiné raconte ses malheurs et l'affreuse conduite de sa femme. Un costaud muet d'une hache arrive, puis le domestique de l'aristocrate grimé en clown. Puis la femme, poudrée albiâtre aux gestes secs qui relève sa belle robe blanche pour enjamber les corps allongés. Son époux se jette à ses genoux, le bûcheron la frapperait de sa hache si on ne le retenait. C'est tout.

Les Berlinois disent que le spectacle donne avec une exactitude impitoyable l'esprit de leur ville. S'en rendre compte quand on passe en touriste est difficile. Il faudrait saisir tous les mots pour entrer dans une mise en scène qui encroûte des fragments de texte, entrecroise des jeux stylisés, les mêle au verisme des actions. Une chose est certaine : l'enthousiasme des spectateurs.

Il y a trois ans, Klaus Grüber a monté les *Six Personnes en quête d'auteur* à la Fröle Volksbühne et les salles n'étaient pas pleines. Mais ici, le public est différent et le chemin pour venir fait déjà partie de l'ambiance.

Et si on y pense, c'est que la disposition des deux spectacles a quelque chose de commun. Pour le *Père*, les acteurs étaient groupés sur un espace restreint, tout au bord de la scène, au bord du gouffre de la salle. Derrière eux s'étendait le néant de l'immense plateau vide.

Des gens sur un radeau entre deux espaces de nuit. Des naufragés sur une bande étroite, stérile, blanche comme la mort, dos au mur. C'est peut-être Berlin, c'est notre siècle. C'est le voyage de Klaus Grüber dans le cercle de l'enfer.

C. G.



## A L'ODÉON

## L'art de la guérilla

Avec des moyens très simples (mais une équipe technique nombreuse et efficace), Claus Peymann fait ressortir de manière physique l'enlisement de la guerre. Les chefs romains égarés dans le décor uniforme noir dérapent sur un tapis de plastique épais, luisant, qui glisse et roule sous les pas. Apparaît une femme scordère de Macbeth, Folle de Chailot au rire grinçant, qui prétend à Varus (Ulrich Peitzgen) le retour au séant. Arminius et les princes allemands se disputent la gloire, si l'on peut dire, de porter le coup de grâce au général blessé, ensanglanté, qui se défend jusqu'au bout de sa vie avec un courage lucide qui fait défaut aux vainqueurs.

Kleist, dit Peymann, n'a pas écrit seulement une pièce patriotique de circonstance, mais une terrible métaphore sur toutes les guerres de libération. C'est ainsi que nous les juifs. Les nazis s'en sont servis, ils ont encaissé Kleist; c'est pourquoi on le redécouvre seulement depuis une quinzaine d'années avec, en particulier, plusieurs interprétations du Prince de Hombourg. Villor et Gérard Philippe nous ont ouvert le chemin. Kleist a souffert de l'ennemi, de l'organisation de l'Etat. Il connaissait la guerre, la situation des soldats. La Bataille d'Arminius nous fait penser au film de Margaret von Trotta : les Années de plomb, au regard bûlé de Barbara Sukowa, à son visage fermé sur le désespoir.

Arminius, redevenu Hermann, au centre du plateau déserté avance; il porte un casque à pointe et brandit une épée; sur le mur du fond, son ombre portée grandit, dessine l'embûche du guerrier germanique. Puis l'ombre disparaît. Arminius jette l'épée et le casque. Ne reste plus que l'intellectuel désabusé; il donne un baiser distrait à sa femme, la félicite d'avoir livré le légat de Rome à l'ourse affamée, comme si elle avait cuisiné un bon petit plat. Seul, définitivement seul, il parle pour lui-même : « Cette enfance d'assassin ne laissera le monde en paix que le jour où elle sera éteinte... » C'est à peu près le message de Brecht dans *Arturo Ui*. « Il est toujours vivant le ventre immonde... »

« Nous montrons des gens détruits par la victoire », dit Claus Peymann. Pour arriver à ce résultat avec la pièce de Kleist il a dû pratiquer des coupures radicales et pas seulement supprimer l'ampigouri des vers — ce qui permet aux auteurs de donner l'ironie, l'angoisse, la dureté sèche. Il élimine des personnages et surtout les grands passages qui contredisent son propos. Pourtant, il n'a pas détourné la pièce. Elle contient ce que dit le spectacle, ce qu'il crie, gronde, rugit et soupire avec une force terrible.

C. G.  
★ Odéon, 20 h 30 (en langue allemande).

## BERLIN CÉLÈBRE ERNST LUBITSCH

## L'humour impétueux de la bourgeoisie

Le Festival de Berlin vient de montrer trente et un films du cinéaste berlinois Ernst Lubitsch. Ce fut l'événement de ces journées.

Certains hommages à un cinéaste célèbre arrivent au bon moment et au bon endroit. Honorer Ernst Lubitsch, quintessence de l'humour d'Europe centrale, l'honneur à Berlin dans sa ville natale, c'est remonter le temps sans perdre de vue le présent. C'est vérifier aussi la justesse d'un adage cher à notre compatriote Roger Leenhardt, pour qui Alfred Hitchcock est le seul réalisateur capable de traverser les modes parce qu'il n'a jamais voulu rien prouver. Remplacez Hitchcock par Lubitsch, en qui François Truffaut reconnaît volontiers le modèle dont s'est inspiré le futur *Sir Alfred*, et vous aurez une bonne définition de l'inventeur de la comédie américaine.

ERNST LUBITSCH naît le 21 janvier 1892 à Berlin dans le quartier juif de l'habillage. Dès l'âge de six ans, il rêve d'être acteur. Il ne pense qu'à jouer la comédie. Mais la comédie, il l'observe d'abord autour de lui. Il travaille le jour chez ses parents, il étudie la nuit. Il entre chez Max Reinhardt en 1911, il ne tient que des rôles secondaires. Son physique ne l'avantage pas. Il apparaît à partir de 1913 dans des courts métrages comiques. Il est l'apprenti débrouillard. Il se dirige lui-même à partir de 1914 quand sa carrière cinématographique semble devoir s'arrêter, que plus personne ne veut de lui. « Si ma carrière d'acteur avait progressé de façon moins chaotique, je me demandais si je serais devenu un joueur en scène », a-t-il déclaré un jour.

Il tourne régulièrement. Devenu metteur en scène, il se joue plus lui-même dans ses films. Il s'est constitué dès 1916 une petite équipe bien à lui. Il emprunte des comédies à Max Reinhardt, un décorateur. Surtout, il entame une longue collaboration avec le scénariste Hans Kraly, qui le suit en Amérique, jusqu'au moment où, à la fin du muet, une violente querelle les sépare. Une histoire digne d'une comédie de Lubitsch, mais vécue douloureusement par le réalisateur. Hans Kraly a fait des avances à sa femme. Il divorce.

Dès 1919-1920, Ernst Lubitsch s'est bâti une réputation dans le film historique en costumes. Il révèle Emil Jannings, Pola Negri; il s'impose par la splendeur de ses mises en scène, qui lui vaudra, fin 1922, d'être engagé à Hollywood. Il sera le premier Allemand à venir travailler dans les studios californiens après la première guerre mondiale. Il ouvre la voie à Murnau, à Jannings. Il tourne chez Warner, à la Paramount, à la Metro Goldwyn Mayer récemment créée. Loin des

films en costumes et des grosses mises en scène, il élabore ce style de comédie qui s'épanouira avec l'avènement du parlant, d'abord dans la comédie musicale — il révèle un couple célèbre : Maurice Chevalier et Jeannette MacDonald — avant de bifurquer vers ce qui serait désormais sa spécialité, la comédie pure.

La rétrospective de Berlin s'arrête en 1933 avec *Sérénade à trois*, précédé de *Le monde à l'envers* et *Le monde à l'envers*. Ernst Lubitsch règne souverain à Hollywood dans les années 30, il dirige même les studios Paramount en 1935-1936. Sa mort en 1947 après la seconde guerre mondiale coïncide avec l'effritement du système des grands studios.

Le sujet favori d'Ernst Lubitsch, à Berlin déjà, puis à Hollywood, c'est le sexe, la bataille de l'homme

pour conquérir la femme, les mille ruses de la femme pour affirmer sa suprématie et mener le monde à sa guise. Plus que George Cukor, plus qu'Ingmar Bergman, Lubitsch « libère » la femme, lui offre toutes les chances de s'épanouir.

Quand la femme perd, elle perd en général contre une autre femme. Ainsi dans *Le Lieutenant souriant* (1931), Claudette Colbert, violoniste, aime le beau lieutenant Maurice Chevalier. Mais Miriam Hopkins, la fille du roi, qui aime aussi Maurice Chevalier, parvient à ses fins et apprend de sa rivale l'art de le séduire.

Parfois l'amour échoue, comme dans l'adaptation en 1927, pour MGM, d'*Old Heidelberg*. Le prince, ou plutôt l'héritier du trône, Ramon Novarro, n'épousera pas la bergère — Norma Shearer, à ses débuts. Notre déception est d'autant plus vive qu'ardente fut la flamme et nous pensons à la rencontre des deux jeunes gens dans la montagne. Elle l'admire, elle tourne autour de lui comme pour jauger sa beauté, elle l'étreint et pose une main conquérante sur la poitrine du futur monarque.

En 1920, dans la comédie berlinoise *Je ne veux pas être un homme*, une ingénue découverte enfle un smoking et découvre l'inconvénient d'être homme. *So this is Paris*, en 1926 (qui s'appellera à l'époque, en français, *Les Surprises de la TSP*), révèle la virtuosité narrative de

Lubitsch, dans un vaudeville qu'aurait pu signer Sacha Guitry. Deux couples se font face, séparés par une courette. Un des deux couples mène le bal. Elle éprouve un choc face au bel inconnu d'à côté; lui, retrouve une connaissance dans la compagnie de l'inconnu. On entre, on sort, on ment, on va en prison, le ballet se met en place comme chez René Clair, de *Quadrille* nous passons insensiblement au *Chapeau de paille d'Italie*.

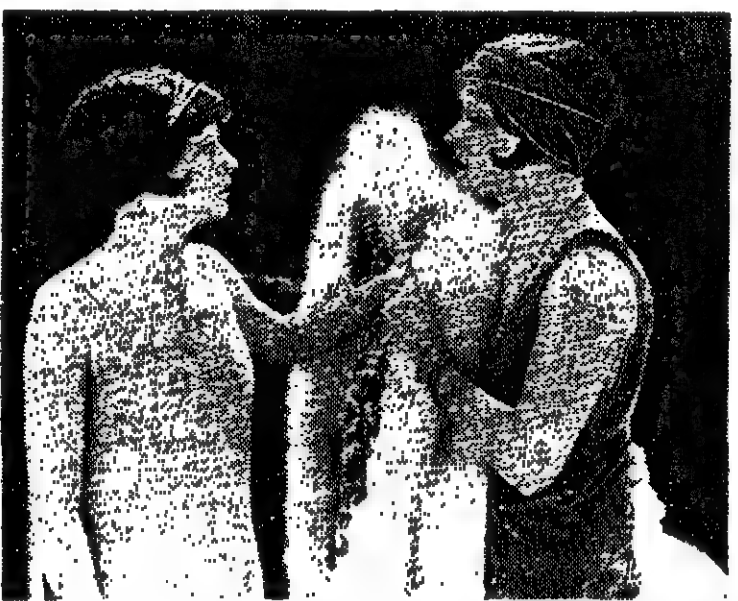
Georges Feydeau reste la meilleure référence, son génie de la construction dramatique. Aucune gaisserie, aucun détail inutile, des silhouettes, de simples silhouettes, car nous en sommes encore au muet, s'animant, jouant, rient et pleurent à perdre haleine. L'action coïncide avec l'émotion à la seconde près.

Ses sujets, Ernst Lubitsch les puisera de plus en plus dans le répertoire d'Europe centrale, surtout la Hongrie, et en France. Il prend, plutôt il « achète » une idée dramatique, il développe ensuite le sujet à sa façon, il met en relief la part d'une intrigue. A voir ou à revoir ses comédies muettes ou parlantes, on devine mieux tout ce que le Frank Capra de *New York Miami* (1934) et le Leo McCarey de *Cette sacrée vérité* (1937) ont pu y apprendre. Mais pour Lubitsch, à l'évidence, la comédie ne cessera jamais car la morale ne tient qu'à un fil, l'amour dirige et ignore les bienséances. Un solide scepticisme très européen, une ironie sans faille, tempèrent coupe de tête et coupe de cœur.

Si le genre a disparu, si la comédie ne jette plus ses feux d'antan, c'est certes que d'autres sujets nous préoccupent. Et que, de toute façon, l'ordre bourgeois ne mène plus le monde. Ernst Lubitsch n'a jamais vraiment quitté le dix-neuvième siècle. La déresse, on la voit dans le Berlin des années 10 et du début des années 20. La dépression paralyse l'Amérique dans les années 30. Le cinéaste, lui, ne connaît que l'amour, les amours de l'amour, les combats de l'amour. Les femmes y trônent en reines, parce que le vrai pouvoir leur appartient.

On n'en finira pas de « lire » Lubitsch. L'homme meurt relativement jeune, un peu comme Brecht, qui sait ? pour avoir lui aussi fumé trop de cigares, mais surtout pour s'être totalement dévoué pour ce qui le passionnait : l'art du spectacle, l'art du jeu et la beauté des femmes.

LOUIS MARCORELLES.



L'événement de Lady Windermere avec Mary MacAvoy et Irène Rich. Le film muet le plus célèbre d'Ernst Lubitsch.

## L'institution

Le Théâtre de Bochum est un établissement d'Etat dont les subventions s'élèvent à 17 millions de DM. Il n'a pas à entretenir d'orchestre ni à monter d'œuvres lyriques, il est consacré au théâtre et c'est un des plus anciens. Il est dirigé, depuis sept ans, par Claus Peymann, dont on parle pour prendre, l'an prochain, la direction du Théâtre de Francfort.

« Bochum, dit-il, est une de ces villes sans contours de la Ruhr, reliées par des autoroutes. Le bassin de la Ruhr, huit millions d'habitants, est une sorte de mégapole comme Los Angeles, dépourvue de centre, avec des stades, des églises, des temples, des hôpitaux, quelques théâtres, des théâtres riches, prestigieux... »

Celui de Bochum possède deux salles, une de neuf cents places, une autre de quatre cents places et tous les espaces libres peuvent servir pour des soirées de lecture, de poèmes. « Le programme — dit Claus Peymann — repose sur trois jambes : »

1) Les auteurs contemporains. Nous les encourageons en les payant pour écrire quel que soit le résultat. Personne ne veut travailler pour être joué dix fois et toucher seulement les droits d'auteur. Le théâtre dis-

pose d'une troupe et d'un groupe d'auteurs, je ne veux pas séparer ces deux choses.

2) Les classiques allemands, notre patrimoine. Ils sont évidemment montés dans un esprit contemporain : qu'est-ce que peuvent nous dire aujourd'hui ces textes anciens ?

3) Brecht qui, en vérité, est déjà un classique. C'est-à-dire, il faut le considérer avec sérieux et nous demander ce qu'il nous apporte aujourd'hui. Il faut monter Brecht parce qu'il donne le modèle d'un projet politique au théâtre et il faut trouver la pièce au-delà de ce projet.

« Nous donnons des spectacles qui abordent directement les problèmes immédiats, par exemple Notre République, une revue avec des chansons, créée pour les avant-dernières élections et que nous présentons encore, ou bien *Peur et espoirs* de la RFA de Kretz, une veillée autour du chômage un peu à la manière de la Rode. Quand on travaille dans l'art, on cherche plus ou moins à influencer le social et la politique. Beumarchais en est l'exemple. Mais la manière directe n'est pas la seule. Le radicalisme d'un Heiner Müller ou d'un Thomas Bernhard est tout aussi politique, surtout dans une ville comme Bochum, dont il secoue la tristesse et le conformisme. »

## CE SOIR

THÉÂTRE FIRMIN GÉMIE - ANTONY  
mise en scène  
Jean-Louis HOURDIN  
**LIBERTÉ A BRÊME**  
de  
R. W. FASSBINDER  
Une création du GRAT  
666.02.74 + 3 FNAC  
« L'explosion merveilleuse d'un talent qui s'épanouit. »  
M. GALLEY (L'Express)  
« Le festival tient là son grand spectacle populaire (Avignon). »  
J. POULET (Révolution)

A PARTIR DU 1<sup>er</sup> MARS  
742.67.21 - FNAC - AGENCE  
**ATHÈNES**  
**START SEIDE**  
**PINTER**  
**LE RETOUR**  
d'ERIC KAHANE avec CHARLES BERLING JEN-MAUDE DURAND  
RAYMOND JOURDAN PIERRE MESSIA JACQUES MICHEL LAURENCE ROY

## A partir du 7 mars

THÉÂTRE DANIEL SORANO  
16, rue Charles Péguy - 75009 - 03 31 31 36  
**LE THÉÂTRE DU GALION**  
18h30  
21h  
Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué  
Théâtre du Galion

## CARRE SILVIA MONFORT

106, rue Brancion 15ème  
**LES PERSES**  
D'ESCHYLE  
« La noblesse, la grandeur d'un texte que Pascal Thierrey a bien traduits. »  
P. Marcebrun - LE FIGARO  
« Les splendeurs du texte. »  
M. Cournot - LE MONDE  
« Beau et noble spectacle... d'une pièce interdite en Iran comme si elle se révélait aussi redoutable que la bombe atomique. »  
R. Kanters - L'EXPRESS  
« Un coup d'audace grandiose de la part de Silvia Monfort et parfaitement réussi. »  
R. Maria - VIE OUVRIÈRE  
531-28-34

UGC NORMANDIE - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTFARNASSE - UGC GODELINS - UGC CONVENTION  
MISTRAL - CINE BEAUBOURG LES HALLES - PARAMOUNT MAILLOT - LES IMAGES - UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN - 3 MURAT  
MELIES Montreuil - ARTEL Gréville - ARTEL Nogent - ARTEL Rosny - PARINOR Aulnay - AVIATIC Le Bourget - ABC Sartrouville  
BUXY Vol d'Yverres - PARAMOUNT La Varenne - C21 St-Germain - GAMMA Argenteuil - CYRANO Versailles

GILBERT DE GOLDSCHMIDT  
**ROGER HANIN** **CLIO GOLDSMITH**  
**LETINCELLE**  
UN FILM DE MICHEL LANG  
JOHN MOULDER-BROWN • SIMON WARD  
scénario et adaptation MICHEL LANG d'après "Gene and Dale" de ROBERT ROUSSON  
réalisation MICHEL LANG • musique VLADIMIR COSMA  
montage BERNARD ZITZEMANN • montage GEORGES KLOTZ  
producteur exécutif MICHEL ZEMER  
une production MADEIRA FILMS • TRIFILM PRODUCTION • UGC • BUNNY • STANFORD PRODUCTIONS  
Eurosif - Ugc



## FORMES

## Lois Frederick

De Lois Frederick, Américaine définitivement implantée à Paris depuis 1954, voici enfin la première exposition personnelle. C'est une révélation même pour ceux qui s'arrêtaient devant ses envois réguliers aux divers salons. Ses immenses compositions, et les autres, nous propulsent dans un monde en fête, nous immergent dans une symphonie de couleurs joyeuses, largement et savamment architecturées. Les vermillons et les oranges chantent, tout comme les jaunes solaires, les vert émeraude, les bleus, les mille richesses de la palette, avec une intensité et une intensité inouïes. Lois Frederick présente sans doute le meilleur de son œuvre, exécuté à partir de 1970 — ainsi que deux toiles témoins de ses débuts, lorsqu'elle découvrait Matisse, puis Rothko, qui l'ont aidée à prendre conscience de l'espace sans limites et de la lumière du Nouveau Monde. Espaces et lumière qu'elle amalgame à (nous) ravir. Passé l'éblouissement, on est frappé par les teintes plus légères, aériennes, d'une très grande toile, où contrastent des bruns quasi transparents. Et aussi par une série de gouaches musicales et raffinées, d'une étonnante diversité (1).

## Ménétrier and Co

Ils sont trois, unis par l'âge et la camaraderie plutôt que par leur « manière », qui diffère fortement de l'un à l'autre. Si je commence par l'Argentin Ricardo Cavallo, c'est parce qu'il n'avait jamais montré son travail. A personne. Il s'est décidé à le faire, tout à fait conscient du chemin qui lui reste à parcourir. Il est violent le choc qu'on reçoit devant ses toiles, abouties ou pas, peintes avec une précision méticuleuse. Que développe-t-il ? Son autobiographie, non pas narrative mais allusive : cheveux joués mêlés aux tubes de couleur sur la pampa du tapis vert recouvrant la table de son atelier. Les variations de l'éclairage, en nuances juxtaposées, de ces vraies mises en scène. Oui, cette mythologie personnelle est trébuchée en accessoires théâtraux — parfois brutale (le Vici), souvent

somptueusement baroque. En tout cas, Cavallo voit grand, comme Gérard Traquand, qui dans un tout autre registre nous immerge « dans du bleu », dans de vastes compositions parfaitement équilibrées, aux formes souples et sensuelles, qui maintiennent le visiteur dans l'ambiance suggérée par des titres parlants : *Franchise menthol*, *Gout fruité*. Quant à Eric Ménétrier (on fait la visite à rebours), son élan n'est plus à faire. Il va sur sa lancée. Ses paysages, seuls montrés ici, renouvellent un genre qu'on croyait à bout de ressources. Pastels gras dont les plus grands (Rivière et montagne) me semblent les plus évocateurs (2).

## Anne Ar Moal

Encore une « première ». Anne Ar Moal n'est pourtant pas une débutante. Elle a excellé dans plusieurs genres. Elle a plus d'une corde à sa harpe celtique. N'est-ce pas sa Bretagne, héroïquement transposée, qui est omniprésente dans son œuvre ? Qu'elle se contente du dessin, avec l'admirable suite des *Séquences rocheuses* dénichées, ou des techniques mixtes, elle en restitue le climat. Le pastel (*Eboulement*), l'encre associée au pastel (*Vent d'est*) ou à l'aquarelle (*Marée basse*), l'acrylique sur bois, tout lui est bon, tout est bon. Et ces éléments tourmentés, ce « silence affiné », mélange du crayon et de la gouache. Sans oublier la tapisserie, avec un très beau triptyque, « prétexte », — fils teints avant le tissage, comme son nom l'indique, — où le soufflé du large entraîne les brumes (3).

On ne m'en voudra pas, aujourd'hui, de faire place aux nouveaux venus, qu'il est décevant de voir disparaître, tel Gromaire (galerie de la Présidence) ou Eugène Carrière (Patrice Trigano), plus opportunément qu'un Bouguereau, remis en vedette.

JEAN-MAIRE DUNOYER.

- (1) Galerie Suisse, 17, rue Saint-Sulpice.  
(2) Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournai.  
(3) La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

« UN COUP DE MAÎTRE  
DU CINÉMA ANGLAIS »  
LE FIGARO

« A NE PAS MANQUER »  
LE POINT

« UN GRAND MOMENT DE CINÉMA »  
7 A PARIS

« MISE EN SCÈNE  
ET INTERPRÉTATION REMARQUABLES »  
TÉLÉ-STAR

A MOSCOU  
OÙ LE CRIME N'EXISTE PAS  
SOUDAIN 3 MEURTRES...

**GORKY PARK**

WILLIAM HURT - LEE MARVIN - ROCH KIRILY - GOREY PARK  
BRIAN DENNEHY - IAN BANNEN - JOANNA PACULA - JAMES HOGAN  
DENNIS HOPPER - MARTIN CRUZ SMITH - RALPH D. BODE A.S.C.  
PAUL SYLVESTER - STEVEN HARRIS - GUY FARRUKHAN - BOB LARSON  
GEOFF KIRKWOOD - HOWARD W. KOSLER JR. - MICHAEL AXTED

## CINÉMA

« La Femme flambée »,  
de Robert Van Ackeren

Tableaux cocasses, impitoyable vision. Les personnages s'inventent des images, dessous il n'y a que des conventions. Ils miment l'amour, avec sérieux et conscience, ils sont ridicules, ou les aime. Voici l'histoire d'Eva, qui se prostitue.

ET AUSSI : *Meurtre dans un jardin anglais*, de Peter Greenway (l'amour de la géométrie). *Rebelote*, de Jacques Richard (le film muet des années 80, avec Jean-Pierre Léaud, et orchestre). *A mort l'arbitre*, de Jean-Pierre Mocky (l'entassement de la culture). *Un amour de Swann*, de Wolker Schlöndorff (Proust, c'est rentable). *La Ville des pirates*, de Raul Ruiz (un Rimbaud qui est un micro-Pinocchio).

## THÉÂTRE

« Le Héron »  
et « la Mouette »  
à Chaillot

Oiseau russe : la mouette. Volatile soviétique : le héron. *Le Héron*, comédie lucide de l'écrivain Axiomov, aujourd'hui exilé à Washington. Hier et aujourd'hui dans les datchas. D'un soir l'autre, en alternance, Antoine Vitez, qui a doublé la mise, gagne son pari. Au premier plan Dominique Raymond, mais tous les comédiens sont éblouissants.

ET AUSSI : *Henri IV* à la Cartoucherie (Ariane Mnouchkine y va de plus belle, Shakespeare fait sa comédie). *Terre d'origine* à Nanterre (Vienne, début du siècle, déraison et nostalgie : face à Bulle Ogier l'étonnante, un Michel Piccoli grandiose). *Enfance au Petit Rond-Point* (toute la musique de Nathalie Sarrute : mystérieuse et claire à la fois).

## MUSIQUE

## Toujours l'opéra

Des occasions variées pour les amateurs d'opéra ces jours-ci. Poursuivant une remarquable politique inaugurée l'an passé avec une *Clémence de Titus*, excellente musicalement, l'Action lyrique et l'Orchestre de l'Île-de-France montent l'étourdissante *Italienne à Alger* de Rossini, qui parcourra quinze villes d'ici au 29 mars, avec notamment Magali Damone, sous la direction de Jacques Mercier (premières au Théâtre Montancier à Versailles, les 2, 3, 4 mars). Autre opération similaire : la création d'un conte musical pour enfants, *Manque de chance* de Jacques Charpentier, également en Île-de-France (première le 5 à Montmorency, puis dans cinq autres villes).

A La Celle-Saint-Cloud, un grand Festival de films d'opéras permettra de voir *Le Frischschütz*, *Fidelio*, *Boris*, *le Prince Igor*, *Orphée*, les *Contes d'Hoffmann*, la *Francie vendue*, *Eugène Onéguine* (seize représentations du 1<sup>er</sup> au 25 mars, au cinéma « Les quatre cents coups », téléphone : 918-59-23).

La province innove aussi avec la création mondiale de *H. H. Ulysse* de Jean Prodromide, dans une mise en scène de René Terrasson, un Ulysse qui a des traits d'Howard Hughes (création le 2, à Strasbourg), tandis que Lyon propose la reprise de l'admirable *Hippolyte et Aricie* de Rameau du Festival d'Aix, mise en scène Pizzi, direction J. E. Gardiner (les 3, 4, 6, 7, 9).

Signalons encore le premier Festival d'art et santé au bénéfice de Médecins sans frontières, avec la Grande Ecurie de Jean-Claude Malgoire (Champs-Élysées, le 5), l'Ensemble Janquin (Saint-Médard, le 7), les Arts florissants, A. Lagoya, la Chapelle royale, M. Béroff, L. Leskine, l'Ensemble orchestral de Paris, E. Lamandier, K. Gilbert, etc. (Renseignements :

## SÉLECTION

14, rue Jean-Ferrandi, téléphone : 544-06-76.)

## ROCK

## Clash

Le concert reporté au jeudi 1<sup>er</sup> mars du groupe des années 80. Une musique conçue hors des normes de la mode. Des images de la vie, de plaisir pur et d'excitation animale, de violence et de force. Joe Strummer présente pour l'occasion ses nouveaux partenaires : Vince et Nick Sheppard aux guitares, Pete Howard à la batterie. Et, bien sûr, Paul Simonon, fidèle au poste.

## VARIÉTÉS

## Pierre Perret

Vingt-cinq ans de chansons célébrées à Bobino avec les titres les plus populaires et rigolards, et d'autres moins connus parfois mais pleins de tendresse.

ET AUSSI : la chanson francophone de Wallonie et de Suisse avec Sam Frank et Albert Delchambre (29 février et 1<sup>er</sup> mars), Pascal Charpentier et Pascal Auberson (2 et 3 mars) au Centre culturel Walloon à Paris; Lowell Fulsom et Philip Walker à la Mutualité (2 mars, 21 heures); Zim Van Der Woude au Palais des Glaces; Tebouk Tebouk Nougah au Dejust.

## DANSE

Commedia dell'arte  
à l'Opéra-Comique

Trois ballets d'époques et de styles différents pour ce nouveau programme placé sous le signe de la farce et de l'imbricatio : *Arlequin magicien par amour* (1785), reconstitué par le chorégraphe suédois Ivo Cramer, *Carnaval* (1910), ballet-pantomime où Folke s'est inspiré

des *Millions d'Arlequin* de Marius Petipa, *Le Bourgeois gentilhomme* de Balanchine (1932). Trois ouvrages adaptés à la verve endiablée de Patrick Dupond.

ET AUSSI : Sherryl Sutton au Théâtre de la Bastille (une artiste fine et sensible marquée par sa rencontre avec Bob Wilson). *Le Grand jeu* au Théâtre des arts de Cergy-Pontoise (pluridisciplinarité de Gustavo Frigerio inspiré par Francis Bacon). Le groupe Emile Dubois à la Maison de la culture de Grenoble (création d'Ivan Vajda en avant-première de la Biennale de Lyon).

## EXPOSITIONS

« Les bureaux de 1900  
à aujourd'hui »

Une exposition sur ces meubles et lieux de travail, écritures, papiers et symboles de pouvoir. On constate qu'ils ont, au fil des ans, participé aux courants esthétiques les plus marquants, de l'art nouveau début de siècle au post modernisme des années 80, en passant par le fonctionnalisme et autres arts déco.

Cette manifestation un peu théâtrale qui évoque l'ambiance des bureaux et l'accompagnement de tableaux (comme la vue plongeante sur le bureau des Bernheim, les marbriers d'art, tout recouvert de papiers, par Bonnard) est un prétexte à la présentation des projets du concours international de bureaux lancé par M. Jack Lang, et mené à bien par J.-F. Grumbach.

Hartung  
à Arras

Une quarantaine de tableaux de Hartung, principalement des œuvres récentes qui montrent la tentative vitale de renouvellement du peintre, aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans.

## MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Varenne  
**Camille CLAUDEL**  
Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 15  
DU 16 FÉVRIER AU 11 JUIN

GALERIE DE LA PRÉSIDENTIE  
90, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8<sup>e</sup>), 245-49-60  
**GROMAIRE**  
Huiles - Aquarelles - Dessins  
du 8 février au 17 mars

GALARTÉ  
13, rue Mazarine - 75006 PARIS - Tél. 325.90.84  
**ZORKO**  
Sculptures de marbre, bois, métal  
Du 1<sup>er</sup> mars au 7 avril

**Alain KIRILI**  
sculptures  
1<sup>er</sup> mars - 15 avril 1984  
Galerie Adrien Maeght  
46, rue du bac, Paris 7 (14) - 222 12 59

**TENDANCES A  
NEW  
YORK**  
PEINTURES ET SCULPTURES  
DES ANNÉES 80

du 29 février au 25 avril 1984  
musée du Luxembourg

**ART NOUVEAU**  
DANS LE X<sup>VI</sup> ARRONDISSEMENT  
25 février-25 mars 1984  
MAIRIE ANNEXE DU X<sup>VI</sup>  
71, av. Henri-Martin - M<sup>e</sup> Pemp  
T.L.J. de 11 h 30 à 18 h, sauf lundi  
Visite-conférence tous les vend., à 18 h  
ENTRÉE LIBRE

**SALON SUD 92**  
ISSY-LES-MOULINEAUX  
du 3 au 18 mars  
Vernissage DIMANCHE 4 MARS à 11 h  
THÉÂTRE MUNICIPAL  
25, avenue Victor-Crisson  
Ouvert tous les jours de 14 h à 19 h  
DIMANCHE de 10 h à 12 h et de 14 h à 20 h

**X<sup>e</sup> SALON DES PEINTRES  
& SCULPTEURS**  
MAIRIE DU XII<sup>e</sup>  
130, avenue Daumesnil  
Invité d'honneur :  
Paul CHARLOT  
Tous les jours de 10 h à 17 h 30  
du 3 mars au 1<sup>er</sup> avril 1984

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ARTS  
**FRANCE : UNE NOUVELLE GÉNÉRATION**  
ALBEROLA - BLAIS - COMBAS  
GAUTHIER - GIORDA - ROUSSE  
19 janvier - 15 mars 1984  
Salle Saint-Jean - Hôtel de Ville de Paris

U.G.C. BARRITZ - MARIGNAN CONCORDE PATHÉ - PARAMOUNT OPÉRA - GRAND REX - LUMIÈRE - PUBLICIS SAINT-GERMAIN  
STUDIO ALPHA - U.G.C. DANTON - FORUMS HALLES - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARNASSIENS - PARAMOUNT ORLÉANS  
FAUVETTE - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MONTMARTRE - WEPLER PATHÉ - 3 SECRETAN  
3 MURAT - PARAMOUNT MAILLOT - CONVENTION SAINT-CHARLES, et dans les meilleures salles de la périphérie

GR PRODUCTION PRESENTE  
NICOLAS SILBERG • CAROLINE AGUILAR  
**MESPRINE**  
IN RÉALISATION  
ANDRÉ GENOVES



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée de musée (troisième étage) ; lundi et mardi, 17 h, galeries contemporaines.

**PIERRE BONNARD.** Jusqu'au 21 mai.

**CHRISTIAN BOLTANSKI.** Jusqu'au 26 mars.

26 mars. Vitrines-expositions, les lundis et jeudis, à 17 h.

**ARNULF RAINER.** Mort et sacrifice. Jusqu'au 26 mars.

**UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHES D'ARCHITECTURE, 1839-1939.** Jusqu'au 21 mai.

**PIERRE MERCIER.** Jusqu'au 18 mars.

**THÈME ILLUSTRÉ.** Philippe Dardès. Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 16 avril.

**ILES FLOTTANTES.** Un parcours à travers les œuvres de Boris Tassot. Atelier des enfants. De 14 h à 18 h. Jusqu'au 16 avril.

**CCI.**

**TEXTILE DU NORD : Culture et industrie - CULTURE TECHNIQUE EN NORD/PAS-DE-CALAIS.** Jusqu'au 23 avril.

**LES ENFANTS DE L'EMIGRATION.** Jusqu'au 23 avril.

**IFPI.**

**CARNAVALS ET FÊTES D'HIVER.** Jusqu'au 23 avril.

**THÉÂTRES D'AFRIQUE NOIRE.** Jusqu'au 21 mai.

**Musées**

**NOUVELLES ACQUISITIONS** de département des peintures 1960-1982. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (260-39-26). Sauf mardi de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 2 avril.

**SALON COMPARAISONS 1984.** Grand Palais, avenue Winston-Churchill (706-54-02). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 mars.

**SALON DE LA JEUNE PEINTURE.** Grand Palais, avenue Winston-Churchill (706-54-02). Tous les jours, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 4 mars.

**SALON DU DESSIN ET DE LA PEINTURE À L'EAU.** Grand Palais, avenue Winston-Churchill (706-54-02). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 mars.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Pages d'album. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (706-54-02). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**WILLIAM BOUGUEREAU, 1825-1905.** Petit Palais, avenue Winston-Churchill (245-12-73). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 6 mai.

**ANNETTE MESSAGER.** Les pilotes à chevaliers - JACQUES MONORY. L'été - SARRES. La fin des siècles, la fin des siècles - PIERRE WEISS - LA POÉSIE ET LES PETITES MAISONS D'ÉDITION. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (272-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 11 mars.

**LE JARDIN MUSICAL.** Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 avril.

**PRINCE EN TERRE D'ISLAM.** CHATEAUX ROMAINS. Jusqu'au 31 octobre.

**NOUVELLES ACQUISITIONS.** Jusqu'au 31 avril.

**CONTIGUITÉS - REGARDS SUR L'ART.** Du 2 mars au 29 avril. Palais de la Ville, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 9 F.

**LES FOUQUET.** Sculptures et gravures à Paris, 1860-1960. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-39-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures ; sam. et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 mars.

**L'EMPIRE DU BUREAU 1900-2000.** Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 mai.

**LES PETITS LIL.** L'art et les Musées. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 mars.

**L'IMAGE DE LA MER.** Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 21 mai.

**AFFICHES DE PRESSE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Serpente (555-91-50). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

**PASTELS DU MUSÉE CARNAVALET.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-15). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 9 F.

**SAINT-SÉBASTIEN.** Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 4, avenue du Mahatma Gandhi, boulevard de Bessing (747-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 9 F ; samedi : 7 F (gratuite le 12 mars). Jusqu'au 16 avril.

## CAMILLE CLAUDEL, 1864-1943.

Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 11 juin.

**TENDANCES A NEW-YORK.** Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-95-00). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 avril.

**PEINTRES GRAVEURS FRANÇAIS.** Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 mars.

**FAN TCHUN-PI.** Sculptures, tableaux et dessins des peintures. Musée Camille Claudel, 7, avenue Voltaire (563-50-75). Sauf lundi, de 10 heures à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 mars.

**TRÉMOIS À LA MONNAIE DE PARIS.** Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 avril.

**CÉSAR BROSSET.** Musée de la Poste, 34, boulevard de Valenciennes (320-15-30). Sauf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 10 mars.

**CORPS, PARURES ET COSTUMES.** Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h. Entrée : 9 F ; 4,50 F le dimanche. Jusqu'au 16 avril.

**INDISPENSABLES ACCESSOIRES.** Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie (720-55-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

**POUPÉE JOUET, POUPÉE REPIET.** Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

**L'ŒUF ET LA PLUME.** Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-46). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

**Centres culturels**

**ACQUISITIONS 1983.** Fonds régional d'art contemporain Rhône-Alpes. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Beryon (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 mars.

**CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930.** Dessins d'architecture. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

**RIK ROOS.** Dessins - ROBERT ROOS. Photographies. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 18 mars - LES FAÏENCES DE DELFT. Du 2 mars au 19 avril.

**JOSEF MEIL.** Institut autrichien, 30, bd des Invalides (705-27-10). Jusqu'au 30 mars.

**SCULPTURES DE BERLIN.** Goethe-Institut, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). De 10 h à 20 h ; saut samedi et dimanche. Jusqu'au 30 mars.

**CASPAR DAVID FRIEDRICH.** Le trait et la composition. Centre culturel du Mexique, 20, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mai.

**MALTAIS.** Dessins récents. Services culturels du Québec, 117, rue du Bac (223-50-60). Jusqu'au 6 avril.

**ENFANTS DU PASSÉ.** Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars.

**DES OUTILS ET DES HOMMES.** Collection Guy Thibault-Chêne. Ponty-Bibliothèque Forney, 1, rue du Fignier (278-14-60). Sauf dim. et lun., de 13 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 mars.

**FORNE DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE.** Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Amand (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

**ANDRÉ VLADIMIR HEIZ.** Fréquences et motifs. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 31 mars.

**FRANCE : une nouvelle génération.** Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 15 mars.

**DEUX SIÈCLES D'ARCHITECTURE SPORTIVE À PARIS.** Musée du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, 16, rue des Battoles. Sauf lundi, de 11 h à 30 h à 18 h. Jusqu'au 25 mars (visite-conférence, le vendredi à 15 h).

**TIDE HELLMER.** Collages. Galerie Delors, 24, rue La Boétie (563-46-55). Jusqu'au 23 mars.

**ART DU PEUPLE DU NICARAGUA.** Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars.

**A PIERRE ET MARIE.** Une exposition en travaux. 36, rue d'Ulm. Ven. sam. et dim., de 10 h à 18 h.

**JEUNE PHOTOGRAPHIE EN WALLONIE ET À BRUXELLES.** Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars.

## Galerie

**PIERRE BRUGNOT, LE JEUNE et les peintures de son époque.** Galerie de Joubert, 21, quai Voltaire (261-38-79). Jusqu'au 17 mars.

**REFLEXION RÉFLEXIE.** Livres d'artistes/Livres objets. NRA, 2, rue du Jour (508-19-38). Jusqu'au 15 avril.

**CINQ EXPRESSIONNISTES.** Aubert, Christoforo, Lindstrom, Pelayo, Rocher. Galerie J.C. Riédal, 12, rue Grégoire (633-25-73). Jusqu'au 17 mars.

**CAVALLO - MENETRIER - TRAQUAND.** Œuvres récentes. Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 10 mars.

**GARACHE-TAKIS.** Galerie Maugé-Leblond, 13, rue de Téhéran ; saut dimanche, 9 h à 13 h, 14 h à 18 h.

**ALAIN KIRIL, ART KURODA.** Galerie Adrien Maugé, 46, rue du Bac (223-12-39). Jusqu'au 15 avril.

**WAKAKO.** Peintures acryliques - JEAN-PAUL PHILIPPE. Sculptures en marbre. Galerie J. Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 31 mars.

**NICOLAS ALQUIN.** « Maisons en bois ». Galerie Erval, 16, rue de Seine (354-73-49). Jusqu'au 24 mars.

**BERROCAL.** Vingt ans de sculptures éditées. Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16). Jusqu'au 24 mars.

**PIERRE BERTINCOURT.** Galerie Beaumont, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Du 3 mars au 26 avril.

**CHRISTIAN BOLTANSKI.** Galerie Crouzet-Husson, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 7 mars.

**EDMOND BUFFET.** Galerie M. Gauthier, 6, avenue Matignon (225-61-65).

**EUGÈNE CARRIER.** 1849-1906. Galerie P. Trigano, 4 bis, rue de Valenciennes (634-15-01). Jusqu'au 31 mars.

**GISSÈLE CELAN-LESTRANGE.** Pastels. Galerie La Hune, 4, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 22 mars.

**LOIS FREDERICK.** Peintures et gouaches. Galerie Sintes de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (633-76-58). Jusqu'au 17 mars.

**KOPPI FURUDOL.** Galerie d'art International, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 25 mars.

**ANNIE GRAMAIN.** Dessins. Galerie Baudouin-Leblond, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 24 mars.

**MICHAEL KENNY.** Sculptures et dessins. Site-art présent, 10, rue Coquillière (508-58-56). Jusqu'au 14 avril.

**ALAIN ELLERMAN.** Le Paris Saint-Martin, 84, rue Saint-Martin (271-93-03). Jusqu'au 30 mars.

**LADARIS.** Galerie R. 7, rue de Valenciennes (236-45-74). Jusqu'au 17 mars.

**MAGRITTE.** Galerie Ilay Brachot, 35, rue Godefroid (354-22-40). Jusqu'au 20 avril.

**LUIS MARSAN.** Peintures et dessins. Galerie Claude-Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 14 avril.

**HASSAN MASSOUDY.** Calligraphie arabe moderne. Galerie G. 9, rue des Grands-Augustins (633-09-20). Jusqu'au 31 mars.

**PELIZZARI.** Peintures. Galerie L. François, 15, rue de Seine (326-94-32). Jusqu'au 7 mars.

**PENA.** Peintures et dessins. Galerie Etienne de Caumont, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 17 mars.

**PELIZZARI.** Peintures. Galerie L. François, 15, rue de Seine (326-94-32). Du 16 février au 7 mars.

**GERHARD RICHTER.** Lithos et Michel Durand-Delmas, 3, rue des Minimes (277-63-40). Jusqu'au 31 mars.

**IRMGARD WEG.** Viesse aux couleurs. Galerie Darchen-Spiller, 6, rue Jacques-Caliot (354-78-41). Jusqu'au 7 avril.

**CHARLES SIEMER.** Sculptures. Galerie C. C. Corra, 14, rue Grégoire (354-57-47). A partir du 1<sup>er</sup> mars.

**SOCQUET.** Galerie J. Masou, 12, rue La Boétie (265-93-65). Jusqu'au 20 mars.

**TYSZBLAT.** Galerie C. Cheneau, 30, rue de Liège (563-36-06). Jusqu'au 31 mars.

**VAN ROVE.** Galerie A. Blondel, 4, rue Aubry-Bouche (278-66-07). Jusqu'au 14 avril.

**ISABELLE WALDNER.** Sculptures 1943-1983. Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16). Jusqu'au 20 avril.

**En région parisienne**

**BOULOGNE-BILLANCOURT.** Le monde merveilleux des magiciens. Centre culturel, 22, rue de la Bellepaille (804-82-92). Jusqu'au 25 mars.

**BRETIGNY.** Erre. Centre Gérard-Philippe, rue Henri-Dunant (084-36-63). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 avril.

**CRETEL A. W.** François Laves et ses amis. Maison des arts, place Salvador-Allende (899-94-50). Jusqu'au 31 mars.

**LA DÉFENSE.** Vingt sculpteurs et leurs fondateurs. Galerie de l'Esplanade (796-25-49). De 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 mars. Folies vingt ans d'affiches. Espace de la comète. Tour Flax (725-06-07). Du 2 mars au 10 avril.

**LEVALLOIS-PERRET.** Jacques Faimant. Dessins. Hôtel de Ville, salle des fêtes (731-11-55). De 14 h à 18 h. Du 3 au 18 mars.

**NEUILLY-SUR-SEINE.** Longelle, peintures. M.J.C., place Parmentier (624-03-83). Jusqu'au 17 mars.

**VILLEPARIS.** Gérard Pascal. CAC Jacques Prévert, place de Pistratana (427-94-09). Mer., sam. et dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 avril.

**En province**

**ARRAS.** Hans Hartung, œuvres 1971-1983. Cercle Noroit, 6, rue des Capucins (21-30-12). Jusqu'au 9 avril.

**AUXERRE.** Max-Pol Fouchet. Les appels. Centre culturel de l'Yonne, abbaye Saint-Germain (46-68-89). Jusqu'au 22 avril.

**BAYONNE.** Hommage à Pierre Loti. Musée Bonnat, 5, rue Jacques Laffitte (59-08-52). Jusqu'au 22 avril.

**BEAUVAIS.** Casco, œuvres sur papier. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 30 mars.

**ÉLIS.** Vues d'été. Huit semaines d'exposition : huit artistes, 9, rue Robert-Houdin. Jusqu'au 31 mars (R. Boiron jusqu'au 8 mars).

## BOULOGNE-SUB-MER. Trésors des

musées du nord de la France. Musée des beaux-arts, 34, Grande-Rue (80-51-55). Jusqu'au 8 avril.

**CAEN.** Le Périgot : exercices sur l'espace. Musée des beaux-arts, rue des Fossés-du-Château (85-28-03). Jusqu'au 18 mars - Michel d'Essoville. Jusqu'au 11 mars.

**CHAGNY.** Gilberto Zorio. Sculptures (1<sup>re</sup> partie). Au fond de la cour à droite, 6, rue de Beaune (87-27-82).

**CLAMART.** Jean Rosland, pastels et sculptures. Galerie de l'ancienne poste, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 15 avril.

**DOLE.** Peintures et sculptures, 1879-1914. Musée des beaux-arts, 85, rue des Arènes (72-27-72). Jusqu'au 25 mars.

**DUNKERQUE.** Arman. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-21-65). Jusqu'au 6 mars - Edgar Chahine. Gravures. Collections du musée Carliavet. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 15 avril.

**LA ROCHELLE.** Autour du tour : photographes de D. Nourmand et R. Capa. Maison municipale des jeunes, 10 bis, rue Amiel (41-45-32). Jusqu'au 31 mars.

**LA ROCHE-SUR-YON.** Auguste Nicot - Patrick Tonnard. Musée municipal, rue Jean-Jaurès (05-54-23). Jusqu'au 15 avril.

**LE HAVRE.** Mammouth, sculptures. Le Havre et sa reconstruction. Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard J.-F. Kennedy (42-33-97). Jusqu'au 12 mars.

**LE MANS.** Théodore Stravinsky, pastels. Galerie des Ramparts, 105, Grande Rue (24-65-40). Jusqu'au 24 mars.

**LOUVIERS.** Les charités de l'Éternel. Musée, place Ernest-Thorel (40-22-86). Jusqu'au 31 mars.

**LYON.** Contraste filmation : Avello, Cécile Colonna, Susan Trueta. Elac. Centre d'échanges de Perrache (842-27-39). Jusqu'au 23 avril - 150 affiches françaises de cinéma muet. Institut Lumière, 25, rue du Premier-film (800-86-68). Jusqu'au 8 mai.

**MARSEILLE.** Trois peintures... Un sculpteur : Antonin, Sorg, Trinquand, Miller. Arca, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 10 mars - Erwin Blumenfeld. Musée Grégoire Lefebvre, 140, boulevard de Longchamp (62-21-82).

**METZ.** Le vitrail en Lorraine, de XII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Musée d'art et d'histoire, 2, rue du Haut-Poirier (775-10-18). Jusqu'au 25 mars.

**MORLAIX.** Le gravure ouverte. Musée des Jacobins, rue des Vignes (88-68-88). Jusqu'au 30 mars.

**NICE.** Carnaval est : Carnaval du monde à travers les âges. ENAC, 34, avenue Jean-Médéric (62-18-85). Jusqu'au 29 avril - 150 affiches françaises de cinéma muet. Institut Lumière, 25, rue du Premier-film (800-86-68). Jusqu'au 8 mai.

**NICE.** Carnaval est : Carnaval du monde à travers les âges. ENAC, 34, avenue Jean-Médéric (62-18-85). Jusqu'au 29 avril - 150 affiches françaises de cinéma muet. Institut Lumière, 25, rue du Premier-film (800-86-68). Jusqu'au 8 mai.

**NICE.** Carnaval est : Carnaval du monde à travers les âges. ENAC, 34, avenue Jean-Médéric (62-18-85). Jusqu'au 29 avril - 150 affiches françaises de cinéma muet. Institut Lumière, 25, rue du Premier-film (800-86-68). Jusqu'au 8 mai.

**NICE.** Carnaval est : Carnaval du monde à travers les âges. ENAC, 34, avenue Jean-Médéric (62-18-85). Jusqu'au 29 avril - 150 affiches françaises de cinéma muet. Institut Lumière, 25, rue du Premier-film (800-86-68). Jusqu'au 8 mai.

**NICE.** Carnaval est : Carnaval du monde à travers les âges. ENAC, 34, avenue Jean-Médéric (62-18-85). Jusqu'au 29 avril - 150 affiches françaises de cinéma muet. Institut Lumière, 25, rue du Premier-film (800-86-68). Jusqu'au 8 mai.

**NICE.** Carnaval est : Carnaval du monde à travers les âges. ENAC, 34, avenue Jean-Médéric (62-18-85). Jusqu'au 29 avril - 150 affiches françaises de cinéma muet. Institut Lumière, 25, rue du Premier-film (800-86-68). Jusqu'au 8 mai.

**NICE.** Carnaval est : Carnaval du monde à travers les âges. ENAC, 34, avenue Jean-Médéric (62-18-85). Jusqu'au 29 avril - 150 affiches françaises de cinéma muet. Institut Lumière, 25, rue du Premier-film (800-86-68). Jusqu'au 8 mai.

**NICE.** Carnaval est : Carnaval du monde à travers les âges. ENAC, 34, avenue Jean-Médéric (62-18







MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 29

Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris. Dir. : D. Barenboim (Beethoven, Bruckner).  
Gaveaux, 20 h 30 : P. Zakharman, M. Nefzouy (Schubert).  
Institut Beethoven, 19 h 30 : A. Szegedi (Beethoven, Brahms, Bartok).  
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : Orchestre de musique de chambre. Dir. : M. Trochon (Händel, Mozart, C. Ph. E. Bach, Britten).

JEUDI 30

Gaveaux, 20 h 30 : voir le 22.  
Radio-France (gél. aud.), 20 h 30 : Quatuor Kodaly (Albrechtsberger, Durán, Dohnányi).  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre national de France. Dir. : L. Maazel. Sol. : Alexis Weissenberg (Dukas, Prokofiev, Rachmaninov).  
Sorbbonne (gél. aud.), 20 h 30 : Orchestre et chœurs Paris-Sorbonne. Dir. : J. Grimbart (Haydn : la Création).  
Lacourtière, 22 h : Trio B.B.  
Eglise Saint-Germain-des-Près, 20 h 30 : O. Balleux (de Grigny, Bach).  
Cartes, 20 h 30 : R. Alston (Schumann, Liszt, Chopin).  
Centre Pompidou, 18 h 30 : Solistes de l'Ensemble Intercontemporain (Esaaki, Schoenberg, Debussy).  
American Center, 21 h : Rédoublé aux soprano (opéra).  
Paris Art Center, 19 h 30 : A. Ouzounoff, basson (Duo, Kagel, Messiaen).

VENDREDI 31

Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris. Dir. : D. Barenboim. Chœur de l'Orchestre (Wagner, Brahms).  
Gaveaux, 20 h 30 : Ensemble M. Piquemal (Brahms, Schumann).  
Salle Pleyel, F. Kellian (Haydn, Beethoven, Brahms).  
Sorbbonne (gél. aud.), 12 h 30 : D. Artur, J.-M. Bouche (Beethoven, Mozart, Grieg).  
Centre Beethoven, 20 h 30 : N. Berthelme, A. Rossini (Beethoven, Franck, Liszt).  
Temple de l'Écluse, 20 h 45 : F. Malgouy, H. Reyna, C. Michèle, J. Mikowski, M. Cook (Vivaldi, de Bontempier, Telemann).  
Lacourtière, 21 h : voir le 1<sup>er</sup>.  
American Center, 21 h : voir le 1<sup>er</sup>.

SAMEDI 3

Gaveaux, 17 h : Quatuor Orlando (Mozart, Bartok, Schubert) ; 20 h 30 : Erichson (Bach, Schumann, Chopin).  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre national de France. Dir. : L. Maazel. Sol. : A. Weissenberg (Rachmaninov, Stravinsky).  
Hôtel de la Musique, 18 h : M. Elger, C. Dubus (Mozart, Rachmaninov, Merlet, Dutilleul).  
Eglise Saint-Georges, 18 h : J. Milon, D. Tisserand (Purcell, Händel, Tippett).  
Lacourtière, 21 h : voir le 1<sup>er</sup>.  
American Center, 20 h 30 : voir le 1<sup>er</sup>.

Dimanche 4

Eglise des Bénédictins, 17 h : P.-L. Graff, Ph. Périsier, Ph. Bide, J. Dupuy, E. Pédard (Mozart).  
Pleyel, 17 h 45 : Orchestre Lamoureux. Dir. : H. Soudant (Weber, Chopin, Schumann).  
Gaveaux, 20 h 30 : V. Yankoff (Beethoven, Schumann, Brahms).  
Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, 11 h : M. Kaplan, V. Balzani (Bach, Beethoven, Chabrier).  
Théâtre des Champs-Élysées, 17 h 45 : Orchestre Lamoureux. Dir. : J.-S. Bureau (Mozart, Beethoven, Debussy, Strauss).  
Eglise Saint-Jean, 18 h 30 : D. Comma-Cohen (W.F. Bach).  
Eglise luthérienne Saint-Pierre, 16 h : Ensemble vocal F. Herr et G. Harle (Janquin, Debussy, Ravel, Hindemith).  
Théâtre La Bruyère, 11 h : Ensemble instrumental La Bruyère (Mozart).  
Eglise de la Trinité, 21 h : Orchestre et chœur franco-allemand. Dir. : C. Kühnwald (Schubert, Mendelssohn).

LUNDI 5

Rondel, 15 h et 20 h 30 : Trio Florent Schmitt (Haydn, Mozart, Schubert).  
Pleyel, 20 h 30 : Orchestre des Concerts Colonne. Dir. : K. Radl. Chœur de l'Orchestre (Haydn).  
Radio-France (gél. aud.), 18 h 30 et 20 h 30 : Cycle acoustique : Ins/GRM ; 18 h 30 : Œuvres de Blonqvist, Reibel ; 20 h 30 : Œuvres de Clavier, Lejeune.  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : la Grande Écurie et la Chambre du Roy. Dir. : J.-C. Malgouy. Chœur régional Nord-Pas-de-Calais (Händel : le Messie).  
Gaveaux, 20 h 30 : T. Santos (Sor, Tarrega, Bach).

MARDI 6

Gaveaux, 20 h 30 : 10<sup>0</sup> anniversaire de la mort de D. Milhaud : Solistes de l'Ensemble orchestral de Paris (Milhaud, Liszt, Beethoven, Schumann).  
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble vocal C. Lévy. Orchestre français d'Oratorio. Dir. : D. Bontempier (Caplet, Poulenc).  
Sorbbonne, 20 h 30 : voir le 1<sup>er</sup>.

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), Grand Amphithéâtre, le 1<sup>er</sup>, à 20 h 30 : G. Pacyński.  
BAINS-DOUCHES (887-34-40), le 29 à 20 h 30 : Whodini ; 29 h : Paris City Breakers.  
BERRY (341-73-04), le 29 à 20 : Scorpions.  
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Gérard Badini.  
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) (D. L.), 22 h 30, 29, 1<sup>er</sup>, 2, 3 : Jo Tongo ; le 6 : P. Blain.  
CITEA (357-99-26), 20 h, le 1<sup>er</sup> : Black Ship ; le 2 : Parachute ; le 6 : Lucy, Ser Cuz.  
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, le 1<sup>er</sup>, 2 : El Todor ; le 3, 4 : Power ; le 5 : José comme José.  
ELDOBARO (208-18-76), 20 h, le 3 : X.

ESPACE BALARD, le 1<sup>er</sup> à 20 h : The Clash.  
FORUM (297-53-47), 21 h, les 29, 1<sup>er</sup> : Opposition ; les 2, 3 : Taj Mahal.  
MANU MUSICALE (238-05-71), le 3 à 20 h 30 : Fiction Trio.

MEMPHIS MELODY (328-60-73), mer., 23 h : J. Kahn, L. White, Sonya ; jeu., 23 h : M. Anconina ; ven., 22 h : Y. Chelala ; 24 h : Worley ; sam., 22 h : Y. Chelala ; 24 h : A. Larsson ; dim., 23 h : A. Larsson ; lundi, 23 h : L. Rulka.

MUTUALITÉ (200-61-43), le 2 à 21 h : Super Blues Festival.  
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, les 2, 4 : Art Blakey ; le 3 : J. Jarman, D. Moye ; le 5 : J.-P. Debarbat, G. Boek.

PHIL ONE (776-44-26), « Journées de la femme africaine », le 2 à 21 h 30 : M'Bissine + soirée danseuse ; le 3 : Journée non-stop (film, concert, ballet).

PEITIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : mer. : J. Privat, P. Saussais ; jeu. : J. Newman Quartet ; ven. : Watergate Seven + One ; sam. : Metropolitan Jazz ; lun. : Alligator Jazz Band ; dim. : Kinky Clark.

PEITIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : F. Bourée, Ph. Fauré, Ph. Lacarrière, E. Dervies.  
SAVOY (277-86-88), 21 h, les 29, 1<sup>er</sup>, 2, 3 : R. Raux ; les 5, 6 : E. Barre, A. Hervé, M. Benin.

SLOW CLUB (233-84-30) (D. L.), 21 h 30 : Maxin Sassy Jazz Music ; à partir du 6 : Jodi Lacroix.

SUNSET (261-66-60) (D. L.), 23 h : J.-M. Kadjan (dura. le 3) ; à partir du 6 : Fr. Lokwood, A. Hatos, G. Gériat, T. Rabeson.

TEP (264-80-80), le 5 à 20 h 30 : J.-L. Chantemps, J. Top, R. Peral, A. Cascardi.

VEILLE HERBE (321-33-01), le 1<sup>er</sup> à 20 h 30 : Beau temps sur la province.

Opérettes

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), Mer. 14 h 30, ven. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : l'Amour à Tahiti.

Le music-hall

BORINO (322-74-84) (D. L.), 20 h 45, dim. 16 h : P. Perrot.  
BOUFFES DU NORD (239-34-30) (D. L.), 20 h 30, dim. 15 h : R. Raux.  
CASINO DE PARIS (874-26-22) (D. L.), 20 h 30, dim. 16 h : Charles Duvall.  
CENTRE MANDAPA (589-01-60), le 29 à 20 h 30 : J. El Toro, A. Serrin ; le 3 : D. Shoular ; le 6 : Karachava.  
CENTRE CULTUREL WALLONIE-BRUXELLES (271-26-16), 20 h 30, les 29, 1<sup>er</sup> : S. Franck, A. Delachambre ; les 2, 3 : P. Anderson, P. Charpentier.  
CITÉ UNIVERSITAIRE (589-38-69), le 3 à 20 h 30 : Ayawara.  
ESPACE CARMEN (246-17-81) (D. L.), 20 h 30, dim. 16 h : J. Villard.  
ESPACE BALARD (233-34-32), le 3 à 21 h, le 4 à 15 h : 1<sup>er</sup> Festival Indo et chansons portugaises.  
FNAC MONTMARTRE (544-39-12), les 29, 1<sup>er</sup>, 2 à 17 h 15 : Accordéon-encore.

USA LANGUAGE

Attrapez l'accent américain  
Stages d'Anglais-américain, tous niveaux, matin, midi ou soir  
Cours sur les médias américains.  
Littérature américaine.  
Cours pour enfants.  
Inscriptions dès maintenant.  
Professeurs américains.  
Rencontres - "Open House".  
Ambiance américaine.  
COUNCIL  
Centre Franco-Américain  
1, PLACE de l'Odéon  
75006 Paris Tél : 01 63 34 15 10

Aux USA,  
nominé aux Oscars,  
"Entre Nous"  
fait courir tout New York.  
En France,  
4 fois nominé aux Césars,  
"Coup de Foudre"  
a réalisé 1620 000 entrées.

MIOU-MIOU  
ISABELLE HUPPERT GUY MARCHAND  
"COUP DE FOUDRE"  
LA FILLE  
DIANE HURYS



CHAILOT 727815  
THEATRE NATIONAL  
faut-il choisir?  
faut-il rêver?  
BRUNO BAYEN 1 mars-7 avril

JEREMY IRONS

ORNELLA MUTI



ALAIN DELON  
dans le rôle de Baron de Charlus

UN AMOUR DE SWANN

D'APRÈS L'ŒUVRE DE  
MARCEL PROUST

UN FILM DE  
VOLKER SCHLÖNDORFF



Un amour de Swann, de Schlöndorff est une réussite incontestable. L'audace a été d'insister sur la passion. L'intensité physique de la mise en scène s'impose.

Les acteurs sont tous inspirés. Ornella Muti est désarmante, fausse, butée, pulpeuse, palpitante. Jeremy Irons merveilleusement titubant. Alain Delon subtil et violent. Marie-Christine Barrault en Verdurin d'aujourd'hui, parfaitement lisse et perverse. Le bref numéro de Topor en Biche est d'une justesse absolue. Les Guermantes en apparition de contes de fées, échappant au sexe et à la mort, sont très biens saisis de l'intérieur.

Ce film est un événement parce qu'il brise un tabou formidable. On peut déjà imaginer toutes les conversations Verdurin contre lui : Mais, mon cher, vous savez bien qu'on ne peut pas filmer Proust ! Eh bien, si, justement.

Proust est un auteur impitoyable, pas du tout cette image pieuse et ineffable que des générations d'universitaires idéalisants ont essayé de nous imposer. Oui, il allait au bordel. Oui, il passait ses nuits à errer dans Paris. Oui, il connaissait comme personne les dessous de la prostitution et des convenances.

La cruauté de Proust, sa lucidité en ressortent grandies. On va continuer à le lire. Le film servira à montrer que son récit se passe à chaque instant, partout, aujourd'hui encore.

Philippe SOLLERS





# CINEMA

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

## La Cinéma-thèque

**CHAILLOT (704-24-24)**  
**MERCREDI 29 FEVRIER**  
 15 h, Une fois dans la vie, de M. de Van-  
 derweert; 19 h, L'Homme qui en avait trop,  
 de Y. Ozu; 21 h, Sissy dit-am, de R. Buz-  
 zati.

**JEUDI 1<sup>er</sup> MARS**  
 15 h, Huit... police! de J. Severac;  
 19 h, Cinéma japonais: le Port en fleurs, de  
 Y. Ozu; 21 h, Sissy dit-am, de R. Buz-  
 zati.

**VENDREDI 2 MARS**  
 15 h, La colère des dieux, de K. Lamac;  
 19 h, Cinéma japonais: le Port en fleurs, de  
 Y. Ozu; 21 h, Sissy dit-am, de R. Buz-  
 zati.

**SAMEDI 3 MARS**  
 15 h, La mort du cygne, de J. Benoit-  
 Lévy et M. Epstein; 19 h, Cinéma japonais:  
 le Port en fleurs, de Y. Ozu; 21 h, Sissy  
 dit-am, de R. Buz-zati.

**DIMANCHE 4 MARS**  
 15 h, Le crime de lord Arthur Saville, de  
 R. Hervil; 19 h, Cinéma japonais: le Port  
 en fleurs, de Y. Ozu; 21 h, Sissy dit-am,  
 de R. Buz-zati.

**LUNDI 5 MARS**  
 Films réalisés par les étudiants de  
 l'IDHEC; 18 h, Le bleu du ciel « Une  
 supercherie », de M. Lagarde; l'ombre  
 blanche, de T. Brist; Les 4 coins, de  
 S. Brunet; Gipsy, de T. Trotter;  
 Contrepoint, de C. Otero; Victoria, de  
 A. Sarmiento.

**MARDI 6 MARS**  
 15 h, Un sourire dans la tempête, de  
 R. Chama; 19 h, Cinéma japonais: Rien à  
 regretter de ma jeunesse, de A. Kawarawa;  
 21 h 30, le Crâne de Cocoon, de P. Méry.

**MERCREDI 29 FEVRIER**  
 15 h, The narrow trail, de L. Hillier;  
 17 h, Cinéma de la RDA: le Vieux Nou-  
 veau monde, de A. Thordis; 19 h, le Der-  
 nier cri, de R. Van Ackeren.

**JEUDI 1<sup>er</sup> MARS**  
 15 h, Son dernier exploit, de L. Hillier;  
 17 h, Cinéma de la RDA: le Vieux Nou-  
 veau monde, de A. Thordis; 19 h, le Der-  
 nier cri, de R. Van Ackeren.

**VENDREDI 2 MARS**  
 15 h, Arènes sanglantes, de F. Niblo;  
 17 h, Cinéma de la RDA: le Vieux Nou-  
 veau monde, de A. Thordis; 19 h, le Der-  
 nier cri, de R. Van Ackeren.

**SAMEDI 3 MARS**  
 15 h, Marie nouvelle, de R. Van Stro-  
 bein; 17 h, Cinéma de la RDA: le Vieux  
 Nouveau monde, de A. Thordis; 19 h 15,  
 le Paré du cœur, de R. Van Ackeren;  
 21 h 15, le Colère du juif, de M. Mann.

**DIMANCHE 4 MARS**  
 15 h, Folies de femmes, de R. Van Stro-  
 bein; 17 h, Cinéma de la RDA: le Vieux  
 Nouveau monde, de A. Thordis; 19 h, le  
 Paré du cœur, de R. Van Ackeren; 21 h,  
 dans la gaine du loup, de R. Perriat.

**LUNDI 5 MARS**  
 15 h, Don X fils de Zorro, de D. Crisp;  
 17 h, Cinéma de la RDA: le Vieux Nou-  
 veau monde, de A. Thordis; 19 h, le  
 Paré du cœur, de R. Van Ackeren; 21 h,  
 dans la gaine du loup, de R. Perriat.

**MARDI 6 MARS**  
 15 h, Don X fils de Zorro, de D. Crisp;  
 17 h, Cinéma de la RDA: le Vieux Nou-  
 veau monde, de A. Thordis; 19 h, le  
 Paré du cœur, de R. Van Ackeren; 21 h,  
 dans la gaine du loup, de R. Perriat.

**Les exclusivités**  
**ALSIKO Y EL CONDO (Némeget,**  
 v.o.): Denfert 14 (321-41-01).

**A NOUVEAU L'AMANT (Fr.): Forum 14**  
 (297-53-74); Rex 2 (236-83-93); Im-  
 perial 2 (742-72-52); UGC Opéra 2  
 (261-50-32); Quinette 5 (633-79-38);  
 UGC Danton 6 (329-42-62); Brantôme  
 9 (329-15-71); George V 9 (562-  
 41-46); Marignan 9 (339-92-82); Na-  
 tion 12 (343-04-67); Favette 13 (331-  
 60-74); Montparnasse Pathé 14 (320-  
 12-06); Métro 14 (339-52-43);  
 UGC Convention 15 (328-20-64);  
 Images 18 (322-47-84); Secrétan 19  
 (241-77-99).

**LES ANGES DU MAL (A., v.o.): (\*\*) :**  
 Arcades 2 (233-54-58).

**A NOS AMOURS (Fr.): Contrepoint 5**  
 (325-78-37); Olympia Belac 8 (561-  
 10-60); Parisienne 14 (329-83-11).

**L'ASCENSEUR (Holl., v.o.): (\*\*) :** Forum  
 Orient 12 (233-42-36); Rotonde 6  
 (633-08-22); Paramount Odéon 6 (325-  
 59-82); George V 9 (562-41-46); Pa-  
 ramount City 9 (562-43-76); Ermitage 9  
 (339-15-71) - V.I.: Rex 2 (236-  
 83-93); Paramount Opéra 9 (742-  
 56-31); UGC Gare de Lyon 12 (343-  
 01-59); UGC Gobelin 13 (336-  
 25-44); Paramount Odéon 14 (329-  
 18-03); Paramount Montparnasse 14  
 (329-90-10); UGC Opéra 14 (340-45-01);  
 Convention Saint-Charles 15 (379-  
 53-00); Métro 14 (339-52-43);  
 Montparnasse Pathé 14 (320-12-06);  
 UGC Convention 19 (328-20-64);  
 Images 18 (322-47-84); Secrétan 19  
 (241-77-99).

**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE**  
**PERDUE (A., v.o.): Capit 2 (308-  
 11-49).**

**LE BAL (Fr.-It.): Forum Orient Express**  
 14 (233-42-26); Vaudeville 2 (742-  
 97-52); Studio de la Harpe 3 (634-  
 25-52); Ambassade 9 (339-19-08);  
 Parisienne 14 (329-83-11).

**LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap.,**  
 v.o.): Quinette 5 (633-79-38).

**LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Danfort**  
 (H. sp.), 14 (321-41-01).

**LE BON FLAÏR (Fr.): UGC Odéon 6**  
 (329-18-03); UGC Biarritz 6 (723-  
 69-23); France 9 (770-33-48);  
 Athènes 12 (343-00-63); Montparnasse  
 Pathé 14 (320-12-06); 14 Juillet Beau-  
 grenelle 15 (375-79-79).

**BRANTÔME (A., v.o.): George V 9**  
 (562-41-46); V.I.: Paramount Opéra 9  
 (742-56-31).

**CANICULE (Fr.): (\*\*) :** Café Roche-  
 chouart 9 (878-01-77).

**CARMEN (Rep., v.o.): Cinécha 6**  
 (633-10-82).

**LES CAVALIERS DE L'ORAGE**  
 (Franco-Yugoslav): Rex 2 (236-  
 83-93); Berlioz 2 (742-60-33); UGC  
 Opéra 2 (261-50-32); Ciné Beaubourg  
 3 (271-52-56); Cluny Palace 9 (354-  
 07-16); UGC Montparnasse 9 (544-  
 14-27); Ambassade 9 (339-19-08);  
 UGC Biarritz 9 (723-69-23); UGC Go-  
 belin 13 (336-25-44); Gaumont Sud,  
 14 (327-84-50); Kinepanorama 15  
 (306-50-50); Pathé Clichy 18 (522-  
 46-01); Gambetta 20 (636-10-96).

**LES COMPÈRES (Fr.): Paramount**  
 Montparnasse 14 (329-90-10); George  
 V 9 (562-41-46); France 9 (770-  
 33-48).

**CONCILE D'AMOUR (A.L. v.o.): (\*\*) :**  
 Métro 14 (339-52-43).

**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA**  
**TEXTE (Holl.-A., v.o.): Impérial Pathé**  
 2 (742-72-52).

**DIVA (Fr.): Rivoli Beaubourg 4**  
 (272-63-32); Cinécha 6 (633-10-82).

**DON CAMILLO (It., v.o.): Rex 2**  
 (236-83-93); Normandie 8 (339-41-31);  
 UGC Boulevard 9 (246-66-44); UGC  
 Gare de Lyon 12 (343-01-59); Pa-  
 ramount Galérie 13 (380-18-03); Mi-  
 ramar 14 (320-89-52); Métro 14 (339-  
 52-43); Pathé Clichy 18 (522-46-01);  
 Tour Eiffel 20 (364-51-98).

**L'EDUCATION DE RITA (Angl., v.o.):**  
 Ciné Beaubourg 3 (271-52-56); Epi-  
 de de Bois 9 (337-47-47); UGC Cham-  
 pigny 9 (339-12-15); 14  
 Juillet Beaugrenelle 15 (375-79-79).

**EMMANUELLE 4 (\*\*) :** Forum 14  
 (297-53-74); Richelieu 2 (236-83-93);  
 Cluny Palace 9 (354-07-16); Ma-  
 rignan 9 (339-92-82); George V 9  
 (562-41-46); St-Lazare Pasquier 8  
 (387-35-43); France 9 (770-33-48);  
 Normandie 8 (339-41-31); UGC Gare  
 de Lyon 12 (343-01-59); Favette 13  
 (331-60-74); Métro 14 (339-52-43);  
 Montparnasse Pathé 14 (320-12-06);  
 UGC Convention 19 (328-20-64);  
 Images 18 (322-47-84); Secrétan 19  
 (241-77-99).

**ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.):** Qui-  
 tota 3 (633-79-38).

**L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.): Elysée Li-**  
 colas 9 (339-36-16).

**ET VOUE LE NAVIRE (It., v.o.):**  
 UGC Opéra 2 (261-50-32); Ciné Beau-  
 bourg 3 (271-52-56); Studio de la  
 Harpe 3 (634-25-52); Pagode 7 (705-  
 12-15); Elysée Lincoln 9 (339-36-16).

**FLASHDANCE (A., v.o.): Maribou 9**  
 (258-11-45).

**FRÈRES DE SANG (A., v.o.): (\*\*) :** Art  
 Beaubourg 4 (278-34-13) (H. sp.).

**LE GARDE DU CORPS (Fr.): Rex 2**  
 (236-83-93); UGC Opéra 2 (261-  
 50-32); UGC Odéon 6 (325-59-82);  
 Normandie 8 (339-41-31); Publicis  
 Montparnasse 14 (329-90-10); UGC  
 Gare de Lyon 12 (343-01-59); UGC  
 Gobelin 13 (336-25-44); UGC Con-  
 vention 19 (328-20-64).

(828-20-64); Murat 16 (651-99-75);  
 Images 18 (322-47-84).

**GWENDOLINE (Fr.): Paramount Mar-**  
 tinez 2 (296-80-40); Paramount  
 Odéon 6 (325-59-82); Publicis  
 Champe-Élysées 8 (720-16-23); Pa-  
 ramount City 9 (562-43-76); Parisienne  
 14 (329-83-11); 14 Juillet Beau-  
 grenelle 15 (375-79-79) - V.I.: Ri-  
 chelieu 2 (236-83-93); Maxéville 9  
 (770-33-48); Paramount Bastille 12  
 (343-79-17); Paramount Montparnasse  
 14 (329-90-10).

**JACQUES MESSINE (Fr.): (\*\*) :** Holly-  
 wood Boulevard 9 (770-10-41).

**JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.): Er-**  
 mitage 9 (339-19-08).

**LE JOLI CŒUR (Fr.): Berlioz 2**  
 (742-60-33); Richelieu 2 (236-83-93);  
 Ambassade 9 (339-19-08); Métro 14  
 (339-52-43); Montparnasse 14 (329-  
 90-10).

**LE JOUR D'APRÈS (A. v.o.): Gaumont**  
 Ambassade 8 (339-19-08) (v.o.); Bre-  
 tagne 6 (222-57-97).

**KRILL (A., v.o.): George-V 9**  
 (562-41-46) - V.I.: Maxéville 9 (770-  
 33-48); Luxembourg 9 (246-40-07); Bi-  
 ssonville Montparnasse 15 (544-25-02).

**LOUISIANE (Fr.): Paramount Mercury**  
 8 (562-75-00); Paramount Montpar-  
 nasse 14 (329-90-10); Convention  
 Saint-Charles 15 (379-53-00); Pa-  
 ramount Marliou 15 (548-24-24).

**LE LÉZARD NOIR (Jap., v.o.): Movies**  
 14 (260-43-99); Olympia Luxembourg  
 9 (633-97-77).

**LE MARGINAL (Fr.): Gaumont Con-  
 vention 19 (328-20-64).**

**MEGAVIKENS (A., v.o.): (\*\*) :** Art  
 Beaubourg 4 (278-34-13).

**MIN VATER (A.L. v.o.): Saint-**  
 André-des-Arts 6 (328-80-25).

**LE MONDE SELON GARY (A., v.o.):**  
 Locomotive 6 (544-57-34).

**LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.), Mar-**  
 bœuf 12 (225-18-45).

**NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.o.):**  
 Olympia 14 (543-36-38).

**LES PARENTS NE SONT PAS SIM-**  
**PLÉS CETTE ANNÉE (Fr.): Le Paris**  
 15 (339-53-99); Gaumont Con-  
 vention 19 (328-20-64).

**PHENOM CARMEN (Fr.): Forum**  
 Orient Express 14 (233-42-26); Saint-  
 André-des-Arts 6 (328-80-25); Pa-  
 ramount Odéon 6 (325-59-82); Monte-  
 Carlo 8 (225-09-83).

**LA QUATRIÈME DIMENSION (A.,**  
 v.o.): Olympia Belac 8 (561-10-60) -  
 V.I.: Rex 2 (236-83-93); UGC  
 Opéra 2 (261-50-32); 14  
 Juillet Beaubourg 3 (271-52-56).

**LE RETOUR DE L'ÉTALON NOIR**  
 (A., v.o.): Maxéville 9 (770-33-48);  
 Parisienne 14 (329-83-11).

**LE RETOUR DU JEÛN (A., v.o.): Capit**  
 2 (308-11-49).

**LE ROI DES SINGES (Cl. v.o.): Maris**  
 4 (278-47-86).

**LE BOULEAU COMPRESSEUR ET LE**  
**TROLOU (Holl., v.o.): Cosmos 9**  
 (544-28-40).

**RUE BARBARE (Fr.): (\*\*) :** Paramount  
 City Triomphe 8 (562-45-76); Pa-  
 ramount Opéra 9 (742-56-31); Pa-  
 ramount Montparnasse 14 (329-90-10).

**RUE CASSE-NEIGES (Fr.): 14 Juillet**  
 Beaugrenelle 15 (375-79-79).

Parma 6 (326-58-00); 14 Juillet Bas-  
 tille 12 (337-90-81); Saint-Ambroise,  
 11 (700-89-16).

**RUSTY JAMES (A. v.o.): Forum 14**  
 (297-53-74); Studio des Ursulines 9  
 (354-39-19); Hantefeuille 6 (633-  
 79-38); Marignan 9 (339-92-82);  
 George-V 9 (562-41-46); Parisienne  
 14 (329-83-11); 14 Juillet Beau-  
 grenelle 15 (375-79-79) - V.I.: Ri-  
 chelieu 2 (236-83-93); Maxéville 9  
 (770-33-48); France 9 (770-33-48);  
 Nation 12 (343-04-67); Paramount  
 Pathé 14 (320-12-06); Gaumont Sud,  
 14 (327-84-50); Pathé Clichy 18 (522-  
 46-01).

**LE SECRÈTE DES SÉLÉNITES (Fr.):**  
 Saint-Ambroise 11 (700-89-16); Grand  
 Paris 15 (554-48-85).

**SOB (A., v.o.): UGC Opéra 2**  
 (261-50-32); Ciné Beaubourg 3 (271-  
 52-56); UGC Rotonde 6 (633-08-22);  
 UGC Odéon 6 (325-59-82); UGC  
 Biarritz 6 (723-69-23); UGC Boule-  
 vard 9 (246-66-44).

**LE SPECTRE DE LA DANSE (Fr.):**  
 Maris 4 (278-47-86).

**STAR 80 (A., v.o.): Gaumont Halls**  
 14 (237-49-70); St-Germain Village 9  
 (633-63-20); Cluny Palace 9 (354-  
 07-16); Colisée 9 (339-29-46); Pa-  
 ramount 14 (328-43-11) - V.I.: Berlioz  
 2 (742-60-33); Richelieu 2 (236-83-93);

Parma 6 (326-58-00); 14 Juillet Bas-  
 tille 12 (337-90-81); Saint-Ambroise,  
 11 (700-89-16).

**STAR WAR LA SAGA (A., v.o.): la**  
 Guerre des étoiles: l'empire contre-  
 attaque; le Retour du Jodi: Eucorial 13  
 (707-28-04).

**TCHAO FANTIN (Fr.): Forum 14**  
 (297-53-74); UGC Danton 6 (329-42-62);  
 Biarritz 6 (723-69-23); Paramount  
 Opéra 9 (742-56-31); Montparnasse 14  
 (329-90-10).

**TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.): Pa-  
 ramount Odéon 6 (325-59-82); St-  
 André-des-Arts 6 (328-80-25); George-  
 V 9 (562-41-46); Marignan 9  
 (339-92-82); Montparnasse Pathé 14  
 (320-12-06); 14 Juillet Beaugrenelle  
 15 (375-79-79) - V.I.: Gaumont Bu-  
 rlioz 2 (742-60-33); Paramount Mon-  
 tparnasse 14 (329-90-10).**

**TOOTSIE (A., v.o.): Opéra Night 2**  
 (296-62-56).

**LA TRACE (Fr.): UGC Maribou**  
 12 (225-18-45); Parisienne 14 (329-83-11).

**LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.)**  
 version Debrah; Gal: Sarmiento; Saint-  
 Ambroise 11 (700-89-16).

**TRAHISONS CONJUGALES (Angl.,**  
 v.o.): UGC Danton 6 (329-42-62);  
 UGC Biarritz 6 (723-69-23).

**TRICHEURS (Fr.): Gaumont Halls**  
 14 (237-49-70); Impérial 2 (742-72-52);  
 Beaugrenelle 15 (375-79-79); Colisée 9

## LES FILMS NOUVEAUX

**LA CASSURE (\*)**, film français de  
 Ramon Munoz: Gaumont Con-  
 vention 19 (328-20-64); Ambassade  
 9 (339-19-08); Parisienne 14 (329-  
 83-11).

**L'ÉTINCILLE**, film français de Mi-  
 chel Lang: Rex 2 (236-83-93);  
 Ciné Beaubourg 3 (271-52-56);  
 UGC Odéon 6 (325-59-82); Pa-  
 ramount Montparnasse 14 (329-90-10);  
 Parisienne 14 (329-83-11); Pa-  
 ramount Odéon 14 (340-45-01);  
 Convention Saint-Charles 15 (379-  
 53-00); Murat 16 (651-99-75);  
 UGC Gare de Lyon 12 (343-  
 01-59); UGC Gobelin 13 (336-  
 25-44); Métro 14 (339-52-43);  
 UGC Convention 19 (328-20-64);  
 Images 18 (322-47-84); Secrétan 19  
 (241-77-99).

**LA FEMME FLAMÈNE (\*)**, film  
 allemand de Robert von Ancken,  
 v.o.: Gaumont Halls 14 (297-  
 53-74); Hantefeuille 6 (633-  
 79-38); Elysée Lincoln 9 (339-  
 36-16); Ambassade 9 (339-  
 19-08); Olympia 14 (543-36-38);  
 Parisienne 14 (329-83-11); 14  
 Juillet Beaugrenelle 15 (375-79-79).

**PLANÈTE DES FEMMES**, film  
 français de Gordon Trierer et  
 Claude Dufarge: Le Maris 4  
 (278-47-86).

**REBELLOTE**, film français de Jacques  
 Richard, version concert: Raport  
 Gal 14 (327-95-54); Rausch 14  
 (228-64-44); Version « film so-  
 nore »: Logos 3 (334-42-54); Studio  
 de l'Étoile 17 (380-42-05).

**LE SERPENT NOIR (\*)**, film an-  
 glais de Rom Meyer, v.o.: Holly-  
 wood Boulevard 9 (770-10-41).

# Pour réserver vos places



## Le Monde Informations Spectacles vous propose son nouveau club location.

Les centaines de lecteurs du Monde qui nous téléphonent chaque jour vont être satisfaits. Le Monde Informations Spectacles met enfin à leur disposition un service location. Cette année, nous avons pour ambition de vous proposer au moins 150 spectacles: musique, théâtre, music-hall, danse, festivals, cinémas, où nous réserverons pour vous un quota de places. De bonnes places. A des conditions de groupe qui vous feront économiser environ 15 % sur votre budget "sortie".

Vous pourrez réserver par téléphone ou directement par courrier. Pour bénéficier de ce nouveau service, il suffit d'adhérer au Club du Monde des Spectacles. Alors, demandez votre carte en retournant au Monde le bulletin d'adhésion ci-dessous, avec votre cotisation 1984 (100 F). Vous la recevrez par retour avec la liste des premiers spectacles. Ceux-ci paraîtront ensuite tous les quinze jours dans le Monde des Arts et des Spectacles... Pour en savoir plus: appelez-nous au 281.26.20.



# CINEMA

[illegible]

### Les grandes reprises

ALIEN (A. v.f.) : ?) Galandé, 5° (354-72-71).

AGENT SECRET X 26 (A. v.f.) : Quinten, 5° (353-79-38).

AIR (A. v.f.) : ?)

AIRLINE COMPAGNIE ALIPIERES (A. v.f.) : Aclous Christine, 6° (325-47-46).

AURELIA STEINER (Fr.) : Doufret (Esp), 14° (321-41-01).

LES ARISTOCRATES (A. v.f.) : Napoleon, 17° (380-41-46).

LE BAL DES VAMPIRES (A. v.f.) : ?) Champy, 5° (331-31-60).

BARRY LINDON (Angl. v.f.) : Grand Bercy, 15° (354-46-46).

BELLE-ÉTOILE (A. v.f.) : ?)

BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAAINS (A. v.f.) : UGC Opéra, 2° (261-30-32).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A. v.f.) : ?) : Épis de Bois, 5° (337-57-47).

COMME LE BARBARE (A. v.f.) : Max Linder, 5° (770-40-40).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1° (233-42-26) ; Quinten, 5° (633-79-38) ; Marinang, 5° (325-47-42) ; Saint-Lazare Paquetier, 5° (325-47-42) ; Paris Lédicia Bowling, 16° (606-54-78).

DEMIER COMBAT (Fr.) : Logon, 5° (354-42-43).

LES DÉBARQUES DE L'ÉLÈVE TOSSEL (A. v.f.) : Olympie Balzac, 6° (222-87-32) ; Olympie Balzac, 5° (561-10-30).

DÉTRUIRE DIT-ELLE (Fr.) : Doufret (Esp), 14° (321-41-01).

DIVORCE À L'ITALIENNE (It. v.f.) : Quinten, 5° (333-77-77).

DON GIOVANNI (Aut. v.f.) : Calypso, 17° (380-30-11).

EAUX PROFONDES (Fr.) : Rialto, 19° (607-57-61).

EDMUNDUS (A. v.f.) : ?) : Parmenton City, 15° (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranzhang, 16° (288-64-44).

ERASEMENT (A. v.f.) : ?) : Esaurial, 13° (707-28-04).

EUROPE 51 (It. v.f.) : Action Rive Gauche, 15° (325-47-46).

LA FARFULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A. v.f.) : Napoleon, 17° (755-63-42).

LE FACTEUR BONNE TOULOUSE (A. v.f.) : ?)

DEUX FOIS (A. v.f.) : ?) : Tempêtes, 5° (325-47-46).

LA FEMME ET LE CHAT (A. v.f.) : ?)

FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Logon, III (Esp), 5° (354-15-04).

FANFRETTE SUR COEUR (A. v.f.) : Goumont Halles, 15° (297-49-74) ; St-Michel, 5° (326-79-17) ; Saint-Germain Hucart, 15° (633-63-20) ; Goumont Châteaufort, 16° (329-46-7) ; Action Lafayette, 5° (578-80-52) ; 14 Juillet Bastille, 1° (357-90-81) ; Moncurum Montparnasse, 14° (544-25-02) ; 14 Juillet Châteaufort, 16° (607-47-51) ; V. Beriz, 2° (742-60-33) ; Ashline, 15° (343-00-45) ; Pavrette, 15° (331-60-74) ; Goumont Sud, 14° (327-54-50) ; Monparnasse, 14° (327-53-57) ; Goumont Convention, 14° (328-42-57) ; Paolié City Châteaufort, 16° (607-47-51).

### Les séances spéciales

**A BOUT DE SOUFFLE MADE IN U.S.A.** (A. v.o.) : Boîte à films, 17 (622-44-21) 20 h 15.

**L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS** (Aust. v.o.) : Boîte à films, 17 (622-44-21) 20 h 15.

**AU BOULOT JERRY** (A. v.o.) : Demfil, 14 (321-41-01), mer., sam., dim. 14 h.

**AMERICAN GIGOLO** (A. v.o.) : (Il. v.o.) : Saint-Ambroise, 1<sup>re</sup> (508-94-14), 15 h 30 + ven., dim. 14 h.

**L'ARGENT** (Fr.) : Châtelot Victoria, 1<sup>re</sup> (508-94-14), 14 h 10.

**BERLIN EXPRESS** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (271-52-36), dim., mar. 11 h 50.

**BOB DE LUNNER** (A. v.o.) : Studio Galade, 3<sup>e</sup> (354-72-71), 16 h.

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS** (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 1<sup>re</sup> (700-89-16), sam., dim., 20 h.

**LES CHARIOTS DE FEU** (Brit. v.o.) : Saint-Lambert, 1<sup>re</sup> (532-91-68), mer., sam. 1<sup>er</sup> ven., lun. 17 h.

**LE DERNIER TANGO A PARIS** (3<sup>e</sup>) (Il. v.o.) : Saint-Ambroise, 1<sup>re</sup> (700-89-16), sam. 21 h 40, lun. 22 h 20, 23 h.

**CLÉMENTINE TANGO** (Fr.) : Châtelot Victoria, 1<sup>re</sup> (508-94-14), 20 h 25.

**LES ENFANTS TERRIBLES** (Fr.) : Demfil, 14 (321-41-01), jeu. 16 h.

**ELEPHANT MAN** (Brit. v.o.) : Châtelot Victoria, 1<sup>re</sup> (508-94-14), 17 h 45 + Grand Prix, 1<sup>re</sup> (554-46-83), ven., dim. 21 h 30, mar. 19 h 15.

**FAMILY LIFE** (Brit. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (271-52-36), lun. 11 h 50.

**FRANCES** (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 1<sup>re</sup> (508-94-14), 17 h 45 + Grand Prix, 1<sup>re</sup> (554-46-83), ven., dim. 21 h 30.

**HAIR** (A. v.o.) : Boîte à Films, 17 (622-44-21), mer., sam., dim. 18 h 10.

**IDENTIFICATION D'UNE FEMME** (Il. v.o.) : Grand Prix, 1<sup>re</sup> (554-46-83), ven. 19 h 15.

**1 VITELLINO** (Il. v.o.) : Celypse, 17 (380-30-11), jeu. ven., lun., mar. 12 h 45, lun. 22 h 15 + Movian, 1<sup>re</sup> (280-43-99) 12 h 15.

**LETTERS D'AMOUR EN SOMALIE** (Il. v.o.) : Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-23), 12 h.

**LA MORT AUX TROUSSES** (A. v.o.) : Studio Logica, 3<sup>e</sup> (354-42-34), 13 h 50.

**Le Monde Inform** 281

Pour tous renseignements  
l'ensemble des programmes  
de 11 h à 21 h sauf dim.  
Réservation et prix préférentiels

MORT AGENISE (It., v.o.) : Tempeliers, 3 (272-94-56), L.L.s. 20 h, s'f. dim., sam. dim. 17 h 45.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-56), dim., lun., 11 h 55.

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>re</sup> (509-94-14), 14 h.

NOUS FILMS BELLES ANÉES (A., v.o.) : Boite films, 17<sup>e</sup> (622-44-21), mar., sam., dim., 16 h.

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>re</sup> (509-94-14), 16 h.

OUTSIDERS (A., v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6<sup>e</sup> (633-97-77), 12 h et 20 h.

PEZENNE-MOI HAUT ET COURT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-56), dim., mar. 11 h 45.

PLAYTIME (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-56), sam., dim., 15 h 20.

LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-56), lun., mar., 11 h 40.

LES QUATRE CENTES COUPS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-56), lun., 12 h.

SALO (\*\*) (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-56), ven., sam., 0 h 05.

LE SECRÉT DE YERONIMA VOSSA (P., v.o.) : Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (554-46-85), mar. 21 h 30.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (554-46-85), 18 h.

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-89-16), ven. 22 h.

TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES (C., v.o.) : Mervin, 1<sup>re</sup> (260-43-99) 14 h, 16 h 10.

TAXI DRIVER (\*\*) (A., v.o.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21), mer., ven., sam., lun., 17 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (\*\*) (A., v.o.) : Studio Galandé, 5 (354-72-71), 22 h 30 et 0 h 20.

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (380-30-11), dim. 22 h 15.

VOYAGE AU PAYS DE LA SÉDUCTION (A., v.o.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (380-30-11), 17 h 35-66 (6-66).

mar., jeu., ven., sam., lun., 23 h.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (380-30-11), jeu., ven., lun., mar., 18 h 30.

WANDA (A., v.o.) : St-André des Arts, 6<sup>e</sup>

**Le Monde Informations Spectacles**  
**281 26 20**

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) **Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club**

## Pour réserver vos places

Location réservée aux adhérents  
du Club du Monde des Spectacles

Si vous n'avez pas encore votre carte du Club, téléphonez-nous au 281.26.20

- Dom Juan, mis en sc. : M. Bénilhou ; les 18, 24 et 30/05 : 20 h 30. (*Bouffes du Nord*). 80 F au lieu de 70 F.
- Angelo, tyran de Padoue, les 24/03, 3/04, 5/04 : 20 h 30 ; le 25/03 : 15 h (*Rond-Point*). 68 F au lieu de 80 F.
- Les affaires sont les affaires, les 22/03, 6/04, 7/04 : 20 h 30 (*Rond-Point*). 80 F au lieu de 80 F.
- Terre étrangère, les 28, 27/03 : 20 h (*Nanterre Américain*). 68 F, prix normal.
- Le Retour d'Iphigénie, de Ritsos, les 23/03, 12/04 : 20 h 30 ; le 1/04 : 16 h. (*Carroucherie, Tempéto*). 48 F au lieu de 56 F.
- La lanterne magique de Prague, les 13, 27/04, le 15/04 : 15 h ; le 21/04 : 17 h 30 (*Rond-Point*). 130 F au lieu de 150 F, 105 F au lieu de 120 F, 80 F au lieu de 90 F.
- Pense à l'Afrique, les 25/03, 10/04 : 20 h 30 (*Rond-Point*). 70 F au lieu de 80 F.
- La Grande Ecurie et la Chambre du Roy, (J.-C. Malgoire). (*Heandel : Le Messie*), le 5/03 : 20 h 30. (*Th. des Champs-Élysées*). 180 F au lieu de 200 F, 100 F au lieu de 120 F.
- Ensemble Intercontemporain. G. Gilmerti (dir.) (Castiglioni, Donatoni, Ferrero, Stravinski), le 28/04, 20 h 30 (*Rond-Point*). 67 F au lieu de 75 F.
- Solistes de l'ensemble orchestral (dième ann. de la mort de D. Milhaud), le 6/03 : 20 h 30 (*Th. des Champs-Élysées*). 90 F au lieu de 110 F, 70 F au lieu de 85 F.
- Ens. orchestral de Paris (J.-P. Walliez) (Stravinski, Bon, Haydn), le 28/03 : 20 h 30 (*Th. des Champs-Élysées*). 90 F au lieu de 110 F, 70 F au lieu de 85 F.
- M. Beroff, piano (Schumann, Beethoven, Ravel, Debussy), le 17 : 21 h, Fac Droit Asses. 70 F au lieu de 100 F.
- Hair, le 31/03 (*Casino*). 88 F au lieu de 80 F, 85 F au lieu de 100 F, 120 F au lieu de 140 F.
- From Harlem to Broadway, les 13, 21 : 20 h 30 (*Ranelagh*). 70 F au lieu de 80 F.
- G. Vigneault, les 13, 15, 16/03 : 20 h 30 ; le 18 : 17 h (*Olympie*). 65 F au lieu de 100 F.
- J. Lapointe, le 5/04, 20 h 30 (*Bobino*). 93 F au lieu de 110 F.
- Gracine Alwright, les 2, 4 et 5/05 : 20 h 30 (*Bobino*). 93 F au lieu de 110 F.
- Charles Dumont, le 14/03 : 20 h 30 ; le 18 : 16 h (*Casino*). 85 F au lieu de 110 F, 120 F au lieu de 140 F.
- Saxon, hard-rock, le 14/03 (*Zénith*). 67 F au lieu de 75 F.
- David Gilmour, funky-rock, le 14/04 : 20 h (*Zénith*). 77 F au lieu de 85 F.

*Chèques-annonces Payés (52 salles région Paris) valables à Paris, Lyon, Lille, Marseille, Tours (st du sm. 18 h au dim. 18 h, veilles de fêtes et fêtes).*  
 10 F (les 51, 220 F (les 10).

Réservez dans la limite des places disponibles. Indiquez les dates et le nombre de places choisies. Pour  
 réserver, télé appelez-nous et confirmez par écrit avec un chèque sous 48 heures, ou bien retournez-nous  
 directement ce bulletin de location avec votre chèque. (Les prix indiqués comprennent les frais de location.)

N° de carte du Club \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 N° Ville \_\_\_\_\_  
 Rue \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

Chèque joint à l'ordre de CAMERA PRESS.  
 Retournez ce bulletin en réponse avec votre chèque et une enveloppe timbrée au tarif lettre à CAMERA PRESS  
 10, rue Saint-Lazare - 75009 Paris.

# VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J... Fl. : ouvert jusqu'à... heures

## DINERS

**RIVE DROITE**

| LE BISTRO ROMAIN    |  | Le Bistro de la Gare à l'italienne, nouvelles suggestions, menu 37,50 F, s.a.e. Les fameux CAPPACCIO se aloyent sur le grill, nouvelle grande carte des desserts. Ouv. au lun j à 1 h. 122, Champs-Élysées, 9, av. des Ternes; 105, bd de Montparnasse; 9, bd des Italiens. |
|---------------------|--|---|
| INDRA               | 359-26-72/359-46-40<br>16, rue du Commandant-Rivière, 8 <sup>e</sup> | GASTRONOMIE INDienne. Le cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salles pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.   |
| ORPHÉE              | F/dimanche<br>256-31-39<br>8, rue d'Artois, 8 <sup>e</sup>           | Nouveaux à dernière création de Patrick EYMARD, dans un décor chaleureux. Spécialités de poissons climatiques (rognon grillés, dorade au papillote, turbot à la vapeur d'algues). Son assiet j'ai 23 h.   |
| CHEZ DIEP           | 256-23-96<br>22, rue de Pontenize, 8 <sup>e</sup>                    | Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.  |
| AUR DE KOUWIEHER    | 770-62-39<br>12, rue du Fg-Montmartre, 5 <sup>e</sup>                | De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. SA CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. Son BANC D'OUTRES.   |
| AUBERGE DES TEMPLES | 874-84-41<br>74, rue de Dunkerque, 5 <sup>e</sup>                    | Tous les jours. Restaurant cambodgien unique à Paris. Spécialités chinoises, japonaises, thaïlandaises et vietnamiennes.  |
| AU PETIT RICHEL     | 770-48-68, 770-86-36<br>25, rue Le Peletier, 5 <sup>e</sup>          | Son dîner MENU à 100 F service compris. Vins de Loire. Décor centenaire. Salons de 6 à 30 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h à 0 h à 15. Parking Drouot.   |
| FALAIS DU TROCADÉRO | 727-05-02<br>7, avenue d'Eylau, 16 <sup>e</sup>                      | Gastronomie chinoise raffinée et traditionnellement, dans un décor fénel. Plaisir faire par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Cuisine à emporter.  |
| LE GUILLAUME TEL    | 622-28-72<br>111, av. de Villiers, 17 <sup>e</sup> F/sam. midi, dim. | BANC D'OUTRES. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUTILLABAISE et BOURRIDE. Carte crédit. Parking assés, 210, rue de Courcelles.   |
| LE SAINT-SIMON      | 380-88-68<br>116, bd Pereire, 17 <sup>e</sup> F/sam. midi, dim.      | Ses spécialités de poisson. MENU à 110 F s.a.e. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine F. FERRAGU. Parking : 210, rue de Courcelles.   |
| CHEZ GEORGES        | 374-31-00<br>273, bd Pereire, 17 <sup>e</sup>                        | Maison cinquantenaire. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côte et ses vins de propriétaire. OUVERT TOUTS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI.  |
| EL PICADOR          | 387-28-87<br>80, bd des Batignolles, 17 <sup>e</sup> F/midi, mardi   | Dég. dîner : 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES : marzels, gambas, bacalao, calamités tina. P.M.R. : 120 F. 2 formules : 62 F s.a.e., 75 F F.s.a.e. av. spéc. SALONS.   |
| AU POULBOT GOUREMET | 606-66-00<br>39, rue Lamarck, 18 <sup>e</sup> F/sam. midi, dim.      | Un bistrot sympathique, dans un décor plein de charme. Avec une cuisine française de tradition. Prix moyen du repas : 80 F. Déjeuners/dîners. Service assés jusqu'à 23 h.   |
| L'ORÉE DU BOIS      | 747-92-50<br>Porte Maillot, Bois de Boulogne T.l.j.                  | Déjeuners, dîners 150 F. Dîners dansants jeudi, vendredi, samedi, 250 F. Attractions internationales. Réceptions de 10 à 80 personnes.  |

## SOUPERS APRES MINUIT

**LA CLOSERIE DES LILAS**  
171, boulevard du Momparnasse  
326-70-50 et 354-21-68  
Au piano : Yvan MEYER

**LE BISTRO DE LA GARE**  
Nouvelles suggestions, menu 37,50 F s.n.c.  
Les fameux aloyaux sur le grill  
Nouvelle grande carte de desserts.  
Ouvert tous les jours jusqu'à 1 h  
73, Champs-Élysées - 59, bd du Montparnasse  
38, bd des Italiens - 10, rue Saint-Denis

**AU PETIT RICHE** 770-68-68/86-50  
25, r. Le Peletier  
Fermé dim. Serv. ass. jusqu'à 0 h 15  
Banc d'huîtres - Menu à 100 F s.c.



# COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'AUDIOVISUEL

## TDF à la carte

« TDF se porte bien ». Le président de TDF-diffusion de France a tenu d'emblée à rassurer les journalistes invités le 27 février à une réunion annuelle d'information. En feuilletant les principaux dossiers de l'établissement public, M. François Schoeller a voulu présenter TDF sous un jour dynamique et novateur.

● **Canal-Plus.** — Avec la quatrième chaîne, TDF se trouve pour la première fois de son histoire dans l'obligation d'assouplir ses relations commerciales. En « régime de croissance », la diffusion des émissions de la future chaîne payante, qui devrait commencer cet automne, reviendrait à 189 millions de francs (évalués en 1982). Pour ne pas alourdir son budget dans la phase critique des deux premières années de lancement, TDF consentira un « crédit fournisseur » à Canal-Plus, qui ne paiera que 67 % de la facture. Le reste sera acquitté la troisième année avec intérêts. En contrepartie, l'établissement public sera associé à l'éventuel succès de la quatrième chaîne par un intérêt compris entre 1 et 1,50 % du prix de chaque abonnement vendu au téléspectateur, au-delà d'un million deux cent mille abonnés.

● **Les radios locales privées.** — Après le brouillage, la guerre de positions, l'ouverture ? La présence désormais, au côté du président de TDF, de M. René Duval, ancien conseiller du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication pour les radios privées, y est-elle pour quelque chose ?

Jours est-il qu'une réunion doit avoir lieu le mercredi 29 février entre des responsables de TDF, les animateurs des stations de la capitale et la Haute Autorité de la communication audiovisuelle pour faire un examen de la situation. A l'ordre du jour : comment trouver, en concertation avec tous les intéressés, des solutions satisfaisant tout le monde ? Des radios locales érigées en interlocuteurs valables : voilà qui est nouveau.

● **Le plan câble.** — A l'égard des municipalités qu'elle a déjà démarchées (une centaine), TDF veut se montrer « ouverte à toutes les solutions imaginables ». Les sites de réseau se construisent selon une formule négociée avec les collectivités locales en fonction de leurs besoins. TDF en sera propriétaire ou non, ou en partie seulement, et elle en sera l'exploitant commercial ou non. Au choix.

● **Le satellite de télédiffusion directe.** — M. Schoeller n'a pas caché les espoirs que représente à ses yeux la perspective d'une solution franco-luxembourgeoise. Celle qui consisterait à exploiter TDF avec son homologue ouest-allemand TV-SAT, hypothèse que la direction générale des télécommunications (DGT) considère favorablement, est rejetée : « Nous l'avons étudiée, elle n'est pas envisageable ». A propos de la norme technique à employer pour la diffusion par satellite, M. Schoeller s'est montré très peu favorable à la solution précon-

sée par les Britanniques (C-Mac Paquets), bien que techniquement en avance sur le procédé dit Pal-Socum : « La France tranchera en concertation avec ses principaux voisins ».

Sans doute, la question de la norme est-elle importante ; d'un consensus plus ou moins large en Europe dépendra l'audience du satellite français. Elle n'en avait pas moins après le projet lui-même. Le gouvernement devrait prendre une décision d'ici à la fin du mois d'avril, selon M. Schoeller, dans la mesure où l'exploitation du satellite, prévue pour l'automne 1985, devrait être incluse dans un contrat de cinq ans que TDF projette de signer avec les pouvoirs publics avant le mois de mai. Contrat qui contiendrait des objectifs de production quantifiés et devrait conférer à TDF plutôt le visage d'une entreprise publique que celui d'une branche de l'Etat. Voilà qui est nouveau dans le service public de l'audiovisuel.

ERIC RONDE.

## LA PETITE SŒUR DE LA TOUR EIFFEL

Cherchons-nous de fréquentes, mauvaise qualité d'émission, déséquilibre de la programmation. Pour mettre un terme à la cacophonie des radios locales privées émettant sur Paris et sa région, TDF va proposer aux stations de la capitale une solution originale. Celle qui le voudrait pourrait passer un contrat avec l'établissement public, aux termes duquel celle-ci s'occuperait de toutes les émissions de contenu des émissions. « Ce le garantira même par écrit si c'est nécessaire », affirme M. François Schoeller.

De tout, c'est-à-dire de l'émission et de ses contraintes techniques. TDF est en train de construire un « point haut » à Boulogne-Billancourt (Seine-Doune), une tour de 115 mètres d'ha elle pourrait diffuser n'importe quelle station parisienne. De cette petite sœur de la tour Eiffel, TDF se fait fort d'assurer une couverture totale, mais juste sur la zone allouée par la Haute Autorité, voire avec une puissance bien inférieure aux 500 watts théoriquement réglementaires. Bien sûr, elle n'est pas dans les faits, en raison notamment de la mauvaise situation des émetteurs, mais : entre 25 000 et 30 000 francs par an, location de l'émission comprise.

## DES RÉALISATEURS ET DES AUTEURS S'ADRESSANT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Vingt-quatre réalisateurs et auteurs de télévision viennent d'adresser au président de la République une « lettre ouverte » à propos des difficultés de la création audiovisuelle. « Au moment où la France s'apprête à prendre un tournant capital dans le domaine de l'audiovisuel, où les industries, les équipements, vont connaître un développement sans précédent à la mesure du nouvel horizon européen et mondial, rien n'est prévu, semblait-il, pour la production des programmes des sociétés de télévision », écrivent-ils. Ils s'inquiètent en particulier de la réduction des budgets de production des chaînes.

« Dans le temps, où, par une politique neuve et des moyens importants, vous avez encouragé l'encouragement du développement du théâtre, de la musique, des musées, de la lecture, du cinéma, des arts plastiques, est-il possible que ceux qui nous gouvernent aient décidé d'ignorer, ou de mépriser, voire d'abandonner, le plus grand moyen authentiquement populaire de création et de culture, le plus puissant agent de communication, d'éducation et de spectacle de notre temps ? (...) Si l'on suit la « pente actuelle », concluent-ils, « c'est tout le programme français qui disparaît, c'est l'émulsion définitive de nos écrivains par des produits étrangers ».

Ont signé ce texte : Marcel Bittel, Alain Boudet, Claude Brüll, Jean Chastenet, Jean-Marie Coldefy, Jean Cosmès, Marie-Joséphine Dubergey, Maurice Dugowan, Maurice Fallois, Jacques Fautou, Michel Favart, Marcel Frydland, Roger Kahane, Jean L'Hôte, Michel Mitran, Jean-Pierre Marchand, Marc Pavani, Roger Pigaut, Jean-Paul Raux, Raoul Sangla, Claude Santelli, Jean-Paul Sassy, Roger Virey, Michel Wyz.

● **Les chrétiens et la communication.** — Chrétiens-Médias qui fédèrent plusieurs organismes d'information et de communication, vient de créer un département formation, qui aura pour objet de « proposer une information, une pratique et une réflexion chrétiennes et pastorales sur les médias ».

Chrétiens-Médias, 19, rue de l'Amiral-d'Estaing 75116 Paris. Tél. : 720-56-00.

## CORRESPONDANCE

### M. Guy Thomas et l'affaire Guibert

Nous avons reçu de M. Guy Thomas, ancien PDG de FR3, un « témoignage » sur l'affaire Guibert. Voici les principaux extraits.

Quelle situation ai-je trouvée en arrivant à FR3, en juin 1981 ? Celle-ci : une organisation quasi militaire, comprenant notamment cinquante-sept membres actifs du SAC au niveau de la hiérarchie. Aucune information, aucun reportage, ne pouvaient être diffusés en région sans le feu vert de Paris. Un système de multiples avait été installé, permettant un contrôle, depuis la Maison de la radio, des émissions diffusées par chacun des bureaux régionaux d'information. Mon premier souci a été de redonner aux journalistes et, en particulier, aux rédacteurs en chef, leur dignité et leur responsabilité. (...) C'est, je crois, ma détermination à redonner aux journalistes leur vrai rôle qui a incité Edouard Guibert à accepter ma proposition, alors qu'il était sollicité par ailleurs. Un examen de la situation des bureaux régionaux d'information permettait de constater que le choix des responsables n'avait pas toujours reposé sur la valeur professionnelle. Ainsi, les adhérents au Syndicat national des journalistes (45 % des votes aux élections professionnelles) étaient-ils systématiquement tenus à l'écart. Que, par la suite, il se soit trouvé que de bons professionnels, par ailleurs adhérents à ce syndicat, aient été promus, ne relève pas du favoritisme, mais de la bonne utilisation des compétences. On s'est trompé pour celui-ci ou celui-là, c'est vrai. Dans une telle tentative de retour à la normale, les erreurs sont toujours possibles. Elles ont été réparées ultérieurement.

Reste le fond du problème. Ou la société FR3 reste comme elle l'a été entre 1974 et 1981, une société de programme en concurrence avec TF1 et Antenne 2, ou, comme le prévoit la loi de juillet 1982, elle n'est plus, à terme, que l'organisme fédérateur de sociétés régionales de programme. (...) Le futur lancement de Canal Plus permettrait aux téléspectateurs de disposer d'une chaîne supplémentaire de fiction et de distraction... N'est-ce pas l'occasion de doter, enfin, les régions françaises d'une télévision qui leur soit propre.

Or c'est la démarche opposée qui semble avoir été choisie. Les trois heures quotidiennes ne sont-elles pas nourries en grande partie de séquences que les stations régionales se repassent successivement par l'intermédiaire de l'agence d'images qui a été créée à cet effet ? N'est-ce pas la négation même de la spécificité de chacune de nos régions ? Politiser, comme certains journaux le font, le départ d'Edouard Guibert est injuste. (...) Le débat, en lui-même, se suffit. Il y a deux choix... Edouard Guibert en avait fait un, celui de la région, avec les conséquences que cela impliquait. Il a perdu, mais qu'au moins on rende hommage à sa droiture et à son courage.

### M. ANDRÉ HOLLEAUX : « LES CONTRAINTES DES CHARGES SONT TROP LOURDES »

Estimant faire l'objet d'attaques et de soupçons depuis quelques jours, M. André Holleaux, président de FR3, est sorti de la réserve qu'il s'était imposée avec M. Edouard Guibert en accordant à Libération une interview sur la « crise » de FR3. « On prête une étiquette politique à une petite minorité de journalistes tel que Michel Naudy, dit M. Holleaux. Peu importe. Seul compte le professionnalisme et comment régissent les téléspécialistes. Or, ils ne réagissent pas si mal que cela, puisque les sondages Audimat indiquent une fourchette d'audience entre 7 % et 9 %, soit 1 % à 2 % d'amélioration par rapport au journal précédent. (...) »

« Roger Téo a donné sa démission et nous allons le remplacer, mais quand certains voient là que la politique d'information menée par Edouard Guibert serait menacée, je tiens à rappeler que ce qu'on appelle la politique d'Edouard Guibert, c'est une politique. En tant que président de FR3. Et ma politique a consisté, entre autres, à ne pas intervenir dans le travail professionnel des journalistes. Quant aux stations régionales, M. André Holleaux estime que, loin d'être d'ordre politique, leur problème relève plutôt des moyens. »

Le président de FR3 parle aussi du câble et, à la suite des propos de M. Pierre Desgraupes dans le Monde, donne son sentiment sur l'avenir du service public. « Oui, les contraintes du cahier des charges sont trop nombreuses, trop lourdes, trop idéologiques, trop administratives. (...) Je crois au service public, à condition qu'il soit suffisamment déconcentré pour faire émerger des responsabilités nombreuses. On n'évitera certainement pas la création de sociétés mixtes entre le service public national et les services publics locaux. Si l'entité est à taille humaine, elle peut avoir toutes les vertus prêtées au secteur privé. Le débat privé/public est obsolète. Il y a des entreprises privées lourdes, de même qu'il y a des entreprises publiques qui savent parfaitement s'adapter aux situations, la SNCF, par exemple. Ce qui est mauvais, ce sont les pesanteurs, l'immensité. »

M. Holleaux pose enfin le problème du financement : « Si l'on interdisait au service public toutes les formes d'immersion avec l'extérieur, toutes les formes de sponsoring, il serait asphyxié. Il ne resterait plus que des accords à motilité politique avec les conseils régionaux, alors qu'une pluralité de partenariats permet d'échapper à toute servitude. De même, si la future Régie française des espaces devait prendre en charge toutes les émissions sponsorisées et si l'argent ainsi obtenu ne devait revenir aux chaînes, que gravement amputés de frais généraux, le service public s'effondrerait tandis que se développerait un organisme qui ramasserait tout ce qui est bénéficiaire. »

Mercredi 29 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilletton : Déesse.
- 21 h 10 Journal.
- 21 h 25 Magazine santé : L'infarctus. D'après Barrière et E. Lalou.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 15 Aujourd'hui l'express : Les problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interventions de patients, des professeurs Sleguez et Beaupré de l'hôpital Lariboisière.
- 22 h 55 Aujourd'hui l'express : Les problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interventions de patients, des professeurs Sleguez et Beaupré de l'hôpital Lariboisière.
- 23 h 10 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Des poupées de magazines. Réal. E. Zwick, avec J. Hackett, J. Warren, D. Hannah.
- 21 h 10 Journal.
- 21 h 25 Téléfilm : Des poupées de magazines. Réal. E. Zwick, avec J. Hackett, J. Warren, D. Hannah.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 15 Aujourd'hui l'express : Les problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interventions de patients, des professeurs Sleguez et Beaupré de l'hôpital Lariboisière.
- 23 h 10 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma 16 : Le Groupe. Scénario de R. Caron et J. Stoeff, réal. J. Stoeff, production FR3 Nord-Picardie - Pas-de-Calais. Avec P. Messe, M. Thimigant, A. Jolivet.
- 21 h 10 Journal.
- 21 h 25 Cinéma 16 : Le Groupe. Scénario de R. Caron et J. Stoeff, réal. J. Stoeff, production FR3 Nord-Picardie - Pas-de-Calais. Avec P. Messe, M. Thimigant, A. Jolivet.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 15 Aujourd'hui l'express : Les problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interventions de patients, des professeurs Sleguez et Beaupré de l'hôpital Lariboisière.
- 23 h 10 Journal.

remontant son chapeau préféré. Rire exalté : Sophie fasciné décide de tout quitter pour suivre le star du rock'n'roll en tournée. Bon voyage.

- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Avec le temps : Jocelyne. Emission de Météo Grégoire.
- 22 h 40 Prélude à la nuit.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 15 Aujourd'hui l'express : Les problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interventions de patients, des professeurs Sleguez et Beaupré de l'hôpital Lariboisière.
- 23 h 30 Avec le temps : Jocelyne. Emission de Météo Grégoire.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Pincocchio.
- 17 h 12 Dessin animé : Belle et Sébastien.
- 17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 5 Roman (d'après le Roman de Remont).
- 18 h 20 Mon ami Guignol.
- 18 h 30 Destination vingt ans. (magazine d'informations).
- 18 h 55 Gili et Julia.
- 19 h Informations.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilletton : Le 16 à Karbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

### FRANCE-CULTURE

- 20 h 10 Musique : Ralph Vaughan-Williams, soirée lyrique : « Sir John in love », opéra en 4 actes (d'après les Joyeux comédiens de Windsor de Shakespeare). Avec l'Orchestre New Philharmonia, dir. M. Davies.
- 22 h 30 Nuits magiques : Invitation au voyage.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 10 Les chanteurs de la terre.
- 20 h 30 Concert : (Festival de Berlin 1983) : ouverture de « Faust », de Wagner ; « Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur », de Schumann ; « Six Pièces pour orchestre », de Weber ; « Mort et transfiguration, poème symphonique », de R. Strauss, par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, dir. C. Abbado ; sol. N. Gurnam, violoncelle.
- 22 h 30 Fréquence de nuit : Musique et psychanalyse, la mélancolie.

Jeudi 1<sup>er</sup> mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF 1 Vision plus.
- 12 h Les rendez-vous d'Annik.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 10 Journal.
- 13 h 45 Objets d'art : La carte postale.
- 14 h 10 Séries : Le soleil au lève-à-est.
- 14 h 50 Les choses du jeudi (à 15 h 55).
- 15 h 30 Quarté en direct de Vincennes.
- 16 h 30 Images d'histoire d'aujourd'hui : L'appel du vol.
- 17 h 10 Documentaire : Le début d'une aventure.
- 17 h 30 Dessins animés.
- 17 h 40 Clio jockey.
- 18 h Candide caméra.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétéscope.
- 18 h 55 7 heures moins 5.
- 19 h Météo première.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilletton : Les Dames de cœur.

D'après un scénario de M. Rasi, réal. P. Siegfist avec les Robinsons, G. Gaudes, G. Gaudes, amoureux l'un de l'autre, sont eux aussi avec le milieu familial et social. Se marieront-ils ? Une rediffusion d'un feuilleton sympathique sans consistance.

- 21 h 30 L'entrevue.
- 21 h 45 Magazine économique de F. de Clouet, E. de la Taille et A. Weill.
- 22 h 10 L'actualité (le monde rose de l'imagination) : Singapour : l'obsession de l'économie, le libéralisme planifié : ses champions du profit (les affaires rentables dans les secteurs les plus menacés : meuble, jouet) ; Roland Perini : un libre-service de la machine agricole ; Beyrouth sous les bombes : la libération totale.
- 22 h 45 Histoires : Pour-on encore chasser en Sologne ?
- 23 h 15 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui le vie.
- 14 h 55 Cinéma : La Maison sous les arbres. Film franco-italien de René Clément (1971), avec F. Dunaway, F. Langella.
- 15 h 10 Un couple d'Américains s'est installé à Paris. La jeune femme souffre de déséquilibre psychique, le mari semble vivre sous une menace. Un jour, leurs deux jeunes enfants sont enlevés.
- 16 h 30 Histoires : Pour-on encore chasser en Sologne ?
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (DNC).
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe : La CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) et l'UREI (Union des Républicains et des Indépendants) du Sénat.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilletton : Le testament.

D'après N. Shute, réal. D. Stevens. Trois épisodes. Pourrait être récit de Jean. Après la crucifixion de Jean Harlow, le gardien de la prison meurt. L'histoire de ses aventures terminée, Jean décide de retourner en Malaisie, dans ce village qui lui est si cher.

- 21 h 30 Histoires : Pour-on encore chasser en Sologne ?
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 15 Aujourd'hui l'express : Les problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interventions de patients, des professeurs Sleguez et Beaupré de l'hôpital Lariboisière.
- 23 h 10 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 10 Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions.

- 19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 La minute nécessaire de M. Cyclopède : Souffrons le souvenir illustre d'un généralisme oublié.
- 20 h 38 Téléfilm : Les Ambitions déçues. D'après le roman d'A. Moravia, réal. F. Capri, avec V. Genset, M. Laborit, G. Vintcent.
- 21 h 10 Cinéma : Les choses du jeudi (à 15 h 55).
- 21 h 45 Histoires : Pour-on encore chasser en Sologne ?
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 15 Aujourd'hui l'express : Les problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interventions de patients, des professeurs Sleguez et Beaupré de l'hôpital Lariboisière.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 15 Aujourd'hui l'express : Les problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interventions de patients, des professeurs Sleguez et Beaupré de l'hôpital Lariboisière.
- 23 h 30 Avec le temps : Jocelyne. Emission de Météo Grégoire.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Pincocchio.
- 17 h 10 Les conteurs : Récits bigoudes.
- 17 h 40 Feuilletton : Dynamite.
- 18 h 55 Gili et Julia.
- 19 h Informations.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilletton : Le 16 à Karbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

### FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 Maximal.
- 9 h 10 Les chemins de la connaissance : histoire et modernité du jansénisme ; à 8 h 32, la conquête du pôle Nord ; à 8 h 50, Le sursaut de lune.
- 9 h 7 Matinée de la littérature.
- 10 h 45 Christine Singer et les âges de la vie.
- 11 h 2 Musique : Les Manes (musiques actuelles Nicole Côte d'Azur) ; Nietzsche et la musique ; musiques d'Europe et de France ; 5 opéras de chambre (à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 5 Agora : le méconfort d'entreprise.
- 12 h 46 Panorama : histoire et littérature.
- 14 h 10 Journal.
- 14 h 15 Un livre, des voix : « Qui suis-je ? » et « Une mémoire toute fraîche » de J. Cayrol.
- 14 h 47 Les apôtres de France-Culture : Variation 4 (l'ordre universel) ; à 15 h 20, le quartier de la Défense vers son aboutissement ; à 17 h, raison d'être.
- 18 h 30 Feuilletton : Nos amours les jeunes filles.
- 18 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : L'infirmité à l'hôpital.
- 20 h 10 Documentaire : Jardin sous la pluie. Avec C. Fieff, H. Coressaux, M. Berthel, M. Villalonga.
- 22 h 30 Nuits magiques : Invitation au voyage (René et Kostas Axelos : l'architecte et le philosophe).

### FRANCE-MUSIQUE

- 0 h à 6 h Fréquence de nuit : Wagner-Liszt.
- 0 h 2 Musique du matin : œuvres de Vivaldi, Sor, Beethoven.
- 7 h 10 Concert : œuvres de Saint-Saëns, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine, sol. D. Jensen, violon.
- 7 h 45 Le journal de musique.
- 8 h 12 Magazine de l'actualité du disque.
- 9 h 5 L'oreille en collusion (pour les enfants).
- 9 h 20 Musiciens d'aujourd'hui : Rudolf Firkušný, pianiste.
- 12 h Le royaume de la musique : Œuvres de Liszt, Sibelius.
- 12 h 35 Jazz : la chanson de Louis.
- 13 h 10 Concours international de guitare : œuvres de Villa-Lobos, P. Barrios, Regondi.
- 13 h 30 Poèmes d'été.
- 14 h 4 Musique Noire : Delvincourt, Roger-Roger, Lincoln.
- 14 h 30 Musiciens à l'œuvre : musique et théâtre, œuvres de Puccini, Charpentier, Lully, Strauss, Moreau, Mendelssohn, Beethoven, Pfitzner.
- 17 h 5 Répères contemporains.
- 18 h 1 L'après-midi.
- 19 h 5 Concert : jazz à la Berklee School of Music (de Boston).
- 20 h 10 Concert (échanges internationaux, en direct du Grand Théâtre de Genève) : « Mavra », opéra-bouffe de Stravinsky ; « Les Sept Péchés capitaux », de K. Weill, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. J.-M. Aubertin, sol. N. Tronkova, J. Henschel, A. Stamenov, J. Binkhof, A. Michail, R. Castinelli, H. Franz.
- 22 h 10 Fréquence de nuit : Musique et psychanalyse.



# Première classe sur toute la ligne!



Une compagnie de première classe se doit de vous offrir la première classe sur tous ses vols. Pour nous, Lufthansa, cela ne fait aucun doute. C'est pourquoi nous offrons la première classe dans le monde comme en Europe, y compris sur les 77 vols hebdomadaires pour l'Allemagne au départ de Paris. Cette touche supplémentaire de calme et d'attention si nécessaire à la détente – ou au travail – commence dès votre arrivée à l'aéroport Charles de Gaulle I, dans notre salon d'accueil «Senator», pour ne prendre fin qu'à votre arrivée, ponctuelle naturellement. Quelle que soit la destination de votre choix. Encore un avantage que certaines compagnies ont du mal à vous offrir.



**Lufthansa**

Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa, 75008 Paris, 21-23, Rue Royale, Tél. 2653735. Lyon, Tour Crédit Lyonnais, 129, Rue Servient, Tél. (7) 8636666. Aéroport Nice Côte-d'Azur, Cedex 06056, Tél. (93) 830280. Strasbourg, 48, Rue du Vieux-Marché-aux-Vins, Tél. (88) 222020. Toulouse, 76, Allées Jean-Jaurès, Tél. (61) 628066.



REPRODUCTION INTERDITE

|                      | Le Monde | Le Monde T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI      | 33,00    | 38,44         |
| DEMANDES D'EMPLOI    | 25,00    | 28,85         |
| IMMOBILIER           | 55,00    | 65,42         |
| AUTOMOBILES          | 55,00    | 65,42         |
| AGENDA               | 55,00    | 65,42         |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 164,00   | 194,50        |

# ANNONCES CLASSEES

|                    | Le Monde | Le Monde T.C. |
|--------------------|----------|---------------|
| ANNONCES ENCADREES | 47,00    | 55,74         |
| OFFRES D'EMPLOI    | 14,00    | 16,80         |
| DEMANDES D'EMPLOI  | 36,00    | 42,70         |
| IMMOBILIER         | 36,00    | 42,70         |
| AUTOMOBILES        | 36,00    | 42,70         |
| AGENDA             | 36,00    | 42,70         |

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

Cette Société, filiale d'un puissant groupe français de communication, est devenue rapidement l'une des premières agences spécialisées dans l'un des domaines de la publicité. Son expansion la conduit à rechercher pour son siège Parisien un

## RESPONSABLE DE CLIENTELE

Après formation, il a pour mission de développer une clientèle tout en gérant un courant d'affaires existant, au sein d'une équipe très professionnelle. Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un fort tempérament commercial. Il est diplômé de l'enseignement supérieur et justifie d'une première expérience de la vente de services. Les conditions offertes et l'intérêt du poste sont de nature à intéresser un professionnel compétent. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M.11220 AF Bis, à :

**EGOR PROMOTION**  
63 rue de Pontieu 75008 Paris.

**egor**  
MONTREAL

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PENNAB ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID

Société d'ingénierie de tout premier plan  
recherche

## ingénieurs

### SPECIALISTES METHODE DES ELEMENTS FINIS

Notre technologie exige notamment la mise au point et l'utilisation à l'échelle industrielle des méthodes les plus avancées en analyse de structures dans le domaine non linéaire (élastoplasticité, fluage, flambage, grandes déformations).

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs ayant :  
- une connaissance approfondie de la mécanique des milieux continus et de la méthode des éléments finis appliquée au comportement de structures soumises à des sollicitations complexes ;  
- une capacité à s'intégrer rapidement dans une équipe de très haut niveau en vue de développer des programmes de calculs thermo-mécaniques.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Sud.  
Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, et photo, en indiquant sur l'enveloppe la référence 3798, à Média-System, 104 rue Réaumur 75008 Paris, qui transmettra.

COURS PRIVE  
MORS COMPTON  
PLEIN CENTRE PARIS

## PROFESSEUR MATHS

Niveau terminal C.D. Pour 8 ou 12 heures par semaine.

TRÈS URGENT  
Série S.P.E.R.I.  
12, bd Bonne-Nouvelle  
75010 PARIS, qui transmettra.

ETL D'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR PRIVE, PARIS-8  
recherche

## COLLABORATRICE (TEUR)

pour travail, secrétaire  
coordination, pédagogie

544-01-83, à partir de 10 h.  
ORGANISME DE FORMATION  
théorique

## JEUNE FEMME EXPERIMENTEE

pour développer la formation  
694-67-31, mercredi, jeudi.

## emplois régionaux



THE DOW CHEMICAL COMPANY,  
groupe chimique du monde (près de 11 milliards de  
dollars de C.A. dans plus de 70 pays) recherche pour son  
entreprise DOW PIPE SYSTEMS - SIPAP dans la banlieue  
de ROUEN

## UN INGENIEUR CHIMIE ou MECANIQUE

avec de préférence 3 ans d'expérience, pour notre département d'assurance  
qualité.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe internationale dans un environ-  
nement dynamique où votre avenir sera à la mesure de votre performance.

Vous participerez au développement d'une nouvelle unité de production où vos  
connaissances et qualités humaines contribueront à la bonne marche de  
l'entreprise.

La mobilité géographique et fonctionnelle, comme la bonne connaissance de  
l'anglais sont des règles chez Dow.

Vous pourrez par la suite évoluer vers d'autres fonctions en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à  
E.R. DEPT. SIPAP  
53, rue Danielle Casanova - 79410 TOURVILLE LA RIVIERE

\* Marque déposée  
THE DOW CHEMICAL COMPANY



## SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche immédiatement  
pour Montpellier

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Capable, de par sa formation (E.N.S.I.) et son expérience  
(5 à 7 ans) d'animer l'équipe chargée :

- De l'entretien du parc d'appareils électroniques ;  
- De la bonne marche du secteur - vital - des transmi-  
ssions (téléphone, téléscopie, etc.) ;  
- De plus, le candidat devra s'imposer rapidement  
dans le second du service « Entretien » qui intervient dans  
les domaines électrique/mécanique/hydraulique, etc...  
Une bonne connaissance de ces spécialités, un bon contact  
humain et un anglais convenable sont donc des atouts supplé-  
mentaires de réussite dans ce poste offrant des perspectives  
de carrière intéressantes et une rémunération motivante.

Ecrire avec C.V. et photo et prétentions  
à Havis Montpellier, 14335, B.P. 11-43 Montpellier Cedex.

STÉ DIGITONE  
recherche  
en région étendue  
ELECTRONICIEN  
Pour études Micro-Electronique  
et Micro-Informatique.  
Débutants acceptés.  
Envoyer C.V. à S.A. DIGI-  
TONE, 13370 LA BARQUE.

VILLE DE MURET  
(17.000 habitants)  
RECRUTE un  
SOLUS-SILOTHÉCAIRE  
Les candidats devront être titu-  
laire du C.A.P.S.  
Adresser candidature et copie  
des diplômes à M. le Maire  
services du personnel  
avant le 30 AVRIL 1984.  
Renseignements :  
Mairie de Muret.  
Tél. : (01) 55-95-95.

## BANQUE

### Gestion de Patrimoine

Jeune diplômé (HEC, ESSEC, équiv.),  
vous avez acquis dans une Banque ou  
une Compagnie d'Assurances une pre-  
mière expérience (2 à 3 ans) de gestion  
obligatoire.

Afin d'offrir à notre clientèle des pro-  
duits financiers très performants, nous  
renforçons notre Département F.C.P.  
et vous proposons un poste évolutif.  
Une formation actualisée sera un atout  
complémentaire apprécié.

Adresser C.V. sous réf. 2816/F à :  
Monsieur DUVAL  
40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS  
(qui transmettra)

## SOCIÉTÉ INFORMATIQUE

recherche pour PARIS

## INGÉNIEURS-INFORMATIENS et ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Connaissant DOS / IBM, CP / M. COBOL, BASIC.  
Niveau L.U.T., MAGE ou Grande Ecole Scientifique.

Evolution intéressante pour candidats de valeur.  
Formation complémentaire assurée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à  
CEGI - 18, Impasse Compoin  
75017 PARIS

## ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN COMMUNICATION AUDIO-VISUELLE

recherche

## PROFESSEURS

pour enseigner en 1984/1985  
dans les disciplines suivantes :  
- publicités, marketing, écono-  
mie, médias ;  
- presse, radiophonie, télé-  
vision, télématique ;  
- technique cinéma, vidéo et  
son.  
Espoir, dans l'enseignement  
viennent appréciés.

Env. C.V. de préférence avec  
photo à : E.S.R.A.  
137, av. Félix-Faure, 75018.

## CABINET D'EXPERTISE ASSURANCES

Incendies et risques divers  
recherche

## COLLABORATEUR

Etudes supérieures régulières  
ayant connaissances en bilinguisme  
et notions de droit.

Bonne culture générale et  
large ouverture d'esprit.  
Activité Quot. rés. parisienne.  
Adresser lettre manuscrite, C.V.  
et photo à : Cab. Yves TRAVERS  
32, av. Gaston-Lecoulon  
78700 Conflans-Sainte-Hippolyte.

## STÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL PARIS

recherche

## CHARGÉ D'ÉTUDES SUR LES MARCHÉS DE L'INFORMATIQUE

- Expérience minimum 2 ans.  
- Anglais.  
- Disponibilité immédiate.

Envoyer C.V., photo, prétentions  
sous réf. 1044-552 M  
REGIS-PRÉ  
55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## ÉCOLE PRIVEE

PROF. HISTOIRE, GÉO.

Expérience demandée.  
Tél. pour rcs : 231-23-30.

## propositions diverses

Les possibilités d'emplois à  
l'étranger sont nombreuses  
et variées. Demandez une  
documentation sur la revue  
spécialisée MIGRATIONS (L&R  
S. P. 281-03 PARIS).

L'Etat offre des emplois sta-  
bles, bien rémunérés, à toutes  
les personnes possédant un  
diplôme de bachelier ou de  
baccalauréat de l'enseignement  
secondaire. Les 521-61-08  
Téléphone ou 521-61-08  
le soir après 18 h.

PAS DE PÉRIODE MAIS  
DEBUTANT DEBUTANT  
Téléphone : 233-22-95  
chez, chez toutes races.

Part. vende. L'ASSA APSQ.  
3 mois, L.O.F. régional, régional.  
URGENT. Tél. : 385-75-75.

## DEMANDES D'EMPLOIS

## DIRECTEUR PERSONNEL

60 ans, recherche travail  
à temps partiel.

Dans P.M.E., P.A.I. audit et  
comptabilité sociale et financière  
dans le secteur des assurances.  
Env. C.V. et photo à : M. le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75008 Paris.  
N. 40 ans, travail intensif,  
spécial. Export, 17 ans expé-  
rience, allemand et anglais.  
Notions informatiques J.C.  
C. CHAMON, 116, bd Diderot,  
75002 PARIS. 584-47-87  
r/indiquera.

## JOAILLIER

CHERCHE PLACE STABLE  
O.J.R. déposé O.M. 22 ans  
BALAIS 300 F/H  
Tél. : 637-07-16 de soir.

## MAROC

● Homme 40 ans, Droit et So.  
● Exp. Marketing, Publicité,  
Export, Gestion et Direction.  
Exp. Dir. P.M.E. + 100 per-  
sonnes en transport et ser-  
vices. Hôtellerie.  
● Anglais, espagnol, all., ital.,  
ch. poste direction, plani-  
fication avec profit. Mar-  
nach.  
Env. C.V. et photo à : M. le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75008 Paris.  
N. 40 ans, travail intensif,  
spécial. Export, 17 ans expé-  
rience, allemand et anglais.  
Notions informatiques J.C.  
C. CHAMON, 116, bd Diderot,  
75002 PARIS. 584-47-87  
r/indiquera.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS MODERNES, BRILLANTS ARGENTERIE - VIEL OR

PERSONNE DÉPUS 1980  
A Oyéris, A. Chausse-d'André,  
École, 37, av. Victor-Hugo.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

## l'agenda du Monde

### Animaux

B.O.S. chats ados, chatons et  
adultes, chats orphelins.  
Cherchez foyers douilles et  
basculons de chatons.  
Téléphone : 521-61-08  
le soir après 18 h.

### PAS DE PÉRIODE MAIS DEBUTANT DEBUTANT

Téléphone : 233-22-95  
chez, chez toutes races.

### Accessoires autos

PIÈCES AUTO  
ACCESSOIRES  
- bougies, auto-radio,  
alarmes et systèmes anti-vol,  
- pièces d'origine BMW, Fiat,  
- Siemens, Renault, Peugeot,  
- accessoires L.O.F.  
- pneus usés, 100%  
SERVICE EXPORT grand  
AUTOTEC  
83, avenue d'Italie, 75013.  
33-1-73-95.

### Antiquités

Aut. mobiliers, tableaux, livres  
ant. etc. Pote etc. Tél. même  
dim. : 373-95-53 - 222-95-53.

### Beauté

CELLULITE, CELLULITES, MOUS  
ACNE, COUPEROSES, traite-  
ment au laser, 227-82-85.

### Bijoux

Si vous vendez : bijoux, or,  
dépôts, pièces, etc. ne tenez plus  
sans téléphone. 385-75-75.

### ACHAT OR BIJOUX ANCIENS MODERNES, BRILLANTS ARGENTERIE - VIEL OR

PERSONNE DÉPUS 1980  
A Oyéris, A. Chausse-d'André,  
École, 37, av. Victor-Hugo.

### ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or.  
PAUL TERRER 225-47-77  
225-77-77, 35, rue du Col-  
lége, 75006.  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

### ACHAT OR







## LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

## C'est le temps qui manque le plus

Qui ne souscritait aux propos que le premier ministre vient de tenir dans le Monde, sur la crise, les mutations industrielles, les nouvelles technologies, la compétition internationale et les hésitations de l'Europe et de la France ces dix dernières années ? Certes, le jugement porté sur l'action de Georges Pompidou apparaît quelque peu injuste. Les causes de l'essor industriel de la France entre 1959 et 1973 ne sauraient se limiter à l'utilisation d'une main-d'œuvre à bon marché, intégrée pour l'essentiel à l'industrie. C'est sans doute le rôle incertain de l'Etat dans les grands programmes nationaux du supraplan (Airbus, informatique, nucléaire), les grandes restructurations industrielles et les premières parades sur le marché mondial.

Sans doute est-ce aller un peu vite que d'écrire que la politique industrielle a été inexistante sous le précédent septennat. La stratégie des créniaux, celle qui sous-tendait des accords comme l'alliance avec l'américain Honeywell dans l'informatique, relevait bien d'une certaine idée de la politique industrielle. Qu'elle se soit révélée néfaste n'y change rien. Le développement de l'industrie française des télécommunications, appuyé sur un grand programme d'équipement national, relevait, lui aussi, d'une stratégie bien précise. Enfin, il ne faudrait pas oublier cette brève période de fin 1978 à mi-1980 où l'Etat a tenté de mener — non sans tâtonnements — une politique coordonnée et offensive dans un certain nombre de secteurs d'avenir.

Cela dit, il est vrai que, globalement, les gouvernements qui se sont succédés pendant la précédente décennie n'ont pas pris conscience à temps de l'ampleur de la crise et de son caractère structurel. N'adoptant pas, par manque aussi de courage politique, les mesures qui s'imposaient, ils ont laissé à l'Etat la situation dans bien des domaines. De ce fait, la gauche était fondée à invoquer l'héritage. Reste que le premier ministre oublie qu'elle a, elle aussi, sa part de responsabilité dans la dégradation de la situation de l'industrie française. Car ce débat sur la modernisation et les premières actions sérieuses sur le terrain arrivent avec au moins deux ans de retard.

Si, au lendemain de sa victoire, la gauche, forte de son sens social et politique, avait pris à bras-le-corps plutôt qu'en vagues paroles le problème des mutations industrielles, sa

tâche serait aujourd'hui moins rude. Si elle avait su aller dès juin 1982 à une rigueur purement macro-économique une véritable action offensive dans et pour l'industrie, l'équation qu'elle doit résoudre désormais s'apparenterait moins à la quadrature du cercle.

Si elle avait su parler vrai et proposer, à temps, à toutes les forces vives du pays ce « compromis historique » indispensable pour faire face aux nouvelles données internationales et technologiques, si elle ne s'était pas épuisée en de vaines querelles internes, voire de personnes, sans doute ne se retrouverait-elle pas dans la situation qui est aujourd'hui la sienne : celle de devoir imposer des restructurations d'autant plus douloureuses et coûteuses que l'on a trop tardé, avec une base sociale et politique singulièrement rétrograde, et des échéances électorales qui se rapprochent.

D'où le dilemme pour le gouvernement. Faut-il donner la priorité à l'impératif politique ? Accélérer les mutations pour rattraper le retard, au risque de perdre le pouvoir ? Ou prendre son temps pour conserver les positions électorales, quitte à laisser l'écart s'accroître avec les Etats-Unis, le Japon, voire d'autres pays ? En affirmant tout à la fois qu'il est « vital pour la France de rattraper son retard » et qu'il « veut mieux décaler les problèmes les uns après les autres que de prendre le risque d'une rupture des équilibres sociaux », le premier ministre laisse plover l'ambiguïté.

La France, mais aussi l'Europe, n'a pas encore pris l'exacte mesure de la révolution technologique en cours. Elle a quelques peines à comprendre le phénomène d'accélération de l'histoire, dû au considérable développement des moyens de communication à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse de la circulation des hommes, des marchandises ou des informations. Ses industries rêvent encore trop souvent d'amorcer leurs produits sur vingt ans, alors que sur les côtes du Pacifique ils sont obsolescences au bout de trois ans. Sa classe politique arrive difficilement à intégrer les révolutions économiques et à faire passer l'intérêt collectif à long terme avant

les intérêts locaux, voire personnels, à court terme. Bref, on aimerait bien prendre son temps pour digérer cette révolution qui fait le peur. Pourtant, s'imaginer que l'on pourra, comme ce fut le cas lors du passage de la civilisation agraire à la société industrielle, étaler sur plusieurs générations la révolution actuelle est malheureusement une vue de l'esprit. Tout va plus vite. Dans cinq ans, dix ans au maximum, les cartes seront distribuées, les positions prises, les situations acquises.

Si la France veut rester dans la course, le gouvernement va devoir tout faire en même temps : organiser la régression des secteurs traditionnels, moderniser les industries de transformation, investir massivement dans les nouvelles technologies, réformer l'ensemble du système éducatif, mettre en place un vrai programme de formation professionnelle adaptée aux nouvelles technologies. Le tout dans une économie sans croissance, face à des concurrents plus agiles que jamais. L'ensemble de la société française comprend-elle qu'il n'y a pas d'autre voie ? Est-elle prête à en supporter toutes les conséquences ?

J.-M. QUATREPOINT.

## ULTIMES ARBITRAGES POUR LES DOTATIONS DE L'ÉTAT AUX GROUPES NATIONALISÉS

## La sidérurgie recevrait entre 5,5 et 6 milliards de francs

Avec plus de deux mois de retard par rapport aux dates initiales, les groupes nationalisés du secteur concurrentiel vont enfin connaître les dotations en capital que l'Etat actionnaire leur allouera pour 1984.

Depuis l'automne, un débat — surtout tactique — opposait M.M. Delors et Fabius sur la ventilation des 12,85 milliards de francs prévus dans la loi de finances pour 1984 au titre des dotations en capital pour le secteur public concurrentiel. Au ministère de l'Industrie et de la Recherche, on souhaitait attribuer que 4 milliards de francs à la sidérurgie afin de pouvoir consacrer des sommes plus importantes aux secteurs d'avenir, en particulier pour le groupe Thomson et les opérations de restructuration dans le

téléphone. Quant aux besoins de financement d'Uzinor et de Sacilor (dont chacun sait qu'ils sont bien supérieurs à 4 milliards de francs), ils devaient être estimés, on ne le sait pas encore, à 2,5 milliards de francs, par exemple, dans le cadre d'un col- lectif budgétaire en par d'autres modes de financement (prêts participatifs, fonds spécial, banques, etc.).

Le ministère de l'Economie, des Finances et du Budget jugait, en revanche, qu'il ne fallait pas évaluer, une fois de plus, le problème posé par la sidérurgie. « Les sociétés concernées doivent, enfin, présenter des plans réalistes comportant des réductions de capacité drastiques et des perspectives de rétablissement des comptes. Pas question donc de remettre à plus tard le dossier acier ». Souffrant de M. Fabius d'une telle intention, M. Delors a donc tenté d'utiliser l'arme des dotations. « Pour éviter le défilé de bilan des sidérurgies, disait-il, il faut de toute façon 6 milliards. Prélèvements sur les dotations... à moins que l'on nous présente un nouveau Plan acier ».

Bref, la balle était renvoyée à M. Fabius : « Si vous voulez consacrer les sommes nécessaires aux industries d'avenir, à Thomson notamment, il faut avant tout s'attaquer de front au problème de la sidérurgie ».

Dans le compromis qui a été trouvé, c'est un autre secteur, la chimie, qui va supporter les frais de l'opération. Ainsi, la somme de 2 milliards de francs initialement prévue pour la fin de la restructuration de la chimie (appurement des pertes de PCUK notamment) sera ramenée à un milliard. Les banques prendront à leur compte les charges

financières découlant du retard supplémentaire d'un an dans l'apurement du passif.

Ce milliard récupéré ira en principe au groupe Thomson qui en a le plus grand besoin pour le financement de son développement dans les composants.

La ventilation des dotations serait donc la suivante : Renault, 1 milliard de francs ; chimie, 1 milliard ; CDF-chimie, 1 milliard ; EMC, 200 millions ; SNIAS-SNECAM, 350 millions ; Ball, 1 milliard ; COCT, 300 millions ; Thomson, 1 milliard ; Thomson-Telecom, 700 millions (apport de l'Etat pour détenir 48 % dans la nouvelle société) ; Saint-Gobain, 300 millions (il s'agit en fait d'une dette de l'Etat à l'égard du groupe).

Pour les 6 milliards restants, la répartition précise va faire l'objet d'un ultime arbitrage. Pour la sidérurgie, la fourchette va de 5,5 milliards à 6 milliards de francs, le reliquat — s'il y en a un — étant réparti entre Rhône-Poulenc et PCUK.

Par ailleurs, 1 milliard de francs supplémentaire sera accordé pour les projets des groupes industriels dans les zones de reconversion. La CGE et Thomson percevaient une partie non négligeable de ce milliard.

On peut regretter que le « kriegspiel » qui s'est joué autour de ces dotations en capital ait tant retardé leur fixation. L'incertitude dans laquelle on a laissé, pendant des mois, les groupes nationalisés du secteur concurrentiel n'était pas de nature à accélérer leurs efforts d'investissement et de modernisation, à un moment où il faut pour- tant passer la vitesse supérieure.

J.-M. G.

## L'EXEMPLE DES CIRCUITS INTÉGRÉS

## Un effort « redoublé » mais qui reste insuffisant

Dans les circuits intégrés, « cœur stratégique » de la filière électronique, la société californienne Intel va investir à elle seule, en 1984, presque autant que la France en quatre ans, c'est-à-dire sur la durée de son « plan composants ».

Exemple non isolé et malheureusement symbolique d'une disproportion qui va croissant entre les investissements réalisés sur le Vieux Continent et aux Etats-Unis ou au Japon. « Moderniser la France », rappelle M. Mauroy, c'est restructurer les industries traditionnelles tout en « redoublant » d'efforts sur les technologies de pointe pour « refaire notre retard » et ne pas « se résigner au rôle de mouton ». C'est l'évidence. Et le gouvernement qui, c'est vrai, « redouble d'efforts », peut se donner l'illusion de bien faire.

Lors de la définition du « plan circuits intégrés » adopté en mars 1982, les pouvoirs publics estimaient qu'il fallait multiplier par huit, et non par deux, les sommes affectées à cette industrie pour rétablir le balance commerciale du secteur et reconstruire une relative indépendance

vis-à-vis des groupes américains. Sur quatre ans (1982-1986), les dépenses de recherche devaient être portées à 3,4 milliards de francs (valeur 1982) et les dépenses d'investissement à 2,7 milliards de francs. En 1982, année de mise en route, l'objectif ne fut pas atteint. En 1983, il fut à environ 80 % : il manquait des crédits pour l'investissement industriel (le Monde du 15 novembre 1983). Cette année se présente comme la précédente. Thomson, principal « pôle » de production avec MHS (Matra-Harris-Semiconducteurs), qui estimait avoir besoin d'un milliard de francs pour financer son développement dans ce secteur, recevra ce milliard en dotation en capital mais... pour couvrir l'ensemble de ses activités.

Que M. Gomez, président du groupe nationalisés, en affecte les deux tiers aux circuits intégrés, et l'on retrouvera grosso modo les chiffres de 1983. Même si la reprise américaine « tire » la production nationale en lui offrant d'avantageux — et d'inattendus — débouchés à l'exportation, il n'en reste pas moins que le gouver-

## Les ministres européens de l'industrie ont approuvé le programme « Esprit »

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — « Esprit » va pouvoir enfin être lancé. Ce programme de recherche et de développement dans le domaine des technologies de l'information à l'étude depuis deux ans, a reçu le feu vert des ministres de la recherche des Dix, réunis à Bruxelles le 28 février. Les Britanniques et les Allemands ont en effet levé leurs réserves, qui étaient d'ordre purement budgétaire. « L'Europe redevient ambitieuse (...). C'est la première décision optimiste des années 1983-84, qui va impressionner également nos partenaires américains et japonais », souligne M. Etienne Davignon, vice-président de la commission européenne qui a promu le programme « Esprit ».

L'objectif est de favoriser, grâce à l'accroissement des subventions de la Communauté, la coopération entre les entreprises, les centres de recherche et les universités des Dix dans les cinq secteurs suivants : la micro-électronique de pointe ; les technologies de logiciel ; le traitement avancé de l'information ; la bureautique ; la production assistée par ordinateur. L'esprit est de parvenir, grâce à cet effort collectif, à rattraper une partie du retard pris par l'Europe dans ces domaines vis-à-vis de ses concurrents américains et japonais.

Les crédits qui seront affectés par la Communauté à « Esprit » au cours des cinq années à venir (de 1984 à 1988) ont été fixés à 750 millions d'ECU, soit 5,20 milliards de francs. La règle veut que les industriels qui participent aux projets de chaque projet ; autrement dit, le budget du programme s'élèvera au total pour les cinq années à venir à 1,5 milliard d'ECU, soit 10,4 milliards de francs. Un programme-pilote, comptant trente-quatre personnes avec un budget total de

23 millions d'ECU (11,5 à la charge du budget de la Communauté, et 11,5 à la charge des opérateurs) est en cours d'exécution. Ce sont les deux principales entreprises communautaires des technologies de l'information qui ont pris l'initiative du programme « Esprit ». Parmi elles, trois françaises, Thomson-CSF, Ball et la CGE. Ces entreprises participent déjà activement, en coopération avec les partenaires d'autres sociétés de la Communauté, au programme expérimental.

Le programme « Esprit » étant maintenant lancé, le conseil des ministres de la recherche des Dix devrait être en mesure, dès sa prochaine réunion prévue en mai prochain, de prendre des décisions sur deux autres programmes communautaires de recherche portant sur les biotechnologies, l'autre sur la stimulation des échanges — et notamment de la circulation des chercheurs — entre les centres de recherche européens.

A l'issue de la réunion du 28 février, M. Laurent Fabius, ministre de la recherche qui préside le conseil des ministres de la recherche de la CEE, a proposé à ses partenaires de relancer les « décideurs » des gouvernements des Dix ainsi que ceux de la Communauté à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg, par un réseau de communication utilisant les technologies modernes. Ce système, qui intégrerait la visioconférence, la télécopie rapide, le télex et la messagerie électronique, pourrait être installé d'ici deux ans. Un tel réseau serait une « première mondiale et une révolution industrielle essentielle », estime M. Laurent Fabius. Il devrait profiter à l'industrie européenne qui disposerait ainsi d'une « vitrine ».

Ph. L.

## ATT veut s'implanter en Espagne

L'Europe a pris conscience de son déclinement dans les nouvelles technologies et s'applique à resserrer ses liens. La mise en œuvre du programme ESPRIT en est un signe encourageant. Cet effort reste pourtant limité. Les groupes américains multiplient en effet les négociations bilatérales avec des entreprises, voire des gouvernements, du Vieux Continent, afin d'affaiblir l'effort commun des communautés que l'on cherche à constituer.

Dernier exemple en date : l'Espagne, où le groupe American Telephone and Telegraph (ATT) négocie avec le gouvernement son implantation. L'investissement total pourrait atteindre 500 millions de dollars. Il s'agit de la plus importante initiative étrangère depuis l'installation, en 1980, de General Motors dans ce pays.

ATT installerait d'abord une usine de circuits intégrés en collaboration avec la Compagnie téléphonique espagnole (CNTe). L'investissement initial se monterait à 200 millions de dollars par ATT et à 40 millions pour la CNTe. Mais, selon des informa-

tions recueillies en Espagne, il ne s'agit que d'une première étape d'un programme plus vaste qui concernerait les centres téléphoniques et les terminaux de la prochaine génération. Pour l'heure rien n'est conclu et ne le sera pas avant d'une dizaine de semaines selon ATT.

Après avoir échoué en Grande-Bretagne, où il souhaitait prendre 75 % de la Compagnie des circuits intégrés INMOS, ATT vise donc l'Espagne, pays candidat à l'entrée dans le marché commun. La stratégie est habile et rappelle celle de l'autre groupe américain ITT (International Telephone and Telegraph) qui dans les années 20 avait « conquis » les télécommunications européennes en passant... par l'Espagne, pays où il est encore très puissant aujourd'hui, même si des négociations en cours avec son concurrent ATT l'inquiètent.

La CGE française, qui avait souhaité s'implanter en Espagne et y vendre ses produits, voit ainsi un nouveau marché européen se fermer, peut-être en grande partie, aux technologies françaises.

E.L.S.

## LA COMPAGNIE CBSF A CONFIANCE EN SES ACTIONNAIRES

Sur les raisons pour lesquelles la Compagnie Bourse-Saint-Frères (CBSF) est appelée à exprimer des besoins de financement, la direction générale de la compagnie commente :

« La compagnie a été chargée en juin 1982, par un contrat de location-gérance approuvé par le tribunal de commerce de Lille d'assurer la location-gérance des fonds de commerce de Bourse-Saint-Frères (BSF) et de la Société foncière et financière Agache-Wilko (SFFAW), en règlement judiciaire ».

Cette mission devait s'accomplir dans le cadre du protocole financier passé entre l'Etat, représenté par le ministre de l'Economie et des Finances et de l'Industrie, l'Institut de développement industriel, les banques chefs de file de Bourse-Saint-Frères, et le président de la compagnie, en date du 25 juin 1982.

Il est apparu, depuis cette date, que des éléments capitaux de ce contrat de location-gérance et de ce protocole financier n'avaient pas été mis en œuvre :

— La CBSF devait bénéficier des valeurs réalisables et disponibles des sociétés en location-gérance dont le montant était estimé à plus de 500 millions de francs — alors que le montant effectivement mis à disposition a été de moins de 200 millions de francs ;

— Jusqu'au plafond de 400 millions de francs, la charge des frais de restructuration devait être supportée par la précédente société BSF en règlement judiciaire ; mais en l'absence de trésorerie autonome de celle-ci, cette restructuration (licenciements, reconversions) est prise en charge par CBSF.

— Le produit des ventes d'actifs immobiliers (à l'heure actuelle 153 millions de francs) devait être mis à la disposition de la CBSF, mais les mandataires de justice ont placé ces sommes en compte bloqué.

— La sortie de la location-gérance prévue dès le début 1984, ce qui eût permis, conformément aux pratiques en vigueur, une restauration du crédit fournisseur à la faveur du concordat.

— Ce concordat devait aussi permettre, à la suite des premières échéances de remboursement aux banques créancières, que celles-ci consentent, au terme d'un certain délai, de nouveaux concours financiers.

La prolongation de la situation actuelle est notamment insupportable aux différentes procédures enga-

gées par M.M. Wilko : le contrat de location-gérance fait toujours l'objet de la part de l'un d'eux d'une tierce opposition ; par ailleurs, ils ont interjeté appel à l'égard du jugement de confusion des mandats qui permettait de préparer, dans des conditions favorables et rapides, le concordat en cause.

Il est ainsi clair que des modifications de période considérables sont intervenues par rapport aux perspectives juridiques et financières d'origine. Celles-ci assuraient à CBSF le bénéfice de moyens exceptionnels : la mission de redresser un ensemble industriel concurrentiel de nombreux causes de pertes, et dans la plupart des secteurs, un retard d'investissement datant de nombreuses années entraînait une productivité insuffisante.

Avec l'aide des moyens dont elle a bénéficié (capital de 200 millions de francs, prêts participatifs de 160 millions de francs), la CBSF a conduit en dix-huit mois une première phase de redressement, se traduisant par une diminution importante de ses effectifs, des investissements appréciables et une diminution significative de ses pertes d'exploitation.

Elle vient d'actualiser, en son conseil d'administration du 7 février, son plan industriel, lequel assure sa rentabilité, hors frais de restructuration, pour 1985.

Pour continuer ainsi à faire face à la mission, cette société de droit privé, garantie par les documents accompagnant sa naissance, doit trouver la compensation de moyens qui n'ont pas été fournis.

Cette situation a d'ailleurs été prévue par les correspondances qui accompagnent le protocole financier signé et en particulier la lettre du ministre de l'Economie et des Finances indiquant — le 23 juin 1982 : « Les pouvoirs publics, dans l'hypothèse où les problèmes de financement se traduisent substantiellement modifiés par rapport au plan établi, ne se désintéressent pas des problèmes financiers que pourrait rencontrer CBSF ».

Les chefs de file bancaires présents à la même date à l'égard de l'IDI un engagement de portée comparable.

La modification substantielle des perspectives financières d'origine et l'adoption du plan industriel sur lequel CBSF s'engage, fondent donc les besoins de financement exprimés.

Paris, le 29 février 1984.



## MARCHÉ COMMUN

### LA CEE LIMITE LES IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS AMÉRICAINS

La CEE limitera à partir du 1<sup>er</sup> mars, et pour quatre ans, l'entrée en Europe de certains produits américains en « réplique » à la restriction des importations d'acier spéciaux décidée brutalement en juillet dernier par l'administration Reagan.

Les droits de douanes sur le méthanol, l'acétate de vinyle et sur les appareils d'alarme antivol seront augmentés (les importations de ces produits représentent 57 millions de dollars par an). D'autre part, certaines importations sont plafonnées. Il s'agit d'articles de sport, comme les skis, des fusils et des carabines de chasse, et de certains produits chimiques (polyéthylène...).

Pour Bruxelles, ces « représailles » sont conformes à la réglementation du GATT. Les États-Unis les estiment trop élevées. M. Brock, ministre américain du commerce, qui s'est rendu le 28 février à Bruxelles, a contesté la portée prise en compte par la CEE entre le dollar et l'ECU. Il a été admis qu'on referait les comptes et qu'on réviserait les quotas chaque année.

### La France, prête à réduire sa production laitière

(Suite de la première page.)

Celui aussi sur lequel M. Souchoy s'est exprimé de manière la plus nette : « L'accroissement des excédents n'est plus finançable. L'Europe n'en a plus les moyens. La maîtrise, et même la diminution, de la production laitière dans la Communauté est inévitable et nécessaire (...). En 1984, la production se situera aux alentours de 105-106 millions de tonnes. La majorité des pays membres estiment, avec la commission, qu'il convient de plafonner cette production à 97,2 millions de tonnes. Il faut organiser la réduction de la production laitière... S'il n'y avait pas d'accord entre les Dix, l'échec entraînerait un effondrement du marché... Le problème laitier est de nature comparable à celui des grands secteurs industriels qu'il faut restructurer, comme la sidérurgie ou les chantiers navals, à la différence essentielle que le secteur agricole est porteur d'avenir, à la condition de savoir s'adapter ».

Que demande la France. Elle veut introduire d'abord un minimum de souplesse dans cette politique de plafonnement de la production, à savoir une période de transition,

pour ramener la production de son niveau actuel à celui plus bas qui sera fixé. Paris souhaite ensuite un traitement provisoirement moins défavorable - pour les petits, les jeunes, pour ceux qui sont en voie de modernisation même sans avoir formellement présenté un plan de développement », car, déclare M. Souchoy « il ne doit pas être question de bloquer la modernisation de nos exploitants ». Il faut tenir compte d'une situation particulière : 40 % des exploitants ont plus de cinquante ans et 10 % des exploitants ont plus de soixante-cinq ans.

M. Rocard élargit le propos. La crise qui atteint l'économie laitière guette d'autres secteurs, puisque la surproduction est générale et les débouchés extérieurs défilants. « Les excédents doivent être réduits pour la quasi totalité de nos productions », et le ministre envisage de limiter le niveau de garantie dont bénéficient les agriculteurs.

« Il sera pas possible de faire autrement », prévient-il. C'est un thème qui, selon lui, déborde de la seule compétence des ministres de l'agriculture. Il en est de même, ajoute-t-il, de l'aspect budgétaire du débat en cours. L'affaire est entendue : compte-tout des ajustements, des « souplesses » demandées par les uns et les autres, même en faisant preuve de beaucoup de rigueur, l'enveloppe prévue dans le budget de la CEE de 1984 pour le soutien des marchés sera largement dépassée. C'était là un thème tabou que la commission, pendant longtemps, n'osait aborder. Le président Thora a récemment « posé avec clarté

devant le parlement européen. M. Rocard constate un fait : sauf à imposer aux agriculteurs des sacrifices d'une brutalité peu supportable, il faut admettre la nécessité d'un financement supplémentaire.

Un coin de bled pourtant dans ce ciel sombre. Il ressort des propos de M. Rocard que celui-ci pourrait envisager en France, pour les produits où les prix fixés par la communauté conditionnent directement les prix de marchés (on prend en compte, fait-il remarquer, dans l'établissement des moyennes des « prix décalés » qui, par rapport à la situation des marchés, n'ont aucune signification), des relèvements de prix se situant autour de 10 %, voire un peu plus. « Je ne veux certainement pas saboter la politique de modulation des prix du gouvernement. J'en ai été un des premiers partisans, mais je tiens à faire en sorte que cette politique ne soit pas payée plus cher par les agriculteurs que par les autres », a conclu le ministre.

PHILIPPE LEMAITRE.

#### ESPAGNE

● Prix : + 1,4 % en janvier. - L'indice espagnol des prix à la consommation a augmenté de 1,4 % en janvier, soit 11,9 % pour les douze derniers mois. L'alimentation, les soins médicaux et les transports ont été les secteurs les plus touchés. Toutefois, la hausse du coût de la vie a été la plus faible enregistrée pour un mois de janvier depuis 1981. - (AFP.)

## ÉNERGIE

### BATAILLE PÉTROLIÈRE AUX ÉTATS-UNIS

#### Atlantic Richfield s'intéresse au rachat de Gulf Oil

La bataille déclenchée entre-Atlantique pour le contrôle de la cinquième compagnie pétrolière américaine, Gulf Oil Co., par un groupe d'investisseurs conduit par M. T. Boone Pickens continue de plus belle. Les dirigeants de Gulf, hostiles aux initiatives de M. Pickens, qui, après avoir acquis en bourse 13,2 % du capital de la compagnie, a lancé une offre publique d'achat sur 8 % supplémentaires des actions (au prix de 65 dollars l'action), étudient actuellement diverses stratégies.

Le groupe Atlantic Richfield Co. (ARCO) serait notamment, selon le

Wall Street Journal, l'un des candidats les plus intéressés par ce rachat, et serait actuellement en train de rassembler les sommes nécessaires au financement de l'opération. ARCO envisagerait, semble-t-il, de racheter pour 13 milliards de dollars (104 milliards de francs) la totalité du capital de Gulf, au prix de 78 dollars à 80 dollars l'action.

Les dirigeants de la Gulf étudient néanmoins d'autres possibilités. Ils ont proposé à une douzaine de compagnies, parmi lesquelles toutes les « majors » de l'industrie pétrolière, d'examiner, sous certaines conditions - de secret et de coopération ultérieure -, des informations confidentielles sur le groupe et ses plans.

La prise de contrôle de Gulf par une des « majors » se heurte cependant aux lois antitrust américaines. Ainsi Mobil a-t-il indiqué qu'il serait intéressé par le rachat des actifs de production de Gulf, mais pas par le rachat de la compagnie elle-même.

#### L'ÉGYPTÉ ET L'URSS AUGMENTENT LES PRIX DE LEUR PÉTROLE BRUT

L'Égypte et l'URSS ont annoncé, le 28 février, un relèvement des prix de vente de leur pétrole brut. Le brut soviétique « Oural » passera de 28,50 dollars à 29 dollars par baril à dater du 1<sup>er</sup> mars; l'Égypte augmentera uniquement les prix de ses bruts lourds (de 0,25 dollar par baril), les tarifs de la qualité « Suez blend », plus légère, restant inchangés. Les deux pays, qui ne font pas partie de l'OPEP ajustant périodiquement leurs tarifs en fonction de l'évolution du marché.

Le relèvement annoncé reflète le raffermissement général des cours depuis le début du mois de janvier, lié à la hausse de la demande des États-Unis (+ 16 % en janvier) à cause d'un hiver très rude, et aux incertitudes pesant sur l'approvisionnement en provenance du Golfe du fait de la guerre Iran-Irak. Sauf accident, lié à l'aggravation de ce conflit, la plupart des observateurs estiment que la stabilité des cours devrait être préservée au moins jusqu'au second trimestre, grâce notamment à la diminution marquée en février de la production saoudienne, laquelle après avoir dépassé 5 millions de barils/jour (250 millions de tonnes/an) au début de l'année est retombée, en février, entre 4 millions et 4,5 millions de barils/jour.

## TRANSPORTS

### LES ROUTIERS EUROPÉENS ONT LEVÉ LEUR BARRAGE DU COL DU BRENNER

Le comité de grève international représentant les « routiers » de plusieurs pays européens qui bloquaient depuis huit jours le col du Brenner, à la frontière italo-autrichienne, a décidé, mercredi matin 29 février, de suspendre le mouvement. Aussitôt après l'assemblée générale du comité de grève (Allemagne, Grande-Bretagne, Danemark, Grèce), ses représentants ont étudié avec la police bavaroise les modalités d'un débloqué rapide des frontières italo-autrichienne et austro-allemande. Les « routiers » autrichiens, qui n'ont pas participé à cette réunion, avaient décidé ultérieurement, la veille, de céder aux demandes de leur gouvernement et de lever leur blocus, mercredi matin.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

|            | COURS DU JOUR  | UN MOIS        | DEUX MOIS      | TROIS MOIS     |
|------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|            | + less + hauss | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. |
| S.E.-U.    | 5,6250         | 5,6270         | + 148          | + 178          |
| S. can.    | 6,4110         | 6,4150         | + 118          | + 155          |
| Yen (100)  | 3,6375         | 3,6420         | + 186          | + 175          |
| DM         | 3,0010         | 3,0040         | + 146          | + 180          |
| Fluka      | 2,7275         | 2,7300         | + 141          | + 185          |
| F.R. (100) | 15,6340        | 15,6400        | + 229          | + 116          |
| F.S.       | 3,7075         | 3,7090         | + 270          | + 291          |
| L. (1 000) | 4,9510         | 4,9530         | + 228          | + 176          |
| E.         | 11,9570        | 11,9590        | + 380          | + 425          |

#### TAUX DES EURO-MONNAIES

|            | 9 3/8   | 9 3/4   | 9 7/8   | 9 15/16 | 10     | 10 1/8 | 10 1/4 | 10 1/2 | 10 3/4 | 10 1/2 |
|------------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| S.E.-U.    | 5 7/16  | 5 11/16 | 5 13/16 | 5 15/16 | 6      | 6 1/8  | 6 1/4  | 6 1/2  | 6 3/4  | 6 1/2  |
| DM         | 5 15/16 | 6 1/8   | 6 1/4   | 6 1/2   | 6 3/4  | 6 7/8  | 6 3/4  | 6 1/2  | 6 1/4  | 6 1/2  |
| Fluka      | 12 1/2  | 13 1/2  | 13 3/4  | 13 7/8  | 14     | 14 1/8 | 14 1/4 | 14 1/2 | 14 3/4 | 14 1/2 |
| F.R. (100) | 1       | 1 1/16  | 1 1/8   | 1 1/4   | 1 1/2  | 1 3/4  | 1 3/8  | 1 3/4  | 1 3/4  | 1 3/4  |
| F.S.       | 16      | 17 1/2  | 17 1/2  | 17 3/4  | 17 3/4 | 17 3/4 | 17 3/4 | 17 3/4 | 17 3/4 | 17 3/4 |
| L. (1 000) | 9       | 9 1/8   | 9 1/8   | 9 1/8   | 9 1/8  | 9 1/8  | 9 1/8  | 9 1/8  | 9 1/8  | 9 1/8  |
| E. (imp.)  | 12 1/4  | 12 1/2  | 12 1/2  | 12 1/2  | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/2 |

Les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par nos grands banques de la place.

isa

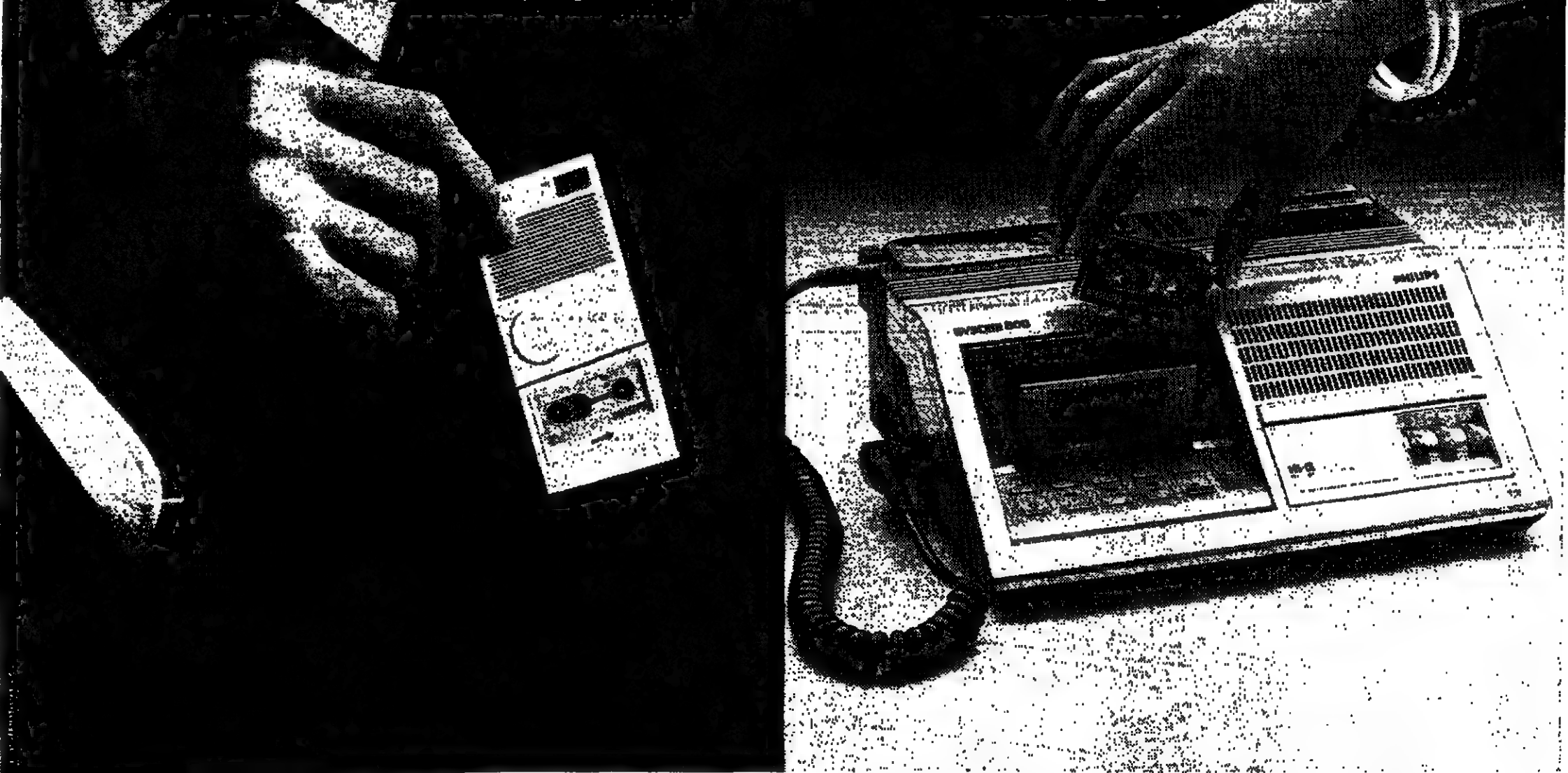
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUR-EN-JOSAS - TÉL. (3) 956.80.00 POSTE 478 OU (3) 956.24.26 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS)  
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (REG-ISA-CFC)  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1984  
date limite de dépôt des dossiers de  
candidature pour la deuxième session :  
lundi 12 mars.

METTEZ VOTRE SECRÉTAIRE  
DANS VOTRE POCHE.

GARDEZ VOTRE PATRON  
SOUS LA MAIN.



## POCKET-MEMOS ET MEMOS-SYSTEMES PHILIPS.

Mettez votre secrétaire dans votre poche : en déplacement, en réunion, en week-end : Pocket-Memo® Philips. Après un entretien, entre deux rendez-vous ou simplement pour qu'une idée ne s'envole pas : Pocket-Memo® Philips.

La taille réduite de ses cassettes, pouvant durer une heure, son micro et son haut-parleur incorporés en font un minuscule enregistreur qui vous accompagne partout. Votre Pocket-Memo® est toujours là, toujours prêt.

Et il rend votre secrétaire beaucoup plus disponible : il lui suffit d'enclencher votre cassette enregistrée dans le Memo-Systeme® Philips, quand elle le souhaite.

Gardez votre patron sous la main : sous forme de mini-cassettes. Et écoutez-le sur le Memo-Systeme® Philips. Tout de suite, dans une heure ou quand ça vous arrange.

Le Memo-Systeme® Philips est un lecteur-

enregistreur, spécialement conçu pour une meilleure gestion de votre temps : écoutez, directement par haut-parleur, ou par casque pour mieux vous isoler. Arrêtez si besoin est, et reprenez plus tard. Décidez en permanence du bon moment pour taper une lettre ou rédiger un rapport.

Voulez-vous laisser un message à votre tour ? Le Memo-Systeme® Philips a aussi un micro. Pocket-Memos® et Memos-Systemes® Philips : de la mémoire pour deux.

Je désire recevoir : une documentation complète ☐ la visite d'un attaché commercial ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Coupon à retourner à S.A. Philips Data Systems, Département Bureautique Distribution 5, square Max-Hymans, 75741 PARIS Cedex 15.

PHILIPS Data Systems



LES ARTS MÉNAGERS DANS LES 9 BHV C'EST :

# LE CHOIX

DANS **DE 700 RÉFÉRENCES**  
**DE 50 GRANDES MARQUES**  
(Livraison gratuite Paris et banlieue).



Certaines marques, certains modèles peuvent ne pas être présentés, mais tous peuvent être fournis dans les mêmes délais.

RIVOLI/PARLY 2/MONTLHERY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPIRE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

184 ORDINATEURS

PANORAMA  
Printemps 84

L'ORDINATEUR  
INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

Vos annonces dans

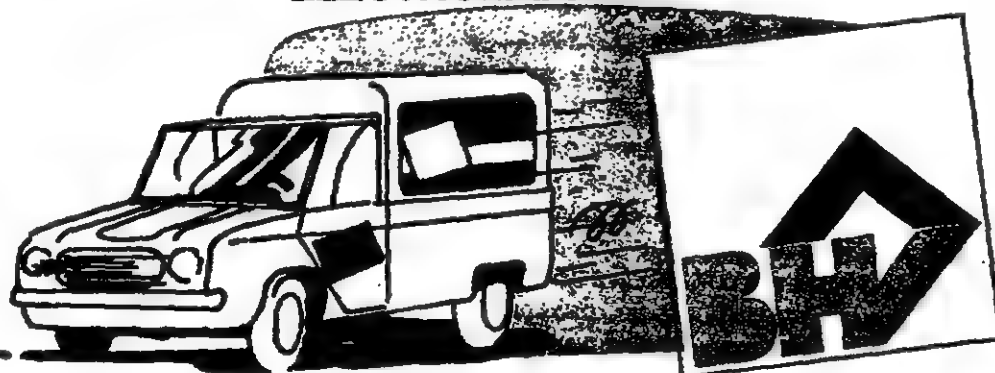
Emplois Cadres  
**Le Monde**

5, rue des Italiens, 75009 Paris  
N° 57 - 85 bis, rue Réaumur,  
75002 Paris

LES ARTS MÉNAGERS DANS LES 9 BHV C'EST :

# LE SERVICE APRES-VENTE BHV service N°1

110 TECHNICIENS ET 60 VÉHICULES.  
GARANTIE GRATUITE 2 ANS SUR LE GROS  
ÉLECTROMÉNAGER.



RIVOLI/PARLY 2/MONTLHERY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPIRE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

LES ARTS MÉNAGERS DANS LES 9 BHV C'EST :

# CREDIT GRATUIT SUR TOUT LE MAGASIN



RIVOLI/PARLY 2/MONTLHERY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPIRE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

## AFFAIRES

### LES VOITURES DE M. MICHEL LECLERC EN PANNE

Bruxelles (AFP). - Trente-deux véhicules ont été livrés aux garagistes français du réseau de M. Michel Leclerc (le frère de M. Edouard Leclerc, président des centres commerciaux). Le contrat prévoyait la livraison d'un millier d'automobiles chaque mois, mais aucune n'a été immatriculée, a indiqué le 28 février M. Jean Monchaux, un correspondant belge de M. Leclerc. M. Monchaux déclare avoir rompu, depuis quelques jours, le contrat qui le liait avec M. Leclerc, parce que toutes les voitures (Peugeot et Renault) expédiées en France ne lui avaient pas été payées.

M. Michel Leclerc conteste les déclarations de son ancien correspondant belge et précise qu'un autre exportateur lui sert à présent de relais pour recevoir des voitures importées. Toutefois, il dit de la qualité des propos de M. Monchaux, il s'engagea pas d'action judiciaire contre lui.

D'autre part, les automobiles belges arrivées en France n'ont toujours pas reçu le certificat de conformité du Service des mines. Au reste, avant de demander ce document, les acheteurs de voitures importées doivent solliciter du constructeur un « certificat documentaire » faisant état de différents normes techniques et techniques entre le véhicule « belge » et celui qui peut rouler en France. Seul, pour le moment, Peugeot a été saisi de « cinq ou six » de ces documents, mais n'y a pas encore répondu. - A. T.

### Technip a racheté Creusot-Loire Entreprises

Le conseil d'administration de Technip a approuvé l'acquisition de la totalité du capital de Creusot-Loire Entreprises, dont la raison sociale sera désormais CLE (le Monde du 1<sup>er</sup> février). Le transfert des actions sera effectué d'ici au 15 avril, mais un conseil de Creusot-Loire Entreprises, réuni le 28 février, en a tiré les conséquences : M. Louis Delattre, qui était président-directeur général, a cédé sa place à M. Jacques Célérier tandis que M. Guy Ruppel, directeur général adjoint de Technip, a été nommé directeur général de CLE, en remplacement de M. Jean Coré, démissionnaire.

Pour céder ce nouvel « appartement » de Creusot-Loire pour 1 F symbolique, M. Finet-Valen- ciennes son PDG a dû y mettre le prix. Les pertes actuelles et prévisibles ont dû être compensées financièrement par le vendeur, ce qui doit représenter une somme non négligeable compte tenu des pertes de CLE en 1982 (58 millions de francs) et en 1983 (plus de 100 millions). Enfin, on affirme chez Technip que, dans « l'état actuel des choses, l'emploi sera maintenu » (CLE compte onze cents salariés, et Technip deux mille sept cents).

Bien que les deux sociétés conservent leur personnalité juridique, l'opération fait de cet ensemble l'un des premiers groupes d'ingénierie d'Europe (5 milliards de francs de chiffre d'affaire) - avec les avantages et les inconvénients que peut présenter l'effet de taille sur un marché qui continue de se dégrader du fait des difficultés financières des pays de l'Est, des nations pétrolières et des pays en développement.

Les avantages sont partagés : Technip y trouve des complémentarités, puisque, si les deux sociétés ont été créées pour le traitement du pétrole et du gaz, les points forts de la diversification de CLE (papier, engrais, ciment) ne sont pas ceux de Technip.

Quant à CLE, elle retrouve une indépendance vis-à-vis de sa maison mère : or les clients sont de plus en plus réticents à accepter une société d'ingénierie liée trop étroitement à un fournisseur de matériel. Ce qui n'empêchera nullement le groupe Schneider de rester l'un des fournisseurs principaux de CLE, comme il l'est actuellement de Technip.

Les inconvénients n'en sont pas moins évidents : canal des pertes (près de 100 millions en 1982), beaucoup plus en 1983 ; moindre concurrence sur le marché national ; atrophie inévitable dans l'une ou les deux des deux groupes étaient rivaux (notamment le traitement des hydrocarbures), même si, pour l'important contrat d'Astrakhan en URSS en 1982 (2,7 milliards de francs), elles avaient allié leurs forces plutôt que de les opposer.

B. D.

### LA BANQUE JAPONAISE SUMITOMO RACHÈTE UNE BANQUE SUISSE, FILIALE DU BANCO AMBROSIANO

La Banque Sumitomo, qui figure parmi les trois premiers établissements japonais, a racheté, pour 144 millions de dollars (1,2 milliard de francs français), 52,67 % du capital de la Banque du Gothard, filiale du Banco Ambrosiano de Luxembourg, holding international du Banco Ambrosiano.

Après l'écroulement de la maison mère, en août 1982, ce holding s'est trouvé devoir 450 millions de dollars (3,6 milliards de francs français) à quatre-vingt-huit banques de tous les pays, et la vente de sa filiale helvétique va lui permettre de rembourser une partie de sa dette.

La Banque du Gothard, dont le siège social est à Lugano, est la vingt-troisième banque suisse par le bilan (3,73 milliards de francs suisses, soit environ 15 milliards de francs français) et la douzième par le capital. C'est la première fois qu'une banque japonaise prend le contrôle d'une banque européenne, le choix de la Suisse, pour une implantation, ayant été dicté par la position avantageuse de ce pays en matière d'émissions internationales.

L'opération a été facilitée par le levé des restrictions qu'imposent les autorités helvétiques à l'installation de banques japonaises en Suisse. Auparavant, une stricte réciprocité était exigée entre les deux pays dans le domaine des implantations bancaires.

## CONJONCTURE

### L'activité industrielle se maintient mais le commerce extérieur va rester légèrement déficitaire estime l'INSEE

Beigne du pouvoir d'achat, augmentation du chômage, alourdissement de la fiscalité, ralentissement exceptionnel de la consommation. Telles sont les conséquences des mesures de rigueur prises en 1982 et mars 1983 pour assainir les finances intérieures et extérieures de la France, conséquences que décrit et mesure l'INSEE dans ses derniers notes de synthèse. « Situation et perspectives de l'économie française » (1).

En revanche, l'assainissement de l'économie française n'a pas provoqué la récession que l'on craignait : la production industrielle a progressé de 1,7 % entre le début et la fin de l'année dernière (+ 1,5 % en moyenne annuelle). Quant à la production nationale, elle a, dans son ensemble, progressé de 0,5 % en moyenne annuelle et au cours de l'année. Cette bonne tenue de la production s'explique par les progrès du commerce extérieur, eux-mêmes dus à la reprise de la croissance à l'étranger.

De même l'assainissement s'est traduit par une légère amélioration des résultats des entreprises, une certaine maîtrise des déficits publics et une importante amélioration de la balance commerciale. L'inflation, quant à elle, a reculé moins vite que prévu.

● MÉNAGES : baisse de 0,7 %

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (salariés, mais aussi artisans et commerçants), qui prend en compte, outre les salaires et les revenus directs, les prestations sociales et les impôts, a baissé de 0,7 % en moyenne annuelle. Ce recul est important (la loi de finances pour 1983 prévoyait une baisse limitée à 0,1 %). Il est aussi exceptionnel en France, le seul précédent remontant à 1980, année où le recul avait été de 0,3 %.

La baisse de 1983 s'explique par l'augmentation des impôts et la baisse du revenu brut d'exploitation des entrepreneurs individuels (artisans et commerçants), liés aux mauvais résultats du commerce et à de moins bonnes récoltes qu'en 1982.

Si l'on prend en compte les seuls salaires - après paiement des cotisations sociales - le recul est net (- 1,3 % en moyenne annuelle) du fait de la forte hausse des cotisations

sociales à la charge des salariés (+ 5,7 % en pouvoir d'achat).

Ces évolutions ont pesé sur la consommation des particuliers, qui n'a progressé que de 0,4 % entre le début et la fin de l'année (+ 0,8 % en moyenne annuelle). Encore cette faible progression ne s'explique-t-elle que par l'évolution des dépenses de « services » qui continuent de progresser (sauf, coiffeur, teinturier...). Pour les seuls biens durables, le recul de la consommation est très net et probablement sans précédent : - 3,5 % en moyenne, - 6,6 % en glissement (janvier à décembre 1983). Les ménages ont pourtant tiré sur leur épargne, dont le taux revient (par rapport au revenu disponible) de 15,6 % en 1982 à 14,8 % en 1983.

● Commerce extérieur : net redressement, malgré une compétitivité médiocre à l'extérieur

La dévaluation du début 1983 a permis d'améliorer le niveau de compétitivité sur le marché intérieur ; sur les marchés extérieurs, elle a peine permis de la maintenir. La tendance a été, pour les entreprises, de compenser sur les marchés extérieurs les pertes que le contrôle des prix occasionne sur le marché intérieur. Mais la reprise de la demande mondiale a permis d'améliorer de 50 milliards de francs le déficit extérieur, en gagnant 5 % de parts de marché depuis la fin 1982, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Pour le premier semestre 1984, l'INSEE prévoit un arrêt de nos gains de parts de marché, du fait d'un affaiblissement de notre compétitivité. Aussi le commerce extérieur restera-t-il légèrement déficitaire chaque mois.

● Emploi : la situation continuera à se dégrader  
Entre fin 1982 et fin 1983, 190 000 emplois ont disparu au total. Les secteurs industriels (bâtiment, génie civil compris) voient leurs effectifs baisser de 2,9 %. Dans le tertiaire (services), la progression des effectifs salariés est faible (60 000) par rapport à 1982 (180 000).

L'emploi continuera à diminuer en 1984, prévoit l'INSEE.

(1) Tendances de la conjoncture (février 1984).

### La baisse des prélèvements obligatoires

#### M. CHIRAC : DE LA POUDRE AUX YEUX

M. Jacques Chirac, invité mardi 28 février de la chambre de commerce franco-américaine de Paris, a été interrogé sur le projet de M. Delors de réduire les prélèvements obligatoires en 1985. Le maire de Paris a répondu : « Je suis satisfait d'entendre M. Delors reconnaître la nécessité de réduire les prélèvements obligatoires. Mais c'est de la poudre aux yeux. Je suis sûr que, quelles que soient les bonnes intentions du gouvernement, qu'il n'y a aucune chance que cela puisse se faire dans l'état actuel des choses. »

M. Chirac a ajouté : « La grande différence qu'il y a entre la proposition de M. Delors et celle de l'opposition, c'est que l'opposition a conscience de l'effort draconien qu'elle devra faire pour tenir cet engagement, et elle sait que, quelles que soient les bonnes intentions de son ministre des finances, il est tout à fait exclu que le gouvernement, aujourd'hui, accepte les contraintes politiques qu'impliquerait la mise en œuvre d'une réduction de 1 % des prélèvements obligatoires. »

M. Jean-Michel Baylet, président du Mouvement des radicaux de gauche, note, à propos de l'intervention de M. Delors, que « les propositions du MRG faites au gouvernement commencent à être prises en compte, et il se réjouit donc que le gouvernement prévoie une réduction des impôts et charges sociales ». Le président du MRG insiste pour que la taxe professionnelle soit totalement abandonnée et la TVA réajustée en conséquence.

● Le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle. - Le décret relatif aux modalités de fonctionnement et à la composition du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes a été publié le 26 février au Journal officiel. En application de la loi de juillet 1983, qui renforce les chances des femmes dans la vie professionnelle, le conseil est consulté sur tous les projets de loi et de décret. Le conseil établit un rapport annuel d'activité et émet un avis sur le rapport qui lui est adressé, tous les deux ans par le ministre des droits de la femme, qui fait le bilan de son action.

Je tiens à...



## SOCIAL

### MALGRÉ L'OPPOSITION DE LA MAJORITÉ DES SYNDICATS Conclusion d'un accord salarial dans les banques pour 1984

A l'issue de la troisième réunion de la commission nationale paritaire le 28 février, un accord salarial a été conclu pour 1984 entre l'Association française des banques (AFB) et le SNB-CGC. La CFTC, signataire de l'accord 1983, a demandé « un délai de réflexion » d'une dizaine de jours tandis que les autres organisations ont rejeté le texte proposé et maintenu le mot d'ordre de grève nationale de vingt-quatre heures pour le 1<sup>er</sup> mars. Le SNB-CGC a annulé sa participation à ce mouvement.

Les propositions de l'AFB ont sensiblement évolué. A l'origine de la négociation elle proposait pour 1984 deux augmentations : 1 % au 1<sup>er</sup> juillet et 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1985, soulignant que l'effet de report des hausses accordées en 1983 sur 1984 était de 4 %. A la deuxième réunion elle proposait trois augmentations : 1 % au 1<sup>er</sup> juillet, 1 % au 1<sup>er</sup> novembre et 1 % au 1<sup>er</sup> janvier 1985. Devant le refus des syndicats, l'AFB, qui s'était ménagée une certaine marge de manœuvre, a finalement accepté un calendrier différent qui a servi de base à l'accord : le point bancaire sera porté à 11,140 F

au 1<sup>er</sup> juin, soit une augmentation de 1,5 %. Suivront des augmentations de 1,8 % au 1<sup>er</sup> décembre et de 1,65 % au 1<sup>er</sup> janvier.

Ce schéma entre dans le cadre des recommandations gouvernementales puisque au 1<sup>er</sup> janvier 1985 les salaires auront été augmentés en niveau de 5 % par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 1984. Pour le glissement vicieux technique (GVT) un point sera intégré dans la masse salariale, ce qui fera évoluer celle-ci en 1984 de 6,4 %. Enfin l'AFB a accepté une clause de sauvegarde en masse prévoyant dans un communiqué qu'un « rendez-vous a été convenu début 1985 pour examiner en fonction des conditions économiques et de la situation de la branche les modalités et le calendrier d'un ajustement des salaires en masse ».

A la RATP les négociations salariales 1984 ont commencé dans une ambiance qualifiée de « morose » par les syndicats. La direction, qui a prévu une nouvelle réunion le 13 mars, n'a communiqué aucune donnée chiffrée sur les augmentations devant intervenir en deux fois en 1984. La veille, elle avait proposé pour « apurer » 1983 d'avancer rétroactivement les augmentations du 1<sup>er</sup> septembre 1983 et du 1<sup>er</sup> janvier 1984 respectivement au 1<sup>er</sup> juillet et au 1<sup>er</sup> octobre, les rappels intervenant au 1<sup>er</sup> mars.

### LA RATP A DÉGAGÉ UN EXCÉDENT D'EXPLOITATION DE 40 MILLIONS DE FRANCS

La RATP a dégagé, en 1983, un excédent d'exploitation de 40 millions de francs environ, mais cet excédent, qui tient compte des aides de l'Etat et des collectivités publiques, est en diminution par rapport à 1982 (61 millions de francs). C'est ce qu'a indiqué, mardi 28 février à Paris, M. Claude Quin, président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens.

En 1983, la RATP a bénéficié d'une reprise de son trafic (+3,2 %), et les recettes, dues au seul transport de passagers, ont progressé de 12 %. Le trafic du réseau d'autobus a marqué une croissance de 2,2 % et celui des autobus de banlieue de 6 %.

M. Quin a annoncé que le carte orange « intégrale », payable à l'année par prélèvement automatique sur les comptes bancaires et donnant accès de manière permanente au réseau RATP-SNCF, sera lancée en 1984. De même, le paiement par carte bleue sera possible cette année dans une centaine de stations, et son usage sera généralisé dans trois ou quatre ans.

Grève le 8 mars à Air France. — L'ensemble des syndicats de personnels — navigant et au sol — à Air France a décidé d'appeler à une grève de vingt-quatre heures, le mercredi 8 mars, pour protester contre la politique salariale de la compagnie en 1984.

### La CGT dénonce des « atteintes graves » aux droits syndicaux dans les arsenaux

La Fédération nationale des travailleurs de l'Etat CGT va organiser le 6 mars une journée nationale d'action « pour la défense des libertés syndicales », a annoncé son secrétaire général, M. Henri Berry, au cours d'une conférence de presse le 28 février. Il a dénoncé « des atteintes graves aux libertés et droits syndicaux qui ont lieu dans les arsenaux et établissements d'Etat », estimant que M. Charles Hornu, ministre de la défense, « n'est pas intervenu, et parfois a couvert des exactions ».

Tout en notant qu'il y avait eu, depuis 1981, quarante-deux améliorations de « la réglementation pour les droits syndicaux », la Fédération a jugé qu'il y avait « un décalage important » entre les textes adoptés et la vie dans les arsenaux : « Force nous est de constater qu'à différents niveaux quelques responsables n'appliquent pas les droits nouveaux et pis encore, se livrent — au mépris de ceux-ci — à des actes insupportables contre des travailleurs et des militants de la CGT ». Attitude jugée d'autant plus discriminatoire que la CFDT serait, selon les cégétistes, mieux traitée (1).

Des militants présents à la conférence de presse ont fourni des exemples d'« exactions ». Ainsi, à Roanne, le ministère de la défense a déposé plainte contre le secrétaire général de l'union locale pour « pénétration illégale à l'intérieur d'un établissement militaire ». A Brétigny, un ingénieur navigant du centre d'essais en vol, secrétaire du syndicat CGT, s'est vu signifier que, « du fait de son appartenance au Parti socialiste et à la CGT, il n'aurait plus jamais d'avancement ». A Bordeaux, un militant cégétiste, qui « a réussi depuis près de deux ans son diplôme d'ingénieur, n'a toujours pas été nommé », alors qu'il y a « plusieurs postes vacants ». Cet ingénieur est aussi membre du PCF.

La Fédération s'alarme aussi d'un arrêté du 19 janvier 1984, publié à l'initiative de M. Hornu, qui « interdit toute activité syndicale dans les zones réservées et protégées ». « S'il était appliqué, a commenté M. Berry, des milliers de travailleurs seraient désormais privés de tout droit syndical dans les arsenaux et établissements d'Etat ».

M. Berry a rappelé que M. Hornu s'était engagé, en le recevant — avec M. Krasnicki — le 31 janvier dernier, à mettre en place un groupe de travail composé de représentants « au plus haut niveau » du ministère de la défense et de la CGT pour « déterminer » les atteintes au droit syndical et sanctionner ceux qui s'y sont livrés.

(1) M. Berry a ainsi indiqué à Cherbourg : « Nos élus aux comités d'hygiène et de sécurité ne peuvent exercer leur mandat d'élus dans les zones protégées ou réservées, alors que ceux de la CFDT peuvent l'accomplir sans être pour le moins inquiétés ».

### LA GRÈVE DES SIDÉRURGISTES DE SACLOR A ÉTÉ TRÈS LARGEMENT SUIVIE

(De notre correspondant.)

Metz. — Plus de huit cents sidérurgistes de Sacilor (un millier selon les syndicats) ont manifesté, le 28 février dans l'après-midi, à Metz, pour la défense des produits longs en Lorraine. Ce rassemblement, constituant le temps fort des journées d'action communes (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC), a atteint son but : sensibiliser la population aux menaces pesant sur l'avenir du train à fil de Rombas et le projet de train universel mixte rail-palplanche-poutrelle. A cette occasion, les sidérurgistes ont défilé plusieurs couronnes de fil d'acier (6 tonnes) dans les rues de Metz, bloquant la circulation au centre de la ville, avant d'être reçus à la préfecture de région gardée par plusieurs cordons de CRS. La journée d'action unitaire des sidérurgistes de Sacilor a été marquée par une grève très largement suivie (70 % à 90 % en fonction des unités, selon la direction). Au cours de cette journée, les manifestants ont, par ailleurs, dressé plusieurs barrages routiers filtrants dans le bassin sidérurgique mosellan, occupé la gare de Thionville, et point sur un train des slogans tels que « SOS Sacilor ! ».

Un groupe de sidérurgistes indépendants d'Usinor long ont occupé hier, durant une heure, la poste de Longwy-bas. A cette occasion, ils ont apposé sur le courrier des tampons portant le slogan : « 1979-1984, même combat ! » — J.-L. T.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



#### COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en 1983 par le groupe de la Compagnie générale d'électricité (sociétés contrôlées et affiliées) s'est élevé à 62 464 millions de francs contre 65 788 millions de francs en 1982.

En raison des profondes modifications de structures intervenues au cours de l'exercice écoulé, avec la cession partielle des intérêts du groupe dans SGB-Saintmex et Brice, la cession de Simra Alcatel et de Cepem et la prise de contrôle de la Compagnie Electro-Mécanique, des Châssiers Dubignon et de la société Hotchikiss Brumet Sogema, les chiffres de 1982 et de 1983 ne sont pas directement comparables. A structures rendues comparables, la progression d'une année à l'autre s'établit à +13,8 %.

La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires total du groupe est donnée dans le tableau ci-après. Les montants réalisés au cours des deux exercices 1982 et 1983 sont accompagnés des variations 1983-1982 calculées à structures comparables.

|   | MF : millions de francs |                   |  |
|---|-------------------------|-------------------|--|
|   | Montant 1982 (MF)       | Montant 1983 (MF) | Variation 1983-1982 à structures comparables |
| Electromécanique et construction navale | 16 242                  | 21 416            | + 32,3 %                                     |
| Entreprise électrique                   | 7 349                   | 9 219             | + 25,2 %                                     |
| Entreprise                              | 13 822                  | —                 | —  |
| Télécommunications et informatique      | 12 247                  | 12 950            | + 5,7 %                                      |
| Câbles                                  | 4 808                   | 6 463             | + 34,4 %                                     |
| Accumulateurs et piles                  | 3 472                   | 3 862             | + 11,2 %                                     |
| Matériaux                               | 1 221                   | 1 363             | + 11,6 %                                     |
| Grand public                            | 1 857                   | —                 | —  |
| Commercial et divers                    | 6 370                   | 7 191             | + 12,9 %                                     |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>65 788</b>           | <b>62 464</b>     | <b>+ 13,8 %</b>                              |

La part relative des sociétés affiliées dans le chiffre d'affaires global est d'environ 8 % en 1983.

#### GRUPE SCREG

##### CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 1983

D'après les données provisoires, le chiffre d'affaires consolidé 1983 s'est élevé à 22,6 milliards de francs, soit une progression, à structures égales, de 6,8 % par rapport à l'exercice précédent.

La part de ce chiffre réalisée à l'exportation est de 47 %. L'augmentation d'activité se situe uniquement à l'étranger (+19 %), alors qu'en France elle a légèrement régressé (-2 %).

Les chiffres d'affaires des principales filiales du groupe ont été les suivants :  
Célex : 8,4 milliards  
Dragages et travaux publics : 5,1 milliards  
SCREG routes : 3,5 milliards  
SMAC sciéroid : 2,3 milliards  
SACER : 1,6 milliard

La promotion immobilière représentée par PROMOCIDM en France et Versailles Intersol aux Etats-Unis a réalisé un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs. Le courant de commandes au 1<sup>er</sup> janvier 1984 s'élevait à 14 milliards de francs représentant, pour le secteur génie civil, un an et demi d'activité, et un niveau normal pour les autres catégories de travaux.

En Amérique du Nord, le groupe prévoit cette année une activité de l'ordre de 400 millions de dollars US.



#### LAFFITE-BAIL

##### DIVIDENDE EN HAUSSE DE 12 % PROPOSITION D'OPTION DE PAIEMENT EN ACTIONS

Réuni sous la présidence de M. Bernard Fraigneau, le conseil a pris acte du niveau satisfaisant de l'activité en 1983 avec 106 millions de francs d'engagements nouveaux, principalement en ordres-bail immobiliers. Le montant cumulé des investissements se trouve porté à 426 millions dont 198 millions (valeur d'acquisition du domaine immobilier) entrent la valeur intégrale des fonds propres (168 millions).

Le chiffre d'affaires local s'est élevé en 1983 à 110,5 millions, 85 pour le ordres-bail et 25,5 pour la location simple. Le bénéfice social s'établit à 34,1 millions, après 27,3 millions d'amortissements et provisions.

Il sera proposé à l'assemblée générale du 30 mars 1984 la distribution d'un dividende de 22,23 F, dont 0,33 F d'avoir fiscal contre 22,50 F pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 12,1 %. Si l'assemblée approuve la proposition du conseil, le paiement de ce dividende sera effectué au choix de chaque actionnaire, soit en actions de la société, soit en espèces.

Par ailleurs, pour permettre à la société de poursuivre son développement, conformément aux règles de l'encadrement du crédit, le conseil a convoqué une assemblée générale extraordinaire à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à l'effet de l'autoriser à émettre un ou plusieurs emprunts obligataires avec bons de souscription d'actions.

Partez pour la Californie à l'anglais en ligne directe depuis Londres.

Il est impossible de trouver moins cher sur vols réguliers au départ de Paris.

Renseignez-vous auprès de votre

agence de voyages. Comparez. Et ce n'est pas tout ! Cet été, British Airways dessert 15 villes en Amérique du Nord.

Le monde entier aime British Airways.

## British airways

# Billets doux pour la Californie.

PARIS SAN FRANCISCO  
et retour  
5.435 F



## HOLLYWOOD





## SOCIAL

### VOLVO : le consensus à la suédoise

Une quinzaine de PDG du Groupe d'initiative européenne, qui rassemble de puissants industriels de notre continent - dont MM. Umberto Agnelli, de Fiat ; Wisse Dekker, de Philips ; Bernard Hanon, de Lafarge ; Olivier Lecort, de Lafarge-Coppée ; Antoine Riboud, de BSN - se sont réunis à Genève récemment pour tenter de renforcer, face au Japon et aux États-Unis d'Amérique, la compétitivité européenne. Ils ont choisi pour leader M. Pehr Gyllenhammar, président de Volvo. Un diable d'homme, rencontré lors des fêtes célébrant le dixième anniversaire de son usine de Kalmar, en Suède.

Kalmar. - A quelque 300 kilomètres au sud de Stockholm, sur la mer Baltique, l'antique petite ville de Kalmar ne serait qu'un port gelé en partie chaque hiver si l'endroit n'abritait l'une des quatre usines suédoises de Volvo, première société du pays et vingt-sixième entreprise européenne.

Volvo : un mot latin qui signifie « Je roule », un passeport suédois, une dynamique étonnante pour une société qui n'était, au départ, qu'un constructeur d'automobiles moyen, et qui a su se diversifier, ces dernières années, vers l'industrie agro-alimentaire et l'énergie.

#### Une réussite incontestable

Au fil de cette stratégie, Volvo a multiplié par dix ses bénéfices entre 1972 et 1982. Son chiffre d'affaires a pulvérisé tous les records précédents, atteignant, en 1983, 100 milliards de couronnes suédoises (plus de 100 milliards de francs), une progression de 33 % sur 1982, où l'on avait déjà enregistré une avancée similaire.

Les bons résultats financiers de Volvo s'expliquent en partie par le cours élevé du dollar et par la dévaluation de 16 % de la couronne suédoise en 1982 ; mais cette dévaluation ne s'est traduite que par un bénéfice net de 5 à 6 %, étant donné que 45 % des composants d'une voiture Volvo sont importés - notamment de France, - et que leur prix a augmenté en conséquence. Par ailleurs, le groupe a bénéficié, depuis dix ans, de conditions financières et fiscales tout à fait exceptionnelles, de la part de l'État suédois.

« La vraie raison de notre réussite », déclare cependant le PDG du groupe, M. Pehr Gyllenhammar, c'est « l'homme de Volvo ». Qu'il soit ouvrier, actionnaire ou client, l'homme est notre première préoccupation. C'est pourquoi nous avons supprimé le travail à la chaîne dans nos usines, qui sont, aujourd'hui, les plus robotisées d'Europe. Et c'est ici même, à Kalmar, que l'expérience a démarré. »

#### La fin du travail à la chaîne

Il y a dix ans, il n'y avait à Kalmar qu'une fabrique d'allumettes, quelques papeteries et des maréages. Et cette région de la Suède méridionale connaissait une grave crise de l'emploi. C'est pourquoi cet emplacement fut choisi pour la création d'une usine pilote entièrement conçue pour remplacer la chaîne par le travail en équipes. Partant du principe que l'ère de Ford et des grandes usines était dépassée et qu'il valait mieux construire « de petites unités de production dans les petites villes », les dirigeants de Volvo avaient opté pour une architecture en alvéoles, constituée de quatre hexagones juxtaposés, dont la superficie totale au niveau du sol n'excédait pas 15 000 mètres carrés (pour un effectif actuel de 722 personnes, dont 642 à la production).

Autre innovation : cette infrastructure permettait de « casser » la chaîne de montage, fractionnée en une demi-douzaine de circuits fermés où chacun travaille à son propre rythme, pour des opérations différentes, avec de fréquentes permutations de postes. En même temps, le circuit était automatisé, en fonction d'un programme modifiable à chaque instant, selon les nécessités déterminées par les postes de commande affectés à chaque équipe.

Ainsi apparaît aujourd'hui cette usine où les carcasses de voitures voyagent toutes seules sur des plates-formes, pareilles à des autos tamponneuses, guidées par un réseau électrique dissimulé dans le sol. Du plafond pendent les instruments de travail : foreuses, soudeuses et marteaux percuteurs, que les OS manipulent à hauteur d'homme. Désormais, on leur donne une succession de tâches : libre à chacun de répartir son temps comme il le veut, de choisir l'opéra-

De notre envoyé spécial

tion où il peut être le plus rapide. Ce qui compte, c'est le résultat final : cent trente-huit véhicules par jour à plein rendement. En cas de ralentissement du processus entre les diverses opérations, il y a des zones tampons, et des équipes d'ouvriers polyvalents - il s'agit en général de futurs contremaîtres - interviennent au gré des besoins.

Tout cela ne s'est pas fait sans heurts. « Au début, déclare un agent de maîtrise, les ouvriers refusaient les programmes gérés par commande numérique : « l'ordinateur », disaient-ils, on n'en a rien à faire ! »

Des problèmes, aussi, avec la centrale ouvrière de Stockholm, qui, s'inquiétant des hausses de salaires et des formules de participation appliquées en fonction du rendement, a déclenché des grèves. « Mais le personnel a pris son parti, affirme M. Gyllenhammar, et c'est la centrale qui a cédé. » Des difficultés, enfin, entre les vieux ouvriers, qui refusaient de s'adapter, et les plus jeunes, plus malléables, mais qui n'avaient jamais connu le travail en usine.

#### Productivité et paix sociale

« Tout cela s'est aplani avec les années », poursuit M. Gyllenhammar. Selon un récent sondage des trois centrales suédoises - structurées selon une hiérarchie particulière : ouvriers, employés, cadres, - 47 % des salariés de la production se déclarent aujourd'hui plus « intéressés » par le travail en équipe, 34 % plus « responsables », 25 % plus indépendants, 20 % moins « stressés » physiquement et 18 % plus sensibles à l'amélioration de l'environnement dans des ateliers clairs, impeccables, où le gain de temps correspond également à un gain d'espace.

Productivité, paix sociale : un consensus qui n'étonne personne dans le contexte du socialisme à la suédoise. Il fallait voir, ces derniers jours, comment se sont déroulées les fêtes d'anniversaire de l'usine de Kalmar : dans l'atelier de montage peint en bleu, blanc, orange, le « big box » juché sur son estrade, éclairé par des phares d'auto, vante les mérites de la « réussite Volvo ». Les applaudissements d'un personnel silencieux, attentif, respectueux. Mais, une fois le discours terminé,

l'immense salle se vide en un clin d'œil. Et puis, à l'entrée des ateliers, il y a toujours le poignage, très début du siècle.

« Aucune technologie nouvelle n'est désormais possible sans flexibilité. Mais le travail à l'usine reste le travail à l'usine, reconnaît M. Gyllenhammar. Il faut donc former les gens ». Une tâche moins difficile qu'ailleurs à l'usine de Kalmar, où le personnel, d'une moyenne d'âge désormais très jeune (moins de trente ans) - les plus âgés ont été peu à peu écartés... - ne compte que 5 % d'immigrés, surtout finlandais.

Aux yeux du patron de Volvo, l'Europe recèle des capacités immenses : « Si nous ne les développons pas, il y aura un nouveau « brain drain », un nouvel exode des talents et du savoir-faire vers les États-Unis, voire vers le Japon. C'est cela qu'il faut empêcher. »

N'est-ce pas un peu utopique ? « L'Europe, répond M. Gyllenhammar, n'a pas été faite par des réalistes : Jean Monnet ne l'était pas. Mais rien de ce qui importe dans le monde n'est créé par des réalistes. »

Il est vrai que pour Volvo, qui possède d'importants intérêts outre-Atlantique, un renforcement des industries européennes ne pourrait que consolider ses positions charnières entre l'Europe et les États-Unis. Le socialisme à la suédoise trouve ainsi ses limites... américaines.

JEAN BENOIT.



SOCIÉTÉ ÉTUDES RÉALISATIONS VENTES ENGINEERING CAMIONS  
21 de France, 20130 MANTOIR - FRANCE  
Tél. 780 497 F

### CE BRUIT QUI TUE...

L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'acoustique, le bruit n'est plus un problème insoluble. L'État a la région d'une partie de la formation professionnelle ne va pas entraîner un changement radical de politique. D'abord parce que nous travaillons avec deux partenaires, l'État et les partenaires sociaux. Chacun a son mot à dire. Ensuite parce que ces partenaires sont sérieux et que le travail qu'ils ont

### LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN ÎLE-DE-FRANCE

#### Des apprentis pour temps de crise

« Vive la crise - ? Dure, la crise, aux plus faibles, aux moins armés. Les 225 000 élèves de l'enseignement technologique d'Ile-de-France s'interrogent sur leur avenir, dans un mois, dans un an ; et puis les 58 000 stagiaires et apprentis qui ont suivi, l'an passé, les enseignements dispensés par les centres de formation professionnelle ou d'apprentissage.

Le premier trimestre de cette année 1984 aura été l'occasion d'une réflexion en profondeur des acteurs politiques, économiques et sociaux sur la préparation des métiers de demain en Ile-de-France. Séminaire du conseil régional, le 31 janvier dernier, assemblée plénière du comité économique et social de la région, le 29 février prochain, et enfin réunion délibérante des élus régionaux le 13 mars.

Le motif commun à tous : dessiner un schéma utile et précis de la formation professionnelle. Réplique tardive à un dossier que la loi de décentralisation leur a confié le 1<sup>er</sup> juin dernier : l'impréparation de l'Etat, qui s'est déchargé d'une partie de la politique de formation professionnelle sur les régions sans avoir vraiment fait ses calculs ; ou réfléchit aujourd'hui, il était temps.

L'Etat conserve la tutelle de la politique de l'emploi des jeunes de seize à dix-huit ans, de la filière électronique, de la formation des défilés et des handicapés. Il garde aussi le contrôle du 1,1 % à la formation continue et celui des agréments des maîtres d'apprentissage. Au total, l'Etat aura dépensé 580,5 millions de francs l'an passé pour la formation professionnelle en Ile-de-France.

La région est désormais responsable de la rémunération des stagiaires, des subventions de fonctionnement aux centres de formation des apprentis ainsi que des subventions aux centres de formation continue et de l'investissement destiné à la construction de ses centres. Pour le conseil régional, l'effort financier a été en 1983 de 629,45 millions de francs équilibrés par des recettes venues pour 30 millions de l'Etat, pour 26 millions du fonds social européen et pour 325,45 millions des produits de la carte grise.

#### Transformer l'école

Après une année de transition, les responsables régionaux essaient de définir une attitude. Pour M. Michel Girard, président (RPR) du conseil régional, le cadre est clair : « Selon un rapport sur le 1<sup>er</sup> plan, deux tiers des travailleurs d'Ile-de-France devront changer d'emploi dans la décennie. Pour sortir des difficultés actuelles et répondre à ce défi, il faut miser sur la productivité, sur l'intelligence et le savoir-faire, porter nos efforts sur les créneaux d'avenir, utiliser au maximum les techniques qui économisent le travail et la fatigue physique. Pour cela, seule la formation professionnelle permettra l'amélioration de la qualification des travailleurs pour des tâches plus élaborées et mieux rémunérées. »

M. Hélène Missoffe, députée (RPR) du dix-septième arrondissement, vice-présidente du conseil, en charge de ce dossier, en tire les enseignements concrets : « Il ne faut pas se faire trop d'illusions. Le transfert de compétences de l'Etat à la région d'une partie de la formation professionnelle ne va pas entraîner un changement radical de politique. D'abord parce que nous travaillons avec deux partenaires, l'Etat et les partenaires sociaux. Chacun a son mot à dire. Ensuite parce que ces partenaires sont sérieux et que le travail qu'ils ont

accompli jusqu'ici est lui aussi très sérieux. »

M. Missoffe prépare pourtant les interférences ultérieures qui pourraient être apportées à la politique de formation professionnelle. Pour cela, elle compte annoncer, le 13 mars prochain, la création d'une « base de données » qui permettrait de centraliser l'ensemble des informations sur les actions de formation professionnelle et de calculer ainsi les taux de placement des stagiaires à un an, calcul qui n'a jamais jusqu'ici été réalisé. Le conseil régional financera la « confection » de ce centre et non la diffusion des informations. Point de débat en perspective.

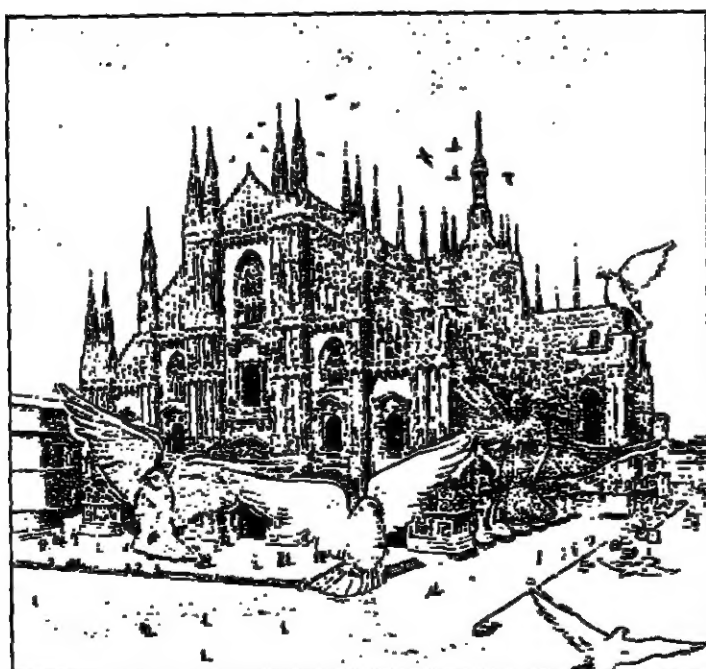
M. Missoffe s'apprête aussi à annoncer la création d'actions de formation nouvelles pour répondre à la crise de l'emploi industriel en Ile-de-France. « La part des effectifs industriels dans l'emploi régional n'a cessé de baisser au cours des années passées », note en effet M. Pierre Bertrandias, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, dans le dernier numéro de sa revue le Courrier. « Avec 1 082 000 personnes employées fin 82, l'industrie regroupe moins de 31 % de l'emploi salarié privé de la région. Cela représente une baisse de 6,4 points depuis 1974. Et encore faut-il noter que près de 40 % des effectifs des entreprises industrielles occupent en réalité des métiers tertiaires. » Ces quatre ou cinq filières nouvelles, « un peu spectaculaires », souligne M. Missoffe, seraient orientées vers l'informatique et la robotique.

Ces propositions devraient satisfaire le conseil économique et social d'Ile-de-France, qui préconise, dans le pré-rapport préparé pour sa séance plénière par M. Jacques Quénel, « la création d'un observatoire régional de la formation et de l'emploi ». Le rapporteur va plus loin en ce qui concerne les nouvelles filières : « Il faudra réaliser une meilleure liaison entre les formations aux nouvelles technologies et les branches traditionnelles d'activités à développer, car il ne faut pas raisonner uniquement en termes de secteurs d'avenir et de secteur traditionnel, mais plutôt tout mettre en œuvre pour une meilleure intégration. »

Enfin, tout le monde est d'accord pour mettre en cause, souvent à mots voilés, les faiblesses de la « formation initiale », celles qui incombent à l'éducation nationale. Les critiques sont de plus en plus nombreuses qui préconisent toutes une ouverture de l'école sur l'entreprise, vaste « serpent de mer » des débats économiques qu'il n'est certainement pas mauvais de citer tous les jours. Conclusion unanime : l'Etat doit prendre ses responsabilités et transformer l'école en profondeur.

OLIVIER SCHMITT.

### L'ART DE VIVRE FRANÇAIS SE POSE A MILAN



FÉVRIER 1984 : OUVERTURE DE L'HOTEL MERIDIEN MILAN.

Situé près de la Gare Centrale, à proximité de la Cathédrale et de la Scala, l'Excelsior Hotel Gallia Meridien, un hôtel de grande tradition, offre 348 chambres et 15 suites, des

salles de conférences et un restaurant parmi les plus réputés de Milan.

En s'implantant à Milan, la chaîne des hôtels Meridien se développe en Europe.



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE

L'Excelsior Hotel Gallia Meridien, Piazza Duca d'Aosta 9, 20124 Milan, Italie. Tél. (02) 6277. Télex 31169 GALLIA I.

Vous trouverez cet art de vivre français à Paris, Lyon, Tours, Nice, Athènes et prochainement à Porto et Lisbonne. Réservations et information : appelez votre agence de voyages, votre agence Air France ou "Meridien Réservation International" à Paris ou 757.15.70.

## Semaine de la CHAUSSURE

DU SAMEDI 25 FÉVRIER AU SAMEDI 3 MARS 1984

- |   |       |
|---|-------|
| <b>MOCASSIN</b> semelle cuir, noir ou couleur               | 325 F |
| <b>CHAUSSURE</b> Richelieu, semelle gomme, noir ou couleur  | 365 F |
| <b>CHAUSSURE</b> bout fleuri, semelle cuir, noir ou couleur | 395 F |
| <b>CHAUSSURE</b> bout golf, semelle cuir, noir ou couleur   | 420 F |

# MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris  
Pour ceux qui savent choisir.

مكتبة الشارقة



# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
28 février

En baisse : - 1,2%

L'ambiance était animée mardi sur le marché des changes (au sous-sol du palais Brongniart) où le dollar est retombé à 8,260 F en séance officielle, confirmant la chute du billet vert constatée lundi soir sur les places américaines. Le vis reculé motivé par les informations selon lesquelles l'armée israélienne aurait bombardé le terminal pétrolier de l'île de Kharg a eu, par contre, un effet haussier sur le cours de l'or.

A Londres, le métal fin a brutalement gagné 6 dollars par rapport au fixing de la veille pour s'établir à 400 dollars l'once en fin de séance. Sur notre marché, le lingot est stationnaire, à 103 000 F (inchangé), tandis que le napoléon perd 2 F à 636 F.

Ces mêmes événements relatifs à la guerre du Golfe n'ont pas pesé à proprement parler sur les actions françaises.

Tout au plus les investisseurs apparaissent-ils assez réservés, mais cette attitude de « wait and see », reflète dans le volume des transactions, en baisse sensible depuis quelques jours, est surtout motivée par l'idée que l'on peut avoir à Paris sur la pénurie de la reprise des cours intervenue depuis quarante-huit heures à Wall Street plutôt que par les conséquences que pourrait avoir l'arrêt éventuel des livraisons de pétrole en provenance de cette région très chahutée du globe.

D'ailleurs, aucun vent de panique n'a soufflé sur les valeurs pétrolières. Si Raffinage a perdu un peu de terrain (- 3 %), à l'inverse la CFP a mis 1 % à son actif. Par ailleurs, Martell, SGE-SB, Nobel et Chantiers France-Dunkerque ont perdu aux alentours de 6 %.

Bonne tenue des mines d'or, notamment Anglo, Président Brard et Pradelle, en hausse de 5 %.

Dollar : 10,45 F environ, pratiquement inchangé sur la veille.

NEW-YORK  
Vif repli

L'instabilité dont continue à faire preuve Wall Street, depuis maintenant de nombreuses semaines, a trouvé une nouvelle confirmation mardi. Succédant à deux séances très bien orientées qui avaient permis à l'indice Dow Jones des valeurs industrielles de gagner globalement près de 45 points, ce même indice a effondré, mardi, un magistral plongeon de 22,82 points pour chuter à 1 157,14 points, les baisses ayant été portées sur les gains.

Très en vue la veille, les valeurs-vectrices, les fameux blue chips ont été les plus affectées par ce revirement des opérateurs, les automobiles et les titres du secteur de la distribution étant également en perte de distribution. A l'origine de cet état de mauvaise humeur, il faut surtout citer les récents propos du président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, qui ont fait l'effet d'une douche froide sur la communauté financière. Intervenant devant l'Association des gouverneurs, M. Volcker a indiqué qu'il ne pouvait émettre question de baisser les taux d'intérêt aussi longtemps que des efforts sérieux d'austérité n'auraient pas été entrepris pour réduire le déficit budgétaire.

Le patron de la Réserve fédérale a ainsi recommandé au Congrès américain de décider une diminution de ce déficit fédéral à hauteur de 50 milliards de dollars par an.

| VALEURS            | Cours du 27 fév. | Cours du 28 fév. |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcoa              | 42 1/8           | 42 1/8           |
| A.T.T.             | 17 1/4           | 17 1/4           |
| Boeing             | 42 1/2           | 42 1/2           |
| Chrysler           | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Deere              | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Du Pont de Nemours | 47 1/2           | 47 1/2           |
| General Electric   | 47 1/2           | 47 1/2           |
| IBM                | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Johnson & Johnson  | 47 1/2           | 47 1/2           |
| McDonald's         | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Merck & Co.        | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Motorola           | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Procter & Gamble   | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Rockwell           | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Schlumberger       | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Union Carbide      | 47 1/2           | 47 1/2           |
| U.S. Steel         | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Westinghouse       | 47 1/2           | 47 1/2           |
| Xerox Corp.        | 47 1/2           | 47 1/2           |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE.** - Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a régressé à 62,4 milliards de francs en 1983 contre 63,8 milliards lors du précédent exercice, une baisse qui s'explique par la concentration des structures du groupe intervenue à la fin de l'année dernière, et non pas par une baisse d'activité. A structures comparables, est-il précisé, le chiffre d'affaires consolidé a marqué une progression de 13,8 % en 1983, ce qui correspond à une augmentation de 4 % au moins du volume d'activité d'un exercice à l'autre. Au titre de l'exercice en cours, compte tenu de l'apport d'activités nouvelles telles que celles de Thomson Télécommunications, le groupe se sent encouragé en 1983 de SGE-SB, de Sistrac-Alcatel et de Cegem, la progression du chiffre d'affaires de la CGE devrait être de 25 % environ pour l'ensemble du groupe, a assuré son directeur général, M. Georges Pébère, précisant qu'à structures comparables, l'augmentation devrait être voisine de 10 à 11 %. En ce qui concerne les résultats financiers relatifs à l'exercice 1983, tant au niveau du groupe que de la société-mère, ils devraient se situer à un niveau sensiblement identique à celui de l'année précédente.

**MAJORETTE.** - Dans une lettre adressée aux actionnaires de cette société spécialisée dans la fabrication de voitures miniatures, son président, M. Emile Véron, fait état d'une progression globale de 26,08 % du chiffre d'affaires en 1983, lequel a atteint 297,7 millions de francs, dont 164,7 millions à l'exportation, un secteur en augmentation de 35 % d'une année sur l'autre. Ce chiffre est toutefois inférieur aux 300 millions escomptés pour l'année dernière en raison de l'incendie survenu en juillet 1983 dans l'atelier d'Injection de Zamak qui a empêché, selon son président, la firme d'atteindre un chiffre d'affaires de l'ordre de 335 millions de francs. Compte tenu des coûts d'assurance, ce chiffre n'aura aucun effet sur les résultats financiers, lesquels devraient s'accroître de façon sensible, « tant en termes de bénéfice d'exploitation (plus 16,6 % en 1982) que de bénéfice net, la progression de la marge brute d'auto-financement étant évaluée aux alentours de 23 % comme pour les exercices précédents.

## INDICES QUOTIDIENS

(indice base 100 = 30 déc. 1983)

Valeurs françaises : 102,9 28 fév.

Valeurs étrangères : 102,1 28 fév.

C-DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général : 164,3 28 fév.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Offre nette du 28 février : 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en francs) : 233,17 28 fév.

## BOURSE DE PARIS Comptant

28 FEVRIER

| VALEURS             | % de non. | % de coupon | VALEURS         | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS          | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS            | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-----------|-------------|-----------------|-------------|---------------|------------------|-------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|
| 3 %                 | 28 05     | 1 238       | Debut Act. 4 p. | 703         | 705           | P.L.M.           | 335         | 332 50        | Franklin           | 0 30        | ...           |
| 5 %                 | 33 30     | 0 383       | Debut Act. 4 p. | 703         | 705           | P.L.M.           | 335         | 332 50        | Gén. Belge         | 320         | 314           |
| 5 % amort. 46-54    | 71        | 1 738       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Gowat              | 570         | 570           |
| Emp. 7 % 1975       | 5975      | ...         | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Hogwood            | 119 50      | 119 50        |
| Emp. 8,80 % 77      | 118 25    | 6 780       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Grand Metropolitan | 56          | 56 80         |
| 8,80 % 78/80        | 50 15     | 6 212       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Gulf Oil Canada    | 142         | 145           |
| 10,80 % 79/84       | 82 30     | 5 262       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Hartmann           | 829         | 861           |
| 12,25 % 80/80       | 100 61    | 9 811       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Hogwood            | 1130        | 1135          |
| 13,80 % 80/87       | 102 80    | 5 128       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Ind. Min. Chem.    | 450         | 445           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75    | 1 687       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Johannesburg       | 1400        | 1470          |
| 16,20 % 82/80       | 111 50    | 2 009       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Koblenz            | 15          | 15            |
| 16,75 % 81/87       | 110 75    | 1 687       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Lafayette          | 255         | 248 50        |
| 16,20 % 82/80       | 111 50    | 2 009       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Monsieur           | 507         | 507           |
| E.O.F. 14,6 % 80-82 | 137 10    | 1 482       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Mark-Spencer       | 35 80       | 34 20         |
| C.F. France 3 %     | 139 40    | ...         | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Midland Bank Plc   | 63          | 65            |
| Ch. B. France 82    | 101 75    | 2 152       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Midland Bank Plc   | 63          | 65            |
| Ch. B. France 82    | 101 75    | 2 152       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Midland Bank Plc   | 63          | 65            |
| Ch. B. France 82    | 101 75    | 2 152       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Midland Bank Plc   | 63          | 65            |
| Ch. B. France 82    | 101 75    | 2 152       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Midland Bank Plc   | 63          | 65            |
| Ch. B. France 82    | 101 75    | 2 152       | Département     | 126 50      | 127           | Procter & Gamble | 186         | 189 50        | Midland Bank Plc   | 63          | 65            |

| VALEURS             | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS         | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|
| 3 %                 | 28 05       | 1 238         | Debut Act. 4 p. | 703         | 705           |
| 5 %                 | 33 30       | 0 383         | Département     | 126 50      | 127           |
| 5 % amort. 46-54    | 71          | 1 738         | Département     | 126 50      | 127           |
| Emp. 7 % 1975       | 5975        | ...           | Département     | 126 50      | 127           |
| Emp. 8,80 % 77      | 118 25      | 6 780         | Département     | 126 50      | 127           |
| 8,80 % 78/80        | 50 15       | 6 212         | Département     | 126 50      | 127           |
| 10,80 % 79/84       | 82 30       | 5 262         | Département     | 126 50      | 127           |
| 12,25 % 80/80       | 100 61      | 9 811         | Département     | 126 50      | 127           |
| 13,80 % 80/87       | 102 80      | 5 128         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75      | 1 687         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,20 % 82/80       | 111 50      | 2 009         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75      | 1 687         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,20 % 82/80       | 111 50      | 2 009         | Département     | 126 50      | 127           |
| E.O.F. 14,6 % 80-82 | 137 10      | 1 482         | Département     | 126 50      | 127           |
| C.F. France 3 %     | 139 40      | ...           | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |

## Obligations convertibles

| VALEURS             | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS         | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|
| 3 %                 | 28 05       | 1 238         | Debut Act. 4 p. | 703         | 705           |
| 5 %                 | 33 30       | 0 383         | Département     | 126 50      | 127           |
| 5 % amort. 46-54    | 71          | 1 738         | Département     | 126 50      | 127           |
| Emp. 7 % 1975       | 5975        | ...           | Département     | 126 50      | 127           |
| Emp. 8,80 % 77      | 118 25      | 6 780         | Département     | 126 50      | 127           |
| 8,80 % 78/80        | 50 15       | 6 212         | Département     | 126 50      | 127           |
| 10,80 % 79/84       | 82 30       | 5 262         | Département     | 126 50      | 127           |
| 12,25 % 80/80       | 100 61      | 9 811         | Département     | 126 50      | 127           |
| 13,80 % 80/87       | 102 80      | 5 128         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75      | 1 687         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,20 % 82/80       | 111 50      | 2 009         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75      | 1 687         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,20 % 82/80       | 111 50      | 2 009         | Département     | 126 50      | 127           |
| E.O.F. 14,6 % 80-82 | 137 10      | 1 482         | Département     | 126 50      | 127           |
| C.F. France 3 %     | 139 40      | ...           | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |

## Actions au comptant

| VALEURS             | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS         | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|
| 3 %                 | 28 05       | 1 238         | Debut Act. 4 p. | 703         | 705           |
| 5 %                 | 33 30       | 0 383         | Département     | 126 50      | 127           |
| 5 % amort. 46-54    | 71          | 1 738         | Département     | 126 50      | 127           |
| Emp. 7 % 1975       | 5975        | ...           | Département     | 126 50      | 127           |
| Emp. 8,80 % 77      | 118 25      | 6 780         | Département     | 126 50      | 127           |
| 8,80 % 78/80        | 50 15       | 6 212         | Département     | 126 50      | 127           |
| 10,80 % 79/84       | 82 30       | 5 262         | Département     | 126 50      | 127           |
| 12,25 % 80/80       | 100 61      | 9 811         | Département     | 126 50      | 127           |
| 13,80 % 80/87       | 102 80      | 5 128         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75      | 1 687         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,20 % 82/80       | 111 50      | 2 009         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75      | 1 687         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,20 % 82/80       | 111 50      | 2 009         | Département     | 126 50      | 127           |
| E.O.F. 14,6 % 80-82 | 137 10      | 1 482         | Département     | 126 50      | 127           |
| C.F. France 3 %     | 139 40      | ...           | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |

## Étrangères

| VALEURS             | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS         | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|
| 3 %                 | 28 05       | 1 238         | Debut Act. 4 p. | 703         | 705           |
| 5 %                 | 33 30       | 0 383         | Département     | 126 50      | 127           |
| 5 % amort. 46-54    | 71          | 1 738         | Département     | 126 50      | 127           |
| Emp. 7 % 1975       | 5975        | ...           | Département     | 126 50      | 127           |
| Emp. 8,80 % 77      | 118 25      | 6 780         | Département     | 126 50      | 127           |
| 8,80 % 78/80        | 50 15       | 6 212         | Département     | 126 50      | 127           |
| 10,80 % 79/84       | 82 30       | 5 262         | Département     | 126 50      | 127           |
| 12,25 % 80/80       | 100 61      | 9 811         | Département     | 126 50      | 127           |
| 13,80 % 80/87       | 102 80      | 5 128         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75      | 1 687         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,20 % 82/80       | 111 50      | 2 009         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,75 % 81/87       | 110 75      | 1 687         | Département     | 126 50      | 127           |
| 16,20 % 82/80       | 111 50      | 2 009         | Département     | 126 50      | 127           |
| E.O.F. 14,6 % 80-82 | 137 10      | 1 482         | Département     | 126 50      | 127           |
| C.F. France 3 %     | 139 40      | ...           | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |
| Ch. B. France 82    | 101 75      | 2 152         | Département     | 126 50      | 127           |

## SECONDE MARCHÉ

|                     |        |        |                 |        |     |        |        |     |                 |         |         |               |        |        |
|---------------------|--------|--------|-----------------|--------|-----|--------|--------|-----|-----------------|---------|---------|---------------|--------|--------|
| Barrois             | 479 50 | 480 30 | Hydro-Energie   | 179 70 | 180 | Ugento | 224 50 | 225 | Bouss-Monvies   | 298 03  | 298 52  | Hydro-Energie | 127 18 | 127 43 |
| Alsace Hypoth. Euz. | 299    | 291    | Hydro. St-Denis | 50 50  | 48  | Ugento | 224 50 | 225 | Grand Américain | 2066 48 | 2064 31 | Nord-Est      | 888 08 | 825 71 |



